

Le piège péruvien

Le gouvernement social-démocrate de M. Alan García est tombé dans le piège tendu par les fanatiques du Sentier lumineux. En noyant dans le sang la motinerie déclenchée simultanément dans trois établissements pénitentiaires de la capitale du Pérou, il a compromis en un seul jour l'incontestable crédit international qu'il s'était acquis en onze mois de pouvoir.

M. García se flattait, à la différence de son prédécesseur, M. Belaunde Terry, de lutter contre la subversion en respectant le plus possible les droits de l'homme. Le véritable massacre perpétré délibérément par les forces de l'ordre, si l'on en croit les témoignages recueillis par des parlementaires de gauche, est une tache bien sombre pour un régime démocratique, humaniste, pétri de bonnes intentions et qui se pose en champion de la lutte pour la souveraineté et la dignité des peuples de l'Amérique latine face aux exigences et aux pressions étrangères.

Cet acte de barbarie a été commis pratiquement sous les yeux des centaines de personnalités réunies à Lima pour le congrès de l'Internationale socialiste. Ses répercussions n'en seront que plus graves. Les militaires, qui ont apparemment interprété à la lettre les instructions données par le gouvernement de « rétablir l'ordre », ont sans doute voulu, sans risque et sans gloire, régler leurs comptes avec les membres ou les sympathisants d'une organisation qui ne s'embarrasse pas de davantage de scrupules et pratique une violence aveugle et de plus en plus meurtrière.

Le président Alan García, conscient du risque grave de détérioration de l'image de son pays, a promis la mise en place d'une commission d'enquête, le châtiement des militaires coupables « d'excès » et a affirmé que son régime n'était pas menacé par une militarisation. Il est permis d'en douter.

La dépendance de son gouvernement à l'égard des chefs d'une armée dont tous les secteurs n'ont vraisemblablement pas renoncé à reprendre directement les choses en main paraît de plus en plus grande. Exaspérés par des actions terroristes, en particulier dans la capitale, devant lesquelles ils se sentent impuissants, les militaires ne cessent de réclamer des mesures de plus en plus énergiques et autoritaires : extension de l'état d'urgence à l'ensemble du pays, maintien pour un temps indéterminé du couvre-feu à Lima, rétablissement de la peine de mort, censure de la presse.

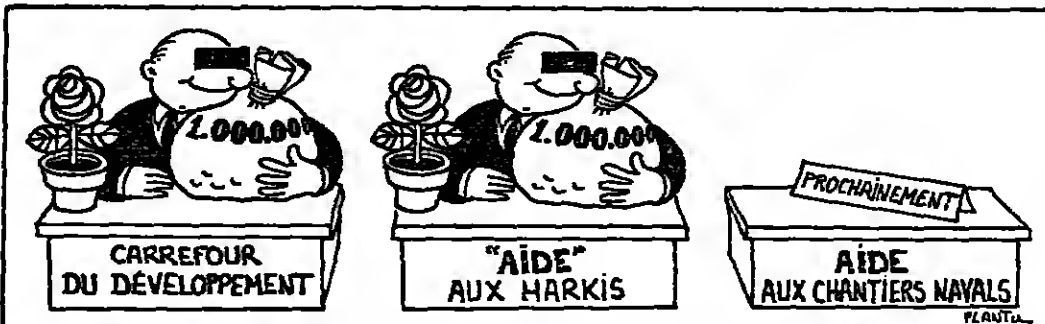
Le président s'est refusé jusqu'à présent à leur donner satisfaction. Il est aujourd'hui placé devant un choix délicat : ou poursuivre effectivement les responsables militaires qui ont répondu à l'appel au secours du gouvernement et accroître dangereusement un malaise latent dans les rangs de l'armée, ou passer l'éponge en s'engageant davantage dans l'engrenage d'une machine de fait des militaires sur toutes les affaires de sécurité.

La violence aveugle du Sentier, ses objectifs politiques incohérents et irréalistes, ne suscitent aucune sympathie. Mais on attend d'un gouvernement démocratique, si gravement menacé soit-il, qu'il ne se laisse pas déborder. Les règlements de comptes de Lurigancho et du Fronton sont de toute façon inutiles. Pour les militaires qui les ont ordonnés, il s'agit d'une victoire à la Pyrrhus qui ne peut que favoriser une escalade encore plus redoutable pour le régime démocratique du Pérou.

(Lire page 7.)

LA NORMED EN CESSATION DE PAIEMENT

M. Madelin coupe les vivres aux chantiers navals mais annonce un « plan social ambitieux »



M. Jacques Dollo, président de la Société de construction navale NORMED (Chantiers du Nord et de la Méditerranée), a présenté, ce mardi 24 juin aux actionnaires, les comptes de l'entreprise pour 1985 et le rapport de gestion.

Il a confirmé que le gouvernement avait décidé, par une lettre de M. Madelin, ministre de l'Industrie, écrite la semaine dernière, de supprimer les aides exceptionnelles de restructuration versées par l'Etat à NORMED. Ainsi l'entreprise est-elle, depuis lundi, en état de cessation de paiement.

Après la réunion du comité central d'entreprise et d'un conseil d'administration extraordinaire, M. Dollo devait se rendre au tribunal de commerce de Paris.

Les juges auront le choix entre l'ouverture d'une procédure de redressement, avec nomination d'un administrateur, et la liquidation de l'entreprise. Des négociations commenceront alors avec d'éventuels repreneurs. Alstom a été approché.

De leur côté les syndicats se mobilisent. Au ministère de l'Industrie, on assure qu'un plan social ambitieux sera rendu

public prochainement mais que la décision de fermer tel ou tel site relève de la logique de l'entreprise mais pas des pouvoirs publics. Le site de La Cintat, semble-t-il, le plus de chance d'être maintenu, avec des effectifs sensiblement réduits toutefois (deux mille neuf cents salariés actuellement). Le raisonnement du ministère apparaît sans nuance dans la mesure où, en coupant les aides à NORMED sans négociation préalable, M. Madelin a privé les dirigeants de l'entreprise de toute marge d'initiative.

(Lire page 42 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD.)

UN ENTRETIEN AVEC LE NOUVEAU MAÎTRE D'ŒUVRE DE VALEO

Le système De Benedetti

Avec l'affaire Valeo, les Français ont découvert M. Carlo De Benedetti, le symbole quasi mythique d'une nouvelle race de capitalistes italiens. Le dossier est désormais clos. Mais l'interrogation sur le personnage de M. De Benedetti reste entière. Qui est cet « ingénieur » de cinquante et un ans, patron d'Olivetti ? Pourquoi, après avoir remis avec brio cette entreprise de machines à écrire octogonale sur les rails de l'informatic, a-t-il racheté les pâtes alimentaires de Buitoni, puis les démarrers automobiles de Valeo, et aujourd'hui des banques ?

De nos envoyés spéciaux

Ivrea. — Pour les uns, M. De Benedetti incarne le renouveau industriel italien, pour les autres, il n'est qu'un financier habile, voire simplement un spéculateur hors pair. Assurément, M. De Benedetti dérange. Personne ne s'y retrouve, ni dans les méthodes qu'il emploie — introductions systématiques et rapides en Bourse — ni dans les objectifs qu'en définitive il poursuit.

Pourtant « tout est tellement logique », assure-t-il d'une voix

lente et grave. Il ne correspond pas vraiment à l'image qu'on s'en fait. On attend un affairiste. On tombe sur un homme calme, réfléchi, direct. De son bureau d'Ivrea, siège d'Olivetti, ne aperçoit les contreforts du Piémont. A portée de sa main, un terminal informatique où clignotent inlassablement les cours de Bourse de ses sociétés. « Je n'ai jamais revendu aucune des sociétés que j'ai acquises », observe-t-il d'abord. Sa « logique » n'est pas celle-là. Il s'achète pas au hasard, mais casse, avec application depuis dix ans, de construire un groupe diversifié, d'envergure internationale, en mouant — c'est là son originalité — des alliances financières, industrielles et commerciales à tous les niveaux.

Absolue nécessité en cette fin de vingtième siècle que ce système complexe qu'il appelle un « réseau ».

Ni le capitalisme familial, qu'il dénonce avec vigueur, ni même les multinationales classiques ne correspondent plus au monde mouvant qui se dessine. « Les entreprises ont une équation difficile à résoudre, expose-t-il, la vie des produits est plus courte, le coût de développement plus élevé et il faut être sur tous les marchés mondiaux à la

fois, même si c'est pour quelques mois. La seule solution est une politique d'alliances ».

A cette première volonté stratégique s'ajoute un second impératif. Financier celui-là : « Je n'ai pas de moyens personnels qui soient en mesure de satisfaire cette ambition, j'ai besoin, j'ai toujours eu besoin d'un levier, poursuit-il. Ce levier, c'est le marché financier qui me le donne ». D'un programme « en cascade » de 500 groupes avec, à chaque niveau, un appel à la Bourse.

L'idée est qu'en mettant peu d'argent de sa poche, l'ingénieur « co » lève beaucoup mais garde le contrôle de l'ensemble. Voilà donc le « système De Benedetti » : réseau d'alliances et effet de levier.

Constata-t-on qu'il est efficace. M. De Benedetti ne possède, en tout et pour tout, que 51 % de COFIDE (Compagnie financière De Benedetti), la holding financière de l'été (voir organigramme). Celle-ci détient 35 % dans la CIR (Compagnie Industrielle Riunita), autre holding, mais industrielle cette fois-ci, qui contrôle à son tour Olivetti, Buitoni, Valeo...

CLAIRE BLANDIN et ÉRIC LE BOUCHER. (Lire la suite page 44.)

D'un « isme » à l'autre

par ANDRÉ FONTAINE

VALÉRY GISCARD D'ESTAING ne cessait de répéter, au moment de son élection à la présidence, que les Français voulaient être gouvernés « au centre ». Il lui arrivait d'ajouter, en privé, que ce serait une « tragédie » si les socialistes ne revenaient pas dans la majorité — celle qui le soutenait, bien sûr — durant son septennat.

Les socialistes n'en ont rien fait, et la « tragédie » ne s'est pas pour autant produite. Mais il reste, à en juger par le ton dans l'ensemble cohabitationniste des sondages, que les Français aspirent bien, comme le pensait VGE, à être gouvernés « au centre ». Même si la logique de l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel, à laquelle ils sont, dans leur immense majorité, très attachés, coupe, par définition, la nation en deux.

La classe politique n'ignore pas cet état d'esprit, mais elle a tendance à ne voir que confusion et naïveté dans ce qui est bien davantage le reflet d'une grande lassitude à l'égard de la guerre civile, sanglante ou verbale, dont a tant souffert la nation, d'un scepticisme grandissant envers des hommes et des idéologies que la réalité des faits a trop souvent contredits et de la conviction que seule l'union permettrait de répondre aux défis d'un monde moins enclin que jamais à nous faire de cadeaux. N'est-ce pas là l'esprit

de ce « rassemblement » que de Gaulle n'a cessé d'exalter, lui qui n'avait pas craint de faire de Maurice Thorez, en 1945, et de Guy Mollet, en 1958, des ministres d'Etat ?

La cohabitation, telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée, n'est, bien sûr, qu'un ersatz du rassemblement. Le général avait tous les fils en main : la dyarchie actuelle ne peut pas ne pas entraîner une érosion mutuelle des pouvoirs qu'elle associe. Moyennant quoi, elle a le mérite de freiner la tendance, inhérente à notre histoire, qui nous fait facilement nous emballer, tour à tour, pour tel ou tel « isme » en compétition, jusqu'à ce que l'échec prévisible de l'un nous conduise à retrouver de la sève à l'autre.

Il y a cinq ans, la majorité des Français croyaient avoir trouvé dans le socialisme une réponse à tout. On allait liquider le chômage, faire entrer le pays dans l'âge moderne, et, pour tout dire en peu de mots, non pas changer la société, comme Chaban s'y était essayé avec son inaltérable tougue, mais changer de société. La déception a été à la mesure de l'illusion, même si la conversion du pouvoir socialiste aux réalités de la gestion a démontré l'existence, au sein de la gauche, d'une indiscutable capacité à gouverner sagement.

(Lire la suite page 9.)

Les projets de loi sur la sécurité à l'Assemblée nationale

Prudents, les socialistes jugeront point par point les textes de M. Chalandon.

PAGE 9

Les cent jours de M. Carlsson

La cote du premier ministre suédois au plus haut...

PAGE 5

Référendum sur le divorce en République d'Irlande

Un grand risque pour le chef du gouvernement de ce pays très catholique...

PAGE 4

Le Monde

MÉDECINE

SIDA : le professeur Montagnier s'explique

PAGES 13 et 14

Débats : Europe (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 10) • Société (11 et 12) • Culture (15 à 17) • Communication (17) • Sports (21) • Economie (41 à 47)

Programmes des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Météorologie, Mots croisés (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (24 à 40)

LE SOMMET EUROPÉEN DE LA HAYE

Les mânes de Pénélope

Le conseil européen se réunira, les 26 et 27 juin à La Haye, sous la présidence de M. Rüd Lubbers, premier ministre néerlandais. MM. Mitterrand et Chirac assisteront l'un et l'autre à ce sommet des Douze.

par PIERRE DROUIN

Il y a cent ans, naissait Robert Schuman. Ce souvenir inspirera-t-il des comportements capables de secouer ce « veau » à deux pattes qu'est devenue la CEE ?

Marché commun ? Voire. Le chauffeur routier ne s'en rend pas tellement compte, immobilisé qu'il est, une heure en moyenne lors de chaque passage douanier pour faire vérifier une impressionnante série de documents. Quant

au consommateur, il paie le même produit à des prix très différents suivant qu'il l'achète à Paris ou à Copenhague. Selon les professionnels, il est aussi difficile de vendre une voiture française en Allemagne qu'en Suède. Enfin, les trains qui vont de Paris à Amsterdam doivent changer trois fois de tension électrique.

Quand sortira-t-on de ce quadrillage archaïque ? Quand harmonisera-t-on les normes de qualité et de sécurité pratiquées par des pays de la CEE ? Quand ouvrira-t-on plus largement des marchés publics ? Quand définira-t-on de nouvelles structures juridiques pour la coopération de entreprises européennes ? Ce sont les quatre grandes questions auxquelles les pays membres

ont résolu de répondre avant 1992, sur la proposition de la Commission. Travail de Pénélope ? Chaque conseil européen devrait regarder l'état d'avancement des travaux de cette toile aux dessins précis sans laquelle les Douze risquent de s'emballer que du vent.

Au temps où les promesses ont perdu toute leur attraction, l'Europe ne retrouvera une crédibilité que si ce chemin ingrat des réalités juridiques, et économiques, est accompli.

(Lire la suite page 2.)

Lire aussi l'article de ROLAND OUMAS

L'Europe, notre chantier

Page 2

Guy Dorneuil
NINO CERRUTI
Christian Dior
francesco smalto
YVES SAINT LAURENT
GIVENCHY

soldent aux

BOUTIQUES POUR LUI

112, rue de Richelieu Paris 2^{ème}
Carrefour Richelieu Drouot

débats

Notre chantier

L'idée européenne est écartelée entre les différentes tendances d'une majorité composite.

par ROLAND DUMAS (*)

EUROPE

Prochain message du président de la République à l'Assemblée nationale, discours de M. Jacques Chirac, ouverture du sommet de La Haye le 26 juin : l'Europe se paie ainsi des flambées qui retombent trop souvent aussi vite qu'elles sont nées. Pierre Drouin se demande quelles sont les chances de la construction d'un « espace sans frontières » pour 1992 et Roland Dumas estime que la maturation des opinions publiques et l'imagination politique franco-allemande pourraient redonner un élan à la construction communautaire.

Les mânes de Pénélope

(Suite de la première page.)

Sans doute est-il tentant de ressortir le slogan de la « volonté politique ». Cela prend-il encore aujourd'hui ? Les forces qui ont bloqué le développement vers l'unité du marché intérieur ne tiennent pas à la malignité de quelque Etat. Elles ne s'expliquent pas par un désir collectif de défendre ce ressort, qui avait fort bien fait démarrer la machine communautaire. Il avait permis, rappelés-le, de faire passer la part des exportations intracommunautaires dans les échanges de 35 % en 1957 à plus de 50 % à la fin des années 60. En 1986, on en est toujours là, ce qui veut dire que l'intégration économique a été stoppée il y a un peu plus de quinze ans. Pourquoi ?

Le tournant de la fin des années 60 a été marqué par le renversement des facteurs-clés de la compétitivité européenne : dévaluation de Nixon sur l'inconvertibilité du dollar (1971), triplement des prix du pétrole (1973), augmentation des coûts salariaux plus rapides que la productivité (1970-1971). Selon Jérôme Vigano, conseiller au cabinet de Jacques Delors (2), la détérioration de la compétitivité de l'industrie européenne au cours des années 70 explique la difficulté d'aller plus avant dans l'édification du Marché commun. « La mise en sommeil du traité de Rome correspond à une sorte de renationalisation des stratégies industrielles conscientes ou inconscientes ». Chacun se retrouve brutalement devant la nécessité d'équilibrer ses comptes extérieurs, y compris au moyen de ces atouts que sont les « normes techniques ».

La viscosité européenne, ressentie depuis quinze ans, conduit à donner des avantages comparatifs aux firmes américaines, qui, elles, ont su profiter de leur grand marché. L'effet de taille a joué sûrement pour des grandes industries traditionnelles. Jacques Loppion (Pechiney) le notait, lors

d'une récente table ronde, en comparant des grandes firmes : Boeing est trois fois plus gros que l'Aérospatiale ; le rapport entre General Motors et Renault est de 5,2 ; de 1,7 entre General Electric et Siemens ; de 2,4 entre Du Pont de Nemours et Bayer ; de 2,5 entre Alcan et Pechiney.

Des chances raisonnables ?

Y a-t-il des chances raisonnables pour que le programme de l'« espace sans frontières » (comme il a été baptisé dans le traité révisé par les Douze fin 1985) soit réalisé comme prévu d'ici à 1992 ?

Il est vrai que dans un certain nombre de domaines touchant directement le marché intérieur les décisions seront prises par les Etats membres à la majorité qualifiée et non à l'unanimité, quand ce nouveau traité baptisé « acte unique européen » sera ratifié par les différents Parlements nationaux. Progrès institutionnel considérable si l'on se rappelle avec quelle maestria certains Etats jonglaient avec le droit de veto.

D'autres raisons d'optimisme ont été soulevées par les observateurs et notamment par Jérôme Vigano (2). L'Europe se tient mieux dans les paysages macroéconomiques : la lutte contre l'inflation a enfin porté ses fruits et, depuis 1981, les coûts salariaux croissent moins vite que la productivité du travail. Depuis 1974, l'effort européen de réduction de la dépendance énergétique a dépassé ceux du Japon et des Etats-Unis.

Le cours des échanges entre les principales monnaies reflète mieux la réalité des performances économiques respectives depuis le fameux accord du 22 septembre 1985 entre les cinq pays les plus riches du monde.

Enfin, l'action vigoureuse de restructuration des industries tra-

ditionnelles en Europe va bien finir par porter ses fruits, payé au reste par une baisse des effectifs relativement plus forte qu'au Japon et aux Etats-Unis.

Il n'y a pas de quoi toutefois s'endormir sur ses lauriers. Deux tests seront particulièrement éloquentes pour apprécier l'avancée vers « l'espace sans frontières » : l'ouverture des marchés publics et le rapprochement des taux de TVA. Ce sont là deux domaines où les nations sont en effet particulièrement chatoillieuses.

Les directives communautaires (1971) pour les marchés de travaux et (1976) pour les fournitures qui servent de charte à l'ouverture des marchés nationaux publics à la concurrence sont partielles et leur application est, hélas ! boiteuse, c'est le moins qu'on puisse en dire. Quant aux secteurs-clés — l'énergie, le transport, l'eau et dans le cas des marchés de fournitures, les télécommunications, — ils ne sont actuellement pas visés par ces directives.

Pour le reste, on constate que les contrats effectivement obtenus par des entreprises non nationales sont très rares (3). Selon Bertrand Fabre (Fédération nationale du bâtiment), en matière de marchés de travaux, il existe encore quelque sorte une clause tacite de non-concurrence entre les différentes entreprises du Marché commun. « C'est une question d'usage. Personne ne veut déclencher les hostilités ». Quant aux marchés de fournitures, selon le dernier chiffre connu : 1 % de la valeur globale des marchés attribués à fait l'objet de contrats avec des entreprises européennes non nationales ! Dans l'opinion, reste très fortement ancrée l'idée que l'argent du contribuable doit servir à acheter des produits nationaux et non des produits étrangers.

Le rapprochement des taux de TVA est indispensable pour supprimer les contrôles aux frontières intérieures de la Communauté. Là aussi, le bât national blessera longtemps, car il touche au cœur de décisions éminemment politiques que sont les manœuvres de prélèvements obligatoires et la répartition des impôts directs et indirects. A telle enseigne que les décisions concernant cette question continueront d'être prises à l'unanimité des pays membres, dans les conseils des ministres.

Nous ne sommes donc pas sortis des auberges nationales pour faire avancer le caniveau du marché intérieur. Un « logo » pour les Douze : « Pénélope » ?

PIERRE DROUIN.

(2) Economie prospective internationale. Revue du CEPII (1^{er} trimestre 1986).

(3) Dossier publié le 20 janvier 1986 dans le *Moniteur du commerce international*.

Allez « Monde » !

(...) Il n'est pas de lecture plus enthousiasmante que ces articles narrants les combats de l'arme mexicaine ! Que s'est-il passé ? Tout simplement le *Monde*, une fois de plus, a su devenir le meilleur, même sur un terrain sur lequel on ne l'attendait guère. Pari osé, et gagné comme la plupart de ceux qui nous sont offerts depuis quelques mois rue des Italiens. Le foot littéraire, attendrissant et ironie, humour et atermite. Rive gauche et bidonvilles. (...)

JEAN-MARC BOBILLON (Nice)

Les comptes de l'oubli

En réponse à l'article de Marek Halter « La Bastille en chantant » (*le Monde* du 14 juin), je me permettrai de lui faire amicalement remarquer (...). Lorsqu'il cite quatre génocides (ceux des Arméniens, des Juifs, des Balafrés, et des Cambodgiens) et qu'il dit que la proportion du mal est « proportionnelle au pouvoir de l'oubli », il le démontre immédiatement en ne mentionnant pas, involontairement, l'espérance, les sept millions d'Ukrainiens morts de famine (génocide de 1933) (...).

MARIE-LAURENCE SIMONET (Comité Helsinki-France.)

Crise agro-financière

Les chiffres sont accablants. Les mesures de discipline et d'assainissement engagées ne suffiront sans doute pas à endiguer le coût de ces productions tant que certains effets pervers de la PAC d'aujourd'hui ne sont maîtrisés. Le niveau du prix des céréales en Allemagne ou celui de la distillation du vin en Italie est certainement trop élevé. Une part trop forte des 2 % de la richesse communautaire, soit 19 milliards d'ECU sur 24, se trouve ainsi affectée à des usages contestés et rigides. La France n'y trouve pas toujours facile de disposer des sommes nécessaires pour les restitutions à l'exportation de céréales dont elle est la principale bénéficiaire.

La pression des pays méditerranéens pour des transferts accrus va en effet se conjuguer avec les dépenses agricoles pour rapprocher le moment où il faudra faire passer de 1,4 à 1,6 point de TVA le plafond des ressources communautaires. Un nouveau Fontainebleau sera nécessaire pour rétablir les équilibres financiers de la Communauté, c'est-à-dire sa cohésion et sa capacité à se défendre contre les multiples offensives commerciales américaines. Notre pays se trouverait alors dans une meilleure position pour affronter la nouvelle crise agro-financière qu'il annonce pour l'année 1987.

Préparer l'avenir, c'est aussi poursuivre dans les voies qui ont été ouvertes, où la France a tout à gagner. Toute teneur de notre part à l'égard du programme Eureka fera le jeu de celui de nos partenaires qui n'entend pas

comme nous prêter main-forte aux entreprises dans la phase difficile de la recherche-développement.

Toute hésitation de nos négociateurs dans les difficiles discussions pour la constitution d'un marché unique risque de handicaper nos entreprises au moment du choc, dans des domaines comme l'assurance ou les services financiers. Sur le point de l'élargissement, l'heure est à la conquête des marchés nouveaux et non à l'hypothétique réexamen d'un accord qui ménage largement les intérêts des producteurs français. Dans ces domaines, tout relâchement, toute fausse manœuvre de notre part se traduira par un recul pour l'Europe.

La France a pourtant appris au fil des tensions et des crises communautaires que la divergence des intérêts économiques ne peut être surmontée que par une forte volonté politique qui enjambe des conflits en ouvrant des perspectives nouvelles. A Fontainebleau s'était engagée une réflexion sur les perspectives économiques et politiques de la Communauté à l'intérieur.

Au-delà du traité, l'acte unique qui a défini pour l'instant le champ du possible en matière d'union politique devrait être soumis à la ratification du Parlement français. Il consolide les avancées enregistrées dans ce domaine et affirme l'objectif récurrent, c'est-à-dire l'Union européenne. Un très grand débat a été engagé ; il doit se poursuivre.

La maturation politique des opinions européennes à l'égard de l'idée d'Europe politique est en effet impressionnante et constitue un véritable mouvement de fond. Le débat entre ceux qui prônent une politique de petits pas prudente, méthodique, obstinée pour la construction de l'Europe et ceux qui appellent de leurs vœux de grands bonds comportant des objectifs ambitieux — comme a pu l'être le traité de Rome en son temps — sera bientôt tranché par les faits.

A cette activité, chacun apporte quelque chose, stimulant ainsi le cours des événements. La part de la France ces dernières années fut souvent celle de l'imagination et de l'équilibre. Elle a mis en avant de nombreuses pro-

(*) Ancien ministre des relations extérieures.

positions qui ont permis de maîtriser les contentieux et d'ouvrir la voie dans de nouveaux domaines.

Nos partenaires nous reconnaissent largement ce rôle de stimulant et d'aiguillon. Ils admettent qu'il s'appuie sur une étroite concertation franco-allemande. Les échappées du peloton communautaire des deux cyclistes français et allemand sont rarement très longues, et les concurrents arrivent groupés aux étapes que constituent les sommets européens. M. Genseber a décrit récemment dans ces mêmes colonnes à quel point la Communauté d'action franco-allemande lui paraissait également importante dans les domaines politiques : équilibre des forces, CSCE, dialogue avec l'Est, indépendance technologique.

Malaise

Les trois premiers mois du gouvernement Chirac laissent sur toutes ces questions une impression de malaise. L'incapacité de ce gouvernement à se doter d'un secrétaire d'Etat aux affaires européennes d'un seul coup seulement une carence regrettable pour la bonne représentation de la France dans le cadre des institutions européennes, elle est le signe d'une profonde incertitude sur la politique européenne à appliquer.

Evocué de façon brève et elliptique par le premier ministre dans son discours de politique générale, l'idée européenne est écartelée entre les différentes tendances de cette majorité composite. Beaucoup de ses membres paraissent en avoir une conception qui s'est arrêtée avant 1974, et M. Guillaume laisse entendre qu'il pourra faire honorer par nos partenaires les chèques qu'il tire sur l'avenir.

La querelle au sein de la majorité parlementaire des tenants d'une Europe supranationale et des protecteurs de la souveraineté prive malheureusement la France de cette fonction d'initiative pragmatique qui avait si bien servi ses intérêts au cours des cinq dernières années. Elle remet en cause la place qu'elle s'était acquise dans le domaine technologique, grâce au projet Eureka ; elle ralentit l'élan impulsé et renvoie à plus tard la réflexion sur les inévitables ajustements qui imposent à la France les choix à venir.

Il est temps que la France reprenne le mouvement et se détermine, l'Europe n'attend pas.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Tél. MONDPUB (1) 45-55-91-71
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Woutts.

Rédacteur en chef : Daniel Varot.

Correspondant en chef : Claude Salas.

Impression : Le Monde, 7, rue des Italiens, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 375 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 150 pes. ; Grèce, 55 p. ; Irlande, 120 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 1.000 L. ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 mt.



Plus vite,
moins cher !

en permanence

1000 PEUGEOT
en stock

Commandez votre PEUGEOT
chez
NEUBAUER
c'est la garantie du prix et du service !

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun - 75009 PARIS ☎ 42.95.54.34
227, bd. Anatole France - 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60.21

étranger

La visite en France du président du Niger

À son deuxième jour de sa visite d'État en France, le général Seyni Kountché, président de la République du Niger, devait être reçu par le président de la République, M. François Mitterrand, à l'Élysée. Il se rendra mercredi en province, d'abord à Saint-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), commune de M. Guy Pénard, conseiller du chef de l'État pour les affaires africaines, puis au plateau d'Albion.

Entre-temps, il devait avoir des entretiens avec M. Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, qui l'a conduit à déjeuner, avec les ministres des affaires étrangères, de la défense et de la coopération, et une délégation du CNPF. Arrivé lundi en fin d'après-midi à Paris, le général Kountché a eu

un entretien avec M. François Mitterrand, qui a ensuite offert un dîner en son honneur à l'Élysée. Il se rendra mercredi en province, d'abord à Saint-Cécile-les-Vignes (Vaucluse), commune de M. Guy Pénard, conseiller du chef de l'État pour les affaires africaines, puis au plateau d'Albion.

La charte et le Coran

De notre envoyé spécial

Niamey. — Dans le bâtiment de l'ancienne Assemblée nationale, une centaine de personnes — universitaires, hauts fonctionnaires, représentants des anciens partis — se sont réunies à la quadrature du cercle : instaurer une « République démocratique » sans les attributs occidentaux d'un tel régime. Elles ont rédigé un avant-projet de charte nationale visant à engager le Niger sur la « voie africaine du développement et de la participation » grâce à des structures originales dont d'autres pays ont formé les objectifs théoriques sans jamais les inscrire véritablement dans les faits.

En 1984, dix ans après avoir renversé Hamani Diori, les militaires ont voulu combler le vide juridique ouvert par la suspension de la Constitution, mais en marquant les limites de l'entreprise ; pas question de multipartisme ni d'élections de nature à briser un supposé « consensus national ». Il y avait déjà un Conseil militaire suprême, véritable détenteur du pouvoir, un gouvernement de civils chargé de l'exécution des lois, et il s'y ajouta un Conseil national de développement (CND), organe consultatif composé d'associations socioprofessionnelles, de mouvements de femmes et de jeunes, de représentants de l'islam et des pouvoirs locaux, qu'il s'agisse des préfets — tous militaires — ou de la chefferie traditionnelle.

Cet organe est chargé de préparer le pays à l'adoption de la charte, en 1987, puis d'une Constitution dont la promulgulation ne signifiera nullement le désengagement de l'armée, le général Seyni Kountché l'a indiqué sans équivoque au « Club de la presse du tiers-monde » de Radio-France internationale (le Monde du 24 juin).

Chefferie et intégrisme

Ancien premier ministre, président du CND, M. Mamane Oumarou parle de la charte avec un allusif qui écarte l'interlocuteur le plus sceptique quant à la portée pratique d'un tel texte en Afrique. À la différence de la Charte algérienne, souligne-t-il, celle-ci n'a pas été préparée par le parti unique, mais par des « personnes venues de tous les horizons ». À l'en croire, des débats très vifs ont eu lieu pour la rédaction de l'avant-projet, et « nous nous attendons que nos propositions soient discutées très fermement au stade ultérieur. Le chef de l'État porte un jugement parfois différent de celui du maître d'œuvre sur les dispositions les plus hardies du futur « texte de référence de la démocratie nigérienne ».

« Le choix d'une langue nationale et sa promotion comme langue officielle sont d'une importance capitale », dit le projet. Programme de nature à mettre le feu aux poudres dans un pays où cohabitent huit groupes ethniques parlant au moins cinq langues vernaculaires. Le prési-

dent Kountché et M. Oumarou estiment l'un et l'autre qu'il n'y a pas d'urgence et que l'important est de développer au niveau primaire l'enseignement de ces langues, dont la maîtrise « permet une meilleure assimilation des français », qui paraît avoir encore de beaux jours devant lui comme instrument de communication internationale.

M. Oumarou relève que « certains chefs de village et de canton acceptent mal la contrainte en

Les relations avec Tripoli ont été normalisées sur le plan diplomatique après une longue période de rupture, mais demeurent marquées par la suspicion. Le président Kountché se déclare prêt à vendre de l'uranium au colonel Kadhafi si celui-ci en demande, comme ce fut éphémèrement le cas en 1982, et s'il y a moyen de « s'entendre sur le prix ». Pour une éventuelle reprise des relations commerciales — pétrole contre uranium, — le contentieux territorial

Plus de 85 % de la population est musulmane. Mais le président n'en démord pas : « Nous serons une République laïque ! »

raison de leur grand âge ». Néanmoins, affirme le projet, « la chefferie traditionnelle reste une réalité sociale et une institution vivante symbolisant la permanence de certaines valeurs traditionnelles ». Né lui-même dans une grande famille, le président Kountché s'insurge contre une certaine démagogie « moderniste ». « Tous les États qui ont supprimé la chefferie traditionnelle sont confrontés à l'intégrisme ; c'est notamment le cas du Nigeria, notre voisin ». Les chefs coutumiers sont le meilleur rempart contre les fanatismes religieux, estime-t-il, « car il ne peut y avoir deux coqs dans le même poulailler ».

Plus de 85 % des Nigériens sont musulmans. Le projet affirme néanmoins : « Aucune religion, aucune croyance ne peut s'arroger les pouvoirs politiques ou s'imposer dans les affaires de l'État ». Certains espèrent un amendement. Le président reste ferme : « Nous serons une République laïque ».

La rédaction du projet est de tirer les conséquences de cette proclamation. Il évoque les nécessaires « programmes d'espacement des naissances, qui comporteront des actions d'information et d'éducation et des mesures de contrôle rigoureux quant à la qualité et à l'adaptation des produits et matériels à utiliser ».

La charte contre le Coran ? Les autorités assurent, bien sûr, que le problème de la superpopulation (plus de six millions d'habitants aujourd'hui, contre trois millions en 1960) ne se pose pas en ces termes. Il n'en reste pas moins qu'une partie serrée est engagée entre deux courants de pensée. Le pouvoir donne quelques pages à ceux qui voudraient hériter une politique pas trop novatrice. Une ligne islamique a été associée à la préparation de la charte. En 1984, un lycée islamique a été ouvert à quatre-vingts élèves venus des médinas ; une université islamique sera en principe inaugurée en octobre à la sortie de Niamey. Les deux établissements ont été financés par la (modeste) Organisation de la conférence islamique ; mais près du marché central de la capitale il y a l'inévitable grande mosquée « offerte par Libye » à tant de pays musulmans.

Tunisie

Mme Mzali, femme du premier ministre, est écartée du gouvernement

De notre correspondant

Tunis. — La suppression, lundi 23 juin, par le président Bourguiba, du ministère de la famille et de la promotion de la femme aurait pu être considérée comme un simple réajustement technique de cabinet si son titulaire n'avait été Mme Fatma Mzali, la femme du premier ministre. De ce fait, elle prend une tout autre dimension, sans pour autant surprendre outre mesure.

Depuis le mois d'avril, après les remaniements ministériels successifs qui sont intervenus pour écarter un à un les plus proches amis du premier ministre, les milieux politiques s'attendaient plus ou moins au départ de Mme Mzali. Et celui-ci était devenu une question certaine samedi dernier, lorsque, au terme du congrès du Parti socialiste destourien (PSD), le président n'avait pas jugé utile de la reconduire au bureau politique où elle siégeait depuis 1979.

C'est après s'être entretenu avec le chef de l'État que le premier ministre a annoncé, sans explication, la suppression du ministère détenu par sa femme, qui avait été créé, semble-t-il, à son intention, le 1^{er} novembre 1983.

Mme Mzali demeure présidente de l'Union des femmes. Mais pour combien de temps ? L'interrogé-on dans les milieux politiques. Il est, en effet, de tradition que le premier responsable de chaque organisation nationale figure parmi les membres du bureau politique, et l'Union des femmes est désormais la seule organisation à ne plus y être représentée.

En dépit de la récente réaffirmation de la confiance présidentielle en M. Mzali « pour le présent et l'avenir », celui-ci se trouve donc aujourd'hui encore un peu plus isolé au sein des instances dirigeantes (le Monde du 24 juin).

Le président Bourguiba a également décidé, lundi, de « décharger » M. Nourredine Hached de ses fonctions de ministre du travail et de rattachement son département au ministère de la protection sociale. M. Hached, fils du fondateur de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Farhat Hached, était ministre du travail depuis le 25 octobre dernier. Il s'était efforcé — en vain — de résoudre au mieux la crise syndicale de l'hiver dernier en négociant avec l'ancienne direction de la centrale ouvrière, aujourd'hui démantelée.

MICHEL DEURÉ.

Algérie

Le problème des enfants de mères françaises divorcées n'est toujours pas réglé

De notre correspondant

Alger. — Si l'opération « pétales de roses » a réussi à Paris (le Monde du 20 juin), l'action simultanée qui devait être menée à Alger a plus ou moins échoué. Pendant que les membres du Collectif de soutien aux mères d'enfants enlevés offraient des pétales de roses fanées aux personnalités françaises à Paris, les fils de Marie-Anne Fisel, l'une des cinq mères qui avaient occupé l'ambassade de France à Alger pendant cinq mois l'année dernière, devaient se réfugier dans l'ambassade et demander leur rapatriement en France. Ils n'y sont pas parvenus. Un diplomate leur a dit qu'ils ne pouvaient pas demander l'asile compte tenu de leur double nationalité.

L'argument vaut ce qu'il vaut. Il permet en tout cas de ménager le climat qui règne actuellement entre Alger et Paris à propos de ces éprouvés des chances de signer un jour cette fameuse convention bilatérale d'entraide judiciaire qui n'en finit pas d'être mise au point.

Trois cents dossiers en suspens

Français en France et Algériens en Algérie, Amar et Farid, qui ont quitté le domicile de leur père à Ghardaia le 17 juin, ont été contraints de trouver ailleurs une hospitalité que l'État français leur a refusée. L'ainé, Amar, a dix-neuf ans, l'âge de la majorité légale en Algérie. Il est, en théorie, libre de ses mouvements. Farid, lui, n'a que dix-sept ans et demi. Il devra donc, en l'état actuel des choses, rester encore dix-huit mois sous la tutelle parentale, comme l'a confirmé le 3 juin dernier le tribunal de Laghouat, déboutant Mme Fisel de sa demande d'être établie dans son autorité parentale telle qu'elle lui avait été confiée par les tribunaux français.

Dix-huit mois au bout desquels l'affaire Marie-Anne Fisel se réglera.

d'elle-même. Mais qu'advient-il de ces quelques trois cents autres dossiers de contentieux officiellement recensés entre la France et l'Algérie, concernant un millier d'enfants dont l'avenir reste davantage suspendu à la signature d'un document qu'à la raison de parents déchirés par leur séparation ?

Les cas les plus simples ne sont pas forcément les premiers réglés. Mme Hélène Montetagnan en a fait l'expérience à l'automne dernier après avoir occupé l'ambassade de France à Alger pendant cinq mois (le Monde du 26 octobre 1985) en compagnie de quatre autres mères. Mme Françoise Ciletto vit actuellement le même drame. Son ex-concubin, M. Kaddour Kired, a enlevé leur fils Karim (16 ans) aujourd'hui de quatre ans et demi) en Algérie à la mi-août 1983. « Pourtant il le voyait quand il le désirait », raconte Mme Ciletto, arrivée à Alger le 14 juin pour venir chercher Karim, aussi bien en semaine que le week-end. C'est justement le week-end du 15 août que le calvaire de Françoise Ciletto commence.

Le père avait pris l'enfant, comme il le faisait fréquemment, sa mère devant le récupérer après le pont, directement à la crèche le mardi 16 août. Mais là, pas de Karim. Débutent alors la course aux formalités et le siège des administrations : Palais de justice, service de recherche dans l'intérêt des familles, jusqu'au mois de novembre, où la brigade des mineurs signale à Mme Ciletto que son fils est bien en Algérie à Tiemcen, et plus précisément chez ses grands-parents, car le père est revenu en France.

Promesses, serments, Kaddour et Françoise décident de reprendre la vie commune, d'aller passer les vacances d'été à Tiemcen et de revenir à Paris avec l'enfant. Après être restés onze mois sans voir son fils, Françoise arrive avec son compagnon à Tiemcen. Cellule familiale apparemment reconstruite, ils cohabitent là-bas deux mois de vacances heureuses. À la fin de ses congés Françoise rentre la première. Kaddour et Karim doivent la rejoindre plus tard. Kaddour revient effectivement en octobre, mais Karim n'a pas fait le voyage. Nouvelle séparation. Françoise écrit partout, à la présidence de la République, à plusieurs ministères et continue des démarches qui n'ont, elle le sait, peu de chance d'aboutir.

Reprendre espoir

Il faut qu'un beau jour de l'automne 1985 une vague d'enfants naturels enlevés par leurs pères soient rendus à leurs mères pour qu'elle reprenne espoir. Les pays islamiques en général, et l'Algérie en particulier, ne reconnaissent pas les enfants illégitimes, et la médiation de M. Paul Bouchet pour la partie française et d'un bâtonnier d'Alger, M. Belloula, a commencé de porter ses fruits.

En principe, le retour de Karim n'est plus qu'une question de formalités. Entre-temps le père rentre en France (il jouit de la double nationalité), où il est interpellé et écroué à Fleury-Mérogis pour détournement de mineur, sans fraude ni violence, le 26 octobre. Il dépose une demande de liberté provisoire qui est rejetée. Il fait appel en vain. Il est pourtant libéré le 17 janvier 1986, par mesure d'apaisement, après s'être engagé formellement devant la justice française à remettre l'enfant à sa mère. Hélas ! la partie civile n'a pas été informée de sa libération, comme elle aurait dû l'être. Kaddour, toujours en possession de son passeport, quitte alors le territoire français par la Belgique et regagne l'Algérie.

L'enfant est à nouveau localisé début juin. Il se trouve chez la sœur de son père à Alger. Mme Ciletto reprend l'avion. Soutenue par le conseiller social de l'ambassade de France, elle entreprend une démarche auprès du procureur général d'Alger, qui fait chercher l'enfant par la police, sans résultat.

Mme Ciletto est toujours à Alger. Elle attend, résignée à ne pas quitter le pays sans son fils. Elle a pour elle le droit français et le droit algérien. La conjonction des deux n'est apparemment pas suffisante.

FREDERIC FRITSCHER.

L'histoire

le numéro spécial à ne pas manquer

L'AVENTURE AMÉRICAINE

DE LA FAYETTE A REAGAN

- QU'EST-CE QU'UN AMÉRICAIN ?
- LA CONQUÊTE DE L'OUEST
- PULLMAN : LES FOLIES D'UN CAPITALISTE
- NEW YORK ET SES FONDATEURS
- L'AMÉRIQUE, GENDARME DU MONDE ?
- GUERRE DE SÉCESSION : LA REVANCHE DU SUD
- LE ROI DOLLAR
- LE RÊVE AMÉRICAIN
- ETC.

N° 91/31 F

EN VENTE PARTOUT EN JUILLET/AOÛT

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : UN GESTE DE LONDRES

Le gouvernement britannique reçoit officiellement le président de l'ANC

Les autorités de Pretoria insistent depuis plusieurs jours sur le calme relatif qui règne en Afrique du Sud depuis l'instauration de l'état d'urgence. Lundi 23 juin, le bureau gouvernemental a indiqué que deux personnes étaient mortes au cours des vingt-quatre heures précédentes du fait de la violence politique, et a assuré que l'intervention de la police a permis de sauver la vie d'une dizaine de Noirs « condamnés » par un « tribunal populaire » au « supplice du collier ». Selon ces affirmations officielles — qu'il est impossible de confirmer de sources indépendantes — « des détenus ont été relâchés dans tout le pays ». A Pietermaritzburg, dans la province du Natal, quatre responsables syndicaux, accusés de « trahison » et de « terrorisme », ont été acquittés par la Cour suprême.

D'autre part, M. Richard Manning, chef du bureau de l'hébdomadaire américain *Newsweek* en Afrique du Sud, a reçu lundi l'ordre de quitter le pays avant le jeudi 26 juin. M. Manning a annoncé son intention de faire appel de cette décision. L'état d'urgence interdit la publication de tout article considéré comme « subversif », c'est-à-dire tout ce qui peut mettre en cause l'ordre public. Cet ordre d'expulsion a été pris dans l'intérêt général, a indiqué le bureau d'information. — (AFP, Reuters, UPI.)

De notre correspondant

Londres. — Soumis à des pressions de plus en plus fortes, le cabinet de M. Thatcher, tout en laissant entendre qu'il est toujours opposé à des sanctions économiques, paraît disposé à faire quelques concessions à ceux qui, en Grande-Bretagne comme à l'étranger, lui demandent de durcir son attitude à l'égard du régime de Pretoria.

En effet, M. Oliver Tambo, président du Congrès national africain (ANC), qui est arrivé lundi à Londres, doit être reçu, mercredi 25 juin, par un membre du gouvernement, M. Lynde Chalker, « ministre » (secrétaire d'Etat) au Foreign Office. A Downing Street, on a éprouvé quelques difficultés à expliquer cette décision, vivement critiquée par le lobby pro-sud-africain du Parti conservateur, qui dénonce cette entrevue accordée à des « meurtriers et terroristes ».

Dans le passé, selon un principe défini à propos de l'IRA, le gouvernement britannique avait déclaré qu'il n'était pas question d'avoir des entretiens avec l'ANC, tant que ce mouvement ne renoncera pas à la violence. Mais, au début du mois, M. Chalker avait déjà fait savoir que des « contacts » avaient été noués avec l'ANC depuis le début de l'année.

M. Thatcher semble donc tenir compte du feu roulant de critiques qu'elle a subi de la part de l'opposition, et même de la part de certains conservateurs, depuis l'échec de la mission des « sages » du Commonwealth en Afrique du Sud et la proclamation de l'état d'urgence par le

président Botha. Le premier ministre britannique s'efforce de faire face à une offensive en règle de la plupart des pays du Commonwealth lors de la prochaine réunion au sommet de l'organisation, en août. Plusieurs dirigeants d'Afrique noire ont menacé de quitter le Commonwealth au cas où des sanctions — différées par M. Thatcher l'an dernier — ne seraient pas cette fois adoptées.

Auparavant, selon la presse britannique, M. Thatcher pourrait déjà montrer un certain assouplissement de sa position cette semaine, lors du sommet européen de La Haye. Le gouvernement britannique serait peut-être prêt à étudier l'éventualité de mesures de rétorsion (nouvelles restrictions sur les investissements et arrêt des importations de pièces d'or kruggerand), si cela devait être compris dans un ensemble de démarches diplomatiques (une mission des Douze en Afrique du Sud et des mesures positives) en faveur de la population noire.

La dénonciation très sévère du comportement des autorités sud-africaines faite par M. Terry Waite, l'envoyé spécial de l'archevêque de Canterbury, a certainement contribué à accentuer les pressions qui s'exercent actuellement sur le gouvernement britannique. M. Waite, pour avoir négocié la libération d'otages en Iran et en Libye, vient de rentrer d'un voyage en Afrique du Sud, et M. Dennis Healey, porte-parole du Parti travailliste pour les affaires étrangères, est à son tour parti lundi pour l'Afrique australe.

FRANCIS CORNU.

EUROPE

LE RÉFÉRENDUM SUR LE DIVORCE EN RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Un premier ministre qui vit dangereusement...

De notre envoyé spécial

Dublin. — Sous des apparences d'homme tranquille, le premier ministre irlandais, M. Garret Fitzgerald ne cache pas de vivre dangereusement. Depuis la courte victoire en 1982 de la coalition du Fine Gael — sa formation — avec le Parti travailliste, la gouvernance, constamment menacée, notamment par sa sévère politique économique d'austérité, a survécu à grand peine. Et pourtant, quand d'autres préféreraient jouer la prudence, M. Fitzgerald continue de prendre des risques.

Et quel risque que celui de défendre aujourd'hui la législation du divorce dans ce pays très catholique... Tout d'abord, le divorce n'est pas une nouveauté en Irlande. Mais la loi qui le régit, datant de 1927, est très restrictive. Elle ne permet que le divorce par consentement mutuel, et ce, après cinq ans de mariage. Or, la loi irlandaise est en contradiction avec la Constitution, qui stipule que le mariage est indissoluble. M. Fitzgerald, qui a été élu en 1982, a tenté de modifier la loi, mais a été battu. Il a donc décidé de proposer un référendum sur le divorce.

Par référendum, les Irlandais devront, le jeudi 26 juin, dire oui ou non à un amendement de la Constitution qui, jusqu'à présent, excluait le divorce du mariage. Tout le monde à Dublin s'attend à un résultat extrêmement serré. Les partisans de la législation du divorce sembleraient avoir l'avantage, mais les dernières enquêtes d'opinion indiquent que la marge est réduite de 22 % à 12 %, et que l'opposition est en train de gagner. M. Fitzgerald, qui a été élu en 1982, a tenté de modifier la loi, mais a été battu. Il a donc décidé de proposer un référendum sur le divorce.

La hiérarchie ecclésiastique ne pouvait s'empêcher d'ignorer plus longtemps que l'avenir de son influence en jeu dans une nation où 96 % des électeurs sont catholiques et la plupart très pratiquants. M. Fitzgerald sait à quel point il est en train de perdre l'Irlande, le cardinal Tomás

O'Fleish, porte de la « peste du divorce » et déclare que l'Irlande ne saurait modifier la « loi divine ». Tandis que l'archevêque de Dublin, Mgr Kevin Mc Namara, compare les effets du divorce à ceux de la catastrophe de Tchernobyl...

Pourquoi M. Fitzgerald s'expose-t-il à de tels dangers, alors que, dans son propre parti, les avis sont partagés ? Rien que les travaillistes aient pris l'initiative de la réforme, le premier ministre y est très attaché. Elle correspond à sa vision d'une société « pluraliste », et l'homme qui a conclu, en novembre avec M. Thatcher,

assez prudemment qu'il ne s'agit pas de prononcer la dissolution du mariage qu'après cinq ans de séparation, quand la réconciliation est impossible. Pas question de consentement mutuel.

M. Fitzgerald a beau réaffirmer inlassablement qu'il ne veut pas provoquer « une confrontation entre l'Eglise et l'Etat », il réside néanmoins la problématique. Sans l'admettre clairement — de crainte d'un nouveau échec, — l'Eglise s'estima visée. Elle est encore très puissante et imprime sa marque dans le fonctionnement du pays, même si depuis 1972 sa position

s'engage directement et a laissé des organisations de laïcs, telle Famille Solidaire, mener le combat pour préserver le « valeur du mariage contracté pour la vie ». Porte-parole de l'Eglise durant la campagne, Mgr Cassidy, évêque de Clonfert, a voulu marquer une certaine réserve en soulignant que si l'Eglise devait faire connaître son avis sur des questions d'ordre moral, comme elle l'a fait dans une lettre épiscopale très sévère, les fidèles n'en étaient pas moins « libres de voter selon leur conscience ». Les prêtres, ajoutait-il, « sauraient utiliser la chaire mais n'en abuseraient pas ». Les récents propos de plusieurs évêques font dire aux partisans du « oui » que cette promesse n'a pas été tenue.

La campagne pour le « non » s'est considérablement passionnée dans les derniers jours, et met l'accent plus particulièrement sur l'« insécurité » et l'« appauvrissement » des épouses divorcées. A l'intention des paysans, on indique que la propriété agricole est gravement menacée.

Fervente militante du féminisme et de la laïcité, M. Monica Barnes, députée du Fine Gael, ne nie pas la confrontation entre l'Etat et l'Eglise. Enthousiaste, elle pense déjà aux prochaines étapes, la laïcisation de l'enseignement dans les domaines de l'éducation et de la santé, par exemple. M. Fitzgerald ne va pas si loin, et l'un des promoteurs de la future législation sur le divorce, M. Michael O'Leary, avocat et lui aussi député du parti gouvernemental, se montre plus circonspect. Réaliste, il fait observer que l'Etat n'a pas, tant s'en faut, les ressources nécessaires pour se substituer à l'Eglise dans les écoles et les hôpitaux.

Comme beaucoup d'Irlandais, il apprécie dans son ensemble l'action sociale des multiples organisations catholiques. « L'Irlande, dit-il, est ce qu'elle est, profondément religieuse ». Sur la « croisée » unificatrice de son ami le premier ministre, il a cette bonade optimiste : « Ce pays, malgré ses divisions, est plus homogène qu'on ne le croit. Traverser l'Irlande du sud à l'extrême nord un dimanche, et vous constaterez que tout le monde ou presque va à l'église ». Catholique ou protestant, cela va sans dire, mais on aurait tendance à l'oublier.

FRANCIS CORNU.

M. Fitzgerald prend un risque en voulant légaliser le divorce dans ce pays très catholique...

l'accord anglo-irlandais donnant au gouvernement de Dublin un certain droit de regard dans les affaires d'Ulster croit fermement à un lent et progressif rapprochement en Irlande, au Sud, les obstacles constitutionnels qui font dire aux unionistes du Nord qu'une entente est impossible avec un Etat qu'ils dénoncent comme un « second Vatican ».

M. Fitzgerald est obstiné. Dès 1981, il avait annoncé qu'il était engagé dans une « croisade républicaine » et que son action tendrait à rendre l'Irlande « moins sectaire ». Faisant grincer des dents ses adversaires, il avait déclaré, il y a cinq ans, que la République — dont le Constitution maintient encore apparemment l'objectif d'un rattachement de l'Irlande du Nord — avait elle aussi une attitude « partitionniste » en conservant des « institutions inacceptables » pour les protestants. Voilà pourquoi il veut harmoniser les lois de part et d'autre de la frontière et prouver définitivement que la République n'est pas gouvernée par l'Eglise.

Entre l'Eglise et l'Etat

C'est pour cela que M. Fitzgerald veut instituer le divorce dans l'un des rares pays au monde à ne pas le reconnaître. « Si regrettable », ça puisse être cette solution, prend-il le soin de préciser en bon catholique pratiquant qu'il est. La réforme envisagée est d'ailleurs

spéciale : n'est plus inscrite dans la Constitution, grâce à un amendement déjà acquis par le Fine Gael. En 1974, elle a réussi à empêcher une première démarche — timide — destinée à autoriser certains moyens de contraception. En 1994, elle a même obtenu un succès sur le gouvernement avec un référendum constitutionnel pour interdire tout avortement (alors que près de quatre mille Irlandaises prennent chaque année le ferry vers la Grande-Bretagne pour interrompre leur grossesse).

« Selon leur conscience »

Meis, l'en dernier, le cabinet de M. Fitzgerald a en quelque sorte pris une revanche en faisant enfin adopter par le Parlement une loi sur la contraception qui, selon l'archevêque de Dublin, devait entraîner le « scandale » de l'Irlande. Libéralisation restreinte puisque l'on a autorisé seulement le recours aux contraceptifs masculins et aux éparrimides, sur ordonnance médicale, aux personnes âgées de plus de dix-huit ans. Le débat fut des plus âpres, à la lumière de faits divers révélateurs : une écholère venait de mourir en accouchant dans une grotte et une jeune femme célibataire venait d'être accusée de meurtre au cours d'un procès retentissant, après la découverte des cadavres de deux nouveau-nés.

A propos du divorce, la hiérarchie religieuse n'a pas voulu

Espagne

APRÈS SON ÉCHEC RELATIF AUX ÉLECTIONS La direction de M. Manuel Fraga est contestée au sein de l'opposition conservatrice

De notre correspondant

Madrid. — A soixante-neuf ans, M. Manuel Fraga, ancien ministre de France, ancien ministre du premier gouvernement de la monarchie, leader jusqu'ici indiscuté de la principale formation de l'opposition conservatrice, l'Alliance populaire, va-t-il être mis sur la touche par ses proches ? La question se pose à Madrid, au lendemain des élections législatives du 23 juin.

M. Fraga savait qu'il jouait son va-tout dans cette consultation. Il se devait, en effet, de prouver qu'il était capable de dépasser le « plafond » de 25 % des voix obtenues en 1982, et de récupérer une partie substantielle de l'électorat centriste qui s'était alors prononcé pour les socialistes. Aussi avait-il tenu, durant la campagne, de se donner une image nouvelle, plus modérée, représentant l'Alliance populaire comme la version espagnole de ces forces « libérales-conservatrices » qui semblent avoir aujourd'hui le vent en poupe dans de nombreux pays d'Europe.

L'entreprise a échoué : l'Alliance populaire n'a progressé ni en députés ni en votes. Si les socialistes ont perdu des sièges au Congrès, c'est au profit d'autres formations de gauche : le total des voix obtenues par les forces de droite et de centre droit est moins élevé encore qu'il y a quatre ans.

Dans ses premières réactions après la consultation, M. Fraga a pourtant tenté de présenter comme une victoire le résultat de sa formation. Il a affirmé que l'Alliance populaire restait la seule option de renouveau possible au socialisme, soulignant à cet égard l'échec cuisant enregistré par le PRD (Parti réformiste démocrate), la formation de centre droit qui a tenté de lancer, sans succès, le nationaliste catalan M. Miquel Roca.

La mésaventure du PRD montre il est vrai qu'il ne suffit pas de disposer de solides appuis financiers pour créer de toutes pièces un parti politi-

que conservateur susceptible de prendre progressivement la relève de l'Alliance populaire. Tout porte donc à croire que la relance de la droite espagnole passera nécessairement par la restructuration du parti de M. Fraga, impliquant l'accès aux postes de direction d'hommes politiques au passé moins compromis. Bien que M. Fraga ne semble guère disposé à passer la main, les candidats à la succession sont désormais nombreux au sein de sa formation et cachent de moins en moins leurs ambitions (1).

Sans M. Fraga, qui a eu incontestablement le mérite de rallier à la démocratie une bonne partie de la droite dure, l'Alliance populaire ne serait sans doute jamais devenue la seconde force politique d'Espagne. Mais avec lui, elle risque désormais de le rester.

THIERRY MALINIAK.

(1) La rénovation semble d'ailleurs avoir déjà commencé au sein de la petite formation démocrate-chrétienne coalisée avec l'Alliance populaire, le PDP (Parti démocrate populaire), dont le président, M. Oscar Alzaga, a annoncé le 23 juin sa démission.

Suisse

• Manifestations antimilitaristes. — Environ treize mille personnes ont manifesté le 21 juin à proximité de la centrale nucléaire de Groggen, dans le canton de Soleure, dans le nord-ouest de la Suisse. Une résolution a été adoptée demandant la mise hors service des six centrales en fonctionnement sur le territoire de la Confédération, ainsi que l'abandon de la construction de nouvelles installations. Le Parti socialiste, réuni en congrès les 21 et 22 juin à Lausanne, a, de son côté, annoncé le lancement d'une « initiative nationale » (pétition), en vue de recueillir les cent mille signatures nécessaires à l'organisation d'un référendum antimilitariste. — (AFP, AP.)

Norvège

La police déjoue une tentative d'évasion de l'espion Arne Treholt

De notre correspondant

Stockholm. — L'évasion devait avoir lieu dans la soirée du samedi 21 juin, à l'heure où le téléjournal norvégien retransmettait en direct le match de football Mexique-Allemagne de l'Ouest. L'ancien diplomate Arne Treholt, condamné en juin 1985 à vingt ans d'internement pour espionnage au profit de l'URSS et de l'Irak, avait bien choisi son moment. Il y avait gros à parier en effet que les gardiens de la prison d'Oslo, dans les environs d'Oslo, regarderaient alors avec plus d'attention ce quart de finale du Mondial que leurs écrans de surveillance du pénitencier.

Une fois en liberté, Arne Treholt devait se cacher pendant un certain temps dans un appartement de Bygdøy, le quartier chic de la capitale. Son intention était ensuite de gagner le Sénégal ou la Gambie, où il comptait s'installer et se reconstruire dans les affaires. Ces deux pays africains n'ont pas de convention d'extradition avec la Norvège.

Mais les plans de fuite très avancés ont finalement été déjoués. Vendredi 20 juin, la direction de la prison décidait de transférer Arne Treholt à la maison d'arrêt d'Ullersmo, au nord d'Oslo, officiellement « pour raisons de sécurité ». En fait, les autorités avaient été prévenues, quelques jours plus tôt, par un ami de l'espion, l'écrivain et journaliste Egil Tuleteig, qui rendait visite régulièrement au « détenu » le plus célèbre de Norvège. Dans la confiance depuis trois semaines, il avait essayé, en vain, de persuader Arne Treholt de renoncer à son projet.

Deux personnes, soupçonnées de complicité, sont à présent écrouées. Une jeune fille de dix-sept ans a été arrêtée dans l'appartement où l'espion devait en principe se cacher. Condamnée pour une affaire de drogue, elle avait fait la connaissance

d'Arne Treholt en prison et maintenait le contact après sa libération.

Le second « complice » est un ressortissant gambien, incarcéré pour trafic de stupéfiants. Vendredi dernier, il avait obtenu une permission pour se rendre à la mosquée. A sa sortie de la prison, les gardiens l'avaient fouillé et mis ainsi la main sur des instructions de Treholt.

L'affaire Treholt est décidément riche en rebondissements. Au lendemain de son arrestation, en janvier 1984, l'ancien diplomate avait fait, selon les enquêteurs, des aveux complets sur sa collaboration, pendant plus de dix ans, avec le KGB et avait même proposé de travailler comme agent double. Quelques mois plus tard, il se rétractait et faisait valoir que ses contacts avec des agents soviétiques, imprudents certes, n'avaient jamais porté atteinte aux intérêts vitaux de la défense norvégienne ou des pays alliés de l'OTAN. Son seul objectif était de rapprocher l'Est et l'Ouest...

Condamné en juin 1985 à vingt ans de prison — la peine la plus lourde prévue par la loi — il continuait, en se contredisant de nouveau, à protester de son innocence et à essayer de se présenter comme une victime de la justice. A la surprise générale, le 13 mai de cette année, la Cour suprême interrompit, à sa demande, l'examen de la procédure d'appel et confirmait donc la peine prononcée par la cour d'assises. Arne Treholt estimait que, dans cette affaire « infectée », il ne pouvait compter sur un traitement équitable de la part de la justice norvégienne. Il espérait maintenant une révision assez improbable de son procès.

Certains de ses amis, qui le voient régulièrement, jugent qu'il a perdu peu à peu contact avec la réalité, qu'il a de gros problèmes personnels et qu'il vit « dans un autre monde ».

ALAIN DEBOVE.

CEPES
57, r. Ch.-Labitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.43.09.19
préparation intensive en septembre au **CFPA** centre formation professionnelle avocat

ÉCOLE DE GESTION DE PARIS
GESTION ET MANAGEMENT INTERNATIONAL
Programme intensif sur 3 ans à PARIS et SAN FRANCISCO, conduisant au **Titre E.G.P.** et au **MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION-MBA**
Administration - Inscriptions - Concours : E.G.P. : 3, impasse Royer Collard, 75005 Paris. Tél. : (1) 43.25.63.91
Admission sur concours : Les candidats doivent justifier d'une année d'enseignement supérieur
Établissement agréé par l'Association d'Éducation à l'Université Française, Communiqué par l'Association des Universités et Universitaires.

isth INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953
POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR À :
HEC-ESCP 2^e Année
• ENTRETIENS INDIVIDUELS DE SÉLECTION
• ENSEIGNEMENTS COMPLETS : NOV. & MAI ou JANVIER & MAI
• PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT
SCIENCES PO 2^e Année
• ENSEIGNEMENTS COMPLETS
• JANVIER & JUIN
• PRÉPARATION INTENSIVE EN AOÛT
SUCCÈS CONFIRMÉS
AUTEUR : 6 av. Léon-Henuey 75014 Paris
Tél. 42.24.10.72
TOLBIAC : 83 av. d'Ile de France 75013 Paris
Tél. 45.85.59.35



EUROPE

LES CENT JOURS D'INGVAR CARLSSON

Consensus à la suédoise

De notre correspondant

Stockholm. — Après dix années de polémiques sur l'énergie nucléaire, la politique étrangère, la neutralité et la défense, les rapports avec l'URSS, et sur le thème « Socialisme et liberté », voilà brusquement le royaume plongé dans un état de demi-sommeil politique. En quelques mois, les choses ont bien changé.

En décembre de l'année dernière, M. Thorbjörn Fälldin, ce centriste champion de la lutte contre les centrales atomiques qui avait chassé les sociaux-démocrates du pouvoir en 1976, était renvoyé dans sa ferme du Nord par ses amis, qui le rendaient responsable de l'échec cuisant du parti, trois mois plus tôt, aux législatives. Depuis, l'ancien premier ministre est silencieux. Aimer, il n'a même pas participé aux assises nationales centristes.

Dans la soirée du 28 février, Olof Palme était assis en plein centre de Stockholm à la sortie d'un cinéma, et le ou les meurtriers couraient toujours. Et puis, début juin, le leader du Parti conservateur, qui est la plus grande formation « bourgeoise », annonce sa démission. M. Ulf Adelsohn s'ennuie dans l'opposition, « où l'on ne peut jamais réaliser ses idées ». Il n'a plus la soif de pouvoir nécessaire, mais l'assassinat d'Olof Palme n'est pas étranger à sa décision. M. Adelsohn et nombre de ses collègues découvrent avec inquiétude que le métier politique comporte des risques. Même dans une Suède qui se croyait naïvement à l'abri de toutes les calamités.

Les Suédois s'habituent à un nouveau générique... Les principaux acteurs s'appellent aujourd'hui Ingvar Carlsson, le successeur d'Olof Palme; Karin Söder, pour les centristes; Bengt Westerberg, élu voici seulement deux ans à la tête du Parti libéral et chouchou des sondages. Le prochain chef de file conservateur ne sera désigné qu'en mai d'août. Pour l'instant, M. Carl Bildt est favori. Quant au leader communiste, Lars Werner, propulsé tout à coup doyen de la classe politique, il se demande si tous ces chan-

gements ne sont pas de mauvais augures...

Le calme plat — certains parlent d'idylle — qui caractérise depuis trois mois la vie politique suédoise est avant tout la conséquence du choc national qu'a constitué le meurtre d'Olof Palme. L'ancien premier ministre n'avait jamais symbo-

Plus de 70 % d'opinions favorables : l'état de grâce du successeur d'Olof Palme se prolonge...

lisé l'unité nationale — au contraire, il agaçait copieusement la moitié de la population, — mais les circonstances tragiques de sa mort ont provoqué un étonnant consensus. Par leurs réactions, les Suédois ont indirectement exprimé le souhait que les querelles inutiles cessent et que le débat politique retrouve un ton plus calme.

Dans cette situation exceptionnelle, il était exclu pour l'opposition, sous peine d'être aussitôt condamnée par la grande majorité de l'opinion, de partir de nouveau en guerre contre la gauche. Et inversement... Les grands débats parlementaires du printemps ont confirmé cette « détente » : étonnantes convergences de vues sur la politique étrangère et même la politique de défense, compromis avec les centristes sur la loi d'aménagement du territoire discutée sans succès depuis dix ans, discours agréables d'échange de politesses et même parfois de compliments.

« Pratiquement invulnérable »

Le voyage officiel à Moscou de M. Ingvar Carlsson, qui s'est exprimé « clairement » et a abordé directement la question des incursions de sous-marins dans les archipels de la Baltique, n'a même pas été critiqué par les conservateurs, qui ne manquaient pourtant pas d'accuser Olof Palme de « complaisance » à l'égard des Soviétiques.

Le nouveau premier ministre bénéficie d'un état de grâce particulièrement long. Sa cote de confiance — plus de 70 % d'opinions favora-

bles — doit faire des jaloux dans le monde, et son parti, après un bond de 8 % dans les sondages immédiatement après la disparition d'Olof Palme, est dans une situation très confortable, avec près de 47 % des intentions de vote! Les conservateurs, les libéraux et les centristes, plus soucieux d'améliorer leurs

Le nouveau chef du gouvernement suédois, contrairement à son prédécesseur qui voulait avoir son mot à dire sur tous les dossiers, est un homme qui délègue volontiers. L'affaire Tchernobyl et ses incidences sur la politique nucléaire suédoise ont ainsi été traitées par le ministre de l'énergie et de l'environnement, M^{me} Birgitta Dahl.

Un printemps trop calme ?

« La politique suédoise s'est subtilement dépolitisée », dit un député libéral. Il est vrai que les menaces de conflits sociaux, classiques au printemps, ont été écartées. Et lundi 16 juin, les neuf mille employés de la santé publique — dont deux mille médecins, — en grève depuis trois semaines, ont accepté, d'observer une trêve estivale. Les hostilités reprendront à la rentrée! Sur le plan économique, la chute du dollar et celle du prix du pétrole améliorent les perspectives de l'économie, qui risquait de stagner en 1986: le chômage est à la baisse (2,3 %), l'industrie prévoit de nouveaux bénéfices records. Les critiques, dès lors, ne sont que marginales. Le quotidien conservateur Svenska Dagbladet écrit même que la Suède possède aujourd'hui « une solide direction politique », bien que le gouvernement soit minoritaire.

M. Carlsson demeure une personnalité relativement anonyme et effacée. Partisan des « résultats » et de la politique des petits pas, à laquelle les Suédois sont attachés, il appartient sans doute à la catégorie des *gransossar* — les « sociaux-démocrates gris », — politiciens réformateurs et prudents, réalistes et pragmatiques, mais fermes sur le plan idéologique.

Si le printemps a été exceptionnellement calme, trop calme commence-t-on à entendre dire, l'automne pourrait être un peu plus animé, avec notamment la discussion sur les crédits de la défense nationale, où de nettes divergences subsistent entre les sociaux-démocrates et les conservateurs. D'ici là, les nouveaux dirigeants de l'opposition se seront peut-être adaptés au style Carlsson.

ALAIN DEBOVE.



LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » *** par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85 +

Le Monde

MAGAZINE SPÉCIAL SICOB
Parution le 15 septembre 1986

Renseignements publicité :
45-55-91-82, poste 4196



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture dispose de postes d'administrateurs chargés de gérer dans différents pays les aspects administratifs et financiers de ses programmes de terrain.

Qualifications et expérience exigées : diplôme universitaire dans un domaine en rapport avec la gestion et l'administration. Au moins cinq ans d'expérience à des postes de responsabilité croissante en matière d'administration, de comptabilité et/ou de gestion budgétaire ou du personnel. Très bonne connaissance de l'anglais, de l'arabe, de l'espagnol ou du français, et bonne connaissance d'une autre que ces trois langues.

Conditions d'emploi : contrat initial d'un an avec possibilités d'extension, allocation d'installation, salaire en relation avec l'expérience professionnelle et exemption d'impôts, ajustement de poste, indemnité pour scolarité des enfants, et autres avantages de la fonction publique internationale.

Les candidats intéressés sont invités à envoyer un curriculum vitae détaillé avant le 22 juillet 1986, en indiquant la référence VA n° 233AFS au :

Bureau du recrutement central (division AFP) - FAO
via delle Terme di Caracalla
00100 ROME (Italie)



La Fnac établit une norme de qualité pour les travaux photo.

Révélateur

Nouveau. La Fnac édite un dossier sur les travaux photo. A l'intérieur, tout ce qu'il faut connaître sur le traitement des photos, mais aussi, la description du cahier des charges que la Fnac impose à ses fournisseurs. On comprend pourquoi le client Fnac est assuré d'un standard de qualité et du meilleur équilibre entre le délai, la qualité, le prix et le service. Avec en plus des conseils compétents dans toutes les Fnac et Fnac Service.



AMÉRIQUES

Pérou

Le congrès de l'Internationale socialiste s'est achevé dans une salle presque vide...

De notre correspondante

Lima. — C'est sur les chapeaux de roue, et à la surprise générale des participants, que M. Willy Brandt a clôturé, dimanche 22 juin au soir, avec une journée d'avance, le dix-septième congrès de l'Internationale socialiste, remuant, devant une salle pratiquement vide, « les présents et les absents » (seuls, deux des vingt-sept vice-présidents de l'organisation l'accompagnaient). L'ex-chancelier ouest-allemand a été réélu à l'unanimité au poste de président de l'Internationale socialiste.

Exception faite de M. Willy Brandt, les « grands » de l'Internationale socialiste étaient, en effet, absents au rendez-vous de Lima. Certains s'étaient excusés pour des raisons de politique interne, d'autres avaient carrément mentionné les problèmes de sécurité face à la vague d'attentats déclenchée par les guérilleros.

Après le massacre de plus de deux cents de ceux-ci dans les prisons de la capitale, le 18 juin, le premier ministre italien, M. Craxi, qui devait présider la séance de clôture du congrès, avait annulé son voyage, et de nombreux membres des délégations présentes avaient bouclé leurs valises, en signe de protestation, semble-t-il, contre un communiqué jugé trop tiède commentant les « événements » de Lima. Des délégués qui désertaient le congrès justifiaient leur attitude en déclarant que « l'Internationale court le risque de devenir une sorte d'ONU du socialisme, si elle se laisse occuper par la diplomatie, comme c'est le cas à Lima ».

Le dix-septième congrès a donc mis fin à ses travaux sans que soient approuvées, en assemblée plénière, les résolutions concernant le désarmement, la dette, l'apartheid, la

situation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Des « résolutions constructives pour traiter du problème de la dette seront discutées à Bonn en octobre », a annoncé M. Willy Brandt.

Cependant, le manifeste de Lima, fruit du travail en commissions, contient quatre-vingt-seize propositions. A propos de la dette, l'Internationale socialiste estime que « l'austérité imposée dans cette décennie est un fléau pour les pauvres et aussi une menace pour les riches de la planète ». Elle recommande que les dettes des nations les plus démunies soient annulées, que les autres soient rééchelonnées sur trente ans ou plus et que le remboursement des échéances ne dépasse pas 20 % des exportations, parce que « les créanciers menacés vont devoir affronter des débiteurs appauvris ».

NICOLE BONNET.

• Le Pérou réduit ses commandes de Mirage 2000. — Le président péruvien, M. Alan García, a annoncé, lundi 23 juin, que la France et le Pérou étaient parvenus à un accord pour réduire de vingt-six à douze le nombre de Mirage 2000 commandés initialement à la France. Il a ajouté que la réduction du volume du « contrat Jupiter » entre les forces aériennes péruviennes et la firme Marcel Dassault permettra au Pérou de réaliser une économie de 336 millions de dollars, somme qui pourra être utilisée au profit du développement économique du pays. — (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ARTS ET SPECTACLES

Afghanistan

M. Jacques Chirac a reçu l'un des principaux chefs de la résistance

M. Burhanuddin Rabbani, porte-parole de l'Alliance islamique des Moudjahidin d'Afghanistan et chef du mouvement Jamiat Islami, a été reçu, lundi 23 juin à Matignon, par M. Jacques Chirac après un entretien au quai d'Orsay avec M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères. C'est la première fois qu'un dirigeant de la résistance afghane est reçu à un niveau aussi élevé en France. Ces rencontres avaient été, cependant, précédées, début juin, par une série d'entretiens à Paris d'un autre membre de l'Alliance islamique, le professeur Sibgatullah Mojaddedi, qui avait été reçu par les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères chargé des droits de l'homme, MM. Didier Bariani et Claude Mahuret, ainsi que par le président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas.

L'accueil ainsi réservé à l'un des dirigeants les plus respectés de la résistance afghane passera d'autant moins inaperçu à Kaboul que le

régime prosoviétique de M. Najibullah avait officiellement protesté contre la réception offerte à M. Mojaddedi (le Monde du 10 juin). Matignon n'a fait aucun commentaire après l'audience accordée par le premier ministre à M. Rabbani, mais le quai d'Orsay a indiqué que M. Raimond, après avoir rappelé à son interlocuteur afghan « combien la France est sensible à la tragédie vécue par le peuple afghan », avait réaffirmé sa « condamnation de l'intervention soviétique » et la volonté française de poursuivre « son aide humanitaire au peuple et aux réfugiés afghans ».

Reçu en semaine dernière à Washington par le président Reagan (le Monde du 18 juin), M. Rabbani effectuait actuellement une tournée en Europe. La réception par M. Jacques Chirac d'un chef de la résistance antisoviétique en Afghanistan est intervenue deux semaines avant la visite officielle de M. François Mitterrand à Moscou.

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande

Le capitaine du Quinze de France autorisé à rendre visite aux « Turenge »

Wellington (Reuters). — Le capitaine de l'équipe de France de rugby, Daniel Dubroca, rendra visite aux deux agents des services secrets français emprisonnés pour leur rôle dans le sabotage du navire de Greenpeace, Rainbow Warrior, MM. Dubroca et Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, ont été informés, mardi 24 juin, par le gouvernement de Wellington qu'ils pourraient voir les deux époux Turenge s'ils acceptaient de ne faire aucune déclaration publique après leur visite.

Le ministre de la Justice, M. Geoffrey Palmer, a indiqué que les responsables néo-zélandais avaient autorisé ces visites en vertu de dispositions normales du règlement pénitentiaire, mais qu'ils avaient refusé de donner au médecin de l'équipe la permission de se rendre, lui aussi, auprès des deux agents. Le Quinze de France est arrivé dimanche en Nouvelle-Zélande pour deux rencontres, dont un test-match contre les All Blacks prévu le 28 juin.

ASIE PROCHE-ORIENT

LE SORT DES OTAGES AU LIBAN

Le premier ministre « raisonnablement optimiste »

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, s'est déclaré, lundi 23 juin, « raisonnablement optimiste » quant à une éventuelle libération d'autres otages occidentaux au Liban après celle des deux journalistes français en fin de semaine dernière. Interrogé par la chaîne de télévision américaine NBC, M. Chirac a indiqué que le gouvernement s'efforçait d'obtenir la libération de « tous les otages » détenus au Liban, qu'ils soient français, américains ou britanniques et faisait « tout ce qu'il pouvait » dans ce but. Il a précisé que tant le président Assad que les autorités iraniennes avaient apporté leur aide pour permettre d'obtenir la libération vendredi dernier de Philippe Rochot et Georges Hansen. Il a ajouté qu'il n'était pas question pour la France de céder à un quelconque « chantage » dans ce domaine, mais qu'elle se devait de « normaliser ses relations avec tous les pays de cette région et en particulier avec l'Iran ».

Comme on lui demandait si les voies utilisées pour les otages français pouvaient l'être pour les Américains détenus au Liban, le premier ministre a répondu : « Nous ne voulons pas être l'objet d'un chantage ; nous avons eu des contacts officiels

M. JOUMLATT RESTITUE DES ICONES AUX CHRÉTIENS

Beyrouth (Reuters). — Le dirigeant druze Walid Joumlatt a restitué la plupart des icônes et des toiles d'art d'origine chrétienne dans un monastère chrétien du sud du Liban. De source proche du Parti socialiste progressiste druze, on indique que les œuvres d'art ont été remises à Cessat Buhigues, émissaire papal permanent au Liban, à Jezzine, gros bourg chrétien du sud du Liban.

M. Joumlatt a affirmé que les icônes et les toiles restantes seraient restituées ultérieurement, conformément à un accord passé avec l'archevêque Achille Silvestrini, secrétaire du Conseil du Vatican pour les affaires publiques.

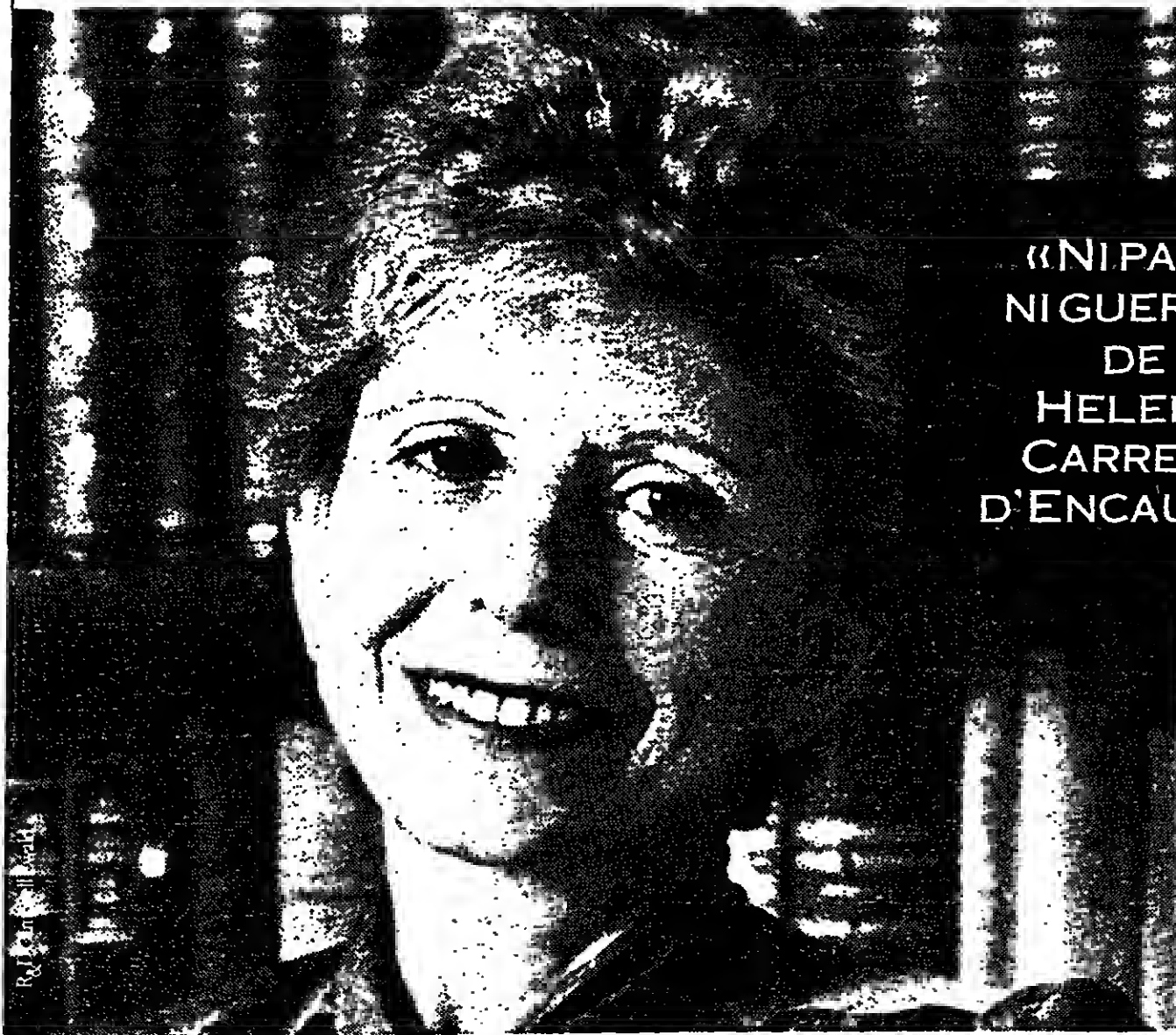
EN VISITE A PARIS

M. Shamir souhaite renforcer la coopération franco-israélienne contre le terrorisme

Arrivé lundi 23 juin, à Paris, M. Shamir s'est entretenu avec M. Jacques Chirac, notamment du problème du terrorisme. Selon une source israélienne, Paris et Jérusalem ont décidé de coopérer plus étroitement contre « le terrorisme international ». Le ministre israélien des affaires étrangères a affirmé qu'aucune initiative de paix, « quelles que soient la sincérité et les intentions des parties concernées » n'aboutira, au Proche-Orient.

« tant que l'hypothèse du terrorisme ne sera pas levée ». « La menace terroriste est une menace globale (...) La lutte contre le terrorisme devrait de ce fait être globale », a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse organisée à l'occasion de la création de la chambre de commerce « Marebé commun-israéli ». M. Shamir, qui deviendra président du conseil en octobre, aurait d'autre part exprimé, indiquant-on de source israélienne, son soutien au rapprochement de la France avec l'Iran, présenté comme un pays important de la région. Le ministre israélien des affaires étrangères devait être reçu ce mardi 24 juin par le président Mitterrand et rencontrer son homologue M. Jean-Bernard Raimond.

L'URSS A LA CONQUETE DU MONDE OU DU BON USAGE DE LA DETENTE.



« NI PAIX NI GUERRE »
DE
HELENE
CARRERE
D'ENCAUSSE

« UNE ETUDE VRAIMENT EXHAUSTIVE. »
ANDRE FONTAINE - LE MONDE
« UN LIVRE-BOUSSOLE POUR EXPLORER L'EMPIRE COLONIAL SOVIETIQUE. »
GEORGES SUFFERT - LE FIGARO MAGAZINE
« UNE UTILE SYNTHÈSE ALLIANT LE SÉRIEUX UNIVERSITAIRE À UNE CLARTÉ QUI S'ADRESSE AVEC BONHEUR AU GRAND PUBLIC. »
JEAN-FRANÇOIS REVEL - LE POINT
« UNE QUALITÉ ET UNE DENSITÉ EXCEPTIONNELLES. »
CHRISTIAN JELEN - L'EXPRESS
« CETTE DESCRIPTION MAGISTRALE NE CONSTITUE PAS SEULEMENT LE BILAN D'UNE ÉPOQUE. ELLE POSE AUSSI DES QUESTIONS FONDAMENTALES. »
ALBERT DU ROY - L'ÉVÈNEMENT
« UNE LECTURE ATTENTIVE DE TOUTES LES CRISES GÉOPOLITIQUES DES VINGT DERNIÈRES ANNÉES. »
FRANÇOIS SCHLOSSER - LE NOUVEL OBSERVATEUR
« UN TABLEAU NUANCÉ ET INFORMÉ. UNE GRANDE CLARTÉ D'EXPOSITION. »
ALEXANDRE ADLER - LE MATIN DE PARIS
« UN LIVRE NOURRI D'UNE SCIENCE SÛRE. »
ALFRED GROSSER - L'EXPANSION
« UN DES MEILLEURS EXPERTS EN GÉOPOLITIQUE. »
TRISTAN DOELNITZ - LES ÉCHOS
« CARRERE D'ENCAUSSE LA SOVIÈTE SUPRÊME. »
DANIEL RONDEAU - LIBÉRATION
418 PAGES. 89 F

FLAMMARION

politique

UNE NOUVELLE « AFFAIRE »

Un rapport officiel dénonce les « dépenses discutables et onéreuses » de l'organisme chargé des rapatriés musulmans

Il faut supprimer l'Office national à l'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC). Telle est la principale conclusion du rapport établi par l'Inspection générale de l'administration (IGA), à la demande du secrétaire d'Etat aux rapatriés, M. André Santini, sur « l'organisation et le fonctionnement » de cet établissement public créé en juillet 1984, à l'initiative de l'ancien titulaire de cette charge gouvernementale, M. Raymond Courrière, ancien député socialiste de l'Aude (le Monde du 29 mai).

Contre cet organisme, chargé de « contribuer à la mise en œuvre des mesures destinées à favoriser l'intégration des rapatriés de confession islamique » et présidé par l'ancien chef de cabinet de M. Louis Mermaz à la présidence de l'Assemblée nationale, M. Georges Morin, l'IGA émet plusieurs reproches qui ont été rendus publics par M. Santini, ce mardi 24 juin, au cours d'une conférence de presse.

La décision même d'avoir créé l'Office est jugée « contestable ». « La création de l'ONASEC n'a pas eu comme principale motivation la meilleure satisfaction des besoins des rapatriés, mais elle a eu d'abord pour objet de résoudre des problèmes administratifs », souligne l'IGA. Le choix de la ville de Carcassonne comme siège de l'ONASEC est également critiqué. L'IGA résume l'argument selon lequel l'implantation de l'Office dans le chef-lieu de l'Aude correspondait au souci de le situer « au centre de gravité de la communauté française musulmane ». « Selon les mêmes données, dit le rapport, ce centre de gravité se situerait quelque part au-dessus d'une ligne La Rochelle-Genève, soit beaucoup plus près de Paris que de Carcassonne. » L'IGA estime que « de nombreux arguments justifiaient le retour de la direction de l'Office dans la région parisienne ».

Une « caste »

Les enquêteurs reprochent aussi à l'ONASEC d'être devenu « un outil important étendant progressivement son activité à des domaines de plus en plus nombreux et diversifiés en rapport plus ou moins direct avec la mission même du service : l'insertion des Français musulmans rapatriés ». Ils estiment que l'Office a ainsi « pris malencontreusement le risque de marginaliser encore davantage la communauté, ce qui est contraire à sa mission ». Ils ajoutent que « la mise en œuvre de ces actions a souvent donné lieu à la mise en place de structures particulières qui se sont révélées peu efficaces, coûteuses et auxquelles il a fallu renoncer ». Le rapport cite, par exemple, le Centre national pour l'emploi (CNEPE) de Port-Leucate, le Centre éducatif de mise à niveau pour les enfants français rapatriés (CEMANEF) d'Alzonne, ou encore l'Institut des hautes études

de Montpellier, « qui assurait une formation supérieure à une douzaine d'étudiants ».

L'enquête de l'Inspection générale de l'administration accorde l'idée, émise depuis plusieurs semaines par M. Santini, que l'ONASEC constituerait d'abord, en vérité, une « machine de guerre » au service des intérêts du Parti socialiste. « L'existence de solides liens d'amitié entre les principaux cadres, l'évidence d'une sensibilité politique commune, ont créé au sein de l'établissement une sorte de « caste » dirigeante qui s'est octroyée des avantages de carrière substantiels, mais qui s'est progressivement coupée du personnel d'exécution », indique le rapport. Ce document ajoute : « Plus que le recrutement d'agents originaires de l'Aude, phénomène somme toute normal, c'est l'importance et la densité des liens de parenté entre les agents qui a retenu l'attention des enquêteurs. Plusieurs couples travaillent à l'Office. Si ce phénomène peut sembler anecdotique, il doit également être considéré comme une manifestation supplémentaire de la volonté des dirigeants de s'entourer d'une équipe sûre. »

L'IGA affirme, en outre, que l'impression de l'Office a servi à fabriquer « des documents de nature politique sans aucun rapport avec l'activité de l'Office. Malgré la réticence de certains responsables qui ont invoqué un trou de mémoire ou contesté avoir demandé des tirages, une demi-douzaine de documents ont été remis à la mission ». Au nombre de ces « pièces à conviction », le rapport cite plusieurs lettres « portant l'embème du Parti socialiste » et relatives à l'explication de la politique du gouvernement de l'époque dans les domaines les plus divers. Il met aussi en cause le « train de vie » des principaux dirigeants de l'Office, en soulignant que « le montant actuel des frais de mission de certains responsables atteint 40 000 francs par an ».

L'IGA accuse également l'ONASEC de s'être livré, dans ses actions, à des « dépenses discutables et onéreuses ». Elle insiste notamment sur le cas de l'Institut des hautes études de Montpellier, « car l'opération a été particulièrement dispendieuse pour un résultat fort limité et contestable : elle aura représenté une dépense de plus de 300 000 francs pour chacun des stagiaires, alors que par leur niveau de connaissances ceux-ci se trouvaient déjà, au départ, dans une situation privilégiée par rapport à l'ensemble

des membres de la communauté ». Mais le rapport des inspecteurs s'interroge surtout sur l'opportunité et la réalité des subventions accordées par l'Office à certaines associations, sur la « hâte » manifestée, selon l'IGA, par le conseil d'administration de l'établissement au début de 1986. Là encore, le document présenté par M. Santini donne quelques exemples et souhaite que la Cour de discipline budgétaire s'en mêle. Au passage, le rapport souligne « l'étroitesse des liens » entre l'Office et la fédération audoise des œuvres laïques.

Au terme de son enquête, l'Inspection générale de l'administration affirme à la fois « l'adaptation de

départementale pour la promotion de la formation, sise à Toulouse et présidée par M. Gérard Bapt, député socialiste de la Haute-Garonne (150 000 francs en 1985 et 200 000 francs en 1986), ainsi qu'à l'Institut pour la promotion de la femme, animé par l'aétrie Marie Mercadier et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, déjà cité dans l'« affaire » du Carrefour du développement.

Décidé à exploiter politiquement ce rapport et à accuser les socialistes d'avoir dilapidé des deniers publics, l'entourage de M. Santini esquissait des rapprochements entre cette dernière « affaire » et celle de l'ONASEC. Soulignant les liens géographiques entre l'ancien ministre de la coopération, M. Christian Nucci, l'ancien président de l'Assemblée nationale, M. Mermaz, et le président du conseil d'administration de l'Office, M. Morin, on s'y interrogeait même sur l'existence d'une « Isère connection ».

Particulièrement visé par cette enquête, M. Morin a déjà répliqué, en privé, à la plupart des critiques adressées à l'ONASEC et reprises par les journaux proches de la majorité. Il y a deux semaines, il soulignait, entre autres arguments, que les 50 millions de francs représentant le budget de l'ONASEC étaient répartis de la manière suivante : 20 millions (40 %) pour payer les cent cinquante salariés (soit 7 500 francs de salaire moyen net mensuel) ; 12 millions (24 %) consacrés à l'éducation, la formation et l'emploi (bourses, paiement des éducateurs, stages de formation, 800 TUC, aide à l'embauche, aide à la création d'entreprises, etc.) ; 7 millions (14 %) au logement (amélioration de l'habitat, accession à la propriété) ; 4 millions (8 %) au fonctionnement de l'Office (bâtiment, matériel, véhicules, etc.) ; 3 millions (6 %) au fonctionnement de deux centres d'hébergement ; 1,5 million (3 %) à des contrats passés avec quinze communes pour favoriser l'intégration des Français musulmans ; 1,5 million (3 %) aux actions d'information envers les personnels, les associations, les familles et l'opinion publique ; 1 million (2 %) aux associations qui œuvrent à la promotion de la communauté. « Nous n'avons pas à rougir des actions que nous avons menées », ajoutait M. Morin dans une lettre adressée, le 5 juin, aux membres du personnel de l'Office. Malgré les pressions multiples dont j'ai été l'objet, je n'ai pas voulu quitter mes fonctions à la tête de l'ONASEC ; j'ai en effet le sentiment que nous avons tous ensemble beaucoup et bien travaillé pour la communauté. Je ne suis pas disposé à me laisser congédier ».

La polémique va maintenant éclater au grand jour.

ALAIN ROLLAT.

« Isère connection » ?

Au secrétariat d'Etat aux rapatriés, on parlait, lundi soir, de « dévoiement des fonds publics », voire de « hold-up ». Dans l'entourage de M. Santini, on met également en cause les subventions accordées directement par le cabinet de M. Courrière — au titre du ministère des affaires sociales dont dépendait à l'époque le secrétariat d'Etat aux rapatriés — à d'autres associations. On s'interroge notamment sur la destination réelle des crédits octroyés au club socialiste Espoir 89, qu'anime M^{me} Françoise Castro, épouse de M. Laurent Fabius, et dont le président n'est autre que l'ancien directeur de cabinet de M. Courrière, M. Maurice Benasay (50 000 F en 1985) ; à un centre de documentation historique sur l'Algérie (160 000 francs) au centre d'études techniques municipales, présidé par M. Robert Capdeville, dirigeant social du conseil général de l'Aude (50 000 francs) ; à l'Institut vidéo d'expression théâtrale du Languedoc (70 000 francs) ; à l'association

LA PRÉPARATION

DE LA CONVENTION NATIONALE DU PS

Les socialistes veulent que leur parti devienne plus attrayant

M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS chargé des fédérations, a présenté, le lundi 23 juin, les orientations du rapport qu'il prépare pour la convention nationale des 28 et 29. M. Debarge s'est préoccupé de l'évolution des structures et du mode de fonctionnement du PS qui figurent à l'ordre du jour de la convention. Les questions ont tourné le thème des travaux d'un groupe de réflexion, et d'une consultation des sections du parti.

Le groupe de travail, animé par M. Debarge, a fait la synthèse entre ses propres idées, les contributions rédigées par certaines des « sensibilités » du PS et le dépouillement des questionnaires envoyés aux huit mille sections du parti. Un peu plus de mille réponses sont parvenues au siège du PS.

Selon M. Debarge, les idées généralement admises s'ordonnent autour de trois axes : rapprocher le nombre d'adhérents du nombre d'électeurs (encore que M. Laurent Fabius ait déjà fait remarquer qu'un semblable déséquilibre ne dessert pas le PSOE de M. Felipe Gonzalez) ; intensifier les relations avec les sympathisants ; améliorer l'accueil des nouveaux adhérents. Les socialistes, en effet, se félicitent d'un flux — qu'ils disent modéré mais continu — d'adhésions depuis le 16 mars et cherchent à ne pas décevoir l'attente de ces nouveaux venus. Ceux-ci sont présentés, la plupart du temps, comme assaillis d'actions et peu intéressés par les débats entre courants qui font l'ordinaire des sections socialistes.

Ouverture

Les propositions que fera M. Debarge au nom du groupe de travail devraient donc former la trame d'une sorte de « méthode de rassemblement autour du PS ». Cette « méthode », inclut selon M. Debarge plusieurs mesures directement applicables après la convention. Le secrétaire national aux fédérations souhaite notamment un effort de formation. Il suggère que les réunions socialistes « formelles » deviennent l'exception, afin d'ouvrir les débats du PS aux sympathisants ou aux représentants d'associations. De la même façon, les comités directeurs du parti qui se tenaient jusqu'à maintenant à huis clos, pourraient, en règle générale, être ouverts à la presse et devraient être consacrés plus souvent à des « grands thèmes » de réflexion.

Quant aux rapports avec les syndicats, M. Debarge a résumé son sentiment en affirmant que, « sans

pratiquer la technique de la courtoisie de transmission », le PS devrait pouvoir disposer de « relais de syndicalistes ». M. Debarge souhaiterait que les membres du PS, lorsqu'ils interviennent dans des syndicats ou des associations, puissent le faire explicitement en tant que militants socialistes.

Il s'agit donc, en « partant de ce qui existe », (il n'est pas question de changer le nom du parti), de faire entrer dans les mœurs de nouvelles « méthodes de vie des sections, des fédérations ». En revanche, selon M. Debarge, le groupe de travail s'est majoritairement prononcé contre l'idée d'un système mixte de désignation des membres des différentes instances du PS, actuellement élus à la proportionnelle des courants. M. Debarge a souligné qu'avec un système mi-majoritaire mi-proportionnel, un courant disposant de 80 % des voix dans une fédération pourrait éliminer toute expression des minorités, et qu'à l'inverse, un courant fort de 55 % des suffrages pourrait ne pas avoir la direction d'une fédération. Cette proposition émanait notamment de M. Paul Quilès (le Monde du 18 juin), qui juge obsolescentes les actuelles courants du PS.

De la même façon, M. Debarge a rejeté le souhait des transcurants, qui souhaitent être « associés » aux décisions du parti, « le choix des orientations politiques et le choix des hommes est le fait du parti ».

Parmi les décisions soumises à l'approbation de la convention, figure la mise en place d'un groupe de travail chargé de réécrire la déclaration de principes du PS, conformément aux souhaits exprimés par plusieurs dirigeants socialistes, dont MM. Michel Rocard, et Pierre Mauroy.

La déclaration de principes actualisée devrait être adoptée au prochain congrès ordinaire du PS, prévu, pour le moment, à l'automne 1987.

M. Rocard a déjà pris les devants en faisant rédiger par son courant une nouvelle version du texte, qui constitue un « document de travail » soumis à convention (le Monde du 20 juin). Selon M. Didier Motchane, ce document est jugé « défectueux et opportuniste » par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, qui pensent, de toute façon, que l'urgence n'est pas là. Il est vrai qu'un autre dirigeant de Socialisme et République (ex-CERES), tout en réaffirmant le caractère accessoire de l'exercice, affirme qu'il n'aurait que quelques mots à changer pour signer le texte de M. Rocard...

J.-L. A.

CROISIÈRE FRANCO-AMÉRICAINE SUR LA SEINE

A chacun sa Liberté

M. François Mitterrand s'apprête à rejoindre M. Ronald Reagan pour célébrer, le 3 juillet prochain, dans la baie d'Hudson, le centenaire de la statue de Bartholdi, offerte par les Français aux États-Unis. Le gigantesque show, doublé d'une impressionnante parade navale, durera quatre jours.

Pour ne pas être en reste, M. Jacques Chirac a organisé, à Paris, le lundi 23 juin, une cérémonie qui était l'exacte réplique, mais en miniature, des fastes new-yorkais. Trois heures ont suffi. La Seine remplaçait l'Hudson, le porte-avions d'état qu'un paquebot, bateau-mouche, l'ambassadeur des États-Unis en France, M. Jo Rogers, représentait l'Amérique et la statue, haute de 9 mètres, était la réduction de celle de Bartholdi, que les Américains ont offerte à la France en 1885. Elle se dresse assez fièrement au bout de l'île aux Cygnes, face à l'ouest, au pied du pont de Grenelle.

A l'instar de sa grande sœur d'outre-Atlantique, son bronze centenaire, corrodé jusqu'au dernier bouillon, vient de subir un vigoureux lifting.

Les musiciens et les artistes, qui seront légion à New-York, étaient également présents à Paris. Les trombones d'une musique militaire américaine répondaient aux cuivres de la batterie-fanfane de la garde républicaine. Pour la circonstance, on avait habillé la statue d'immenses drapaux des deux pays. Juste avant qu'une douzaine de gajards musiciens des amènent au sol, deux vedettes apparurent sur un minipodium pour interpréter les hymnes nationaux. Drapée dans la bannière

étoilée, la cantatrice noire Barbara Hendrix lança sur la Seine les notes du *The Star Spangled Banner*. Toujours intrépide, Lin Reno s'enveloppa dans nos trois couleurs, emmena alors la Marseillaise.

Puis les invités regagnèrent l'Hôtel de Ville à bord du croiseur touristique affrété par M. et M^{me} Chirac. À la poupe, le jazz-band de Moustache jouait les *Copains d'abord*. Et chacun constatait en se tremoussant que, comme la nef municipale parisienne, la vieille complicité franco-américaine est décidément insubmersible.

De retour à l'Hôtel de Ville, où le maire avait convié la colonie américaine de Paris et de nombreux artistes des deux pays, la cantatrice et la chanteuse ont de nouveau entonné les hymnes. M. Chirac a souligné que l'amitié franco-américaine devait être « inlassablement réinventée », et il a ajouté : « Nos convictions peuvent contenir des ferment de divergence : indépendance signifie parfois différence. Il est vrai que nos visions respectives des événements qui marquent le monde — nos intérêts aussi, liés à nos positions géo-stratégiques — ne coïncident pas forcément. Nous ne nous sommes jamais cachés. Toutefois, ces différences d'analyse, loin de remettre en cause nos relations, tout au contraire, les enrichissent. Et de conclure : « Fondées sur l'essentiel, inscrites dans la durée, et nos relations méritent non seulement les souvenirs, mais aussi les projets. » Bien sympathique prélude à la fête de New-York.

M.-A. R.

ALLIÉS AU FRONT NATIONAL

Les CAR veulent contribuer au rassemblement de la « droite de conviction »

Selon M. Bruno Mégret, président des Comités d'action républicaine (CAR), député (Front national) de l'Isère, il existe deux droites en France : la « vraie », la « droite de conviction », qui incarne actuellement le Front national et ses alliés, dont il fait partie, et la « fausse », qui représente la coalition RPR-UDF au pouvoir. Et comme il y a du salut de la France, il convient de développer la première au détriment de la seconde.

Regrettant ce « décor idéologique grisâtre », M. Mégret a insisté, le samedi 21 juin, au cours d'un colloque, sur la nécessité d'enrayer l'évolution de la vie politique — vers un recentrage libéral social-démocrate — au-delà des idées cédant la place à la confrontation des meilleures techniques de gestion économique et sociale. Ces CAR aspirent à jouer un rôle de « laboratoires d'idées » et de « co-concepteurs » du rassemblement des nationalistes autour du Front national, leur président a estimé que cette « droite de conviction » doit cultiver quatre thèmes principaux : « l'identité, la puissance, la société civile et l'éthique ».

Aux yeux de M. Mégret, l'identité française se forme par « la famille, la nation, mais aussi la décentralisation régionale et l'idée européenne. L'immigration d'origine extra-européenne nous inquiète, a-t-il dit, parce qu'elle menace notre identité. Elle conduit, si rien ne change, à faire éclater la société française en une société multiculturelle constituée d'une mosaïque de communautés ayant chacune son identité propre. Elle est, à terme, la négation de la France, la puissance doit être « militaire, mais aussi économique et démographique ».

La société civile passe d'abord par « l'avantage de démocratie directe » et moins d'Etat. Quant à l'éthique, il doit être réhabilité : « Refuser les élites, a déclaré M. Mégret, cela n'évite pas leur constitution, mais favorise le népotisme, le couinage, la promotion par relations et la constitution de castes ».

A l'occasion des débats, M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire du groupe parlementaire du Front national, a estimé que l'opinion publique, en France et dans les principaux pays occidentaux, est en train de virer à droite. Sur ce point, M. François Bourricaud, professeur de sociologie à l'université de Paris-IV, s'est montré plus mesuré en soulignant l'hétérogénéité des droites françaises et leurs difficultés à se constituer en coalition efficace. M. Claude Pollin, professeur à la Sorbonne et directeur du Centre de prospective sociale et politique, a affirmé que « les libéraux sont une sorte de fausse droite matérialiste : la vraie droite, a-t-il souligné, défend les valeurs morales avant l'efficacité et le pragmatisme en économie ». En revanche, M. Julien Freund, sociologue, a récusé la politique morale car « la politique est la politique et pas la morale ».

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
ÉDUCATION

M. Poperen : se garder du dogmatisme

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, publie dans le dernier numéro de son bulletin *Synthèse* un texte rédigé dans la perspective de la convention nationale du PS des 28 et 29 juin. Ce texte affirme notamment :

« La complexité nouvelle des rapports sociaux, la diversité très importante des situations offrent aux forces antagonistes du monde du travail des possibilités sans précédent de réajuster leur stratégie constante : rompre la solidarité fondamentale du salariat, c'est-à-dire, en termes de politique concrète, diviser le monde du travail ».

« Il y aurait, pour le Parti socialiste, deux façons d'aller à l'encontre de cette opération de division : ou bien oublier lui-même cette solidarité fondamentale ou bien négocier les complexités nouvelles. Aussi devons-nous, par une confrontation permanente avec le réel, nous garder de la tentation d'analyses réductrices, donc dogmatiques, donc inadéquates (...) »

« Sauf à se résigner à être durablement, voire définitivement, minoritaire, ou, ce qui reviendrait au même — se résoudre à une alliance politique contrainte, sous le couvert du « modernisme », la gauche ne peut fermer les yeux devant la réalité nouvelle que crée l'affrontement de classe. Elle doit au contraire fonder son action sur la réaffirmation de la solidarité de classe qui continue à l'évidence à unir les diverses composantes du salariat ».

M. Poperen ajoute : « La construction de l'union de la gauche, dans les années 1970, passait par des accords d'organisation à l'organisation. La reconstruction de la gauche passe maintenant par un

foisonnement d'initiatives, sur la gauche du PS bien sûr, mais aussi vers le centre gauche et, au-delà, vers ceux qui refusent le glissement vers l'extrême droite et le néo-libéralisme de combat qui marquent l'évolution des grandes formations de la droite. »

PUBLICATION JUDICIAIRE

LA COUR D'APPEL DE PARIS RECONNAÎT LES DROITS MORUAUX DES SCULPTEURS GRAVEURS

Par arrêt du 15 novembre 1985 rendu Entre Serge SANTUCCI et la SPADEM, d'une part ; Et la Société nationale d'arts graphiques, d'autre part ;

La Cour d'appel de Paris ; a) Dit que la Société nationale d'arts graphiques (SNAG), 16, rue Saint-Fiacre, 75002 Paris, s'était rendue coupable d'acte de contrefaçon en reproduisant sans le consentement de Serge Santucci, un module 30 millimètres, la médaille du conseil général de la Drôme, créée par lui pour le seul module 99 millimètres, et de contrefaçon de la sorte l'œuvre initialement créée par Santucci pour le seul diamètre précité ;

b) Dit que l'art de la médaille et de la monnaie repose sur la composition et le relief de ces objets et que ceux-ci sont conçus par le créateur en fonction de la dimension de la médaille et de la perception qu'en aura — à cette dimension — l'œil humain.

c) Dit que la SNAG a porté atteinte au droit moral de l'artiste, qu'en application des dispositions de la loi du 11 mars 1957 l'éditeur doit fabriquer l'édition dans la forme convenue et ne peut apporter à l'œuvre aucune modification, lors d'une nouvelle édition, sans l'autorisation écrite de l'auteur.

d) Condamne la SNAG aux entiers dépens.

D'un « isme » à l'autre

(Suite de la première page.)

La mode, aujourd'hui, est au libéralisme. Ses chantres n'ont pas toujours tenu ce langage. Ni Giscard d'Estaing, ni Chirac, ni Barre n'ont eu, lorsqu'ils étaient au pouvoir, un comportement particulièrement libéral. Outre que la France n'a pas attendu Colbert pour devenir colbertiste, leur personnalité et leurs idées s'étaient formées au lendemain de la Libération, c'est-à-dire à une époque où, à la lumière de la crise de 1929 et de la terrible guerre qu'elle avait entraînée, l'insuffisance du « laissez faire, laissez passer » était tenue pour fait d'évidence. On savait bien qu'il avait fallu le dirigisme de Roosevelt et son National Recovery Act pour arrêter les Américains au désespoir où ils se laissaient glisser et les mettre en mesure de devenir, en 1945, des vainqueurs. Il était clair que, sans le plan Marshall et le plan Monnet, la France n'aurait jamais pu relever ses ruines. Keynes semblait avoir définitivement détrôné Adam Smith : Hayek prêchait dans le désert et personne, en Europe, ne contestait le bien-fondé d'un système de protection sociale étendue.

L'attrait du reaganisme

Pour que la courant s'inverse, il ne suffisait pas que la gauche perde sa bataille principale — celle de l'emploi —, il fallait disposer d'un modèle de substitution. La vogue actuelle du libéralisme serait impensable sans la réussite de Reagan, qui fait perdre de vue les déboires d'une autre libérale, Maggie Thatcher. De ce même Reagan que pratiquement personne, en France, ne prenait au sérieux avant son élection, et qui est devenu aujourd'hui, pour une partie de l'opinion de ce pays, un phare quasi infaillible.

Mais l'élément essentiel, que trop de nos néo-libéraux négligent de prendre en compte lorsqu'ils se réclament du reaganisme, c'est que son credo économique pèse moins dans son succès que le phénomène médiatique qu'il représente. Les Etats-Unis, après deux décennies d'humiliations, ont mis à leur tête un champion toutes catégories de la communication, un « gagnant », un Tapia ou un Rambo de la politique dont l'âge n'a en rien affecté, c'est le cas d'employer le mot, la look. Ce qu'il incarne d'abord, c'est le fierté nationale et les retrouvailles avec lui-même d'un peuple qui a besoin de croire dans sa « destinée manifeste », dans son aptitude à repousser toujours plus loin la « frontière » de ses ambitions.

Ce sont cette ambition, cet orgueil retrouvés, cette confiance faite au président qui sont au centre de la reprise américaine, tout autant qu'une déréglementation certes nécessaire, mais qui n'aurait pas réussi à elle toute seule à redonner des ailes à un peuple découragé. C'est en leur nom que, tout libéral qu'il soit, l'Etat américain a pensé, dans le double domaine des armements et de l'espace, des commandes qui ont pesé d'un poids décisif dans la balance de la production. Mais la tragédie de Challenger comme l'échec des récents essais de fusées intercontinentales sont là pour montrer que la combinaison des deux motivations de l'ambition nationale et de la liberté d'entreprise ne suffit pas automatiquement à donner la supériorité dans la compétition avec un système pourtant fantastiquement bureaucratique et pesant comme celui de l'URSS, laquelle a nettement repris l'avantage dans la course à l'espace. Et si l'on parle toujours, pour ne pas faire de peine à Reagan, de l'initiative de défense stratégique, qui croit encore qu'elle fournira aux Etats-Unis, avant les calendes grecques, l'infranchissable bouclier qu'elle était censée déployer au travers de l'espace ?

Il y a bien d'autres manques au revers de la médaille reaganienne : l'insuffisance de la protection sociale, l'assourdissement de trop de peuples, l'importance du chômage des jeunes et surtout de ceux qui ont la peau noire, l'analphabétisme, une criminalité que le retour à la peine de mort n'empêche pas d'atteindre des taux largement supérieurs aux nôtres ; le déficit du budget — alors que le candidat Reagan avait promis le retour à l'équilibre — et celui du commerce extérieur, qui font des Etats-Unis, pour la première fois du siècle, un pays en situation de débiteur net ; et plus encore, bien entendu, l'énorme endettement de trop de pays clients, à commencer par le Mexique ; c'est là une vraie épée de Damoclès au-dessus de l'ensemble de l'économie mondiale.

On ne veut pas, en rappelant ces évidences que le discours libéral perd trop facilement de vue, plaider pour un retour aux illusions d'hier. Mais seulement mettre en garde contre celles qu'on voit si souvent s'exprimer aujourd'hui. Moins d'Etat, moins de réglementation, moins de papérasse ? Bien sûr ! Oui, même parmi les socialistes, n'en admet la nécessité ? Davantage d'incitations à l'initiative individuelle ? Evidemment. Mais ne jetez pas pour autant le bébé avec l'eau du bain. Ne perdez pas de vue que, dans un pays aussi centralisé que le nôtre, avec une administration dont l'existence de l'ENA — laquelle n'a jamais été autant représentée au gouvernement — n'a fait que renforcer le poids et la cohésion, l'Etat a presque toujours joué un rôle central dans l'orientation et la dynamisation de l'économie, pour ne pas parler de cette recherche dont il paraît, par une aberration tragique, se désintéresser de plus en plus. Les entrepreneurs les plus libéraux sont les premiers d'ailleurs à s'adresser à lui quand ils n'ont plus d'autre saint auquel se vouer.

Protection

Il y a autre chose. Ce n'est pas le cas de tous, et sûrement pas celui de Jacques Chirac ni de son ministre des affaires sociales, mais trop de nos nouveaux dirigeants paraissent n'avoir qu'une bien modeste idée de ce que peut être, dans le monde d'aujourd'hui, la vie des sans-travail, des pauvres, des dédaignés, des humiliés, des paumés de toutes sortes. Qu'ils n'aillent pas oublier que le progrès de la société européenne depuis un siècle a d'abord consisté, même si cette protection a pris par moments des proportions démolissantes, voire ridicules, à mieux défendre les faibles contre les puissants.

A cet égard, il y a des gestes qui ont valeur de symbole. L'impôt sur les grandes fortunes — c'est une affaire entendue — était mal ficelé, et l'existence de l'autorisation administrative de licenciement n'encourageait bien évidemment pas à embaucher. N'y avait-il pas cependant de plus grande urgence que de supprimer à la fois l'un et l'autre ? La réaction négative que mettent en lumière les sondages est sur ce point significative. Rien ne serait plus dramatique, non seulement pour l'expérience en cours mais pour la nation, que de donner le sentiment qu'une classe sociale, un moment menacée dans ses privilèges, veut prendre sa revanche sur une autre, et que l'argent — y compris dans l'information — est redevenu l'arbitre de tout. Hélas ! ce n'est pas en multipliant les mesures d'amnistie en faveur de ceux qui en ont pris à leur aise avec le fisc ou avec l'exportation des capitaux que l'on va corriger cette impression...

ANDRÉ FONTAINE.

• Le « Trombinoscope » des députés. — Le recueil des « notices et portraits » des députés élus le 16 mars dernier pour la huitième législature vient d'être publié par les services de l'Assemblée nationale. Il contient les photographies des 577 députés accompagnées de notices biographiques, de la mention du groupe parlementaire et des mandats précédemment exercés par eux.

Ce recueil représente sous une forme renouvelée en feuillets détachables classés par ordre alphabétique des départements, et il fera l'objet de mises périodiques et gratuites. Il est en vente à l'Assemblée nationale au prix de 50 francs. Service de l'Information parlementaire, 126, rue de l'Université 75007 Paris, tél. : 42-97-69-79.

LES PROJETS SUR LA SÉCURITÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Prudence chez les socialistes

M. Albin Chalandon n'est pas M. Alain Peyrefitte. Les quatre projets de loi qui veulent renforcer la lutte contre l'insécurité, et que l'actuel garde des sceaux présente à partir du mardi 24 juin à l'Assemblée nationale, ne sont pas tout à fait comparables à la fameuse loi « sécurité et liberté » de son prédécesseur place Vendôme. Une partie de l'héritage de M. Robert Badinter est soigneusement préservée et toutes les mesures que propose le ministre de la justice ne peuvent être rangées au rayon des atteintes aux libertés.

Le climat aussi a changé. Le syndrome sécuritaire s'est encore développé, la nécessité de lutter contre le terrorisme est encore plus flagrante. Tous ceux qui redoutent que de nouvelles facilités données à la lutte contre la délinquance ne mettent par trop à mal la protection des libertés individuelles et collectives n'ont pu monter aussi brutalement à l'assaut

des textes actuels qu'ils l'avaient fait il y a six ans.

Critique fine

Les députés socialistes ont ressenti particulièrement ce dilemme. L'angélisme, après cinq années d'exercice de pouvoir, n'est pas de mise. D'où leur décision de ne pas rejeter en bloc les projets de M. Chalandon, mais d'en faire une critique fine, point par point, allant de l'approbation au refus.

Cela ne veut pas dire que la discussion se passera sans difficulté pour M. Chalandon. Les textes sur le terrorisme et l'application des peines doivent être débattus cette semaine ; ceux sur la criminalité et les contrôles d'identité ne le seront que début juillet. Le garde des sceaux devra aussi se méfier de sa majorité. Ceux de ses membres qui

sont favorables au rétablissement de la peine de mort devraient profiter de l'occasion pour se faire entendre, même si un pointage montre que la majorité des députés y sont hostiles (le Monde du 18 avril) et si M. Pierre Messmer, qui y est personnellement favorable, reconnaît qu'un tel sujet ne peut être abordé au détour d'un amendement (le Monde du 19 juin).

Le Front national n'a pas ces pudeurs. Il ne manquera pas cette occasion de placer en porte à faux certains députés du RPR et de l'UDF. Le ministre de la justice devra aussi prendre garde à ceux de ses amis qui s'inquiètent d'une « dérive sécuritaire », pour reprendre l'expression de M. Albert Mamy, député UDF du Tarn et secrétaire général adjoint du PR. Dans un communiqué, celui-ci explique qu'il est d'accord avec l'« essentiel » des textes de M. Chalandon en matière « de répression et de pré-

vention », il dit « nul à l'efficacité, non aux excès ».

Le gouvernement déposera un amendement permettant d'améliorer l'indemnisation des victimes du terrorisme, ont confirmé, le lundi 23 juin, les services du premier ministre. Le ministère de la justice précise que l'indemnisation pourrait être prise en charge partie par les compagnies d'assurance partie par l'Etat.

Ce débat qui s'ouvre à l'Assemblée risque d'être hâlé. La discussion portera sur les textes de M. Chalandon, mais ce sont les pratiques policières de MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud qui seront bien souvent analysées. Les critiques des autorités religieuses contre leur projet sur les étrangers renforcent les arguments des opposants.

Th. B.



« Le Pape » : Yves Montand



Jean de Florette : Gérard Depardieu

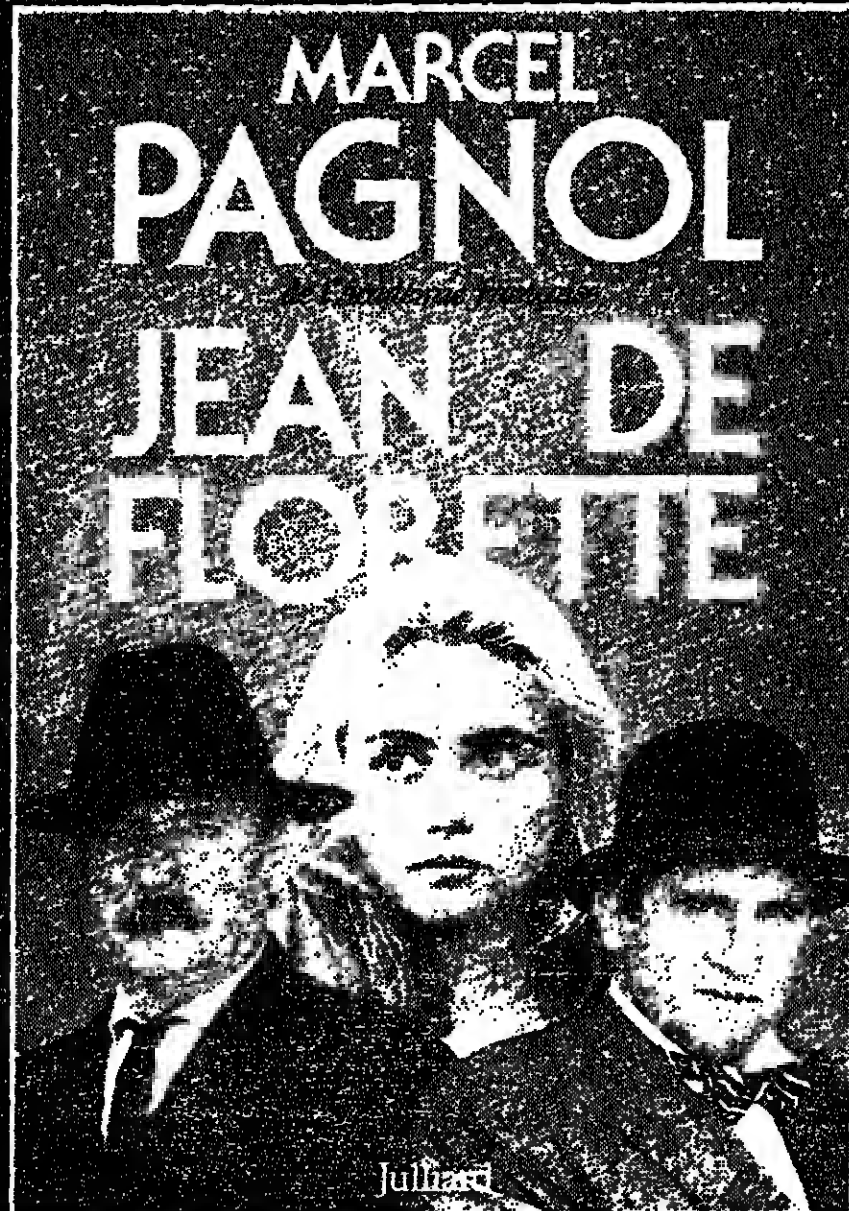


Uggolin : Daniel Auteuil



Manon : Emmanuelle Béart

Avant de les retrouver au cinéma, lisez cet été leur histoire dans le chef-d'œuvre romanesque de



En un seul volume
Jean de Florette
suivi de
Manon des Sources
illustré d'un cahier de
20 photographies (couleur) du
film de Claude Berri / K10

POLITIQUE

A LA COUR D'ASSISES DE NOUMÉA

Dix ans de prison pour le principal accusé de la fusillade de Koindé

La cour d'assises de Nouméa a condamné à dix ans de réclusion criminelle, le mardi 24 juin, Sylvestre Némouaré, cinquante-quatre ans, le principal inculpé de la fusillade de

Koindé, qui coûta la vie à deux gendarmes, le 10 juin 1983. Il était accusé d'avoir volontairement donné la mort, avec préméditation (le Monde du 19 juin). Un autre membre de la

tribu, Pascal Némouaré, a été condamné à deux ans d'emprisonnement, déjà couverts par sa détention préventive. Les quinze autres inculpés ont été acquittés ou amnistiés.

Exorcisme collectif

De notre correspondant

Nouméa. — On attendait un procès politique, tout résonnant de clameurs militantes. Ce fut une longue et patiente séance d'exorcisme collectif où, subitement, la Nouvelle-Calédonie se surprit à écouter ses vieux démons. Tout le monde en convient : ce procès de la fusillade de Koindé est un événement politico-judiciaire sans précédent dans l'histoire de ce territoire. Durant six journées de débats, toute l'histoire de l'archipel a défilé en accéléré, embaumant les regards et nouant les gorges. Devant un public où se mêlaient dans une courtoisie glacée militants indépendantistes et loyalistes, on évoqua la mémoire du grand chef Aiaï et le dénuement des tribus de la chaîne, la vie besogneuse des calédoches de brousse et leur exaspération devant le raidissement des Canaques. Le procès devint, au fil des témoignages, un étonnant concentré des destins communautaires, des mythes et des frayeurs qui, depuis des décennies, écrivent le scénario calédonien.

On posa donc maintes fois la question : qu'est-ce qui a amené dix-sept habitants de Koindé, une petite tribu agrippée au flanc de cette chaîne montagneuse qui bascule sur la bourgade de La Foa, à s'opposer par les armes à une opération de gendarmerie le 10 juin 1983 ? Les inculpés se succédèrent à la barre, un peu gauchistes, le regard vissé au sol, la parole hésitante sous le feu roulant des questions du président de la cour. Et il fallut les suppliques de M. Jean-Jacques De Felice, un des cinq avocats de la défense, conjurant le président de respecter « la concentration, le mode de pensée canaque » pour que l'audition prit une autre tournure.

On venait, en fait, d'effleurer le fond du débat : le fossé d'incompréhension qui sépare les deux commu-

nautés de ce territoire et qui explique, pour une bonne part, l'enchaînement des faits ce 10 juin 1983. « Qui vous a donné l'autorisation de pénétrer dans la tribu ? » Quand le petit chef, Clément Moné-fara, se dressant au banc des accusés, l'apostrophe ainsi, le colonel Marchasson, un instant désarçonné, invoqua la loi de la République, la liberté de circulation sur une voie publique. Mais déjà le petit ebeif o'écouait plus. La coutume, pour lui, avait été violée, et dès lors, quelque chose venait de basculer.

Un « conflit de légitimité »

Le thème fut, comme il était prévu, abondamment développé par M. Jean-Marie Tjibaou, cité par la défense comme témoin de moralité. Le chef de file du mouvement indépendantiste expliqua que cette affaire était exemplaire : « Ce qui est arrivé aux gens de Koindé aurait pu arriver à une dizaine d'autres tribus. Ils sont là, devant la cour, au nom du peuple kanak. » M. Tjibaou tint à insérer cette affaire de Koindé dans « le conflit de légitimité » opposant Européens et Canaques. Il évoqua « les liens sacrés des tribus avec la terre », détruits par la colonisation. Tout commença par une histoire persistante de pollution.

Depuis plus de cinq ans la tribu se plaignait de nuisances, engendrées par l'exploitation forestière de M. Louis Barbou, installée en amont du village. A force de glissements de terrain et de déchets de sciure, l'eau de la rivière était polluée. Les habitants de Koindé durent boire cette eau couleur ocre, certains enfants tombèrent malades. L'élevage naturel de crevettes, une des ressources de la tribu, disparut. Des pourparlers engagèrent entre les autorités coutumières, l'exploitant et l'administration, afin de fixer les indem-

nisés et de décider des indispensables travaux d'équipement.

Les palabres traînèrent en longueur jusqu'en ce mois de novembre 1982 où la tribu, ayant eu vent de l'intention de M. Barbou de démolir sa scierie, décida de bloquer le matériel, pour l'utiliser comme monnaie d'échange. Deux mois plus tard, le 10 janvier 1983, le haut commissaire, M. Jacques Royette, fraîchement arrivé, prit l'initiative d'une opération de gendarmerie. L'intervention tourna au drame.

An moment de la traversée de la tribu, une première échauffourée éclata. Les gendarmes se dégageant à l'aide de grenades lacrymogènes, provoquant ainsi une panique générale. « On se serait cru en guerre avec toutes ces explosions et toute cette fumée », témoignèrent les inculpés. Les hommes de la tribu tirèrent sur le convoi avec des fusils de chasse. Deux gendarmes, Eric Galardon et Jacques Morice, furent mortellement touchés.

Un résumé de l'actualité

Pourquoi le haut commissaire prit-il le risque d'envoyer les gendarmes ? Hors des débats, l'accusation fit valoir que c'était là le dernier recours, la tribu ayant « rompu unilatéralement les négociations ». Deux jours avant l'opération de gendarmerie, en effet, les habitants de Koindé avaient durci leur position : un délai de quinze jours était laissé à l'administration et à M. Barbou pour accéder aux demandes des Canaques, au-delà de quoi le matériel de scierie serait déclaré « propriété tribale ». Cet « ultimatum », dira l'accusation, était légalement inacceptable. Les avocats de la défense s'inscriront en faux contre cette affirmation, les mobiles de l'opération sont pour eux politiques et non juridiques. Car, à l'heure où la décision d'intervenir fut prise, le haut-commissariat ignorait encore

l'existence d'un « ultimatum ». La défense avance alors une autre explication : M. Royette aurait cédé aux pressions des anti-indépendantistes réclamant une intervention immédiate des forces de l'ordre. Depuis plusieurs mois, le défi de Koindé avait mis tout le village calédoche de La Foa en émoi. Les réunions publiques se multipliaient où l'on fustigeait le laxisme des pouvoirs publics. Les plus ultras prônaient une opération de milice privée pour aller récupérer le matériel bloqué.

Ce fut dit et répété au cours des débats : Koindé fut, avec deux ans d'avance, une sorte de répétition des « événements » calédoniens. D'un côté, les milieux européens en effervescence et, de l'autre, les indépendantistes canaques en voie de radicalisation. Eloi Maehoro, dirigeant du FLNKS qui devait être tué en janvier 1985 par les tireurs d'élite du GIGN, s'était intéressé de près à l'affaire de Koindé ! Une variante de taille, toutefois, distingue ce premier acte du second : l'administration cédait alors aux partisans du rétablissement de l'ordre. C'est ainsi probablement que se forma le « complexe de Koindé », selon l'expression du procureur général Bilbao, ce remords qui conduisit le gouvernement socialiste à éviter les solutions de force.

Le verdict du procès de Koindé aura une valeur de symbole pour l'ensemble des courants du territoire. L'accusation a soutenu la thèse de l'embuscade préméditée. La défense, assurée par M. Tchao, avec l'aide de quatre avocats métropolitains, M. De Felice, Tobiana, Roux et Otan, a plaidé la « défense légitime » d'une population « poussée à bout par des années de mépris ». Mais, au-delà du verdict, il restera que dans une salle d'audience la Nouvelle-Calédonie aura réussi à parler d'elle-même et de ses problèmes.

FRÉDÉRIC BOBIN

LU

« DE GAULLE ET L'ALGÉRIE » de Jean Daniel

Comprendre pour plaider

Jean Daniel a aimé l'Algérie. Avec passion. La passion d'un pied-noir déchiré. Et il a regardé de Gaulle avec fascination. Une fascination mêlée de vigilance, de doutes, mais en définitive de confiance et d'espoir. Pendant quatre ans, du retour de de Gaulle au pouvoir à la paix franco-algérienne de 1962, chaque semaine dans l'Express, Jean Daniel a accompagné l'Algérie et de Gaulle dans la recherche aléatoire et réciproquement douloureuse d'un destin.

La publication aujourd'hui de ces articles d'il y a un quart de siècle montre, comme l'écrit Jean Lacouture dans son avant-propos, la « lucidité » alors bien peu commune d'un des rares journalistes acteurs d'une histoire en train de se faire. A le relire — ainsi que Daniel le note lui-même presque étonné dans son introduction, — on ressent mieux « l'impétueux corps à corps » du général avec l'Algérie, traversé de « confuses tempêtes » et d'« orages annonciateurs ». Le couple épique et tragique de de Gaulle-FLN ne s'est pas transformé en ces « noces » que char-

tail pourtant Albert Camus, un autre pied-noir ami de Jean Daniel et inspirateur de toute une génération méditerranéenne.

Car si l'auteur a bien senti et volontiers admis l'émancipation nationaliste, s'il a même rêvé d'une impossible fédération entre la France et l'Algérie, il n'a en revanche pas prévu que l'islam l'emporterait sur la révolution. Car, n'a-t-il pas cru lui aussi, comme de Gaulle, que seule la guerre était un obstacle sur la route de la décolonisation ? D'où la priorité donnée à la recherche de la « paix des braves », alors que les insurgés pensaient que seule la victoire leur assurerait l'indépendance et que leur guerre sainte était aussi une croisade.

Maïs, surtout, les écrits anciens de Jean Daniel, comme ses réflexions d'aujourd'hui, en de belles pages d'une écriture apaisée, montrent son ardent besoin de comprendre pour mieux expliquer, et aussi pour plaider.

ANDRÉ PASSERON.

* DE GAULLE ET L'ALGÉRIE, de Jean Daniel. Le Seuil, 280 p., 95 F.

Mort d'Edgar Tailhades sénateur du Gard

M. Edgar Tailhades, sénateur socialiste du Gard, vice-président de la Commission des lois du Sénat, est décédé dans la nuit du dimanche 22 au lundi 23 juin à l'hôpital de Nîmes. Il sera remplacé par son suppléant M. Georges Boedetti, ancien député socialiste qui conduisit la liste régionale du PS, dans le Gard, en mars dernier.

[Né le 12 janvier 1904 à Ruols (Hérault), licencié en lettres, licencié en droit, diplômé d'études supérieures de droit, Edgar Tailhades a exercé la profession d'avocat à la Cour d'appel

de Nîmes. Elu maire de cette ville en octobre 1947, il avait conservé cette fonction jusqu'en mars 1965, date à laquelle il n'avait pas été réélu. En sénateur du Gard le 7 novembre 1948 il avait été réélu en 1955, 1959, 1962, 1971 et 1980. Président du conseil régional du Languedoc-Roussillon de 1974 à 1983, Edgar Tailhades avait été chargé, en décembre 1983, d'une mission temporaire auprès de M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, pour étudier le fonctionnement de l'institution judiciaire. Depuis 1983 il était vice-président de la Commission des lois du Sénat.]

FRÉDÉRIC BOBIN

NUMÉRO SPÉCIAL :

LE PALMARÈS DES UNIVERSITÉS



Le classement des universités, pour les formations scientifiques d'avenir (informatique, électronique, chimie, sciences de la vie). Les meilleures écoles nationales supérieures d'ingénieurs. La sélection en médecine faculté par faculté. Les formations gagnantes pour devenir publicitaire. Le bilan du Comité National d'Évaluation des Universités.

Les diplômes les plus efficaces pour faire face à la crise.

Les pièges de la première inscription en fac : un dossier pratique et une enquête minutieuse sur les critères officiels — et officieux — d'admission dans les universités.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : • Pratique : les cours de rattrapage scolaire pendant l'été : la liste complète par département, les tarifs, les dates des sessions, les matières enseignées. • Utiles : lecture de vacances pour les enfants : une large sélection des meilleurs ouvrages récemment parus. • Nouveau : la maîtrise d'économie et de gestion du sport de Paris IX Dauphine.

Numéro de juillet-août, chez votre marchand de journaux

L'Éducation de l'Éducation

458/125

société

RENDANT VISITE A DEUX GRÉVISTES DE LA FAIM A LYON

Le cardinal Decourtray dénonce le projet de loi sur les étrangers

Le cardinal Decourtray est un récidiviste. « Nous en avons assez de voir grandir dans notre pays le mépris, la défiance et l'hostilité contre les immigrés », s'écrit-il le 20 février 1985. On était alors entre deux campagnes électorales (les européennes de 1984 et les cantonales de mars 1985).

Ses premières visites dans le quartier des Minimes avaient choqué une partie de l'opinion. Il s'était réjoui de la grâce accordée par le président de la République à Toumi Djedjé, l'un des organisateurs de la marche des Beurs. Récemment, en pleine campagne électorale, il dénonçait dans une interview au *Monde* « l'Rhône-Alpes » (5 février 1986) « l'intolérance fondée sur l'extrême difficulté à supporter celui qui est étranger ».

Cette fois, ce n'est plus à un « courant idéologique » qu'il s'en prend, mais à un projet gouvernemental précis. Rendant visite le lundi 23 juin à deux jeunes Arabes, Djida et Nassir, qui depuis une semaine font une grève de la faim à Lyon pour protester contre le projet de loi sur les étrangers, l'archevêque a déclaré : « Je crains que certaines formulations du projet de loi, insuffisamment précisées sur le plan juridique, ouvrent la porte à l'arbitraire et à l'injustice ».

Le cardinal a ajouté que, « en tant qu'homme de Dieu et disciple du Christ », il doit être « la voix des sans-voix ». « Depuis quinze ans que je suis évêque », a-t-il ajouté, « j'ai souvent parlé au nom des handicapés. Aujourd'hui, les jeunes Arabes sont les handicapés de l'espérance ».

Mgr Decourtray a demandé la nomination d'un médiateur pour tenter de trouver une solution et mettre un terme à cette grève de la faim, à laquelle vient de se joindre le Père Christian Delorme, prêtre des Minimes, qui déjà, pour la défense des Beurs en avril 1981, avait choisi ce mode de protestation.

Le recteur de la mosquée de Paris, Cheikh Abbas, a fait la même démarche auprès des grévistes de la faim lyonnais. Demandant au gouvernement français d'éviter tout « dérapage », il a voulu dénoncer de l'« angélisme » ressenti par les immigrés devant envisager « leur retour forcé et précipité dans leur pays d'origine, où les conditions d'accueil n'ont pas été préparées convenablement ».

LES RÉSULTATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Trois lauréats

Un peu émus, attentifs au discours du ministre de l'éducation nationale, les lauréats du concours général se sont retrouvés lundi 23 juin dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne pour recevoir leur prix. Trois « III^e République », le discours de M. René Monory a engagé cette jeune « élite démocratique », issue d'un concours « ouvert et anonyme », à servir d'exemple dans les lycées.

Mais les jeunes gens et les jeunes filles assis sur les bancs de l'amphithéâtre n'ont pas encore cette ambition. Ce qui frappe, c'est leur modestie. Chez René Chiche (terminale A, lycée Charles-le-Chauve, Roissy-en-Brie), deuxième prix de philosophie, elle est presque une attitude face à la vie : « Il y a des jours où l'on est bon d'autres jours, on n'est pas ». Ce grand gaillard aux lunettes fines refuse de considérer son prix comme un succès : « La philosophie n'a pas besoin de concours pour exister ». S'il ne jure que par Platon et Hegel, son philosophe préféré reste son professeur, une femme, « très socratique » : « Elle est mon père symbolique, au sens où l'entendait Lacan, celui qui donne la parole ». En début d'année pontant, il voulait devenir réalisateur de cinéma. Un art qui, peu à peu, lui est apparu trop antiphilosophique.

Passionné comme lui, et aussi brune qu'il est blond, Isabel Violante, dix-sept ans, débordante d'enthousiasme. « Je ne méritais pas ce premier prix d'Italien, puisqu'il s'agit de ma langue natale. Mais quelle joie pour ma mère, qui est aussi mon professeur d'Italien ! » Isabel a l'ouverture d'esprit des gens qui ont beaucoup voyagé : née au Portugal, elle a vécu au Maroc et en Italie avant de s'installer à Strasbourg. Elle aime le dessin (son père est peintre), et la littérature : D'Alembert, Apollinaire et Paul Valéry, auquel elle doit son deuxième prix de composition française sur le thème : « La durée d'une œuvre d'art se mesure à son utilité ». Mais Isabel a surtout une passion illimitée pour Julien Gracq. Il y a six mois, elle a « osé » lui écrire son admiration. Elle a reçu, depuis, quatre lettres, mais hésite à rencontrer l'auteur du *Rivage des Syrtes*.

L'ÉLITE DE L'ÉLITE

Peu d'institutions d'Ancien Régime ont résisté aussi bien à tant de vicissitudes. Créé en 1747 par l'abbé Legendre, le concours général avait été supprimé au début du vingtième siècle pour être rétabli en 1921 dans sa forme actuelle : une sélection des meilleurs élèves des classes de première et terminale de l'enseignement public. L'examen lui-même ne repose sur aucun programme précis, ne nécessite aucune préparation spécifique. Ses récompenses sont purement honorifiques. Les candidats sont choisis par les professeurs parmi l'élite de cette élite.

Traditionnellement, les heureux sélectionnés étaient reçus par le président de la République — souvent un ancien lauréat — au cours d'une cérémonie de distribution des prix. Jusqu'en 1968, l'institution vécut une histoire tranquille, marquée seulement par l'admission à concourir des jeunes filles (1923) et des élèves de l'enseignement technique (1981). Le vent de mai malmène la tradition du concours général, célébration du conformisme et de l'effort. La distribution des prix est supprimée en 1988. L'année suivante, les épreuves seront organisées dans une semi-clandestinité ; des enseignants ont en effet refusé d'y présenter des candidats. Dès 1972, le président Pompidou renoue avec la tradition en recevant les lauréats du concours général. Tradition confirmée par Valéry Giscard d'Estaing.

Véritable baromètre de l'évolution de l'idéologie scolaire, le concours redevient en vogue à partir de la fin des années 70. Sous la patine, le concours général s'adapte au contexte d'une société en crise. Les héros de ces olympiades de l'esprit sont à nouveau ouvertement couronnés.

M. Savary proclamera son attachement à l'épreuve et M. Chirac, en replaçant la cérémonie finale dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, en fera une grande messe pour « l'élite républicaine ».

L'actuel ministre de l'éducation nationale s'est inscrit dans cette ligne en félicitant les lauréats 1988 issus d'un « concours ouvert et anonyme (...) le plus réellement démocratique puisque là n'est ni le nom ni la condition sociale n'intervenant ». Mais M. Monory, qui s'inscrit de la stagnation du nombre des candidats, envisage de réformer le règlement du concours en faisant précéder la sélection nationale d'épreuves éliminatoires régionales... afin que chaque région puisse prendre connaissance de ses propres résultats et donc de l'élite locale.

ARCHÉOLOGIE

Des chercheurs israéliens déchiffrent le plus vieux texte de la Bible

Des inscriptions, rédigées au septième siècle avant Jésus-Christ — donc quatre cents et cinq cents ans avant les manuscrits de la mer Morte — dans l'écriture paléohébraïque et en caractères cananéens, ont été découvertes, viennent d'être déchiffrées par des spécialistes israéliens. Il s'agit de bénédictions extraites du livre des Nombres de l'Ancien Testament et utilisées comme amulettes, et ce sont les plus anciens documents hébraïques connus à ce jour. Ces amulettes avaient été découvertes en 1983 dans une tombe située à l'ouest de la vieille ville de Jérusalem.

L'écriture paléohébraïque, issue de l'alphabet phénicien, a été peu à peu remplacée à partir du cinquième siècle avant notre ère par l'écriture hébraïque actuelle, qui est d'origine araméenne. Dans certains manuscrits de la mer Morte rédigés en hébreu, le nom de Dieu est encore parfois écrit en paléohébraïque.

DÉFENSE

Un contrat de l'OTAN pour Thomson

Les sociétés françaises Thomson-CSF et west-allemande Messerschmitt-Bölkow-Blom ont reçu un contrat de 135 millions de dollars (environ 9 700 millions de francs) pour la modernisation du système d'armes anti-aériennes Hawk de l'OTAN. Ces batteries de missiles sol-air sont en service dans une vingtaine de pays, dont ceux de l'alliance atlantique. La France dispose, pour sa part, de trois régiments Hawk, l'une des batteries servant aujourd'hui au Tchad. La modernisation de ce système d'armes, qui portera à 20 000 mètres d'altitude et à 40 kilomètres de distance, consiste à rajouter l'électronique et les radars qui permettent le guidage des missiles.

La Patrouille de France en Amérique

Pour la première fois de son histoire, la Patrouille de France, qui est la formation de voltige et d'acrobatie de l'armée de l'air française, fera une tournée de présentation aux États-Unis et au Canada pendant cinquante-deux jours. Les dix avions Alpha-Jet de cette formation quitteront la France le 25 juin et y seront de retour le 16 août après avoir participé à une vingtaine de présentations aériennes sur le continent nord-américain, parmi lesquelles une présentation à New York, les 4 et 5 juillet, pour le centenaire de la statue de la Liberté. Au total, ce périple nord-américain représente quelque 30 000 kilomètres de distance en vol et trente-sept escales prévues.

ESPACE

Pas d'argent pour une quatrième navette

La NASA a fait savoir par l'intermédiaire de son administrateur, M. James Fletcher, qu'elle ne souhaitait pas voir prélever sur son budget propre (7,7 milliards de dollars) les 2 à 3 milliards de dollars nécessaires à la construction d'une nouvelle navette spatiale destinée à remplacer Challenger. Bien qu'aucune décision n'ait été encore prise par l'administration Reagan, « il est de plus en plus probable, selon la revue spécialisée américaine *Aviation Week and Space Technology*, que la NASA devra se contenter de ses trois navettes actuelles ». Dans ces conditions, il lui serait difficile de mener de front le projet de station spatiale habitée et de satisfaire la demande de lancement de satellites militaires et commerciaux.

RELIGION

Deux nouveaux évêques à Paris

Jean-Paul II a nommé, le mardi 24 juin, deux nouveaux évêques auxiliaires au cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris. Il s'agit de Mgr Claude Frikart et de Mgr Albert Rouet.

Né le 5 mars 1922 à Ermon (Val-d'Oise), Mgr Frikart, audois, a été ordonné en 1948. Il a été préfet du collège Saint-Marie à Caen de 1950 à 1958, avant de devenir professeur, puis supérieur du grand séminaire d'Abbeville (Somme) jusqu'en 1971. A Paris, il a été successivement curé de la paroisse du Saint-Esprit, dans le douzième arrondissement, vicaire épiscopal et responsable du service interdiocésain des travailleurs immigrés puis vicaire général en 1985.

[Albert Rouet est né le 28 janvier 1936 à Thenay (Indre) et a été ordonné en 1963 à Paris. Ancien directeur du Centre régional du pastoralisme sacramentel et liturgique, il a été nommé en 1982 délégué du monde scolaire et universitaire puis vicaire général de Paris en 1983.]

PARIS

10 000 logements sociaux seront construits dans la capitale en deux ans

Le logement des Parisiens qui ne disposent que de revenus modestes ou moyens est-il vraiment un souci majeur pour la majorité des élus de la capitale ? On peut en douter après la séance qu'a tenue le Conseil de Paris lundi 23 juin. A l'ordre du jour figurait une communication de M. Yves Galland (UDF), adjoint chargé de la construction. Il s'agissait de savoir si la Ville prolongerait l'effort qu'elle a déjà accompli, sous l'impulsion de l'Etat, en 1984 et 1985, période durant laquelle 8 500 logements sociaux ont été construits et 6 400 autres modernisés.

Vingt-six conseillers seulement sur cent soixante-trois étaient présents pour en discuter. Treize d'entre eux appartenaient aux groupes socialistes et communistes, qui comptent en tout vingt-deux élus. L'importante majorité municipale RPR-UDF n'était représentée que par treize autres conseillers, dont sept sont des adjoints de M. Jacques Chirac.

On a pourtant appris que l'action conjuguée de la Ville — qui apporte

les terrains — et de l'Etat, qui fournit l'argent, allait se traduire en 1986 et 1987 par la construction de 10 300 logements intermédiaires ou sociaux, et par la réhabilitation de 7 000 autres.

M. Yves Galland et Paul Quilès (PS) se sont un peu disputés sur les chiffres, mais les socialistes le reconnaissent : même si le nombre des appartements mis sur le marché est loin de correspondre à la demande, Paris ne renonce pas complètement à loger ses ouvriers, ses artisans, ses employés et ses jeunes ménages.

« Une ville-musée »

En même temps, M. Galland a promis aux promoteurs privés de leur faciliter la tâche, pour qu'ils puissent, de leur côté, faire passer de 1 000 à 3 000 par an le rythme des mises en chantier d'appartements de standing. Ces facilités prendront la forme de cession de terrains, de ventes de droits à construire dans les zones d'aménagement, de renonciation de la Ville à la

préemption en cas de vente de terrains ou d'immeubles et d'assouplissement des contraintes d'urbanisme.

L'ensemble de ces mesures, mais aussi le projet de loi gouvernemental portant suppression progressive de la loi de 1948 qui protège les locaux d'appartements anciens, ont fait l'objet d'une critique en règle de la part de M. Henri Malberg, ancien du groupe communiste. Ce conseiller de Paris estime d'abord que c'est par un abus de langage que M. Galland parle de logements sociaux, car nombre de ceux-ci, qu'ils soient neufs ou réhabilités, auront des loyers lors de portée des gens modestes. En outre, il prévoit que l'abrogation de la loi de 1948 va entraîner l'éviction des dizaines de milliers de Parisiens qui vivent dans des appartements anciens, mais à faible loyer. « C'est le logement social de fait que vous allez liquider, au profit des marchands de biens et des groupements financiers », a-t-il dit. Avec cette mesure, avec la révision du plan d'occupation des sols, avec la hausse des loyers d'ILM, vous continuez une politique réactionnaire qui consiste à transformer Paris en une cité financière et une ville-musée.

« Vous vous trompez », a répondu M. Galland. Paris est encore une métropole vivante, équilibrée et humaine. Et nous voulons lui conserver ces qualités.

M. A.-R.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de PARIS le mardi 30 juin 1986 à 14 heures
APPARTEMENT 4 PIÈCES PRINCIPALES
au 2^e étage, bât. R2, comp. entr., cuis., s. de bain, salle d'eau, v.c. et cave
27-29, rue Pajol et 78, rue Philippe-de-Chièvres
à PARIS (18^e arrondissement)
S'adresser à M^{re} HOLLIER-LAROUSSE, avocat, 8, avenue R.-Albrecht, 75008 PARIS
Tél. : 45-63-54-11. Au greffe du Tribunal de grande instance de Paris.

M^{re} Daniel HANCY, Jean-Louis LANZARO, avocats au barreau de NICE,
55, rue Croix-Rouge, 06000 NICE - Tél. 93-90-96-00.
VENTE aux enchères publiques sur saisie-arrêt, au Palais de Justice de NICE, place du Palais, le JEUDI 24 JUILLET 1986, à 9 heures.
UNE PROPRIÉTÉ à FALICON - CANTON DE NICE
Lieu dit COLLE DE L'YRAC ou LA COLLE - SUPERF. 4 ha 26 a 75 ca
MISE A PRIX : 1 655 500 F

Vente sur saisie au Palais de Justice de CRÉTEIL, JEUDI 3 JUILLET à 9 h 30
PAVILLON à VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (94)
25, rue de Bellevue
divisé sur sous-sol, divisé en trois caves et chauffé, d'un rez-de-chaussée divisé en : entrée, water-closets, salle de séjour, salon, cuisine, dégagement, chambre et salle de bain ; et d'un étage divisé en deux chambres
sur un TERRAIN de 2 a 53 ca
S'adresser à M^{re} Jean JUNG, avocat au barreau du Val-de-Marne demeurant 9, rue du Général-Ledoux, 94000 CRÉTEIL, tél. 48-99-42-96. — On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à un avocat inscrit au barreau du Val-de-Marne.

Vente sur licitation au Palais de Justice d'ÉVRY, rue des Mazettes
le MARDI 1^{er} JUILLET 1986 à 14 heures
MAISON D'HABITATION à LONGJumeau (91)
comp. rez-de-chaussée avec entrée, salle à manger, cuis., ch. et 1^{er} ét. av. 3 ch. et salle de bain, cour derrière la maison
Place Charles-Saluet, numéro 10
MISE A PRIX : 250 000 F
Possibilité de bail. Mise à prix de 40 % à défaut d'ench. Consignation préalable pour enchérir. Pour renseignements s'adresser à SCP d'avocats ARDUN-TRUXILLO, avocats, 4, bd de l'Europe à ÉVRY (91), tél. 60-79-39-45. Au greffe du T.G.J. d'ÉVRY ou le cahier des charges est déposé.

Cabinet de M^{re} S. TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500),
20, r. Jean-Jaurès - VENTE s/ saisie immob. Palais de Justice à CRÉTEIL,
le JEUDI 3 JUILLET 1986, à 9 h 30 — EN 21 LOTS
21 APPARTEMENTS à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94500)
26 à 30, chemin de Monlieu - 23, secteur des Voies de Rome Eau dont 20 de 2 P. Prins. et 1 d'ame P. Prins. aux res-de-ch. 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e étg du bât. A avec 21 CAVES
M. à P. : 70 000 F (1 P. Prins.) - 40 000 F (1 P. Prins.)
S'adresser à M^{re} S. TACNET, avocat à CHAMPIGNY-SUR-MARNE, 20, rue Jean-Jaurès - M^{re} R. LEOPOLD-COUTURIER, avocat à Paris (8^e), 14, rue d'Anjou
Téléphone : 42-65-92-75 — Sur lieux pour visiter.

Voulez-vous vraiment réussir ? L'ECADE vous y aidera.

Regardez autour de vous. Derrière la quasi-totalité des grandes carrières de management, il y a au moins une grande école de gestion. Voici pourquoi.

Parce qu'il n'y a pas de miracle ! Réussir demande de la volonté, du travail, des efforts, de la chance et aussi, une solide formation de base.

Cette formation, vous pouvez l'acquies à l'ECADE, en participant à la prochaine session du programme Administration de l'Entreprise.

En 9 mois d'études et de travaux intensifs, à plein temps, animés exclusivement par des praticiens, tous dirigeants, cadres ou conseils, Administration de l'Entreprise vous apportera cette base essentielle de votre réussite professionnelle : une formation concrète, pratique, moderne,

couvrant tous les aspects actuels de la vie réelle des entreprises. Pour en savoir plus, remplissez et retournez le coupon ci-dessous.

Vous recevrez gratuitement et sans engagement une brochure d'information sur l'ECADE et sur le programme Administration de l'Entreprise.

ECADE
École d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
Tél. 021/221 511

Envoyez-moi sans engagement une documentation sur le programme Administration de l'Entreprise, à l'adresse suivante :

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle

Nom/Prénom

Adresse (Rue, no)

No postal/Localité

Pays

Age Niveau d'études

RO SPÉCIAL :

ALMARÈS

UNIVERSITY

MÉDECINE

L'OUVERTURE DE LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA

Le courage d'un médecin africain

Six Africains sur cent sont infectés par le virus du SIDA. Il aura fallu le courage d'un médecin zairois, le docteur Bila Kapita, de l'hôpital général Mama-Yemo de Kinshasa pour que l'on ait enfin une idée de l'ampleur de l'épidémie en Afrique.

Aujourd'hui, on sait que le SIDA est une maladie mortelle. Dès le début de la communication du docteur Kapita, à l'ouverture de la deuxième conférence internationale sur le SIDA, le 23 juin à Paris, on comprit que la « loi du silence » imposée depuis bientôt cinq ans par les principaux gouvernements africains allait être enfreinte. L'importance du problème du SIDA en Afrique n'est pas encore clairement connue pour plusieurs raisons. La plus importante, c'est l'indifférence volontaire ou involontaire de certains pays vis-à-vis du SIDA. En dépit de cela, a expliqué le docteur Kapita, il est tout de même possible de connaître l'impact réel de l'infection. L'Est de l'Afrique (Kenya, Rwanda, Ouganda) et le sud du continent

(Zambie, Malawi) montrent une forte prévalence - de 8 % à 23 % - par rapport au centre ou à l'ouest de l'Afrique (Zaire, Congo, Centrafrique, Sénégal) où la prévalence varie de 4 % à 6 %. Globalement, a ajouté le docteur Kapita, la séro-prévalence pour l'Afrique en général s'établit autour de 6 %. Cela signifie que six Africains sur cent ont été d'ores et déjà infectés par le virus du SIDA. A Kinshasa, par exemple, sur trois millions d'habitants, cent quatre-vingt mille personnes sont contaminées à l'heure actuelle et donc contagieuses.

Quant au nombre des personnes, qui feront par la suite un SIDA, on ne peut que spéculer. Le docteur Kapita a reconnu qu'il était difficile de le calculer avec précision, ajoutant que, selon lui, 1 % à 2 % des personnes séropositives asymptomatiques développent le SIDA ou bout d'un an.

Cette épidémie « cachée » en l'absence de symptômes multiples, les hommes qui les fréquentent, les

citoyens pauvres ou à revenus bas, les transfusés de donneurs inconnus et les enfants qui subissent une infection massive ou accidentelle. Maladie citadine, le SIDA touche, en Afrique, autant les hommes (âge moyen trente-quatre ans), que les femmes (âge moyen vingt-neuf ans). A Kinshasa, la capitale du Rwanda, 18 % des habitants sont séropositifs ; à Kinshasa, 6,5 %.

Dans certains groupes à risque, les chiffres atteignent des proportions considérables : ainsi, selon le docteur Kapita, 89 % des prostituées de Kinshasa sont séropositives, de même que 59 % de celles de Kinshasa. Selon le professeur Johnathan Mann, le « Monsieur SIDA » de l'OMS, 18 % des donneurs de sang africains sont contaminés.

Cliniquement différent du SIDA occidental, le SIDA africain se caractérise en particulier par certains signes communs : amaigrissement, fièvre, diarrhée. Les facteurs qui favorisent l'extension de l'épidémie sont bien connus, en particulier les mauvaises conditions d'hygiène,

l'utilisation de seringues à usages multiples et l'absence de dépistage du virus au niveau des dons de sang. Autre point abordé par le docteur Kapita : celui de l'origine de la maladie. « L'origine de l'agent causal est inconnue. Nous pensons que l'introduction ou l'émergence de l'agent causal s'est faite autour de 1975. » Cela dit, indique-t-il, rien ne prouve que l'Afrique soit le berceau du SIDA.

Cette communication a, bien entendu, fait l'effet d'une bombe. D'autant que le docteur Kapita s'exprimait sans avoir eu l'autorisation du ministère zairois de la santé. Sans doute la publication imminente du rapport de l'OMS faisant état de 30 000 cas de SIDA en Afrique et de 2 millions de personnes contaminées (le Monde du 7 juin) l'avait conforté dans sa décision de rendre compte avec précision de l'état de la situation africaine. Mais, plus encore, c'est le souci de ne plus perdre de temps qui a poussé le docteur Kapita à s'exprimer avec une telle franchise.

FRANCK NOUHL

La publicité pour les préservatifs sera autorisée

M. Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé, a annoncé le 23 juin qu'elle allait abroger la loi interdisant aux fabricants de préservatifs de faire de la publicité. Cette décision est inscrite dans le cadre des mesures de lutte contre le SIDA. M. Barzach fait allusion à l'article 282 du code de la santé publique, relatif à la prophylaxie des maladies vénériennes, et à l'article 5 de la loi du 28 décembre 1987 (loi Neuwirth). Cet article punit quiconque se livre à une « propa-

gande antinataliste » : « Toute propagande tendant à la publicité commerciale, directe ou indirecte, concernant les médicaments, produits ou objets de nature à prévenir la grossesse ou les méthodes contraceptives sont interdites, sauf dans les publications réservées aux médecins et aux pharmaciens. » Ce texte prévoit une peine de six mois à deux ans de prison ou une amende de 2 000 à 20 000 F ou les deux, pour les contrevenants.

JUSTICE

L'inquiétude des aumôniers de prison

Le Conseil national de l'aumônerie catholique des prisons a rendu public, à propos des projets de loi sur la sécurité et les étrangers, la déclaration suivante :

« En contact quotidien avec les détenus des maisons d'arrêt et des maisons de peine de notre pays, nous ne pouvons rester indifférents devant les projets de réforme adoptés par le conseil des ministres et qui sont présentés au Parlement. Attribué, comme tout citoyen, à la sécurité publique et conscients du drame vécu par les victimes et leur famille, nous pensons cependant que les mesures prévues présentent de graves dangers :

« Les « compositifs immédiats » sans instruction préalable, réservés jusqu'ici aux flagrant délit, et les décisions administratives d'expulsion des étrangers risquent de porter atteinte, par la rapidité de ces procédures, aux garanties essentielles de la défense.

« La diminution des pouvoirs des juges d'application des peines et des restrictions prévues dans l'attribution des remises de peine, des permissions et des libérations conditionnelles ne peuvent que dégrader le climat des prisons et décourager les efforts des détenus pour leur réinsertion.

« La période de sûreté de trente ans, pour certains cas exceptionnels, est réduite jusqu'à vingt ans, mais elle ne demeure pas moins une peine qui ne les capte pas de changement des condamnés et comporte, pour eux-mêmes et pour le personnel de surveillance, les risques d'une peine sans espoir.

« La véritable sécurité nous paraît dépendre bien plutôt de la lutte contre les causes profondes de la délinquance, de la mise en œuvre plus généralisée de mesures de prévention, de conditions de détention favorisant la réadaptation des condamnés à la vie sociale et de l'organisation d'authentiques structures d'accueil pour les libérés. »

EN BREF

A la station Tolbiac

UNE SEULE BALLE POUR DEUX MORTS

La balle de 357 magnum tirée par une femme fonctionnaire de police en direction d'un Antillais le vendredi 20 juin à la station de métro Tolbiac, à Paris, a bien fait une seconde victime : il s'agit d'un ressortissant cambodgien découvert sur les lieux un quart d'heure plus tard (le Monde du 23 juin).

L'inspection générale des services avait fait effectuer une autopsie et des études balistiques. Celles-ci ont établi avec certitude que les deux personnes mortellement blessées, un Antillais et un Cambodgien, ont succombé à des blessures provoquées par la même balle provenant d'un 357 magnum de service utilisé par la femme gardien de la paix.

Il est probable que le projectile a traversé le corps de l'Antillais, Jean-Claude Delva, de part en part, et a été dévié peut-être par un organe pour atteindre le Cambodgien, Sam Bun Om, qui se trouvait non loin de là. L'enquête effectuée par l'IGS ne remet pas en cause la version de la femme gardien de la paix, une stagiaire âgée de vingt-trois ans, qui s'estimait en état de légitime défense.

Dans le Val-de-Marne

OPÉRATIONS DE POLICE CHEZ LES TZIGANES : 56 PERSONNES INTERPELLÉES

Cinquante-six tziganes, en majorité d'origine yougoslave, interpellés, dont trente mineurs, des sommes en devises étrangères de douze pays, des travailleurs-chèques, un appareil de photo et deux fusils à pompe récupérés, tel est le résultat d'opérations menées au cours de la semaine écoulée dans trois campements tziganes de Rungis et de L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne). Onze des cinquante-six personnes ont été présentées au juge d'instruction au terme de leur garde à vue.

Les perquisitions effectuées ont permis de saisir d'importantes sommes d'argent : 25 000 francs

français, 25 300 roupies indonésien, 1 370 deutschemarks, 2 000 dollars américains, 12 000 francs suisses, 100 000 livres italiennes et également des livres sterling, des couronnes norvégiennes, des dollars australiens, des florins néerlandais, des francs luxembourgeois, des couronnes danoises et des marks finlandais.

ESCROQUERIE AUX ASSÉDÉS : 102 CONDAMNATIONS

Cent deux des cent quatre prévenus qui avaient comparu devant la onzième chambre correctionnelle de Paris pour escroquerie au préjudice des ASSÉDÉS, viennent d'être condamnés à des peines de huit mois d'emprisonnement avec sursis à quatre ans de prison ferme, ainsi qu'à des amendes dont certaines atteignent 100 000 francs.

Deux personnes ont été relaxées. Les autres ont été reconnues coupables de l'escroquerie qui a coûté 11 millions de francs au groupement des ASSÉDÉS de la région parisienne et aux ASSÉDÉS de dix départements. Les cerveaux de l'affaire, Jean-Baptiste Grimaldi et Jacky Raoul, responsables des sociétés-écrans Eden Club et Films d'Aléria, ont été en outre condamnés pour tentative d'escroquerie. Le tribunal, qui présidait M. Jacqueline Chevalier, leur a infligé trois ans d'emprisonnement, 30 000 francs d'amende et cinq ans de privation de droits civiques.

« Black War revendique l'attention pour la firme Rothmans ». L'organisation Black War a revendiqué que lundi 23 juin à l'Agence France Presse, l'attention commémorative la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juin contre le siège de la Société des cigarettes Rothmans, à Paris. Dans une lettre adressée à l'AFP, Black War affirme notamment que « les gouvernements ne semblent pas pressés de prendre les mesures économiques contre la première dictature du monde (l'Afrique du Sud). Restent les bombes pour que les révolutionnaires expriment leur solidarité et pour que celle-ci ne soit pas un vain mot. »

« L'épreuve de physique du bac C ». A la suite de l'erreur qui s'était glissée dans le sujet de physique-chimie du baccalauréat des séries C et E des académies de la région parisienne (le Monde du 22-23 juin), le service des examens des recteurs de Paris, Créteil et Versailles fait savoir qu'« il a rappelé aux jurys la possibilité qu'ils ont de relever les notes ».

COURS DE VACANCES D'ÉTÉ

Classe de 10^e à la 1^{re} et BAC septembre INSTITUTION PALISSY
EXTRNAT - DEMI-PENSION - ÉCOLE PRIVÉE
45, Av. du Pdt Wilson - 94340 JOINVILLE - (1) 48 86 01 22

AUX ÉTATS-UNIS

Permission de licencier

Washington. — Un employeur peut licencier une personne atteinte du SIDA s'il craint que celle-ci ne propage la maladie sur les lieux de travail, a indiqué, lundi, le département américain de la justice. En invoquant cette seule raison pour le licenciement, l'employeur ne violera pas les lois protégeant les personnes handicapées. Selon le département de la justice, « les effets physiques ou mentaux invalidants du SIDA constituent un handicap, mais la capacité de la personne atteinte de la maladie, n'est pas en soi un handicap ».

« La loi sur le handicap », n'est pas en soi un handicap, a déclaré le département américain de la justice. En invoquant cette seule raison pour le licenciement, l'employeur ne violera pas les lois protégeant les personnes handicapées. Selon le département de la justice, « les effets physiques ou mentaux invalidants du SIDA constituent un handicap, mais la capacité de la personne atteinte de la maladie, n'est pas en soi un handicap ».

LA PRÉVENTION

Une soirée au Bataclan

Une soirée au bénéfice de la prévention du SIDA est organisée le mercredi 25 juin, à 23 heures, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire (Paris 11^e). En effet, devant l'augmentation du nombre de maladies et de séropositifs, c'est une somme d'environ 3 millions de francs qui sera nécessaire en 1986 pour les associations comme Aides, Vaincre le SIDA,

etc. Artistes, scientifiques et personnalités politiques participent à cette soirée baptisée « Un été 88 ».

★ Participation 200 F par personne. Réservations dans les FNAC ou au Bataclan le jour même. Renseignements : AIDES, tél. : 42-72-19-99, de 19 heures à 23 heures.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par jugement en date du 17 décembre 1985 (contradictoire) sur opposition à jugement du 1^{er} mars 1983, la 1^{re} Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour complicité de vol, à la peine de 8 000 F d'amende pour tromperie sur la nature, la qualité ou l'origine de la marchandise vendue et de complicité du délit de publicité mensongère commis par Louis Porte, La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la partie condamnée, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux Tonus et le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 5 février 1986, la 3^e Chambre correctionnelle du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour Publicité mensongère et contraventions connexes de non-respect des règles d'hygiène, pour avoir à Paris, courant 1984, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'existence, la nature, les caractéristiques, l'origine des biens et services en faisant l'objet en annonçant sur la carte « foie gras de canard frais du chef » alors que le restaurant ne détenait pas de foie gras frais d'avance fabriqué sur place et non séché, en annonçant de même « escalope normande » sans préciser qu'il s'agissait d'escalope de dinde, en annonçant de même « brie de Meaux », alors que le brie dont elle disposait, fabriqué dans la Meuse, n'avait pas droit à cette appellation ;

— étant exploitant du restaurant Pano-rumique du Funiculaire contenu aux dispositions des articles 5, 14, 15 et 20 de l'arrêté du 26 septembre 1980 en ce que : — des bacs en plastique contenant de l'eau sale et des détritus étaient situés sous les tables de travail, — les murs de la cuisine et la table de travail présentaient des saletés importantes dues à l'émission de vapeurs grasses, — les parois internes des congélateurs présentaient des traces de graisse, — la chambre froide présentait des clayettes sales et des traces de moisissures sur les murs, et elle contenait dix kilos de tomates pourries et une boîte de conserve en métal, entamée, contenant de la sauce tomate moisie, de la margarine enveloppée dans du papier étalé déposée à même le sol, — des planches de travail étaient sales, la dame Lelequer Eliane, Madeline, née le 4 juin 1948 à Lille (Nord), gérante de société, demeurant 4, rue Rigaud à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a été condamnée à dix mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement en date du 17 décembre 1985 (contradictoire) sur opposition à jugement du 1^{er} mars 1983, la 1^{re} Chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour complicité de vol, à la peine de 8 000 F d'amende pour tromperie sur la nature, la qualité ou l'origine de la marchandise vendue et de complicité du délit de publicité mensongère commis par Louis Porte, La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la partie condamnée, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux Tonus et le Monde.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. Le greffier en chef.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS CONDAMNATION PÉNALE

Par jugement contradictoire en date du 5 février 1986, la 3^e Chambre correctionnelle du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour Publicité mensongère et contraventions connexes de non-respect des règles d'hygiène, pour avoir à Paris, courant 1984, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur l'existence, la nature, les caractéristiques, l'origine des biens et services en faisant l'objet en annonçant sur la carte « foie gras de canard frais du chef » alors que le restaurant ne détenait pas de foie gras frais d'avance fabriqué sur place et non séché, en annonçant de même « escalope normande » sans préciser qu'il s'agissait d'escalope de dinde, en annonçant de même « brie de Meaux », alors que le brie dont elle disposait, fabriqué dans la Meuse, n'avait pas droit à cette appellation ;

— étant exploitant du restaurant Pano-rumique du Funiculaire contenu aux dispositions des articles 5, 14, 15 et 20 de l'arrêté du 26 septembre 1980 en ce que : — des bacs en plastique contenant de l'eau sale et des détritus étaient situés sous les tables de travail, — les murs de la cuisine et la table de travail présentaient des saletés importantes dues à l'émission de vapeurs grasses, — les parois internes des congélateurs présentaient des traces de graisse, — la chambre froide présentait des clayettes sales et des traces de moisissures sur les murs, et elle contenait dix kilos de tomates pourries et une boîte de conserve en métal, entamée, contenant de la sauce tomate moisie, de la margarine enveloppée dans du papier étalé déposée à même le sol, — des planches de travail étaient sales, la dame Lelequer Eliane, Madeline, née le 4 juin 1948 à Lille (Nord), gérante de société, demeurant 4, rue Rigaud à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), a été condamnée à dix mois d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE LYON

Par arrêt en date du 25 juin 1985, la Cour d'appel de Lyon a condamné à la peine de 100 000 F d'amende, le 21 mars 1981 à Paris-1^{re} (75), de nationalité française, chirurgien-dentiste, demeurant 7, boulevard de Sébastopol, à Paris-1^{re}, à la peine de UN MOIS d'emprisonnement avec sursis. Pour avoir, sur le territoire dénommé, de 1978 à 1980, exporté des billes de banque, 463 du code pénal, 473, 734, 749 et 750 du code de procédure pénale. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La publication, par extraits, du présent arrêt dans les journaux le Monde et le Figaro, aux frais du prévenu ; 2) L'affichage, par extraits, du présent arrêt. Pour expédition certifiée conforme délivrée à M. le Procureur général, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE ROUEN

D'un arrêt rendu par la Cour d'appel de Rouen, le 18 février 1986, contradictoirement entre le ministère public et le sieur Central Serge, co-gérant de brasserie, domicilié l'Astrogale, 63, boulevard du Maréchal-Juin, Cagnes-sur-Mer (06), il appert que ledit sieur Central Serge a été déclaré coupable d'usage de marque déposée sans autorisation des propriétaires (article 422, alinéa 2 CP) et condamné à la peine de QUATRE MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende. Et qu'il a été ordonné à ses frais la publication d'un extrait dans les journaux le Monde, le Figaro, sans que le coût de chacune des insertions excède la somme de 10 000 F.

Pour extrait, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 18 mars 1986, Baron Aaron, né le 31 août 1927 à Bizerte (Tunisie), demeurant à Paris (91), 11 bis, rue Godefroy, a été condamné à UN AN d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux le Journal officiel, France-Saïr, le Monde ; 2) L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant trois mois, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Paris (1750091). Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition. LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 5 février 1986, M. Meyer Gilbert Isaac, né le 22 avril 1925 à Paris (75), demeurant 15, avenue de Friedland à Paris (18), a été condamné à DIX MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La

EXTRAIT DES MINUTES DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'appel de Paris du 5 février 1986, M. Meyer Gilbert Isaac, né le 22 avril 1925 à Paris (75), demeurant 15, avenue de Friedland à Paris (18), a été condamné à DIX MOIS d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende pour fraude fiscale et omission de passer d'écritures. La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée : 1) La

Le greffier en chef.

Le Monde MEDECINE

LA DEUXIÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE SIDA

Un entretien avec le professeur Luc Montagnier

Nous avons demandé au professeur Luc Montagnier, qui préside la 2^e conférence internationale sur le SIDA avec le professeur Jean-Claude Gluckman, de faire le point des connaissances - et des incertitudes - sur une maladie qui semble en 1986 ne plus épargner aucun pays, aucun continent et dont on croit qu'elle s'entraîne, en Afrique noire équatoriale, une véritable hécatombe.

« Comment peut-on expliquer qu'à une époque où la plupart des maladies infectieuses sont vaincues - par les vaccins ou par les traitements - une épidémie aussi grave puisse surgir en Occident, due à un virus nouveau que personne n'avait observé auparavant ? »

« Les circonstances qui ont conduit à l'apparition de l'épidémie de SIDA ne sont pas fondamentalement différentes de celles qui ont déclenché les épidémies du passé. Ces dernières dépendaient de la rencontre d'un germe préexistant et d'une population « neuve » vis-à-vis du germe, c'est-à-dire génétiquement très sensible. Même dans un passé récent, l'humanité a eu à faire face à de graves épidémies (grippe, choléra). Les antibiotiques ont un spectre d'action très large, qui leur permet d'agir sur des bactéries encore inconnues, ou peu connues, comme les *legionella*. Pour les virus, il n'en va pas de même : il n'existe pas d'antiviral universel, mis à part l'interféron, qui est une substance naturelle... inventée par les vertébrés depuis longtemps. Il existe donc, au gré des changements de l'environnement, une place pour des virus anciens, qui jusque-là végétaient. L'avenir est aux virus ! »

« Pour le SIDA, on a probablement un virus (ou plusieurs virus) ancien en Afrique, et bien toléré par certaines populations, qui, du fait de circonstances géopolitiques - les profonds bouleversements liés à la décolonisation, - a infecté des populations africaines non préparées génétiquement à ce virus, puis des populations « caucasiennes », américaines et européennes, également non préparées au virus. »

« La promiscuité sexuelle liée aux voyages - aussi bien en Afrique qu'en Occident - et l'utilisation intensive du sang ou des produits du sang sont à l'origine de la brusque explosion que nous voyons actuellement. L'épidémie en Afrique centrale a précédé de quelques années celle des États-Unis. Et celle-ci atteint maintenant l'Europe. »

« Quelles seront les conséquences des découvertes récentes, chez les Africains, de deux virus (LAV-II et HTLV-IV) proches - mais différents - de celui du SIDA, l'un provoquant la maladie et l'autre pas ? L'existence de ces virus, que n'identifient pas les tests de dépistage actuellement disponibles, remet-elle en cause la fiabilité de ces tests et la sécurité des transfusions ? »

« Ces deux nouveaux virus, LAV-II et HTLV-IV, ont été isolés simultanément en Afrique de l'Ouest, le premier chez des patients atteints de SIDA ou de maladies apparentées, le second uniquement chez des porteurs sains. Ces deux virus semblent proches, mais pour en être certains il faut les comparer entre eux, grâce à une analyse moléculaire, et les situer par rapport au LAV/HTLV-III et au SILV-III, ce dernier virus provoquant chez le macaque un syndrome apparenté au SIDA de l'homme. »

« Dès à présent, on peut envisager des conséquences scientifiques et des conséquences pratiques importantes de ces découvertes. Le fait que ces nouveaux virus soient plus proches du virus des singes peut faire penser qu'on a peut-être là des virus plus « primitifs », dérivés d'un ancêtre commun à certains singes et à l'homme. »

« L'avenir est aux virus ! »

« Ces découvertes pourraient d'autre part permettre de disposer d'un modèle animal très important pour étudier le mécanisme de la maladie, essayer de nouveaux traitements et des vaccins : en effet, il est probable que le virus du type LAV II, contrairement au LAV-I, puisse se multiplier chez les singes inférieurs, macaques ou singes verts, et peut-être induire chez ces animaux une maladie proche du SIDA. »

« Quant aux conséquences pratiques, elles portent sur le dépistage du virus chez les donneurs de sang. Les tests actuels sont d'une grande fiabilité, permettant de détecter, dans leur version récente, pratiquement tous les donneurs de sang porteurs d'anticorps contre le LAV-I. Ils permettent de détecter également les porteurs de LAV-II si ceux-ci ont un taux d'anticorps suffisant contre les protéines internes du virus. Dans le cas inverse, de tels porteurs ne sont détectés que par des tests spécifiques au virus LAV-II. L'Institut Pasteur envisage donc, dans un délai rapproché, d'ajouter ce dernier virus dans ses trousse de dépistage, augmentant ainsi la fiabilité de ses tests. »

« Certains des 100 000 à 200 000 Français dont les tests de question révélaient qu'ils sont constamment infectés par le virus - et donc contagieux - auront la maladie et d'autres pas, sans que l'on puisse, à l'heure actuelle, prédire cette évolution. Quel type de recherche conduisez-vous à ce sujet ? »

« Ce problème est fondamental. Il préoccupe à juste titre les personnes séropositives et les médecins qui les suivent. C'est un objectif majeur de notre recherche. Nous manquons actuellement de tests prédictifs permettant de savoir qui va faire une maladie grave ou non. La mise au point de ces tests dépend véritablement de notre connaissance du mécanisme exact de la maladie. Nous travaillons actuellement sur le modèle d'une maladie secondaire auto-immune. Une première phase d'infection virale plus ou moins longue, et relativement bien supportée (test positif : peu ou pas de signes cliniques), puis brusquement, pour des raisons mal connues, tout bascule : le système lymphocytaire s'autodétruit, à la suite des premières destructions induites par le virus, sa présence n'ayant plus alors qu'un rôle secondaire à ce stade. »

« Les équipes pastoriennes ont-elles mis au point un test permettant d'identifier la présence du virus lui-même, et non plus seulement celle, plus incertaine, des anticorps qu'il suscite ? »

« Les équipes pastoriennes ont-elles mis au point un test permettant d'identifier la présence du virus lui-même, et non plus seulement celle, plus incertaine, des anticorps qu'il suscite ? »

« La très grande majorité des personnes infectées par le virus sont porteuses d'anticorps, sauf dans les premières semaines suivant l'infection. La détection du virus directement dans les cellules du sang serait l'idéal, mais il n'est produit que dans une très faible fraction des cellules sanguines (entre 1 pour 10 000 et 1 pour 100 000 lymphocytes productifs du virus) et les tests de détection du virus (par ses antigènes ou par son acide nucléique), bien que très sensibles, ne le sont pas encore assez pour supplanter les tests actuels de détection des anticorps. »

« D'autre part, le virus peut rester à l'état latent très longtemps dans les lymphocytes ou d'autres cellules de l'organisme, d'une façon quasiment indétectable. »

« Certaines compagnies américaines ont déjà soumis aux autorités gouvernementales des demandes de mise sur le marché pour des tests dits de seconde génération. Les Français en sont-ils au même stade ? Quel est l'avantage de ces tests ? »

« Les tests dits de seconde génération consistent en l'utilisation de fragments de protéines purifiées, fabriqués par génie génétique ou par synthèse chimique, à la place du virus entier produit par des cellules en culture. »

(Lire la suite page 14.)



CAGNAT

Né dans l'Inde en 1932, docteur en médecine, licencié en science et sciences naturelles, Luc Montagnier est, depuis 1972, chef du département de virologie de l'Institut Pasteur, où il assume les cours de virologie générale. Il est également directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

Après des recherches sur l'interféron et sur les mécanismes de la cancérisation par les virus, son équipe découvrit en 1983 un nouveau rétrovirus humain, baptisé LAV, qui se révéla être l'agent du SIDA.

Le professeur Montagnier vient de publier un Livre d'entretiens avec Pierre Bourget dans lequel, sous le titre *Vaincre le SIDA* (Cane Édition, 78 F), il expose l'histoire et les perspectives des recherches sur cette nouvelle maladie infectieuse, baptisée « la peste du 20^e siècle ».

La querelle des brevets

« Je crois que les positions française et américaine peuvent se rapprocher »

premiers isollements du virus, les démonstrations de l'affinité du virus pour les lymphocytes T4, qu'un premier test sérologique a été mis au point dès juin 1983. Il n'y a donc aucune raison que l'Institut Pasteur soit frustré des fruits de ses découvertes, qu'il désire d'ailleurs réinvestir dans la recherche. Nous reconnaissons tout à fait la contribution américaine dans la confirmation, la généralisation de nos travaux et la production en masse du virus. »

« Les enjeux économiques et politiques ne doivent pas faire perdre de vue les règles élémentaires de déontologie scientifique. Ces règles doivent être respectées, et c'est le but essentiel de notre action, qui, j'en suis certain, aura des conséquences importantes dans l'avenir des relations recherche-industrie. »

« Si les tribunaux reconnaissent, dans deux ans, un droit au partage des redevances sur les brevets des premiers tests de dépistage du SIDA, à une époque où les tests dits de deuxième génération occuperont le marché mondial, l'Institut Pasteur tirera-t-il de cette décision un quelconque avantage financier, qui serait donc rétroactif ? »

« L'Office des brevets américains vient de déclarer ouverte la procédure d'interférence. Dans un délai maximal de deux ans, cet office devra se prononcer et reconnaître à qui revient l'antériorité de la découverte du virus et de son application comme moyen de diagnostic du SIDA. D'autre part, il n'est pas du tout certain que les tests de deuxième génération auront fait disparaître dans deux ans les tests de première génération. Enfin, un premier brevet peut être valable pour toutes les applications qui en découlent. Par exemple, en matière de vaccin contre l'hépatite B ou en ce qui concerne le principe de la technique Elisa, les brevets princeps restent valables et toutes les applications qui en découlent sont soumises à des redevances versées aux détenteurs de ces premiers brevets. »

« Bien que les négociations soient interrompues entre l'Institut Pasteur et le gouvernement américain, le secrétaire à la santé, M. Otis Bowen, vient d'annoncer, lors de l'assemblée générale de l'Organisation mondiale de la santé à Genève, que son gouvernement allait créer une Fondation internationale pour soutenir les recherches sur le SIDA. Les bénéfices des ventes des tests et le produit des brevets seraient versés à cette fondation, dont le conseil de direction comprendrait trois Français, trois Américains et trois représentants d'autres pays, notamment du tiers-monde. Une telle solution est-elle acceptable pour l'Institut Pasteur et mettrait-elle fin à vos querelles juridiques ? »

« Le secrétaire américain à la santé a décidé d'interrompre les négociations entreprises à la demande de l'Institut Pasteur depuis août 1985. J'espère que la situation ainsi créée n'est pas irréversible. Personnellement, je pense que l'idée proposée par le secrétaire d'État américain à la santé d'une Fondation internationale sur le SIDA, alimentée par les revenus des sociétés américaines, est intéressante. Elle pourrait être approfondie et discutée entre les personnes et les institutions concernées. Je crois que les positions française et américaine peuvent se rapprocher. Des efforts sont à faire et il faut mettre en route les processus avec une volonté de conciliation pour aboutir à une solution acceptable pour l'Institut Pasteur et le NIH. »

« Pour ce qui est des revenus provenant de la vente des trousse de dépistage, je trouverais tout à fait moral qu'ils soient affectés au développement de la recherche sur le SIDA. Il y a tellement à faire ! Par exemple, il me paraît très important, devant la montée de l'épidémie, de créer au plus vite en France un centre de recherche allant de la clinique à la biologie moléculaire du SIDA. Aucune structure de ce type n'existe actuellement en France ni en Europe. L'aide privée (gala des artistes organisé par Line Re-

nom du ou des virus du SIDA - que vous appelez LAV et les Américains HTLV-III - propose que toute la communauté scientifique les nomme dorénavant HIV (immunodeficiency virus). Etes-vous d'accord avec cette décision ? »

« Je suis d'accord avec cette décision et l'ai soutenue. Certes, pour nous, il s'agit d'un compromis. Souvent, dans le passé, les virologistes ont respecté le nom donné à un nouveau virus par son premier « inventeur ». J'avais proposé LAV pour Lymphadenopathy AIDS virus, mais certains éliminés étaient opposés à tout nom incluant le mot AIDS (SIDA), le trouvant trop redoutable pour la psychologie des malades ou des porteurs de virus. D'un ce nom plus anodin de HIV. Ce nom générique conviendrait à tous les virus du même groupe. Ainsi, le LAV-II deviendrait-il HIV 2. »

Propos recueillis par le D^r ESCOFFIER-LAMBOTTE.

Le Monde
dossiers et documents

L'AFRIQUE
DU SUD

DOSSIERS ET DOCUMENTS :
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIN 1986 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 7 F

COURS DE VACANCES

SIDA

En Europe, le nombre de cas a augmenté de 163 % en un an

VINGT-NEUF pays participent à ce jour à la surveillance du SIDA en Europe en rapportant au Centre collaborateur OMS (Organisation mondiale de la santé) sur le SIDA, que dirigent à Paris les docteurs J.-B. Brunet et R. Ancelle (1), les données de leurs pays respectifs, conformément aux critères fixés par le Centre américain de contrôle des maladies infectieuses d'Atlanta.

Selon le rapport qui vient de publier ce centre OMS, 2 542 cas de SIDA avaient été rapportés au 31 mars 1986 par vingt-six pays d'Europe, dont la Finlande, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. L'augmentation la plus marquée durant ce dernier trimestre a été observée en France avec onze nouveaux cas par semaine.

Le taux le plus élevé d'incidence de la maladie par million d'habitants est observé... en Suisse, suivie par le Danemark et la France (voir tableaux). Mais ce taux (17,4 cas par million d'habitants en Suisse, 13 en France) reste pour l'instant très inférieur à celui des États-Unis, qui s'élève également au 31 mars 1986, à 83 cas par million d'habitants (mille cas par million d'habitants en Afrique équatoriale).

La maladie a connu en Europe (sur dix-sept pays, dont plusieurs pays de l'Est) une augmentation de 163 % en un an (mars 1985-mars 1986). Pour l'ensemble de ces pays, la prédominance des malades masculins (91 % des cas) reste très importante, mais le nombre des femmes atteintes semble croître, comme aux États-Unis, et leurs enfants sont contaminés une fois sur deux à la naissance.

AIDES

AIDES, Association pour l'entraide et pour l'information sur le SIDA, publie une nouvelle brochure, *SIDA, information, prévention*, qui peut être obtenue gratuitement et fait le point des dernières acquisitions en la matière.

* AIDES Information : R.P. 759, Paris CEDEX 03. Tél. : (1) 48.04.00.99.

Il y aurait en France, selon le professeur R. Henrion, entre 4 000 et 12 000 femmes contaminées, et d'ores et déjà, une centaine de bébés sont atteints (déclaration à la *Pratique médicale* quotidienne du 20 juin).

Pour l'ensemble des pays européens, 73 % des malades sont homo ou bisexuels, 11 % toxicomanes (hommes ou femmes), 4 % hémophiles, et 2 % ont été contaminés par une transfusion.

Cette répartition est très différente de celle observée en Afrique noire, où l'on dénombre plus de 50 000 malades, hommes, femmes et enfants à égalité. La transmission de la maladie y est donc hétérosexuelle, par les prostituées notamment, et une première étude de l'étendue de la contamination des donneurs de sang indique que 10 % à 12 % d'entre eux sont contaminés (et donc contaminants) dans les centres de transfusion d'Afrique équatoriale.

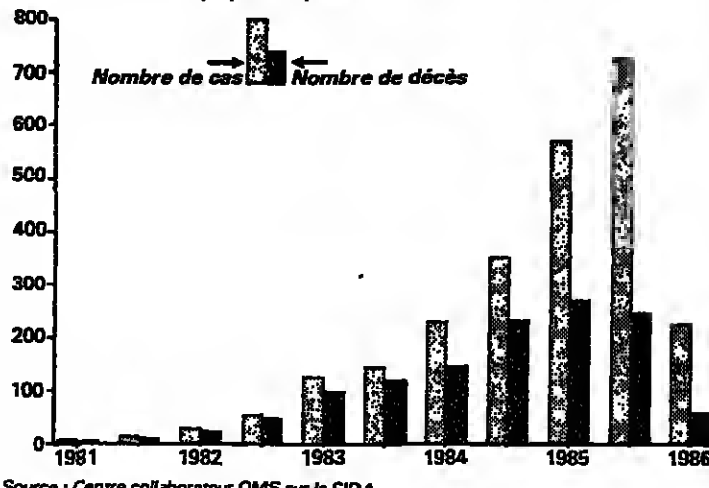
Loin de stagner, voire de régresser comme on l'avait espéré, l'épidémie de SIDA, conclut le rapport du centre Europe de l'OMS, continue de se développer avec une prédominance en Europe de l'Ouest et du Sud (avec quelques cas seulement).

dans les pays d'Europe de l'Est). Et rien, pour l'instant, ne permet d'envisager qu'un frein puisse être mis à ce développement, autre que celui que pourraient apporter de vigoureuses campagnes d'information et de prévention d'une part et, d'autre part, la maîtrise (accomplie) des contaminations par le sang et ses produits, et la maîtrise - plus qu'algatoire, celle-là - du phénomène toxico-manuel.

D'E.-L.

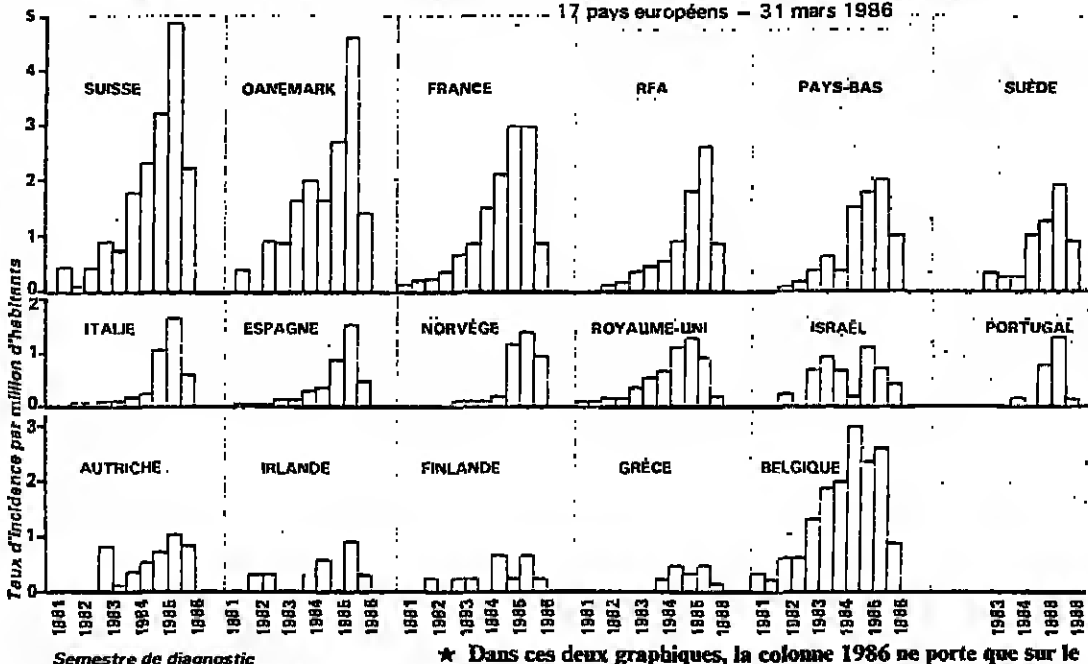
(1) Centre collaborateur OMS sur le SIDA, hôpital Claude-Bernard, 10, avenue de la Porte d'Aubervilliers, 75019 Paris.

Répartition des cas de SIDA et nombre de décès observés par demi-année de diagnostic
26 pays européens - 31 mars 1986



Source : Centre collaborateur OMS sur le SIDA

Taux d'incidence du SIDA par million d'habitants par semestre de diagnostic
17 pays européens - 31 mars 1986



Semestre de diagnostic

* Dans ces deux graphiques, la colonne 1986 ne porte que sur le premier trimestre.

Un entretien avec le professeur Montagnier

(Suite de la page 13.)

Nous travaillons activement dans ce domaine, en liaison avec nos collègues américains de la société Genetic Systems. Mais le problème est de faire aussi bien ou mieux que les tests de première génération. Ceux-ci, fabriqués selon le procédé mis au point par Diagnostic Pasteur et Genetic Systems, ont une grande fiabilité, supérieure à celles des concurrents de première génération. Ce n'est pas encore tout à fait le cas pour les tests de seconde génération.

« Nous n'avons pas encore d'antiviral non toxique »

Selon les données américaines et françaises, la maladie reste mortelle à 100 %. Les conceptions thérapeutiques progressent-elles ? Et dans quelle voie ? Y a-t-il des moyens qui permettraient - pour les porteurs sains - d'empêcher le déclenchement de l'infection virale et du processus de destruction du système immunitaire, qui constituent le SIDA avéré ?

Une maladie virale n'est jamais mortelle à 100 %, sauf peut-être la rage. Cela dit, dans certains groupes, d'homosexuels américains suivis depuis 1978, le nombre de cas de SIDA augmente régulièrement d'année en année après la première infection par le virus. Mais on ne peut extrapoler les données d'un groupe à risque à toutes les personnes infectées, notamment aux hémophiles.

Selon notre théorie, qui gagne maintenant de nombreux adeptes, toute stimulation antigénique et tout facteur d'immunosuppression contribuent à augmenter la diffusion du virus dans les lymphocytes et à parvenir au point critique, où tout bascule. Donc l'utilisation continue d'un antiviral non toxique serait recommandée chez les porteurs dits « sains » de virus. Nous n'avons pas encore un tel antiviral.

En attendant, il faut conseiller aux personnes infectées d'éviter à tout prix des stimulations antigéniques (apportées par

n'importe quelle infection ou contact avec des protéines étrangères) et aussi d'éviter d'entrer en contact à nouveau avec le virus. Pour les homosexuels, cela implique un changement radical de style de vie, un maintien en bon état du système immunitaire par des immunostimulants légers. Pour les hémophiles, recourir le moins possible aux facteurs anticoagulants et se faire une vie le plus calme possible...

En ce qui concerne les malades atteints de SIDA ou de signes sévères précurseurs du SIDA, l'association d'antiviraux (HPA-23, Ribavirine, Azidothymidine, etc.) à des médicaments immunomodulateurs ou immunodépresseurs (corticostéroïdes, cyclosporine A, dans l'hypothèse d'une maladie auto-immune) peut être envisagée. Cependant, les essais cliniques impliquant une association de plusieurs médicaments sont souvent très longs. Là aussi, on gagnerait beaucoup de temps si l'on disposait d'un modèle animal.

Que pensez-vous du vaccin actuellement mis au point aux États-Unis par manipulations génétiques et recourant au virus de la vaccine ?

L'introduction dans le virus de la vaccine du gène « env » (1), responsable de la sécrétion des protéines qui induisent chez l'homme les anticorps responsables de sa défense, est en cours d'étude aux États-Unis et en France. Nous avons à ce sujet une collaboration avec les sociétés Transgene et Pasteur-Vaccins. Un tel vaccin à virus bénin (celui de la vaccine), mais vivant, peut induire une « bonne » protection, comme cela a déjà été démontré pour la protéine d'enveloppe « env » de la rage.

Des essais sont en cours chez des chimpanzés, et l'on saura probablement avant la fin de 1986 si un tel vaccin protège le chimpanzé contre une infection par le virus. Si c'est le cas, il restera ensuite à trouver des volontaires humains.

Il s'agit donc d'une voie très intéressante, mais ce n'est pas la

seule. D'autres voies existent, par exemple l'utilisation de certains fragments des protéines d'enveloppe du virus, fabriquées par des bactéries ou synthétisées chimiquement, pour induire des anticorps neutralisants. Mais là, l'immunité sera probablement moins solide et moins durable, sans que l'on puisse garantir une absence totale de danger, pas plus d'ailleurs que dans le cas précédent.

Le risque de tels vaccins est qu'ils peuvent induire une auto-immunité contre des protéines de l'organisme qui ont une parenté avec les protéines du virus. Ce danger est vraiment difficile à évaluer, on l'a vu à l'égard d'ailleurs pour le vaccin contre l'hépatite B, mais cela ne s'est pas produit. Ce dernier vaccin est particulièrement sûr. On peut donc avoir un certain optimisme en ce qui concerne le vaccin contre le LAV. Mais une longue période d'évaluation sera nécessaire.

Un vaccin obligatoire

Etant donné la gravité de la maladie et son coût effrayant pour la santé publique (6,2 milliards de dollars pour les 10 000 premiers cas américains), pensez-vous que ce vaccin sera rendu obligatoire pour tous ?

Oui, dans un premier temps, pour les personnes à risque, puis peut-être ensuite pour tous les enfants avant l'âge des premiers contacts sexuels.

L'Organisation mondiale de la santé est l'un des organisateurs du congrès de Paris. Elle se préoccupe particulièrement de la situation africaine, qui paraît dramatique. Pensez-vous que l'Occident doit distribuer gratuitement aux pays africains les tests de dépistage et - ultérieurement - le vaccin ? Le réseau des instituts Pasteur africains collabore-t-il avec votre équipe ?

Il y a effectivement un gros effort de solidarité à faire de la part des pays industrialisés vers l'Afrique. Il y a d'abord l'information à communiquer aux populations africaines, en mettant en évidence le rôle des contacts sexuels

dans la propagation de la maladie, 70 % des prostituées et 10 % de la population générale de certaines grandes villes d'Afrique équatoriale centrale sont infectées. L'utilisation de tests de dépistage de faible coût, et pouvant être utilisés de manière large, serait un pas très important pour évaluer l'étendue exacte de l'épidémie.

Nous collaborons activement avec les instituts Pasteur du Sénégal et de la Côte-d'Ivoire, notamment pour les tests de diagnostic et le LAV-II.

Les travaux conduits sur le SIDA ont-ils apporté des éclaircissements importants sur la connaissance des cancéres, et permettent-ils d'envisager des progrès thérapeutiques ou préventifs manifestes dans ce domaine ?

Il est difficile de prédire l'impact exact de ces recherches sur de nouvelles approches thérapeutiques du cancer, mais il sera probablement important. Les travaux sur le SIDA ont déjà montré le rôle essentiel des défenses immunitaires cellulaires dans la résistance de l'organisme au développement de certains cancéres, parmi les plus antigéniques. Pourquoi ceux-là et pas d'autres ? Peut-être parce qu'ils sont causés par des virus qui restent à trouver.

Cela peut stimuler la recherche de nouveaux virus cancérogènes chez l'homme, et aussi déboucher vers une relance de l'immunothérapie spécifique et non spécifique, actuellement en panne de vitesse. Enfin, la stratégie moléculaire du virus du SIDA peut être semblable à celle utilisée par des cellules cancéreuses pour échapper au système immunitaire. Cette dernière stratégie est encore mal connue et nécessite de nouvelles recherches, que les résultats sur le SIDA aideront à orienter.

Propos recueillis par le Dr ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) « Env », pour « enveloppe ». Il s'agit des protéines de l'enveloppe du virus, qui provoquent la formation d'anticorps par lesquels l'organisme s'efforce de les détruire.

PALUDISME

Médicaments sur ordonnance

À l'heure des départs en vacances, le point sur la prophylaxie du paludisme. Dans certains cas, mieux vaut traiter que prévenir.

QUE faire pour se prémunir contre le paludisme ? Dans une cinquantaine de pays, la chloroquine (Nivaquine) ne suffit plus, car le parasite responsable de la maladie - le *Plasmodium falciparum* - est devenu résistant à ce médicament. De ce fait, depuis quelques années, les touristes désirant se rendre dans ces pays avaient l'habitude de prendre, à titre prophylactique, de l'amodiaquine (Flavoquine). Or on vient de s'apercevoir que ce médicament expose à des risques d'accidents sanguins et hépatiques. En France, il devra désormais être prescrit sur ordonnance, comme un autre médicament, la Méflo-

quine, qui sera commercialisée dès la semaine prochaine.

Dans l'article qu'on lira ci-dessous, le professeur Marc Gentilini et le docteur Martin Danis (hôpital de la Pitié-Salpêtrière) donnent leur point de vue sur ce qu'il convient de faire pour lutter contre le paludisme.

Pour connaître les zones de résistance à la Nivaquine, le public et les médecins peuvent téléphoner soit à AP vacances - AP voyages (service de renseignements téléphoniques sur les maladies tropicales et parasitaires de la Pitié), le matin au 45-85-90-21 ; soit au centre équivalent de l'hôpital Claude-Bernard : 43-05-11-13.

Comment se protéger

1. - L'amodiaquine garde tout son intérêt dans le traitement curatif de l'accès palustre dû à une souche sensible. Il faut noter que la résistance de *P. falciparum* à l'amodiaquine croît progressivement, avec cependant un certain retard sur l'apparition des résistances à la chloroquine.

2. - En revanche, il nous semble inadmissible de prescrire, chez un sujet en pleine santé, pour le protéger d'une affection dont le risque de survenue est impossible à chiffrer tant il dépend du lieu et des modalités du séjour, un médicament qui peut déclencher un accident mortel. Désormais, nous déconseillons donc formellement la prophylaxie par l'amodiaquine, comme nous avions déconseillé depuis des années les prophylaxies par l'association sulfadoxine-pyriméthamine.

3. - La prophylaxie du paludisme en 1986 n'est pas simple... On peut, provisoirement (car les situations se modifient vite), distinguer trois éventualités.

d'absence de transmission de *P. falciparum* : la prise de chloroquine (Nivaquine) na se discute pas.

- Séjour dans une région de fréquence modérée de chloroquine-résistance (moins de 50 % des souches) : la prise de chloroquine est encore justifiée et doit être accompagnée d'une information sur la risque d'échec et la nécessité soit de consulter, soit de prendre immédiatement un traitement curatif préemptif par quinine, Méfloquine ou Fansidar (R).

- Séjour dans une région où plus de 75 % des souches sont résistantes à la chloroquine :

• soit se protéger des piqûres de moustiques, ne prendre aucun médicament prophylactique et administrer un traitement curatif préemptif des fièvres par quinine ou Méfloquine ;

• soit envisager une prophylaxie par la Méfloquine ou la quinine.

Professeur MARC GENTILINI et docteur MARTIN DANIS (hôpital de la Pitié-Salpêtrière).

4^{ème} ECOLE D'ETE COGNITECH SOPHIA-ANTIPOLIS

du 25 au 30 août, bâtissez votre premier système-expert

Participants

Ingénieurs, dirigeants, chercheurs, appelés à évaluer les applications potentielles de l'intelligence artificielle, à concevoir et réaliser des systèmes-experts, à utiliser des outils de développement.

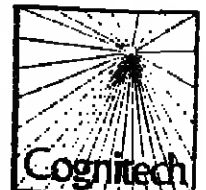
Objectifs

Se familiariser avec les techniques fondamentales de l'I.A. Apprendre à réaliser des systèmes-experts Favoriser les échanges entre industriels et professionnels de l'I.A. Tirer parti de l'expérience acquise par les ingénieurs de Cognitech.

Programme

Exposés et conférences, par les meilleurs spécialistes internationaux, sur les techniques et méthodes de construction des systèmes-experts et l'état de l'art en I.A. Réalisation d'une maquette avec un tandem expert/cogniticien (environnement : VAX 8650 / 60 terminaux).

Renseignements et inscriptions Cognitech (Mme Thérèse Mangin), Tél. : (1) 45 83 73 00



Etudes, conseil et réalisations en intelligence artificielle 107, rue du Chevalier 75013 Paris

Deux livres

Hommages à Yves Saint Laurent

En même temps que deux expositions sont consacrées au couturier et à l'homme de théâtre, deux ouvrages retracent les grandes étapes de sa carrière.

On sait maintenant, parce qu'on a vu des expositions et des hommages à Yves Saint Laurent, que le petit Saint Laurent à l'âge de trois ans avait juré fidélité à Guignol, qu'à sept ans il habitait ses marionnettes, à onze recevait le choc esthétique décisif de sa vocation en découvrant à Oran Louis Jannet dans l'Ecole des Femmes et surtout dans les décors de Christian Bérard. Le théâtre, avant

l'influence indélébile de Christian Bérard envers qui Saint Laurent n'a jamais dissimulé sa dette, comme son souvenir ému de l'autre Christian : Dior, son maître, qui le reçut, et auquel il succéda en 1957, à peine âgé de vingt et un ans.

Pour une approche plus générale du personnage, on se reportera au livre-catalogue de l'exposition voisine, lui aussi très largement illustré de dessins et de photos, les grandes étapes de la carrière du couturier étant commentées par Hélène de Turckheim. Dans sa préface, Bernard-Henri Lévy pose assez brillamment et justement la question de l'artiste, alors que Saint Laurent ne se considère que comme un artisan. C'est toujours la même anguille du créateur d'événements éphémères qu'aucun livre, aucune rétrospective ne saurait apaiser. Il peut s'afan-



Projet pour le diable amoureux (1965)

la mode, fut sa première passion et l'est restée par la suite, en parallèle, comme en témoigne jusqu'au 7 septembre une très belle exposition au Musée des arts décoratifs, consacrée à Yves Saint Laurent et le théâtre. Juste à côté de celle du Musée de la mode. On y trouve entre quatre cent cinquante et deux cents dessins de théâtre et de revues de Zizi Jeanmaire, des costumes de théâtre, des maquettes du décor de l'Aigle à deux têtes de Cocteau.

Pour compléter l'exposition, un livre préfacé par Edmonde Charbon, luxueusement illustré, regroupe nombre de dessins originaux d'Yves Saint Laurent pour les ballets de Roland Petit aussi bien que pour le Tasse de Molière ou les costumes de scène - Jean et Diamant - du spectacle de Johnny Hallyday en 1970 au Palais des sports. On y sent constamment

moins se consoler en pensant au caractère parfaitement aléatoire de la postérité. Longtemps personne n'a su que la grande pyramide était le tombeau de Chéops, il a fallu la découverte fortuite d'une inscription pour que l'on connaisse le nom d'un pharaon qui, dans l'ordre du moment éternel, pouvait estimer avoir bien fait les choses. Ces livres, son talent n'ayant que la marque de ses initiales, clinquées comme un hiéroglyphe par Cassandre, devraient mettre Saint Laurent à l'abri de l'oubli, vraisemblablement.

MICHEL BRAUDEAU.

* Yves Saint Laurent et le théâtre. Herscher et Musée des arts décoratifs, 130 pages, 250 F.

* Yves Saint Laurent par Yves Saint Laurent. Herscher et Musée des arts de la mode, 221 pages, 390 F.

Louvre, Finances, Opéra, Cité de la musique, Arche de la Défense

Les grands chantiers parisiens dans l'incertitude

Sur tous les grands chantiers de la capitale, les travaux continuent... mais les questions sur leur achèvement se multiplient, et tout se complique.

Les fonctionnaires des finances démissionneront-ils à Bercy? Le Grand Louvre ouvrira-t-il à la date prévue? L'Opéra de la Bastille sera-t-il achevé? La Cité de la musique sera-t-elle construite à La Villette? Que fera-t-on de l'immense Arche de la Défense? En ne répondant clairement à aucune de ces questions, le gouvernement entre-dit depuis deux mois un étonnant suspense. Pourtant, les milliers de fonctionnaires, de techniciens, d'ouvriers et d'hommes de l'art qui participent à la réalisation de ces grands projets continuent à travailler. Mais le moral n'y est plus. Chacun se demande s'il ne s'est pas dépeuplé en vain. On attend chaque jour de Matignon des décisions - remises en cause, changement ou confirmation - qui ne viennent pas.

L'illustration la plus frappante de cette situation hors du commun est donnée par le Grand Louvre et le nouveau ministère des finances de Bercy, deux opérations de très grande ampleur, si étroitement liées que le moindre dérapage de l'une peut faire capoter l'autre. Or l'état des lieux - qu'on peut en dresser ne laisse pas d'être préoccupant. Entre la gare de Lyon et les berges de la Seine, là où doivent théoriquement s'installer d'ici deux ou six mille agents des finances, les chantiers vont bon train. Deux immeubles destinés par l'architecte Louis Arretche et construits par la Caisse des dépôts pour le compte du ministère sont quasiment achevés. Lors 40000 mètres carrés seront prêts à recevoir dès la rentrée d'octobre une vague initiale de mille cinq cents fonctionnaires appartenant à trois directions : les impôts, le personnel et les douanes. Or on indique aux finances que ce ne sont plus ses services qui partiront mais d'autres, non encore définis. Le contrat qui devrait permettre au ministère d'acheter les locaux avec une sorte de location-vente étalée sur dix-huit ans n'est toujours pas signé.

Un retard d'un mois

Un peu plus loin, six cents ouvriers et mille cinq cents autres des chantiers sont traités - s'activent sur le plus grand chantier. Ils s'efforcent de rattraper le retard d'un mois d'un mois pris cet hiver en raison des intempéries, et ils livrent 36000 mètres carrés de planchers chaque mois. La moitié du bâtiment C est hors d'eau. Les autres édifices en sont au deuxième étage. Les piles de l'hôtel des ministres s'élèvent au-dessus de la Seine, et les gigantesques charpentes métalliques qui soutiendront la construction enjambant la rue de Bercy sont en train d'être soudées. 600 millions de francs ont été dépensés sur le milliard et demi de ce devis-là. « Tout sera livré comme prévu en 1988 », affirment les deux

architectes, Paul Chemetov et Boris Huidobro.

Ce ne sont pas des mètres carrés de bureaux ordinaires que l'on édifie face au Palais omnisports de M. Jacques Chirac, mais un ministère de l'an 2000. Abri pouvant résister à une bombe à neutrons, système de sécurité renforcé, baracotique sophistiquée, équipements sociaux pour le personnel, appartements de ministres, plate-forme pour hélicoptères et embarcadere spécial sur la Seine, tout cela conviendrait bien mal à de banales entreprises privées.

Un déménagement massif

Or, du côté de la Rue de Rivoli, on hésite. Après avoir discuté avec M. Jacques Chirac, le ministre des finances a pourtant déclaré publiquement, lors du « Grand jury RTL - le Monde » du dimanche 8 juin, qu'il ne veut pas « compromettre un projet auquel il est attaché depuis longtemps », quo « le transfert du ministère n'est pas remis en cause », mais qu'il faut « trouver des transitions pour que le fonctionnement des services ne soit pas entravé ».

Il a demandé à ses collaborateurs de réétudier le déménagement de manière à éviter les opérations-tiroirs. En clair, cela signifie que les transferts se feraient d'un seul élan, de manière massive, mais en 1988, dans un bâtiment totalement achevé. M. Jacques Chirac partage ce point de vue et le fera connaître d'ici à la mi-juillet. S'il en était ainsi, les aménageurs du Grand Louvre devraient eux-mêmes reporter à plus tard la mise en service, prévue pour la fin de 1987, de l'entrée souterraine du musée et de la fameuse pyramide de verre qui la couvrira dès cette année. Est-ce techniquement possible et financièrement économique?

Mêmes incertitudes pour l'Opéra de la Bastille et la Cité de la musique de La Villette. Là encore, il y a des interférences. A La Villette, l'architecte responsable surveille le trou où seront coulés les fondations : 800 millions de francs ont déjà été dépensés.

M. François Léotard, ministre de la culture, a entre les mains, depuis le 4 juin, le rapport qu'il avait demandé à M. Olivier Chevillon. Celui-ci ne devait pas se borner à réexaminer l'opportunité de construire un nouvel opéra. On l'invitait à réfléchir aussi au fonctionnement de l'ensemble des théâtres lyriques subventionnés.

Les conclusions de la mission de M. Chevillon sont classées « secret culture ». Ce qui, compte tenu de l'état de l'opinion, est un label aussi sévère que le fameux « secret défense ». On connaît pourtant les hypothèses principales que contient le document. La moins traumatisante consisterait à réaliser les deux projets, l'Opéra Bastille recevant la danse, et le palais Garnier devenant une simple salle de concerts. Une autre laisserait boulevard Berlioz l'atelier des décors, éventuellement privatisé et installé à leur place à la Bastille, en même temps que le nouvel opéra, le Conservatoire natio-

nal de musique. Economies attendues : environ 500 millions de francs. Enfin, hypothèse drastique : les locaux de la Bastille ne seraient plus affectés à l'opéra mais deviendraient une cité de la musique polyvalente, abritant un auditorium et le Conservatoire.

Entre ces trois solutions, toutes les combinaisons sont envisageables en fonction des économies souhaitées. Le premier ministre ne cache pas qu'il penche pour la troisième.

La libération des terrains situés à l'entrée du parc de la Villette ferait l'affaire de la Ville de Paris. Celle-ci a toujours souhaité y construire un mini-quartier - logements, bureaux et équipements publics - assurant la liaison avec le reste du dix-neuvième arrondissement. En tout cas, M. Léotard fera part de ses préférences au premier ministre avant la fin juin. Reste à savoir qui annoncera la décision.

Finalement, seuls le musée d'Orsay, l'Institut du monde arabe et les divers aménagements réalisés sur les terrains de l'ancienne Ecole polytechnique sont assurés d'être terminés et livrés à leurs utilisateurs selon les plans initiaux. Pour tous les autres grands projets, on balance encore.

Les hommes au pouvoir, ayant prêté serment d'être ministres de dépenses publiques et ministres d'impôts, devraient logiquement rogner sur les projets les moins avancés. C'est ce que proposent les financiers. Mais ce serait pénaliser les entreprises du bâtiment, méconter une partie de l'électorat, engager le fer avec M. François Mitterrand et jeter une ombre sur le prestige international que valent à la France ces grandes opérations culturelles.

MARC AMBROISE-RENDU.

SORTIE MERCREDI 25 JUIN

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1986

GENESIS



Découvrir un nouveau film de Minéral SEN est toujours un bonheur, et GENESIS ne fait pas à la réputation de son auteur. Majesté de la mise en scène, noblesse de l'histoire, force de l'interprétation : tout concourt à la réussite de cette parabole, la plus simple du monde : la genèse recommencée.

Anne ANDREU "L'EVENEMENT"

Un art du cinéma digne d'exaltation.

Michel PEREZ "LE MATIN"

Un film lumineux dans lequel l'univers et le style de Minéral SEN gardent toute leur rigueur.

Jacques SICLIER "LE MONDE"

Un Jules et Jim à l'indienne. Robert CHAZAL "FRANCE-SOIR"

SEN peint avec la même finesse de trait, le même art subtil que Satyajit RAY un univers en pleine transition.

Brigitte BAUDIN "LE FIGARO"

Minéral SEN tout près d'Homère ou d'Eisenstein a réalisé un chef-d'œuvre. Dominique JAMET "LE QUOTIDIEN DE PARIS"

Jeudi 26 juin 1986, 21 heures
Eglise Saint-Germain-l'Auxerrois, Paris (11)
Métro LOUVRE

MONTEVERDI, SCHUTZ, PRAETORIUS
Chorale Y. Dulac.

LES SACQUEBOUTIERS DE TOULOUSE
Direction Yves DULAC

PRIX DES PLACES : 100 F, 70 F. Tarif réduit, 50 F

COMPAGNIE LAURENT TERZIEFF
témoignages sur ballybeg

de brian friel adaptation pol quentin
mise en scène laurent terzieff décors andré acquart

LE FIGARO Pierre Marabru Terzieff d'une qualité rare, surprenante, sensible, et qui fait honneur au théâtre.

LE MATIN Gilles Costaz Comme toujours l'émotion, la vérité, la perfection du jeu sont au rendez-vous.

LUCERNAIRE 20 H 45 53, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS 45 44 57 34

FRAN CE B RESIZ

MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (Gouvernement de la République Fédérale du Brésil)
MINISTRE DE LA CULTURE Avec le soutien de BANCO DO BRASIL S.A.

"COULEURS BRESIL"
Musique Populaire Brésilienne

AU ZENITH

Mercredi 2 juillet à 20 H 30
MARCIA BETHANIA
CHICO BUARQUE & CAETANO VELOSO

Jeudi 3 juillet à 20 H
PAULINHO DA VIOLA
MILTON NASCIMENTO
GILBERTO GIL
avec l'aimable autorisation de l'Orchestre

Vendredi 4 juillet à 20 H
DJAVAN
GAL COSTA
PAULO MOURA

A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Dimanche 6 juillet, Fête des Musiques du Nordeste de 18 H à 24 H

SERGIO HABIB
CHICO MARANHÃO
CESAR VALENTE

FAFA DE BELEM
LUIS GONZAGA
ALCEU VALENÇA

ARMANDINHO & MORAES MOREIRA
BAL POPULAIRE (Orchestra "Frevo")

AUX CINÉMAS OLYMPIC-ENTREPÔT Du 2 au 15 juillet
QUINZAINE DU CINÉMA MUSICAL BRÉSILIEN

UAP International

Location : 3 F N A C / CLEMENTINE. Renseignements : (1) 42.40.60.00

MUSIQUE

Berlioz intime

PIANO ★★ ★★ ★
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
 25 juin, 20 h 30
NIKITA MAGALOFF
 INTÉGRALE PIANO CHOPIN

Vendredi 27 juin, 20 h 30
BRENDEL
 HEINZ HOLLIGER
 EDUARD BRUNNER
 KLAUS THUNEMANN
 BEETHOVEN - MOZART

Location : 47-33-47-77

(1) Entre autres, deux disques
Decca 593 038.

Monteverdi avec leur chef Jon Eliot Gardiner, il a invité un ensemble d'une qualité exceptionnelle encore presque inconnu en France : l'Orchestre philharmonique d'Oslo. Dans la chapelle du lycée Corneille qui unit toutes les gloires de la Renaissance, du baroque et déjà du Grand Siècle, avec ces étonnantes fenêtres gothiques reposant sur des tribunes classiques, le soleil du soir

Un tigre dans le moteur

Quarante-trois ans, svelte, élégant, Jansons a l'autorité et la poigne légendaires des grands chefs russes; par une discipline de fer, il obtient la perfection absolue avant de mettre dans ce moteur le tigre de son énergétique fabuleuse. La *Quatrième Symphonie* de Tchaikovsky prend avec lui une force explosive, à

JACQUES LONCHAMPT.

● **Les concours du Conservatoire.** – **Contrebasse**, premier prix : Haverd Tryggvason ; **Clarinete**, premier prix : François Dartinet ; **Hautbois**, premiers prix : Catherine Hérot, Masao Fukuda ; **deuxième prix** : Jean-François Plante ; **Chant**, premiers prix : Jocelyne Ageron, Susana Moncayo von Hase, Daniel Petrovitch, Eric Frachey, Annie Kodric, Pascal Mesle, Yuri Ogawa ; **deuxième prix** : Jean-Paul Nies.

La Bourse ou la guerre !

ans, Proust a peu de chances d'être envoyé au front. Mais là n'est pas la question. Le baouffroid de 1890 qui s'était engagé comme volontaire pour un an et que l'on peut admirer encore sur un photo n'est plus tout à fait de la mode. Servir dans un bureau doit apparaître à Proust comme une stupidité alors qu'il s'écrit ce qui l'écrit. Et que le temps, comme il lui manque. Ce que craint Proust par-dessus tout, je crois, c'est plus la visite qu'il se fera de ses résultats. Il sait bien qu'il ne sera pas pris, même s'il feint de l'imaginer. Il n'est plus très capable d'horaires fixes. Oui, de se lever à toute heure pour répondre à une convocation

mort de sa mère en 1905 et de celle d'Agostini-
nelli en mai 1914, qui semblaient annoncer
d'une façon prémonitrice ce double universel qui
va frapper l'Europe et le monde entier, com-
ment s'il n-on osé dire qu'il ne s'intéressait pas
à la guerre, qu'il en était encore à Caillaux ? Il
écrit à Lucien Daudet, son « *cher petit* », qu'il
ne s'est jamais occupé de l'affaire Caillaux, et
que de penser le contraire n'est pas seulement
absurde, « *c'est une invention absurde* ». Les
Caillaux, qu'est-ce que c'est ? Il ne les
connaît pas. Ce n'est pas lui.
Quant à la guerre, c'est encore plus insensé !
Il a conduit son frère à la gare de l'Est, la veille
de la mobilisation. Il suit « *stratégiquement* »
les opérations, ce qui est assez touchant et
ridicule (il l'avoue), sur une carte d'état-major,
jour après jour. C'est vrai, « *boche* » ne figure
pas dans son vocabulaire, et certaines choses
ne lui paraissent pas aussi claires qu'à cer-
taines personnes.

Ces ragots idiots le turpulent. Dana se lettres à Lucien Daudet de mars 1915, il y revient à plusieurs reprises. Fut-il que le *cher petit* a dit à M^{me} de Méville que M^{me} de Méville serait-elle pas pour la même occasion dénoncer son informateur qui rapporterait alors d'avoir des ennuis ? Au fond, cette histoire n'a pas tant d'importance. Ce qui intéresse désormais, c'est que Cocteau (sans doute Cocteau, le nom propre a été supprimé dans la correspondance), en fabriquant ce mot, était persuadé qu'« il synthétisait par là [sa] vie sous cloche ». Proust, quelles que soient son affection et son admiration pour Cocteau, le trouve incompréhensible à certains égards. La lettre devient ici passionnante. Proust y définit sa morale : « (...) Mon cher petit, je crois que nous avons tous les deux un trait commun (...), qui donnera d'ailleurs aux gens, pendant quelque temps, une moins bonne idée de nous que nous ne méritons. » Quel est ce trait commun ? Et surtout quel est ce trait qui fâche si fort Proust ? C'est que Proust est pour « l'aller » et non pour « le retour ». L'aller pour Proust, ce qui est dans un sens bien, c'est de se servir de la vie pour faire de la bonne littérature. Mais le retour n'est pas moral. On n'a pas le droit, suivant lui, de se servir de littérature quand il s'agit de rapports sociaux. Nous laissons-là la parole : « Nous ne permettons pas à la littérature de trahir, de fausser les rapports sociaux et d'altérer la morale habituelle de ces rapports. C'est du moins une idée que je me

Ce que dit Proust ne semble pas si évident à première vue. Et surtout si l'on considère d'une façon superficielle sa vie et son œuvre. On pourrait penser qu'il avait mis la littérature au-dessus tout. Qu'il lui pardonnait tout. Qu'elle pouvait tout envahir, y compris la morale, les rapports sociaux. Mais justement, Proust a une idée si dévorante, si haute, de la littérature que l'homme qui la fait ne peut être qu'un preux chevalier. Il sert être un héros de Corneille pour tout dire, pour parler de tout. Jupiën, Charlus, tout est permis si l'on est prêt, en définitive, à mourir pour son œuvre. On ne peut pas en mourir pour son plaisir. Ça s'écrit. Ce que Proust ne supportait pas, c'est le jeune Cocteau (qui devait par la suite tant payer de sa personne), c'est son esprit à la française. On ne s'en prend pas à la vie avec de bons mots.

Dans ce tome XIV de la *Correspondance*, le personnage le plus sympathique, c'est un bourgeois, Lionel Heuser. Il aurait même dû avoir la vedette sur notre papier, je l'avais mis en tête, à la « une » de la semaine. Mais les propos de Lionel Heuser, on parle une bonne fois pour toutes des difficultés financières du fils Proust. Était-il au bord de la ruine ? Et sans les succès éventuel de la *Recherche*, s'il avait vécu un âge aussi avancé que celui de Gide, son aîné de deux ans, aurait-il dû restreindre son train de vie de façon drastique ? Ou par « ruine » faut-il entendre un propos de riche qui s'divertit à l'idée d'être un peu moins à l'aise que dans le temps ?

Pour égarer mon propos, et pour finir d'un façon sinon gaie, du moins appétissante, après La Reynière, j'ou aurais dû un mot à notre compatriote méditerranéen, *restaurants de France* (comme les *Trois Mousquetaires* de Dumais, ils sont un de plus que leur titre : le cinquième, sans doute pour éviter drames et pleurs, est deux. Dans sa bonté, l'auteur de cette savante monographie n'a pas réussi (à) ou voulu départer le Grand Véfour et le Vivarais) de Henri Gaud, enfin seul (chez Christian Bourgois, 100 F). Tel était mon plan.

Mais vous savez ce qui se passe avec Proust, dans ces cas-là : on ne peut entendre raison, s'intéresser à son portefeuille, à sa façon de le gérer, il n'y a plus personne. Il part de tous les côtés, Et nous évapourons !

En fait, la situation est assez simple. Juste avant la guerre de 1914, Proust est une forte position à terme. La guerre avait suspendu ce marché. Mais il va être rétabli. Et les valeurs en général n'ont pas monté. Proust s'y perd un peu dans tous les termes techniques. Ou du moins fêta de s'y perdre. Qu'est-ce que c'est, par exemple, l'escompte d'une position ? Et pourquoi l'acheteur peut-il à tout moment obliger son vendeur à lui livrer les titres achetés, même si cet achat a été fait en contre-valeur ? Hauser est lumineux. Parfois sarcastique, donne-t-il souvent peu d'espoir à son ami, mais lumineux. Et obligeant, s'occupant de tout ou presque. Avec un banquier pareil, on se dit que même un C. de C. et un Balladur, même avec des actions aussi tordues que les North Caucasian et les Spassky, même avec un coulisier aussi suspect que M. Léon, il aurait été possible avec lui de gagner de l'argent à la Bourse ! Lisaz et essavay.

LOCATION OUVERTE
Mairie de Paris
Festival de France
Vendredi 4 juillet - 19h30
DIALOGUES DES CARMELITES
par l'**OPÉRA DU RHIN**
Samedi 5 juillet - 20h30
ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DE STRASBOURG
BRAHMS - RAVEL
Dimanche 6 juillet - 17h
RENCONTRE MUSICALE DE LA JEUNESSE PARIS-ALSACE
THÉÂTRE DES CHÂMPS-ÉLYSÉES
15, avenue Montaigne - 75008 Paris

[illegible]

CULTURE

MUSIQUE

L'organiste et compositeur Maurice Duruflé est mort

Le compositeur et organiste Maurice Duruflé est mort la semaine passée à Paris, à l'âge de 73 ans. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Maurice Duruflé, ancien organiste de l'église Saint-Etienne du Mont, à Paris, et compositeur, est né à Louviers (Eure) en 1902. C'est dans la cathédrale de Rouen qu'il commença à étudier l'orgue, avant de venir au Conservatoire de Paris se perfectionner avec Eugène Gigout. Paul Dukas, pour la composition, Jean Gallon, pour l'orgue, Georges Caussade, pour le contrepoint et la fugue, sont ses professeurs. Tourneur et Vienne, dont il devait devenir le suppléant à Notre-Dame de Paris, sont également parmi les maîtres du jeune organiste.

Duruflé a vingt-huit ans lorsqu'il est nommé titulaire de l'orgue de Saint-Etienne du Mont (tribune à laquelle il devait s'associer son épouse ces dernières années). Mais, dès 1943, il retrouve le Conservatoire, cette fois comme professeur d'harmonie.

Compositeur, Duruflé laisse une production peu abondante (pièces pour orgue, musique vocale et instrumentale d'inspiration surtout religieuse), dont les partitions les plus jouées sont Trois danses, Andante et scherzo, Messe - cum jubilo - et un Requiem auquel Teresa Berganza a prêté encore sa voix en 1984. Homme discret mais de tempérament, Duruflé se veut l'héritier d'un courant d'expression typiquement français dont Frank et Fouré seraient les pères. Cela n'exclut pas un intérêt passionné pour Bach, ou pour le chant grégorien, dont il est un défenseur acharné.

Traditionaliste, il défend l'usage du latin pour la musique religieuse et s'est vivement élevé contre l'introduction du jazz dans une chapelle de Saint-Etienne du Mont, en 1969.

ROCK

Jean-Louis Aubert and Ko Une autre ronde

Le leader du groupe Telephone se lance dans une nouvelle aventure avec un de ses musiciens, Richard Kolinka. Modestement.

Après dix ans, le plus grand groupe de rock français au monde, s'est séparé au sommet de la gloire. Louis Bertignac, le guitariste, et Corine Marianneau, la bassiste, d'un côté, Jean-Louis Aubert, le chanteur-guitariste, et Richard Kolinka, le batteur, de l'autre. Sans attendre, Jean-Louis Aubert and Ko ont enregistré un 45 tours (*Juste une illusion*). Ils donnent, pendant toute cette semaine, une série de concerts-surprises dans des petites salles de la banlieue parisienne pour tester les morceaux du futur album. Ni aventure solo, ni groupe définitif, mais une famille musicale ouverte à toutes les propositions (1).

Qu'est-ce qui a provoqué la séparation de Telephone ?

Chacun a sa version. La façon la plus simple et la plus vraie de le raconter, est qu'on n'arrivait plus à jouer ensemble. On répétait le prochain album au studio parisien et il ne se passait pas plus de dix minutes sans que l'un de nous parte boire un pot ; l'autre disait : c'est nul ; le troisième : pourquoi on ne s'arrêterait pas pendant un an ? Je trouvais, moi, qu'on avait suffisamment travaillé. On n'était pas monté sur une scène depuis août 1985.

N'était-il pas possible, comme les Rolling Stones, de mettre le groupe en veilleuse pendant un temps et de faire chacun son album solo ?

Mick Jagger a attendu vingt-cinq ans pour enregistrer son album solo, alors que Glyn Johns (2) m'a dit qu'au bout de neuf ans avec les Stones il voulait déjà le faire. Il a mis seize ans à se décider, j'explique son relatif échec par ça. Ça veut dire quoi, faire un album solo ? Ne pas monter sur scène, convoquer des musiciens en studio ou faire tout avec une boîte à rythmes, ne faire que de la promo-télé et se vendre comme un produit ? Se regarder vieillir sur le petit écran sans avoir le plaisir de jouer sur scène et de partager avec d'autres musiciens ? C'est quoi ? Ne pas recommencer une nouvelle histoire, mais s'accorder un exutoire parce qu'on a des chansons

que les autres n'ont pas voulues ? Je n'aime pas le mot solo ni le mot carrière et encore moins les associations album ou carrière solo. Je fais un album solo pour quoi ? Pour prouver que je suis capable d'écrire une bonne chanson et de la jouer seul ? Mais je n'ai pas du tout envie de prouver ça. Si Telephone était resté le grand groupe qu'il a été, nous ne nous serions pas arrêtés. On a trop d'exemples devant nous. Celui des Stones, qui se balancent leurs rancœurs par presse interposée. Mon angoisse, c'est de descendre comme les Who, de devenir progressivement l'ombre de nous-mêmes pour assurer l'alimentaire, être de plus en plus mauvais, ne plus se voir et se dire : « Ce n'est pas vraiment ce que j'ai voulu faire, mais c'est la faute des autres ».

Le dernier 45 tours ressemble-t-il à un disque de Jean-Louis Aubert. Surtout le texte, en face B, *Quelque-fois* va venir. Tu chantaient la naïveté de ton fils à toi.

Alors, ça voudrait dire que, dans un groupe, on ne peut pas écrire des textes qui vous concernent vraiment. Un groupe n'est pas fait pour inhiber les personnalités, la somme de quatre individualités ne fait peut-être que deux, mais c'est toujours plus qu'un. De toute façon, je n'ai jamais chanté l'expérience des autres, la plupart des textes me sont personnels, mais les autres s'y reconnaissent et ils finissent par leur appartenir. Mais, c'est vrai, les chansons suivent la vie, c'est aussi pour ça que je ne veux pas attendre.

L'attente d'un père est un peu loin des préoccupations adolescentes. N'as-tu pas le sentiment de passer à l'âge adulte et de te couper de ton public ?

Disons que ne pas se préoccuper de savoir si on se détache de son public en écrivant, c'est un comportement adolescent. Je n'ai pas l'impression d'une rupture. J'aime ce que j'ai écrit, mais ça m'a souvent conduit dans des impasses et j'aurais horreur de revenir en arrière.

Le jour où Telephone s'est séparé, comment t'es-tu senti en restant chez toi ?

Un peu bluesy, je me suis senti seul. Mais, à l'heure, Richard m'appelle le lendemain. On devait aller jouer, bêtement, sans projet précis. Voilà, on est allé au Studio parisien, en laissant la porte ouverte. Les amis sont venus, les amis des amis. On était six-sept. Et puis après avoir joué des standards, j'ai balancé quelques chansons, comme ça, pour voir ce qui se passait. On a commencé à se séparer vers quatre heures. C'était bien, ça faisait plaisir. Le producteur à qui on avait fait faux bond pour l'album, composait pour lui, dans un local à côté. Il a entendu les maquettes, nous a dit de venir enregistrer à Londres. On est parti, Richard, Daniel Roux (3) et moi, sans idée précise sinon que, si le résultat nous plaisait, on le sortirait. On ne cessait de m'appeler pour des interviews, alors, plutôt que de parler du passé, je préférais arriver avec quelque chose de neuf.

De membre à part entière de Telephone, Richard est devenu « le Ko de Jean-Louis Aubert », c'est un peu bizarre comme situation, non ?

On a bien pensé à Aubert et Kolinka, mais ça faisait folie. Le genre Peter et Paul sans Mary, les deux benêts qui arrivent avec leurs guitares sèches (rire). Je n'ai pas trouvé de nom assez connu à mettre en avant tout de suite. Alors, sans dire que c'est provisoire, pour moi, Richard a la même place qu'avant. Le groupe s'est formé en jouant. Jean-Louis Aubert ou pas, on est tous dans le même sac dans la mesure où je ne convoque pas des musiciens de studio pour ce qu'ils savent faire.

Le vis-à-vis comme un défi par rapport à Telephone ?

J'ai un trac fou, oui, parce que Telephone était un bon groupe. Pour l'instant, Richard et moi, c'est un groupe débutant avec un chanteur et un batteur professionnels. J'aurais pu attendre la rentrée, enregistrer, présenter un produit nickel et le reproduire sur scène. Maintenant, ce qu'on va faire, c'est se remettre au Téléphone des débuts. C'est se frayer à la scène, égarer les nouveaux morceaux, essayer de commencer l'album et de le finir. Ensemble.

Propos recueillis par ALAIN WAIS.

(1) Ils sont cinq : Daniel Roux à la basse, Marine Roter aux synthétiseurs et Feedback aux percussions.
(2) Il a été pendant longtemps l'ingénieur du son des Rolling Stones et a produit *Un autre monde*, le dernier album de Telephone.
(3) Juste avant Telephone, en 1976, Jean-Louis, Richard et Daniel avaient formé un groupe, Sténolite, qui avait enregistré un 45 tours chez WEA. Disque : *Juste une illusion*, 45 tours (Virgin, 90255).

COMMUNICATION

Le projet de loi devant le Sénat

M. Gouteyron entend corriger les « imperfections » du texte

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'étudier le projet de loi relatif à la liberté de communication, M. Adrien Gouteyron (RPR, Haute-Loire) à l'initiative de défendre quelques cent vingt amendements destinés à corriger ce qu'il appelle les « imperfections » du texte. Avant que la commission ne se réunisse ce mardi 24 juin, veille du débat qui s'engagera mercredi dans l'hémicycle du palais du Luxembourg, M. Gouteyron a fait adopter par la commission spéciale son appréciation générale sur le projet de loi.

M. Gouteyron porte un jugement positif sur trois points. Tout d'abord, il estime bien fondée la démarche de réunification de l'ensemble des télécommunications dans un même texte et sous le contrôle d'une autorité régulatrice indépendante, assortie de la reconnaissance d'une « certaine spécificité » au secteur de la communication audiovisuelle. Ensuite, il approuve « l'instauration d'un équilibre entre le secteur public et le secteur privé par la privatisation d'une chaîne publique à forte audience, en l'occurrence TF 1 » et « les perfectionnements apportés aux mécanismes de l'autorité administrative indépendante chargée de l'ensemble des télécommunications ».

D'une manière générale, M. Gouteyron considère qu'« une loi « touche » à une liberté et même la « fonde » se doit d'être « lisible » : aussi proposera-t-il de récrire plusieurs articles. Au rang des « imperfections », qu'il entend corriger, figure « un nombre important de dispositions ». Ainsi, il observe que

sur les modalités de privatisation de TF 1 (dont le capital, selon le projet, est cédé par l'Etat en en proposant 10 % aux salariés de l'entreprise, 40 % par appel public à l'épargne et 50 % à un groupe d'acquéreurs), le texte ne prévoit pas de « chronologie obligatoire pour la cession de ces trois parts ». Il considère que la loi doit préciser les règles qui président à cette cession pour les salariés et l'appel public à l'épargne sans en laisser le soin au pouvoir réglementaire. D'autre part, il remarque que les modalités de cession par l'Etat de tout ou partie de ses participations dans le capital de la SFP ne sont pas précises, ce qui aboutit, selon lui, à rendre le texte soit « inutile », soit « inconstitutionnel », ainsi proposera-t-il de les supprimer.

Deux autres points font l'objet d'observations d'ordre constitutionnel : le droit de perquisition reconnu à la Commission nationale de la communication et des libertés mérite, selon lui, de voir l'article qui le prévoit réécrit en regard de la jurisprudence du Conseil constitutionnel ; de même, il juge que la nécessité de laisser subsister à côté de l'administrateur provisoire de TF 1 le conseil d'administration actuellement en place respecterait le principe de collégialité des organismes d'administration des sociétés publiques de l'audiovisuel.

Enfin, le rapporteur de la commission spéciale se propose d'améliorer la « portée » de plusieurs dispositions. Pour renforcer la protection du cinéma, il envisage d'insérer des règles de quota de production. Quant à la communication

publicitaire, il souhaite rétablir pour le secteur public la Régie française de publicité, donner des pouvoirs généraux de surveillance à la Commission nationale, et interdire qu'une œuvre cinématographique fasse l'objet de plus d'une coupure publicitaire. D'autre part, il estime utile de rendre possible la création d'une chaîne européenne par satellite. D'améliorer les règles relatives à la concentration et d'accompagner le projet d'un « volet social » avec application de la convention collective actuelle pendant trois ans à compter de la cession de TF 1.

A. Ch.

Le rêve méditerranéen de FR3 Toulouse

Une récidive... Ce n'est pas la première fois que FR3 Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon organise une opération multimédia. Déjà l'année dernière, à peu près à la même époque, la station régionale de Toulouse - une des plus dynamiques - avait réalisé en commun avec Sud-Radio et la toute jeune télévision catalane TV 3 une émission de variétés, « Grande première », émission réalisée jusqu'à régulièrement avec Sud-Radio.

La nouveauté, cette fois, c'est que l'émission, enregistrée le jeudi 19 juin à partir d'un bateau à Barcelone, avec les moyens techniques de FR3 Toulouse, par un réalisateur catalan, sera diffusée simultanément (en différé donc) le mardi 24 juin à 22 h 40 dans le cadre des décrochages régionaux par cinq stations régionales, soit presque la moitié de la France (Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Aquitaine, Provence-Côte d'Azur-Corse, Rhône-Alpes-Auvergne et Poitou-Charentes), sur Sud-Radio en FM et en stéréo pour la première fois. Et le lendemain, en soirée, par la télévision catalane. Au programme, quelques stars : The Cure, Gold, Niagara, Mylene Farmer, Alajo Chamfort et des chanteurs du Sud.

Ce type de coproduction s'inscrit dans une politique de loque balaïne. FR3 Toulouse, qui a depuis longtemps ouvert ses frontières aux différents pays de la Méditerranée, souhaite, de par sa position, être le « poisson-pilote » des opérations lancées avec l'Espagne, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, etc. D'où la parution, également cette semaine, d'un magazine, « TBM Magazine », qui unit trois villes : Toulouse, Montpellier et Barcelone, un mensuel « très branché » paraît-il - théâtre, danse, rock, BD.

Autre projet plus ambitieux, toujours à l'initiative de FR3 Toulouse (la chaîne nationale s'y est associée), un feuilleton historique, « Danyia », quatre fois cinquant-deux minutes, tourné en coproduction avec la télévision catalane, la télévision marocaine, une petite société italienne... Une série liée à l'histoire de cette région du Sud, au onzième siècle.

ANNICK COJEAN.

CATHERINE HUMBLLOT.

SALLE PLEYEL 5 RENDEZ-VOUS A NE PAS MANQUER!

ALBERT SARFATI présente

Vendredi 19 septembre 20h.30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE TORONTO
direction ANDREW DAVIS
Soliste MARIA JOAO PIRES
ALEXINA LOUIE
The Eternal Earth
MOZART
Concerto N° 23
en La Majeur K. 488
PROKOFIEV
Symphonie N° 5 op. 100

Dimanche 16 Novembre 20h.30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE NATIONAL DE MOSCOU
Direction GENNADY ROJDESTVENSKY
Sol. VIKTORIA POTNIKOVA
RIMSKY-KORSAKOV
Ouverture op. 36
SCHUMANN
Concerto pour Piano
TCHAIKOWSKY
Suite N° 3

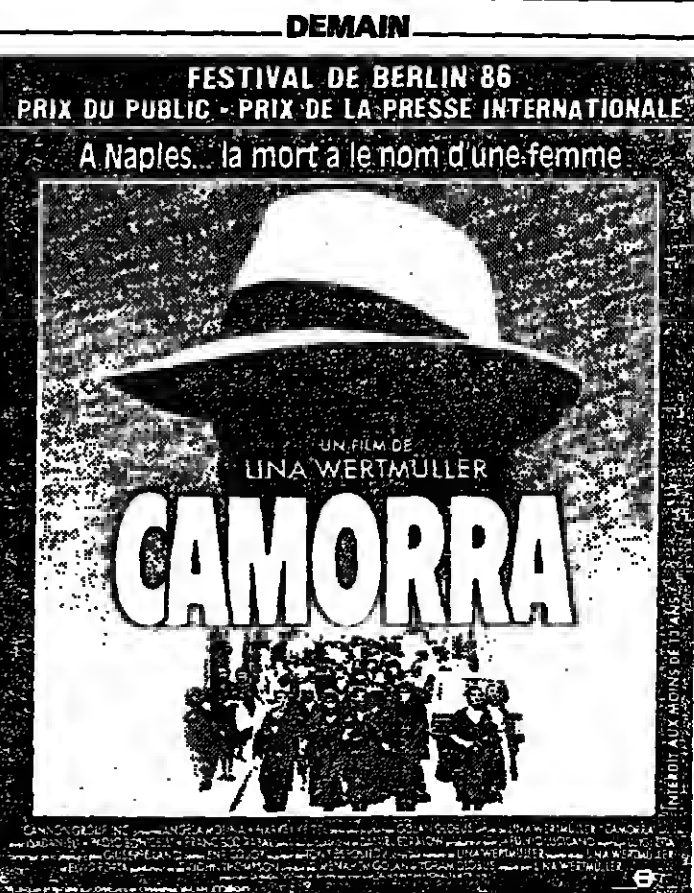
Location par correspondance Salle Pleyel
252 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris
Par téléphone : 45 63 88 73 de 13 h. à 18 h. sauf le Dimanche
45 61 06 30 de 9 h. à 18 h. sauf Samedi et Dimanche
Location au guichet : de 11 h. à 18 h. du Lundi au Samedi
Agences et 3 FNAC.

Lundi 29 Septembre 20h.30

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DU BOLCHOI
Direction ALEXANDRE LAZAREV
Soliste STANISLAV BOUNINE
CHOPIN
1^{er} Concerto pour piano et orchestre
CHOSTAKOVITCH
Symphonie N° 5

Lundi 1^{er} Décembre 20h.30

Mardi 2 Décembre 20h.30
ORCHESTRE NDR DE HAMBURG
Direction LORIN MAAZEL
2 programmes différents
SAMUEL BARBER
"Ouverture"
The school for scandal
R. STRAUSS
Till Eulenspiegel's Lustige streiche Op. 28
GUSTAV MAHLER
Symphonie N° 1 en Ré Majeur
JOHANNES BRAHMS
Symphonie N° 1 en Si Mineur
R. STRAUSS
Symphonie domestica



SPECTACLES

théâtre

Les salles subventionnées

OPERA (47-42-57-30), 19 h 30 : Don Quichotte.
COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15), 20 h 30 : Le Balcon.
PETIT ODEON (43-25-70-32), 18 h 30 : Des troupes dans la glace, d'Anne Berby.

Les autres salles

ARCANES (43-38-19-70), 20 h : Trois cases blanches.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
BASTILLE (43-57-42-14), 21 h : Britannique.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), 21 h : Les Amoureux de Molière.
BOURVILL (43-73-47-84), 20 h : Pas de commode elle ; 21 h 30 : Y'a a marr...vous.
CARTE DE LA GARE (42-78-53-51), 22 h : La Nouvelle Cuisine ; 22 h 15 : Le Mort, le Moir, le Neud.
CENTRE MANDAPA (45-89-01-60), 20 h 30 : Mort d'Olivier d'Aumakou.
CHAPPELLE EXPLOITATRE (48-06-30-84), 20 h 30 : Pénolope (d'après le 21).
COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-20-08-24), 21 h : L'Age de Monsieur est avancé.
COMEDIE ITALIENNE (43-21-22-32), 20 h 30 : Chrysis.
CRYPTIS (47-20-08-24), 21 h : Pénolope.
OCHEURGEURS (42-36-00-02), 20 h 30 : Poésies avec Vicky Messica.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : La Répétition.
ESCALIER D'OR (45-23-15-01), 21 h : Histoire... d'aller au théâtre ou la fin d'Orléans.
ESPACE MARAIS (43-71-10-19), 20 h 30 : Stefano.
ESSAION (42-78-46-21), 21 h : La Nuit du 4 août ; 19 h : Une saison en Enfer.
FONTAINE (48-74-74-01), 20 h 30 : Les Mystères du confessional ; 22 h : Les Chausures de Madame Gilles.
GATE-MONTMARNASSE (43-22-16-18), 21 h : Messieurs les Ronds-de-cuirs.
GALLERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-78), 20 h 30 : Lady Day.
GUYCHET-MONTMARNASSE (43-27-88-61), 21 h : Des oiseaux par les yeux ; 19 h 30 : Le Défilé du silence.
HOTEL DES MONNAIES (43-29-12-78), 21 h 30 : On ne badine pas avec l'amour.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Leçon ; 21 h 30 : Les Mystères de Paris.
LA BRUYERE (48-74-76-99), 20 h 30 : La Volaine.
LUCERNAIRE (44-54-57-34), 19 h 30 : Pour Thomas ; 19 h 45 : Les Désirs de l'homme ; 20 h 30 : Les Timogones sur Hollywood ; 22 h : Pas de bal pour Roméo, Petite sœur, 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 22 h : Histoire Surveillante ; 20 h 15 : Savage Love ; 18 h 30 : L'Entrée au maillot.
MECENE (42-77-40-25), 20 h 30 : Opéno.
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour la nuit.
MOCARD (42-85-45-30), 21 h : Le Grand Théâtre Kabuki.
MONTMARNASSE (42-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : Le Veilleur de nuit.
MUSEE DES ARTS DECORATIFS (42-60-32-14), 21 h : Enfant et roi.
OEUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : La machine à vapeur.
PALEIS DES GLACES (47-40-49-93), 21 h : Et Juliette ; 21 h 30 : Rufus, 500 dernières ; 20 h : Speedy Banana.
PALEIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : N'oubliez pas mesdames.
PARIS-VILLETTA (42-00-02-68), 21 h : Les Trompettes de la mort.
POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97), 21 h 15 : La Poule d'Inde.
SAINT-GERMES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPIENOIS SAINT-MARTIN (42-08-21-03), 21 h : Laissez les vivre.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10), 21 h : Le Confort intellectuel.
TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-57-51), 20 h 15 : Le Tambour.
TINTAMARRE (45-87-33-82), 18 h 30 : Le Voyage immobile.
THEATRE DU ROND-POINT (42-56-50-50), Petite salle, 20 h 15 : Histoire.
THEATRE OU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Electre.
THEATRE OU TOURTOUR (48-87-32-48), 18 h 30 : Nannou ; 20 h 30 : Vie et mort de P. Solom.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-04), 20 h 30 : Anne ou l'Age d'or.
VARIETES (42-33-09-92), 20 h 45 : L'Age en question.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : Tobi-Babou ; 21 h 45 : En manches de chemise ; 23 h : Dole de l'arme.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), 19 h 30 : Aroux ; 21 h 30 : Les Démones Loulou ; 22 h 30 : L'Étoffe des héros ; 23 h 15 : Les Sœurs Montres ; 21 h 30 : Sauvez les bêtes féroces ; 22 h 30 : Les Pieds nickelés.
CARTE D'EDGAR (43-20-85-11), 19 h 30 : Tiers vu ; 20 h 30 : Les deux boudins ; 21 h 30 : Manger d'un monde ; 22 h 30 : Ordes de secours ; 23 h 15 : Le Chronomètre chitonien ; 23 h 30 : Elles nous veulent toutes ; 23 h 30 : Les Pieds nickelés.
DOMINO (45-37-43-51), 21 h 45 : J'en ai pas.
L'ECUME (45-42-71-16), 20 h 30 : La Vie est un grand toboggan.
ESCALE (43-54-63-47), 20 h 30 : Ainsi naquit l'ornithologie.
PETIT CASINO (48-67-36-50), 21 h : Les Oies sont vaches ; 22 h 15 : Noms, on s'en va.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je crache, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font des rêves ; 22 h 30 : Pièces détachées.
TINTAMARRE (48-67-33-82), 20 h 15 : Ca swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y'a-t-il un film dans la salle ; 21 h 30 : Le Voyage immobile.

Music-hall

CAVEAU DES DOUBLETTES (43-54-94-27), 21 h : Chansons françaises.
MAISON DES CULTURES DU MONDE (53-44-72-30), 21 h : Chants yiddish et judéo-espagnol.
PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95), 22 h : P. Pichin, Rachel.
VINGTIEME ART (43-49-23-16), 20 h 30 : P. Jo.
ZENITH (48-60-00-00), à 20 h 30 : L. Lach.

Opérettes, comédies musicales

DEJAZET (48-87-97-34), 20 h 30 : La Petite Boutique des horreurs.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-78), 20 h 30 : Lady Day.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (42-78-44-27), 21 h : Touche pas à mon vote.
DON CAMILO (42-60-20-31), 20 h 30 : Spectacle Don Camilo.

La danse

CAFE DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Chrysis.
ESPACE KIRON (43-73-50-25), 18 h 30 : A un fil ; à 21 h : Les Vêtements de l'imaginaire.
ESPACE MARAIS (43-71-10-19), 20 h 30 : Stefano.
ESSAION (42-78-46-21), 21 h : La Nuit du 4 août ; 19 h : Une saison en Enfer.
FONTAINE (48-74-74-01), 20 h 30 : Les Mystères du confessional ; 22 h : Les Chausures de Madame Gilles.
GATE-MONTMARNASSE (43-22-16-18), 21 h : Messieurs les Ronds-de-cuirs.
GALLERIE 55 (43-26-63-51), 20 h 30 : The Fantastiques.
GYMNASIE MARIE-BELL (42-46-79-78), 20 h 30 : Lady Day.
GUYCHET-MONTMARNASSE (43-27-88-61), 21 h : Des oiseaux par les yeux ; 19 h 30 : Le Défilé du silence.
HOTEL DES MONNAIES (43-29-12-78), 21 h 30 : On ne badine pas avec l'amour.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : Le Leçon ; 21 h 30 : Les Mystères de Paris.
LA BRUYERE (48-74-76-99), 20 h 30 : La Volaine.
LUCERNAIRE (44-54-57-34), 19 h 30 : Pour Thomas ; 19 h 45 : Les Désirs de l'homme ; 20 h 30 : Les Timogones sur Hollywood ; 22 h : Pas de bal pour Roméo, Petite sœur, 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 22 h : Histoire Surveillante ; 20 h 15 : Savage Love ; 18 h 30 : L'Entrée au maillot.
MECENE (42-77-40-25), 20 h 30 : Opéno.
MICHEL (42-65-35-02), 21 h 15 : Pyjama pour la nuit.
MOCARD (42-85-45-30), 21 h : Le Grand Théâtre Kabuki.
MONTMARNASSE (42-22-77-74), Grande salle, 20 h 45 : Le Veilleur de nuit.
MUSEE DES ARTS DECORATIFS (42-60-32-14), 21 h : Enfant et roi.
OEUVRE (48-74-42-52), 20 h 45 : La machine à vapeur.
PALEIS DES GLACES (47-40-49-93), 21 h : Et Juliette ; 21 h 30 : Rufus, 500 dernières ; 20 h : Speedy Banana.
PALEIS-ROYAL (42-97-59-81), 20 h 45 : N'oubliez pas mesdames.
PARIS-VILLETTA (42-00-02-68), 21 h : Les Trompettes de la mort.
POCHE-MONTMARNASSE (45-48-92-97), 21 h 15 : La Poule d'Inde.
SAINT-GERMES (48-78-63-47), 20 h 45 : Faisons un rêve.
SPIENOIS SAINT-MARTIN (42-08-21-03), 21 h : Laissez les vivre.
STUDIO DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-35-10), 21 h : Le Confort intellectuel.
TH. DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (46-07-57-51), 20 h 15 : Le Tambour.
TINTAMARRE (45-87-33-82), 18 h 30 : Le Voyage immobile.
THEATRE DU ROND-POINT (42-56-50-50), Petite salle, 20 h 15 : Histoire.
THEATRE OU TEMPS (43-55-10-88), 20 h 30 : Electre.
THEATRE OU TOURTOUR (48-87-32-48), 18 h 30 : Nannou ; 20 h 30 : Vie et mort de P. Solom.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-04), 20 h 30 : Anne ou l'Age d'or.
VARIETES (42-33-09-92), 20 h 45 : L'Age en question.

Festival de l'île-de-France

Musées, musée Duhame, 18 h 30, et collégiale, 21 h : Orchestre de chambre de France.
Vincennes, musée de l'Insigne, 19 h 30 : Ens. instrumental A. Stajic.

Festival de Ville-d'Avray

Châteaux, 21 h : L. Loche-Villasech, M. Cardo (Durey, Schmitt).

XXIII Festival du Marais

Théâtre, centre culturel Wallonien-Bruzelles, 20 h 30 : Les Exaltés.

IX Festival de la Foire Saint-Germain

Théâtre, cour de l'hôtel des Monnaies, 20 h 30 : On ne badine pas avec l'amour.
Eglise Saint-Sulpice, à 20 h 45 : D. Roth (Dupré).

Festival de la Goutte-d'Or

Sous chapiteau, 20 h 30 : Klaxonné, les Pétions, G. Parking, Ici Paris.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémaèque

CHAILLOT (47-04-24-24) : L'INA, tour et détour ; 16 h. Juste une image, de Ph. Grudex ; Le Monde d'une voix, de J.-F. Jung ; 19 h. La Leçon de cinéma de F. Truffaut, de J.-M. Benoit ; Federico Fellini, de J.-C. Rose ; 21 h 15. France, tour, détour, deux enfants, de J.-L. Godard et A.M. Merviel.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.) : Lucerne, 6 (45-46-57-34).
A DOUBLE TRANCHANT (A., v.o.) : Luminor, 6 (43-59-36-14).
AFTER HOURS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Romaine, 6 (45-74-04-84) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 19 (45-74-95-40) ; Nation, 19 (43-43-04-67) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44) ; UGC Montparnasse, 14 (43-26-63-51) ; Maitlis, 17 (47-48-06-06).
L'AMANT MAGNIFIQUE (Fr.) : Forum, 1 (42-97-53-74) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rivecourt, 6 (46-33-96-70) ; Saint-Michel, 9 (43-26-79-71) ; 14-Juillet Bastille, 11 (45-57-90-81) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Montparnasse, 14 (43-26-63-51) ; Rivecourt, 6 (46-33-96-70).
L'ANNEE DU DRAGON (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 6 (45-61-94-93) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (Brès., v.o.) : Studio Cujas, 5 (45-62-89-22) ; Reflet Balzac, 8 (45-61-10-60).
LES BALISEURS DU DESERT (Tunis., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-65).
BERLIN AFFAIR (Fr.) : Espace Galté, 14 (43-27-95-94).
BIRDY (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; V.F. : Opéra Night, 2 (42-96-62-56).
BLACK MIC-MAC (Fr.) : Forum Orient-Express, 1 (42-33-42-26) ; Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Rivecourt, 6 (46-33-96-70) ; Saint-Michel, 9 (43-26-79-71) ; George-V, 8 (45-62-41-46) ; Galaxie, 13 (45-80-18-03) ; Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Parassiens, 14 (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Élysées-Lancelotti, 8 (43-59-36-14).
LE DERNIER SURVIVANT (Néo-Zélandais, v.o.) : Marivaux, 2 (42-96-80-40) ; UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44).

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
Ides 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Mardi 24 juin

Jazz dans la ville

(42-77-19-50)
Café de la Gare, à 19 h 30 : A. H. Big Band et B. Moses Quintet.

Les concerts

Théâtre des Champs-Élysées, 19 h 30 : Duo Giovanni (opéra de Mozart, J. P. Ponnelle (mise en scène)).
Eglise Saint-Séverin, 21 h : Orchestre P. Kuentz (Mozart).
Ch. International des arts, 21 h : J.-M. Bourlet (Chopin, Ravel, Mozart).
Eglise de la Madeleine, 18 h 30 : Chœur et Ensemble instrumental de la Madeleine (Liszt, Handel, Gluck, Rameau).
Maison des arts de la ville, 21 h : Musiques, chants et danses des juifs d'Éthiopie, Kurdes, Boukharistes et d'Europe centrale.
Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
Eglise Saint-Louis-en-l'Île, 21 h : Orchestre J.-L. Petit (Bach, Vivaldi).

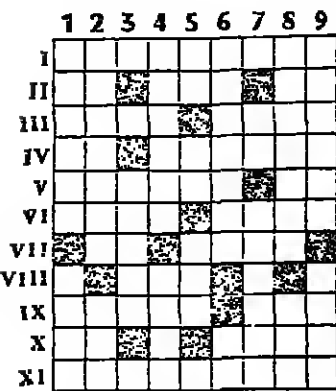
Épée Saint-Etienne-du-Mont, 20 h 30 : Chœur d'hommes François Legendre, Orchestre symphonique Paris-Sorbonne (Buckner).
Zénith, 20 h 30 : Orchestre philharmonique de Lille, J.-C. Casadesu (dir.), L. Lach.

Musée des arts décoratifs, 21 h : Ensemble Scin, Ensemble Soto Voco (Strauss, Ensemble Soto Voco, opéra de N. Dalmayrac).
E

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4254



HORizontalement

1. Hautement décorés pour de précieux services. - II. Un nuage le trouble. Un nuage le trouble. Personnel. - III. S'enfuit sous terre ou penche sur l'eau. Loin de tout. - IV. Article. On peut s'y rendre en vedette à partir d'un lieu renommé pour ses rendez-vous de vedettes. - V. Celle de Neptune est plus grande que celle de Jupiter. Celui qui désigne la poire pour la soif. - VI. Contre. Le pique-neuf lui était plus familier que l'aiguillon. - VII. Préposition. Bigrèment. - VIII. A personnaliser César. - IX. Critère de beauté. Une vraie poisse. - X. Part. Ses voix exigent

reparation. - XI. Peut qualifier la supériorité du chauffard sur le piéton.

Verticalement

1. Enfant allié d'un roi ou fils d'empereur à qui l'on coupe les ailes. Plus d'une vieille est votée. - 2. Etablissement d'où sortent brillamment certains fils. Poche ou permet de se remplir les poches. - 3. Plus il est grand, plus il s'abaisse. - 4. Treute n'est qu'une infime partie. Mit les voiles avant de partir. - 5. Interjection. Copulative. Situé de lointaines campagnes. - 6. La blanche fut plutôt sombre pour certains. Note. - 7. Jumeaux romains. Chef d'Etat majeur. - 8. Qui ont séché au pris la flotte. Cage, pour un vieux rosignol. - 9. Conséquences. Adjectif commun au bison et au renard.

Solution du problème n° 4253

Horizontalement

I. Hit-parade. - II. Inouïe. In. - III. Bibouquet. - IV. Eté. Lus. - V. Ri. Piétre. - VI. Nage. Te. - VII. Ath. Fente. - VIII. Tiede. Sam. - IX. Jota. Bile. - X. Ont. Melon. - XI. Opulent.

Verticalement

1. Hibernation. - 2. Initiation. - 3. Tôle. Ghetto. - 4. Pub. Pé. Da. - 5. Aboli. Fe. Mu. - 6. Requête. Bel. - 7. Utensile. - 8. Die. Talon. - 9. Enterrement.

GUY BROUTY.

Naissances

- Isabelle et Sébastien BROTONS ont la joie d'annoncer la naissance de Adrienne,

le 21 juin 1986.
19, rue de Moscou,
75008 Paris.

Décès

- Dominique, Jean-Baptiste et Frédéric Arrien, ses enfants, M. Alexandri et M^{me} née Albertini, sa sœur, ainsi que leurs enfants, Les familles Albertini et Giacinti, ainsi que ses amis fidèles,

ont la tristesse de faire part du décès de **Ketty ALBERTINI**, journaliste à Radio-France, survenue le 20 juin 1986, à cinquante-neuf ans. Les obsèques auront lieu à Venozasca (Haute-Corse), le jeudi 26 juin, à 15 heures. Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Gerbert,
75015 Paris.

- M. Emmanuel BIZOT, Le comte et la comtesse Charles Albert de Waziers, leurs enfants et petits-enfants, M. Gérard BIZOT, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Philippe François, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Irène BIZOT, M. Jean-François BIZOT et son fils,

ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} Ennemond BIZOT**, née Marguerite Gillet,

leur épouse, mère, grand-mère et arrière-grand-mère, survenue le samedi 21 juin 1986, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 25 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, à Paris-7^e. L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Bully (Rhône), à 16 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. Ni fleurs ni couronnes, des messes.

- M^{me} Germaine Duhamel, sa sœur, ainsi que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de **M. André DUHAMEL**, officier de la Légion d'honneur, survenue le 21 juin 1986, à l'âge de quatre-vingt ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 juin 1986, à 16 heures, au cimetière nouveau d'Engien-les-Bains (95), où l'on se réunira. Ni fleurs ni couronnes.

- Le président, Les membres du conseil d'administration, Et tous les collaborateurs de la Fiduciaire Continentale, Paris,

ont la tristesse de faire part du décès accidentel de **M. Pierre FREREBAU**, HEC, expert-comptable, commissaire aux comptes, président d'honneur et administrateur de la société,

ainsi que de celui de **M^{me} Pierre FREREBAU**, son épouse.

Les obsèques auront lieu le mercredi 25 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris.

- M. Bernard Le Roux de Bretagne, son mari, M. Philippe Le Roux de Bretagne, son fils, M. Franck Desquerre, son père, Sa famille, Ses amis,

ont la grande tristesse de faire part du décès de **M^{me} Annette LE ROUX DE BRETAGNE**, née Desquerre,

survenue le 22 juin 1986, à son domicile.

Les obsèques religieuses, suivies de l'inhumation, auront lieu le jeudi 26 juin, à 16 heures, à Vaux-sur-Mer (Charente-Maritime).

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue de l'Eglise,
17640 Vaux-sur-Mer.

- M^{me} André LUC, veuve de Jean, née Labarre,

a quitté ses enfants et ses amis, le 21 juin 1986.

Merci à tous ceux qui l'ont aidée d'avoir pour elle une dernière et affectueuse pensée.

- Nous apprenons la mort de **M^{gr} Roger MEUILLET**, directeur de l'aumônerie des prisons du diocèse de Paris,

survenue le lundi 23 juin 1986, à l'âge de soixante-deux ans, dans un accident de la circulation sur la RN 20, à Boissy-sous-Saint-Yon (Essonne).

[Né le 14 février 1912 à Paris-8^e, M. Roger Meillet avait été ordonné prêtre en 1937, après des études au séminaire Saint-Sulpice, à Paris. Son ministère s'était exercé dans des quartiers populaires : Ménilmontant, Charonne, Montmartre. En 1945, il avait été missionnaire du travail. Délégué général pour l'apostolat des laïcs en 1962, il avait été ensuite le directeur du bureau de presse de l'archevêché de Paris (1963). Il avait été nommé directeur de l'aumônerie des prisons en 1962, vicar général en 1966, puis prêtre de la Sainte-Trinité en 1980. Depuis, il était vicaire de Saint-Pierre de Montmartre.]

- M. et M^{me} Guy Cozzolino, M. et M^{me} Serge Micouin, M. et M^{me} Jean-Jacques Chiachopitch, leurs enfants, Et les autres membres de la famille, ont la douleur de faire part du décès de **M. Philippe MICOUIN**, ancien administrateur civil du ministère des finances, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, médaille de sauvetage de la marine marchande,

survenue le 16 juin 1986, dans sa quatre-vingt-onzième année. L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

2, place Edouard-Renard,
75012 Paris.

- Le Seigneur a voulu appeler près de lui son ami fidèle **Henri MONDIN**, ingénieur en chef du génie maritime, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

décédé brutalement à Del Horizonte (Brésil), le 13 juin 1986.

De la part de **Jeanette Mondin**, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Sa mère, M^{me} Louise Mondin, Les familles Garnier, Clarac et Mercet.

- M. Alain Pitot, Docteur Jacques et Mireille Touquet, Cyrille et Guilhem, M^{me} Antoinette Rodière, M. André Comte, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Clovis Prade, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean Rouzard, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Albert Pitot, ses enfants et petits-enfants, Famille Parat, Famille Pécheral,

ont la douleur de faire part du décès de **M^{me} PITOT**, née Mireille Marguerite, docteur en médecine,

survenue le 19 juin 1986, à l'âge de soixante-seize ans. Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

- M^{me} André Polian, Les familles Polian, Kopff, Caneill, Kovienski,

ont la grande tristesse de faire part du décès de **Léon POLIAN**,

survenue le 21 juin 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

116, rue Lecourbe,
75015 Paris.

Nos abonnés bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêts de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- Nîmes. Rich (34). Paris.

M^{me} Gerorgette Tailhades, son épouse, M^{me} Françoise Tailhades, sa fille, Pascale et Bertrand Cregut, ses petits-enfants, M^{me} Emile Tailhades, M. et M^{me} Robert Tailhades, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Henri Tailhades, Boukno, Parents et amis, ont l'immeuble douleur de faire part du décès de **Edgar TAILHADES**, avocat honoraire, ancien bâtonnier au barreau de Nîmes, sénateur du Gard, ancien maire de Nîmes, président honoraire du conseil régional de Languedoc-Roussillon,

survenue à Nîmes le 23 juin 1986.

Levee du corps mas de la Costetie, chemin de l'Hippodrome, ancienne route de Beaucaire, à Nîmes (30000), le mercredi 25 juin 1986, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 15 heures, à Riols par Saint-Pons-de-Thomières (34220).

(Lire page 10.)

- M. et M^{me} André Yana, M. et M^{me} Marc Yana, Laurent, Eric, Jean-Claude et Lisa, ont la grande tristesse de faire part du décès de **M^{me} Lydia YANA**, née Haffon.

L'inhumation aura lieu au cimetière intercommunal des Joncherolles, 95, rue Marcel-Sembat à Villemorène, le jeudi 26 juin 1986, à 9 h 30.

Remerciements

- La direction générale et le personnel de la Société lorraine des produits métallurgiques

très touchés des nombreux témoignages de sympathie et d'amitié qui leur ont été adressés lors du décès de **Robert ALTMANN**,

précient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

- André Weil et sa famille hors d'état de répondre à tous les témoignages de sympathie reçus à l'occasion du décès de **Eveline WEIL**,

précient leurs amis de trouver ici l'expression de leur reconnaissance.

Anniversaires

- Le 24 juin 1959 décédait à Bruxelles, **Vera ACKERMAN**, née Feiga Laitig,

à l'âge de cinquante ans.

Pour perpétuer son souvenir, un mémorial fut érigé et mille arbres furent plantés à Shaar-Hagat, près de Jérusalem.

lem, sur le terrain consacré au réseau antinazi Orchestre rouge, au sein duquel elle combattait pendant la guerre. Y sont associés :

LUFTIG Moshe, soixante-deux ans, son père,

LUFTIG Ranna, soixante-huit ans, sa mère,

LUFTIG Miriam, épouse Namewirt, quarante et un ans, sa sœur,

NAMENWIRT Nathan, quarante-neuf ans, son beau-frère,

LUFTIG Golda, épouse Barlier, trente-huit ans, sa sœur,

BERLINER Mady, quatre ans, sa nièce,

tous déportés en septembre 1942 du Malmes (Belgique) à Auschwitz et conduits à la chambre à gaz dès leur arrivée.

Sa sœur, rescapée de Ravensbrück, et ses amis n'oublient pas !

- Pour le sixième anniversaire du décès de **Sarah KERBER**, née Pacanowski,

une pensée émue est dédiée à ceux qui l'ont connue et aimée.

- Le 25 juin 1983 **Bernard SABOYA** nous quittait à l'âge de trente-sept ans. Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui.

Avis de messes

- Rodrigo Lopez, Francis Lopez,

vous prient d'assister à la messe qui sera célébrée en l'église Saint-Philippe du Roule (15^e, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris), pour le souvenir de **Anja LOPEZ**,

décédée le 20 mai 1986.

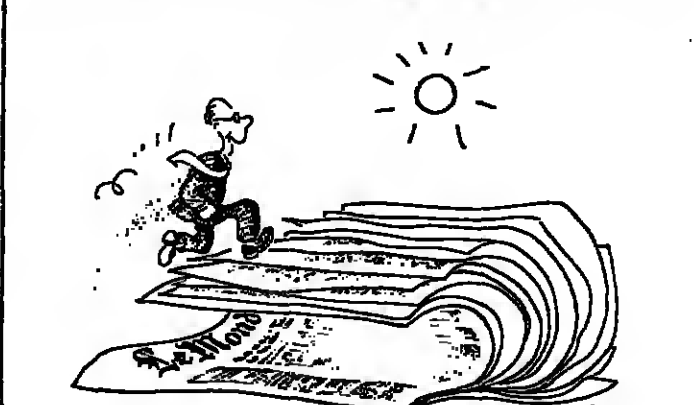
On se réunira le mercredi 25 juin, à 11 heures.

- Une messe sera célébrée le samedi 28 juin 1986, à 10 heures, en la chapelle des Dominicains, 20, rue des Tanneurs, à Paris-13^e, en mémoire de **M^{me} le docteur Suzanne MENGIN**, ancienne déportée de Ravensbrück, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945.

Communications diverses

- Nous invitons tous les compatriotes Haïtiens à une réunion sur un projet d'urgence avec M. le ministre Henry Robert Sténès, le 29 juin 1986, de 14 heures à 18 heures, 14, rue de Trévise, à Paris-9^e.

ABONNEMENTS VACANCES



FRANCE		ÉTRANGER	
		(valeur normale)	
2 semaines	76 F	2 semaines	145 F
1 mois	150 F	1 mois	261 F
2 mois	260 F	2 mois	482 F
3 mois	354 F	3 mois	687 F

Tarif étranger par avion, nous contacter : tél. 42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du au
NOM Prénom
Mon adresse de vacances :
N° Rue
Code postal : Localité
Pays
Ci-joint mon versement F

BERTEIL SOLDES

à partir du mardi 24 juin

3, PLACE ST AUGUSTIN
75008 PARIS
7, RUE DE SOLFERINO
75007 PARIS

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-GASTRONOMIE

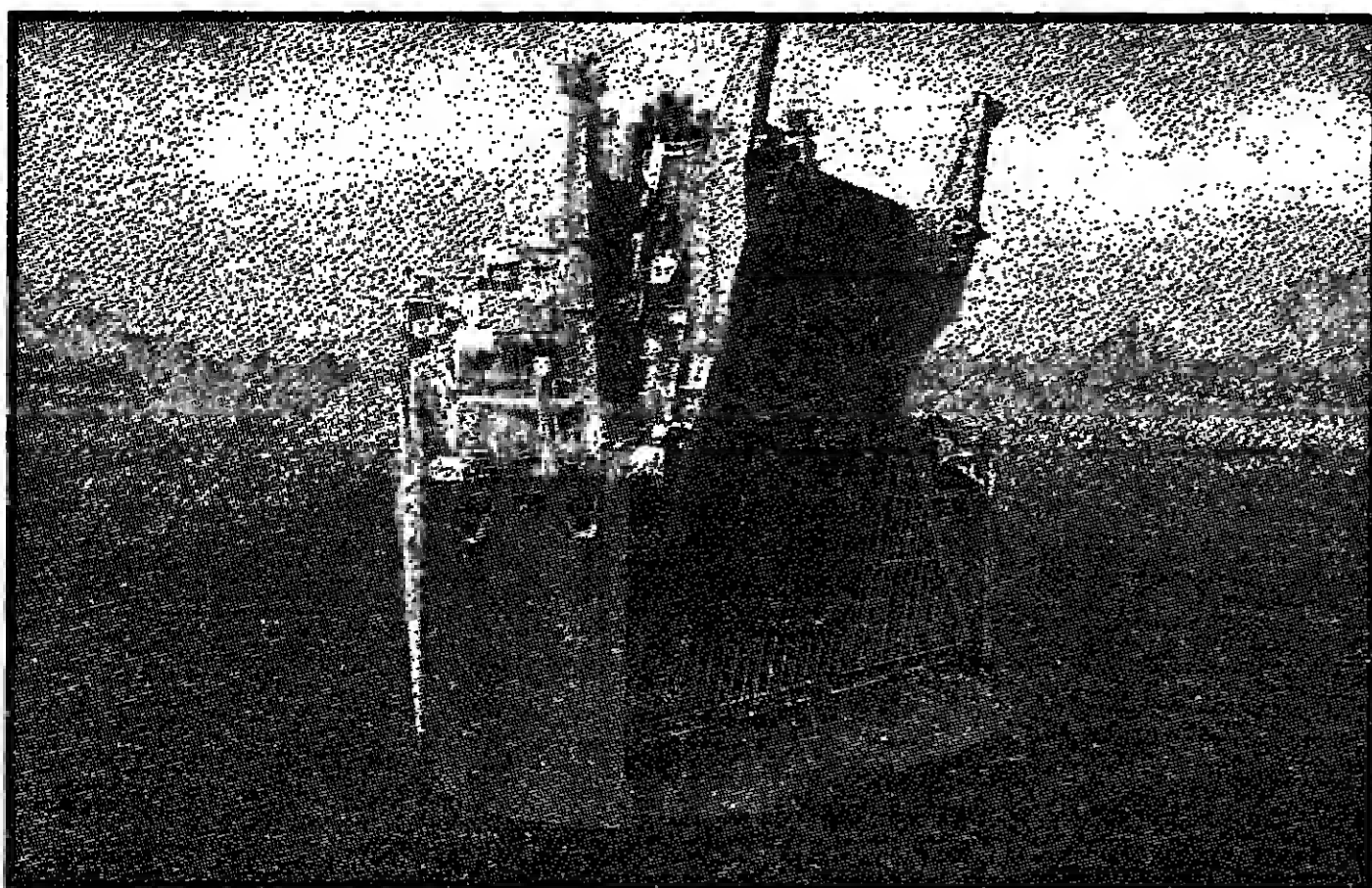
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

مكتبة من زلازل

ARRIERE TOUTE

C'est l'ordre que donnera le Commandant du "Nedlloyd Rochester" à l'entrée du port de Felixstowe le 2 juillet afin de présenter la rampe arrière de son navire à l'embarquement des marchandises. Nedlloyd, nous avons le plaisir de vous

disposition pour vous donner gracieusement des conseils sur l'empotage et le saisissage des conteneurs, sur les problèmes de logistique ou d'autres questions de transport. Nous nous sommes dotés des systèmes informatiques les



plus modernes pour traiter vos documents rapidement afin que vous puissiez les négocier en banque sans délai. Et bien sûr, nous vous offrirons notre aide pour organiser des correspondances avec le transport terrestre à la fois en Europe et aux Etats-Unis où nous avons renforcé notre réseau d'agences spécialement pour cette nouvelle ligne.

La seule chose que nous n'ayons pas est une affiliation à la conférence: Nous sommes indépendants, ce qui veut dire que nous ne sommes pas tenus d'appliquer les tarifs de conférence.

Dernière bonne nouvelle, et non la moindre, dès la 1ère semaine de juillet vous pourrez faire votre meilleure affaire depuis longtemps dans le transport trans-Atlantique.

l'annoncer, inaugurera à ce moment son service sur l'Atlantique Nord.

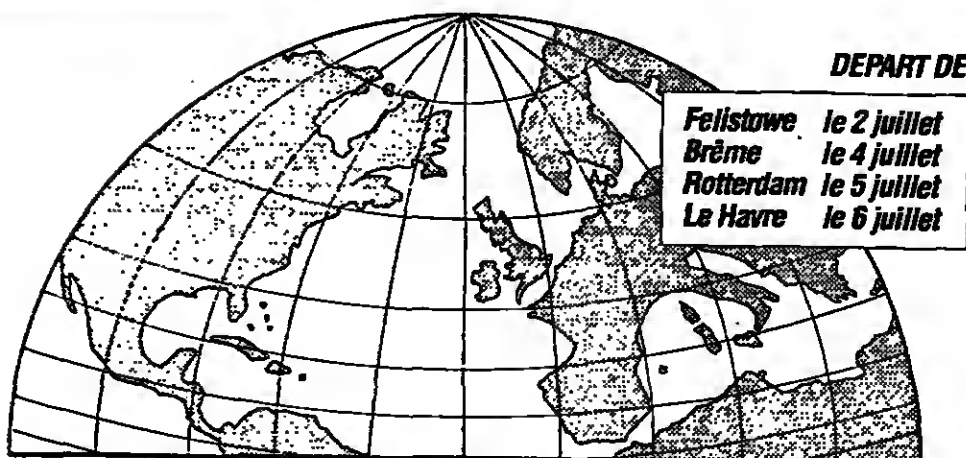
A partir du 2 juillet nous toucherons quatre ports chaque semaine: Felixstowe le mercredi, Brême le vendredi, Rotterdam le samedi et Le Havre le dimanche avant de traverser l'Atlantique vers New York, Norfolk et Savannah.

Naturellement vous vous formerez une opinion sur le service Amérique de Nedlloyd; mais d'ici là permettez-nous de vous donner une idée de ce qui vous attend:

Outre un service hebdomadaire et à jour fixe pour l'Amérique du Nord nous pouvons vous offrir un connaissance porte à porte pour pratiquement toutes destinations de l'itinéraire des 35 lignes que nous assurons aussi bien sur l'Amérique du Nord que sur l'Amérique Latine, l'Afrique, l'Asie et l'Inde/Pakistan.

Nous pouvons également charger toutes sortes de marchandises, matériel roulant, vrac et conteneurs sur nos navires rouliers modernes ("Le Rochester" et trois autres navires de 1500 TEU de même type).

Vous apprécierez aussi notre service. Nous serons à votre



Le service Amérique de Nedlloyd fait partie du groupe hollandais Royal Nedlloyd — Fondé en 1856. Nedlloyd est aujourd'hui l'une des plus grandes compagnies de transport au monde. Avec une flotte de quelques 90 navires et des intérêts dans le transport terrestre, les plateformes de forage en mer, l'aviation et dans d'autres industries.

**Nedlloyd
America Services**
It pays to go Dutch

BORDEAUX: JOSEPH J. BLANCHY, Tel: (56) 814322. DUNKIRK: RUYS & CO. S.A., Tel: 666305. LE HAVRE: PLATE-RUYS & CIE., Tel: 225-725.
MARSEILLES: RUYS & CO. S.A., Tel: 919141. PARIS: RUYS & CO. S.A., Tel: 5229440

Handwritten text in a box: 5229440

Gestionnaire

Lo pe
dans

N
Les Gr

AGEI

Tel: 42.36 80

SECTEURS DE POINTE

FORMATIONS D'AVENIR

Gestionnaires de la culture

La culture et l'argent, c'est bien connu, ne s'aiment pas. L'argent, c'est le diable à qui le créateur vend son âme, ou encore l'obstacle à la démocratisation de la culture. Inversement, la culture est par excellence l'activité gratuite, non rentable, donc inutile.

Mais depuis peu, ce discours banal s'inverse : il n'y a pas de création sans argent ; la culture peut être rentable. On découvre que le secteur culturel représente 475 000 emplois, que les dépenses culturelles des ménages s'élevaient à 110 milliards de francs en 1984, celles des entreprises à 17 milliards (dont 350 millions dans les opérations de sponsoring), celles des administrations à 31 milliards (17 milliards pour les collectivités locales et 14 milliards pour l'Etat) (1). On découvre que le secteur culturel comprend des industries : le livre (6,5 milliards de chiffre d'affaires en 1981), le disque, l'audiovisuel, le cinéma ; mais aussi un tissu associatif impressionnant : 24 % des 500 000 associations françaises sont à but culturel, 22 800 associations culturelles ont été créées en 1983 (2).

Le thème du mécénat, repris actuellement sur tous les tons, un colloque sur « l'économie de la culture », tenu au début de mai en Avignon, autant de signes de ce rapprochement entre créateurs et gestionnaires. Rapprochement forcé, il est vrai. Confrontés à une hausse vertigineuse de leurs frais de production et à l'imprévisibilité des subventions publiques (surtout depuis la décentralisation...), les créateurs ont besoin de l'argent mais aussi du savoir-faire de gestionnaires des hommes d'entreprise ; les entreprises s'aperçoivent que, loin d'être isolées de la société, elles en subissent les soubresauts et les modes (au sens propre) culturels. 70 % des Français passent quarante heures par semaine dans leur entreprise ; comment la production et la consommation culturelles pourraient-elles s'arrêter à ses portes ?

Plus concrètement, les créateurs réclament désormais des gestionnaires capables de vendre leurs produits aux subventionnaires, aux éditeurs (au sens large), au public. De leur côté les entreprises, mais aussi les collectivités locales, à qui la décentralisation a confié la politique publique à l'égard de la création, apprennent à gérer l'utilisation de la création culturelle.

Aux Etats-Unis existent depuis une dizaine d'années dans les universités des formations d'« art management », dont les diplômés servent d'interfaces entre entreprises et créateurs. En France, de telles formations sont beaucoup plus récentes. Elles sont de deux types : des formations initiales, le plus souvent universitaires, créées

La culture et l'argent ne s'aiment pas, mais on s'aperçoit aujourd'hui que le secteur culturel met en jeu des sommes de plus en plus importantes, qu'il faut bien apprendre à gérer.

au sein ou à partir des filières gestionnaires ou juridiques ; des stages de formation continue, proposés par des organismes émanant du ministère de la culture ou par les organisations professionnelles artistiques.

Parmi ces derniers, les stages les plus longs sont organisés par le Centre national pour l'action artistique et culturelle (CENAC).

locales, mais aussi une information complète sur les tendances de la création contemporaine.

Ce type de formation semble adapté puisque, sur les trente-neuf signataires formés entre 1979 et 1984 par le CENAC, vingt-trois occupent actuellement des emplois de responsables de projets ou d'entreprises culturelles, dont trois en collectivité locale ;

QUAND J'ENTENDS LE MOT CULTURE, JE SORS MON SERVICE MARKETING!



deux ans à temps plein ; le Centre de formation national d'Avignon (CFNA), un an à temps plein ; et le GRETA des arts et techniques du spectacle, quatre mois.

Ces formations ont en commun de ne recruter que des stagiaires déjà expérimentés dans le domaine de l'action culturelle ou de la vie artistique (deux ans d'expérience au moins au CENAC et au CFNA, le GRETA n'accueillant que des chômeurs des professions artistiques ou des salariés des entreprises adhérents au Fonds d'assurance des activités du spectacle).

Spécialistes ou généralistes

Les stagiaires sont rétribués au titre de la formation professionnelle, s'ils sont demandeurs d'emploi, en congé-formation, détachés par leur entreprise ou leur administration (ce qui est le cas des agents des collectivités locales).

Le programme de ces formations comprend bien entendu un apprentissage des techniques de gestion et d'administration, une initiation aux politiques culturelles de l'Etat et des collectivités

locales, mais aussi une information complète sur les tendances de la création contemporaine.

Parmi les formations universitaires, certaines sont spécialisées, comme le DESS « droit et administration de la communication audiovisuelle » de l'université Paris-1, ou l'option « administration des entreprises culturelles » du DESS « administration territoriale décentralisée » de l'université de Reims. Cette dernière option, créée en 1982, recrute une dizaine d'étudiants, pour moitié professionnels (agents territoriaux ou administrateurs d'organismes culturels), pour moitié étudiants en droit ou en sciences et politiques dont beaucoup préparent les concours de l'administration territoriale. Elle débouche, en majorité, sur des emplois de chargés de mission culturels dans les collectivités locales, ou dans la direction de MJC, de centres d'action culturelle, etc.

Le DESS « gestion de la culture » de l'université de Paris-IX Dauphine et la formation en « culture et communication » des Hautes études commerciales (HEC) se veulent plus

généralistes. Objectif : former des gestionnaires d'entreprises culturelles et les responsables des activités culturelles des entreprises (mécénat, sponsoring, etc.). A Dauphine, les trois quarts des étudiants ont reçu des formations en gestion, droit ou sciences politiques, les deux tiers n'ont pas d'expérience professionnelle ou artistique. A HEC, la formation se déroule dans le cadre d'une option réservée aux élèves de troisième année. Ces formations sont trop récentes pour qu'on puisse en évaluer les débouchés.

Reste que leurs ouailles risquent, au moins à court terme, de rencontrer deux menus obstacles. Le premier : une étude récente du ministère de la culture (3) montre qu'actuellement la majorité des gestionnaires d'entreprises culturelles sont passés par la création ou au moins par une immersion prolongée dans le milieu. D'où un recrutement qui se fait essentiellement par cooptation, par relations personnelles. Quant aux entreprises, elles sont encore peu nombreuses à confier leur politique culturelle (quand elles en ont une) à des spécialistes.

La mode du mécénat

Alors que le ministère de la culture, on met en garde les universitaires contre l'effet de mode provoqué par le développement du mécénat industriel, « les formations au management culturel sont parfois un moyen de valoriser des disciplines réputées tristes la gestion, par exemple.

En réalité, les diplômés des universités ou de HEC se dirigeront sans doute plus volontiers vers les cathédrales de la communication que vers les petites églises de la culture (centres culturels, orchestres, spectacles vivants...).

D'autant plus, c'est le second problème, que dans ces petites chapelles les salaires sont modestes et les difficultés économiques vives.

Il est peut-être plus facile à un habitué du milieu culturel de se former aux techniques de gestion qu'à un gestionnaire d'apprendre à compter avec les « caprices » des créateurs.

ERIC CAMEL
(Zelig)

- (1) Sources : service des études et recherches de la direction du développement culturel du ministère de la culture.
- (2) 1901, *Journal des associations*, n° 1, février 1982, n° 23, avril 1984.
- (3) Enquête auprès de onze entreprises culturelles réalisée d'octobre 1984 à janvier 1985.

VIE QUOTIDIENNE

La maison électronique

Comment utiliser et connecter l'ensemble des appareils électriques et électroniques qui constituent l'équipement d'un foyer actuel ?

LE SIMAVELEC, le syndicat des matériels audiovisuels électroniques grand public, a présenté le 17 juin une maquette de faisabilité d'un « réseau domestique », système de gestion de l'ensemble des appareils électriques et électroniques qui constituent l'équipement d'un foyer actuel.

A l'origine, une constatation : avec le satellite et la mise en place des réseaux de vidéo-communication, nous assistons à une véritable explosion des techniques audiovisuelles (magnétoscopes, vidéodisks, compact-disc, etc.), qui s'ajoutent aux différents moyens électroniques d'aide à la gestion des activités domestiques (matérielles spécifiques à la sécurité des biens et des personnes, gestion de l'énergie et des matières consommables par automates programmables, etc.). En synthèse, quatre genres d'utilisation de ces équipements peuvent être dégagés : destruction-information-éducation (domaine de l'audiovisuel) ; robotique domestique (appareils ménagers, chauffage, arrosage...); sécurité (déclat toute intrusion...); communication extérieure (pouvoir gérer à distance la robotique et la sécurité d'une résidence secondaire).

Or, comment toutes ces applications, et celles à venir, trouveront-elles leur place dans le foyer domestique de demain ? Comment utiliser au maximum leurs performances, sans dérouter le consommateur et éviter de lui un savoir de plus en plus complexe ? En effet, le câblage classique des appareils entraînera une limite. Il suffit pour s'en convaincre de regarder l'arrière des meubles qui cachent nos matériels audiovisuels ! Mais il se peut que cette évidence intéressante de voir s'inscrire, sur l'écran du téléviseur, au moment où l'on regarde un film, « panne de machine à laver », ou « intrusion dans garage ». Les techniques dites de « bus » apportent précisément une solution d'interconnexion et d'optimisation des ressources.

Pour le premier genre d'utilisation (audiovisuel), l'évolution s'est faite en trois étapes : d'abord, une prise péritel, normalisée en 1978, obligatoire en 1980, européenne en 1984. Elle permet de raccorder le téléviseur à un périphérique quelconque, et de télécommander ce dernier. Deuxième étape : le sys-

tème SIDAV ; commercialisé dès 1984, il permet de relier le téléviseur à un grand nombre de périphériques et de les télécommander. Troisième étape : la régie domestique globale (1985), c'est un SIDAV amélioré qui permet de s'évader du cadre de la salle de séjour et de franchir cloisons et murs.

En attendant la norme européenne

La résolution du problème des trois autres genres d'utilisation dépendait de deux questions : quelle liaison établir entre les appareils pour une installation simple et peu onéreuse ? Quelles interfaces (ou « passerelles ») seront nécessaires pour relier les réseaux qui n'acceptent pas les mêmes codes numériques ? La réponse à la première question a été trouvée grâce à l'utilisation du coaxial d'antenne, des fils usuels des capteurs d'alarmes, des fils du réseau électrique en place, et de la paire de fils du réseau téléphonique. Pour les interfaces, une passerelle de transcodage entre binaire téléphonique et binaire électronique, des interfaces électroniques entre liaisons de nature différentes et un filtre sur le compteur EDF seront prévus. On constitue ainsi un « bus » domestique (Binary Unit System).

Mais il manque encore la publication officielle de la norme européenne sur le « bus » domestique qui, seule, pourra déclencher une fabrication en série de tous les éléments constituant le réseau domestique, afin qu'ils soient interchangeables, quelle que soit leur marque, aux systèmes audiovisuels. Cette adoption paraît imminente, et la démonstration du SIMAVELEC illustre les possibilités qu'elle ouvrira. Le développement des réseaux domestiques intéressent en effet non seulement les industries électriques et électroniques, mais aussi toute la construction immobilière de demain, qui devra s'adapter à ce changement de l'habitat. Tout concourt à une expansion importante : la France se situe très bien sur le créneau du « bus », et le public attend des réponses rationnelles aux problèmes posés par le développement sinon anarchique du moins pléthorique de l'équipement du foyer.

BRICE TEINTURIER.

Demain

Au service de l'informatique

Dominique Meige est médecin. Passionné d'informatique, il a informatisé la gestion de son cabinet et celle de quelques confrères. Devenu maire de Gevingey, dans le Jura, il a informatisé le mairie. Là encore, quelques collègues ont été intéressés. Mais il a rencontré une difficulté, bien connue d'ailleurs : la gestion du cabinet médical de M. Dupont n'est pas celle qui convient au docteur Durand.

Il existe en revanche de nombreux logiciels qui permettent de gérer, sur micro-ordinateur, un ensemble de fichiers. On peut les séparer en deux classes. Ceux qui sont d'usage très général permettent de tout faire, mais demandent à l'utilisateur un minimum de goût pour l'informatique, ne fût-ce qu'en raison de l'épaisseur de leur documentation. Ceux qui sont adaptés à une profession - et, pour les médecins, il y a pléthore - mais qui sont généralement trop rigides pour donner une complète satisfaction à leurs utilisateurs.

Dominique Meige avait utilisé un Macintosh et un progiciel de la société Control-X, relevant de la première catégorie. Les difficultés qu'il rencontrait l'ont amené à prendre contact avec la société. Celle-ci lui a confié un prototype d'un gestionnaire de données plus souple, CX Base 500, spécialement conçu pour être un générateur d'applications. D'autres développeurs ont aussi testé le produit. Ce dernier vient d'être présenté à l'occasion d'Apple Expo. Mais Control-X a surtout décidé de constituer une filiale, Base Service, qui fera « de la retouche ». Elle diffusera les applications construites à partir de CX Base 500, mais disposera d'une petite équipe qui adaptera ces applications au besoin spécifique de chaque client. Une micro-société de services en quelque sorte.

M. A.

Détecteurs de drogue

Trois véhicules équipés d'appareils à rayons X et destinés à lutter contre les passeurs de drogue viennent d'être mis en service dans les aéroports et les ports du sud de l'Angleterre.

Des appareils Linescan System 2 à haute définition, fabriqués par Astrophysics Research, sont logés dans des camions Talbot spécialement aménagés. Les papiers longuement contrôlés, les bagages et le fret sont soumis aux rayons X en étant placés sur un tapis roulant. L'image est enregistrée sur un écran surveillé par l'opérateur, installé dans le siège du chauffeur que l'on a fait pivoter. Un zoom permet d'agrandir les plus petits articles

contenus dans les bagages, et l'agrandissement fait l'objet d'un arrêt sur image destiné à l'analyse par un opérateur spécialisé. Le procédé rappelle celui des détecteurs d'objets métalliques, mais il a été perfectionné de manière à détecter les objets non métalliques.

Un porte-parole des douanes britanniques a indiqué que ces appareils ne serviraient pas seulement à assister les douaniers dans la recherche de drogues prohibées, mais permettraient d'accélérer la vérification du fret et des bagages en certains points de débarquement où une installation supplémentaire était nécessaire.

Les communications au Palais de la découverte

Le CNET (Centre national d'études des télécommunications) organise, jusqu'au 5 septembre, au Palais de la découverte à Paris une exposition sur les « réseaux de la communication ».

Réseaux actuels, études de systèmes et de matériels destinés à leur modernisation permanente y sont présentés. On y trouve diverses zones consacrées au RNIS (Réseau numérique à intégration de services), aux télécommunications, aux transmissions optiques et aux communications par satellite.

Sont également présentées les études les plus récentes sur les traitements de la parole et de l'image, ainsi que les technologies de pointe en micro-électronique et en opto-électronique.

La perfection dans tout le répertoire

NEC, c'est une gamme complète d'imprimantes matricielles 24 aiguilles, reconnues pour leur qualité, leur rapidité et leur fiabilité.

Les imprimantes NEC P6 - P7 : de remarquables interprètes dans tous les registres de l'impression, 216 CPS - 80/132 colonnes.

L'imprimante NEC P5 : la virtuose du traitement de texte, 264 CPS - 132 colonnes - 8 K buffer.

NEC
Les Grands Interprètes

Vous pouvez voir et essayer les imprimantes NEC chez :

AGEI
55, avenue Georges Claude 13290 AIX-LES-MILLES
Tél. : 42.39.85.44

Nedlloyd
brica Services

**SECTEURS
DE POINTE**



La Banque de France

organise un
concours spécial de REDACTEUR
(premier grade du personnel d'encadrement) pour le recrutement d'

ANALYSTES ou SPECIALISTES DE SYSTEMES

dans ses
services informatiques

Ce concours est ouvert aux candidats (femmes ou hommes libérés ou non des obligations militaires) âgés de moins de 28 ans (sous réserve de prorogations prévues par les dispositions réglementaires) au 1er janvier 1986 et titulaires d'une **MAITRISE D'INFORMATIQUE** (MIAGE, MST...) ou d'un diplôme d'une école supérieure d'un niveau équivalent ou au moins d'un diplôme sanctionnant un premier cycle d'études supérieures (DUT...). Les candidats reçus seront affectés à PARIS ; ils participeront aux activités informatiques de la Banque de France et, en particulier, à la réalisation et à la mise en place d'un nouveau plan d'équipement de grandes banques de données, de systèmes et de réseaux télématiques. Ils seront à même, à la mesure de leurs capacités, d'accéder rapidement à des fonctions de responsabilité et bénéficieront de possibilités de promotion interne.

Date des épreuves écrites : samedi 20 et dimanche 21 Septembre 1986.
Les inscriptions sont reçues jusqu'au 23 Juillet 1986.

Aucun dossier d'inscription ne sera adressé par voie postale après le 18 Juillet 1986.

Renseignements et documentation : BANQUE DE FRANCE - Direction Générale du Personnel - Service du Recrutement et des Concours
39, rue Croix-des-Petits-Champs - 75049 PARIS CEDEX 01
Téléphone : 42 92 40 17

AUSSEDAT REY

Leader européen de la ramette pour photocopie, nous recherchons pour notre usine intégrée du Limousin - 900 salariés - CA = 900 MF. un

Ingénieur études

Au sein du département « Etudes Techniques de Fabrication et Travaux Neufs », vous serez confiés celles relevant des domaines de la Distribution Electrique HT, MT, BT, l'Electronique, les Automatisme, l'Instrumentation et la Régulation. Assisté de trois techniciens, vous serez responsable des investissements spécifiques, du choix des matériels, des négociations et relations avec les fournisseurs ou entreprises de services, et prendrez part au démarrage des diverses installations. En synergie avec la Fabrication et la maintenance, vous participerez à l'optimisation des équipements comme au développement des Procédés ; vous proposerez les actions à entreprendre et en évaluerez les priorités. Electrotechnicien - Electronicien - Automaticien -, capable de dépasser l'Etude Technique, vous saurez penser en termes d'efficacité et concourir directement aux améliorations de fonctionnement. Votre formation (SUPELEC, INSA, ENSI... ou équivalent) et une expérience de quelques années, en Industrie Lourde Continue, vous permettent d'envisager positivement votre collaboration. Aussi, nous vous remercions de communiquer votre dossier (lettre, C.V., photo) sous réf. 879, à notre Conseil :

PHILIPPE BARANGER CONSULTANT
31, bd Georges-Péron
87000 LIMOGES - Tél. : 55.32.25.40

Cette filiale d'un important Groupe Industriel conçoit, développe et fabrique à l'unité ou en séries des équipements mettant en œuvre des Techniques variées tant mécaniques, hydrauliques, qu'électriques et électroniques. Elle veut enrichir le potentiel de ses bureaux d'Etudes et recherche pour leur confier ses projets, plusieurs

Ingénieurs Haut Niveau - Réf. 1518 X-ENSTA - CENTRALE - ESE - A.M. - MINES

Ingénieurs spécialistes. Micro-Informatique - Réf. 1515

Logiciel et/ou microprocesseur.

Connaissance des langages évolués type PASCAL, C, ADA
Formation type ESE, ENSERG, ENSMAG ou équivalent.

Ces postes basés à PARIS ou en REGION LYONNAISE nécessitent l'utilisation courante de langue Anglaise.
Réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre dossier sous référence choisie ou transmettez-le à CV PLUS en composant le 43.59.40.25 sur votre minitel.



Jean-Claude Maurice S.A.

12, rue de Ponthieu - 75008 PARIS

DEVELOPPEZ VOTRE CARRIERE DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

Faisant partie d'un puissant groupe international et possédant de nombreuses implantations industrielles, cette société recherche pour la France un :

INGENIEUR MESURE/CONTROLE REGULATION (INFORMATIQUE INDUSTRIELLE)

Répondant au responsable de l'informatique industrielle du site, vous assurez l'animation d'une équipe, le développement des applications nouvelles et le suivi des équipements « Mesure, Contrôle régulation », les relations avec les divers utilisateurs (process, exploitation etc.), la mise en œuvre des actions de formation. Vous êtes le correspondant informatique de la Direction du site.

Ingénieur diplômé, à 28 ans environ, vous avez une expérience significative de l'informatique industrielle acquise sur site de production.

Le poste, situé en Normandie, offre des évolutions de carrière rapides et intéressantes dans le Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 51350 J à :

EGOR TECHNOLOGIES

19, rue de Béri - 75008 PARIS

PARIS BORDAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILAN PRAGUE ROMA VIENNA DUISBURG LONDON MADRID MONTECARLO TOKYO



gan i.a.

La direction des entreprises du GAN recherche un ADJOINT AU RESPONSABLE DES RISQUES AGRICOLES (Grêle sur récoltes et mortalité des animaux)

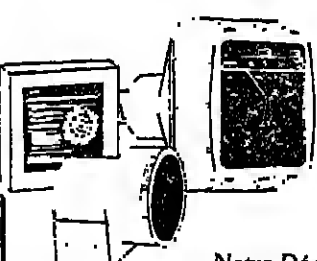
Associé étroitement à la Direction de ce secteur, vous aurez trois missions :

- animer fonctionnellement une équipe de 20 personnes spécialisées dans ce domaine,
- assurer le suivi des campagnes de souscription ; émission et gestion des contrats, en relation avec le réseau d'Agents Généraux et d'Inspecteurs spécialisés,
- coordonner les opérations de régle-

ment des sinistres (missions aux experts, décomptes d'indemnités). Ingénieur en Agriculture, titulaire, si possible, d'un 3^{ème} cycle de Gestion (IAE...), vous avez acquis une première expérience opérationnelle en milieu agricole, para-agricole ou effectué des stages pratiques en exploitation, en coopérative...

Des connaissances informatiques seraient appréciées pour ce poste basé à Paris-La Défense.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération souhaitée s/réf. ED/11 à EMPLOI & CARRIERES - 2, rue Pillet-Will, 75448 Paris cedex 09.



THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS À IMAGE

- Notre Département fait partie des LEADERS MONDIAUX de la DÉTECTION et de la VISUALISATION D'IMAGES.

- Nos produits intéressent à la fois le domaine CIVIL (N°1 mondial en imagerie médicale), MILITAIRE et SPATIAL.
- Nous sommes présents sur les marchés professionnels en EUROPE, aux U.S.A. et au JAPON.

Dans le cadre de cette compétition internationale, notre politique vise au renforcement constant de notre potentiel technique, industriel et humain et nous conduit à rechercher un

INGÉNIEUR SYSTEME ET EXPLOITATION

Dans un premier temps, vous démarrez notre système de G.P.A.O., le gèrez et le faites évoluer.
Dans un deuxième temps, vous prenez en charge l'environnement technique et en optimiserez les performances et les évolutions. Vous étudiez et réalisez les connexions avec des applications micro-informatiques. Responsable de l'exploitation, vous animez son équipe.
Ingénieur Grandes Ecoles, MIAGE ou équivalent, vous vous sentez prêt et compétent pour prendre en charge cette responsabilité. Une expérience sur IBM36 serait appréciée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., prétentions, photo) à Georges CAILLAT - THOMSON-CSF/IDI - B.P. 55 - 38120 SAINTEGREVE.



INGENIEURS SUPPORT AVANT VENTE

Comme nous vous voulez continuer à vous investir dans la course à l'innovation.

Dès à présent nous vous proposons de promouvoir des produits high tek destinés aux applications de CAO et d'Intelligence Artificielle.

Les grands axes de votre mission : conseils de haut niveau auprès de nos clients et de nos ingénieurs commerciaux, participation active à la réalisation des affaires en qualité de spécialiste produits, prise en charge des Benchmarks adoptés aux besoins de nos clients.



La sophistication de nos produits nécessite une formation supérieure et une maîtrise des langages de programmation Fortran, langage C... associée à une expérience de 2 à 3 ans. La connaissance des systèmes d'exploitation tels qu'Unix, VMS... serait un atout appréciable.

Vos contacts fréquents avec les Etats-Unis impliquent un anglais courant.

Pour innover avec nous, merci d'adresser votre dossier de candidature à la Direction des Ressources Humaines - TEKTRONIX - BP 13 - 91941 LES ULIS CEDEX.

مركز الدراسات والبحوث

**SECTEURS
DE POINTE**

INGÉNIEURS TÉLÉCOMMUNICATIONS

Nous avons conçu et fabriqué les plus grands réseaux de transmission de données par paquets publics et privés dans le monde.

Vous souhaitez participer, dans le cadre de notre stratégie produit, à la conception, à la réalisation et au support technique et commercial de nos gammes de systèmes de commutation par paquets.

Nous recherchons des ingénieurs de formation Grande École ayant une solide expérience des réseaux de communication.

Rejoignez nos équipes de projets, au sein d'une entreprise dynamique : 1300 personnes, 864 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985, une implantation nationale et internationale.

Le parfait simple.

L'horizon de notre ambition est celui de notre marché. C'est l'ensemble du monde.

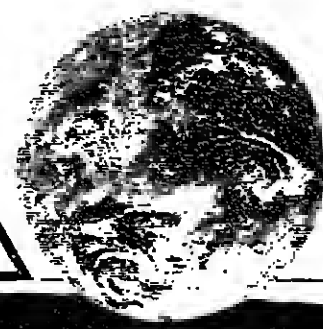
Nous avons développé des technologies et un savoir-faire exceptionnels dans le domaine des télécommunications, des réseaux télématiques

et monétiques, des systèmes d'automatisation : Annuaire Electronique, péages de mémo, systèmes de commandement pour les forces armées, Transpac...

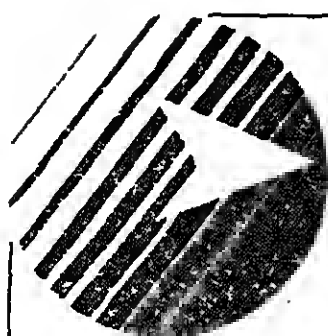
Les succès que nous rencontrons dans le monde en témoignent.

SESA - Direction des Ressources Humaines
30, Quai de Dion Bouton 92806 Puteaux Cedex
Réf. : 19-LM

SESA



INFORMATION & STRATÉGIE



Au cœur de la Sologne, le Centre de production de Salbris (650 personnes) orienté sur la fabrication petites et moyennes séries de matériels aéronautiques, recherche (H/F)

Ingénieur Grande Ecole

pour poste charnière entre bureau d'études et fabrication

Il participe à la phase développement d'équipements électromécaniques et gyroscopiques à vocation aéronautique.

Il mène des études d'optimisation sur les produits futurs, faisant appel à :

- des technologies de pointe
- des études théoriques poussées (modélisation, caractérisation)
- l'utilisation d'un environnement informatique scientifique.

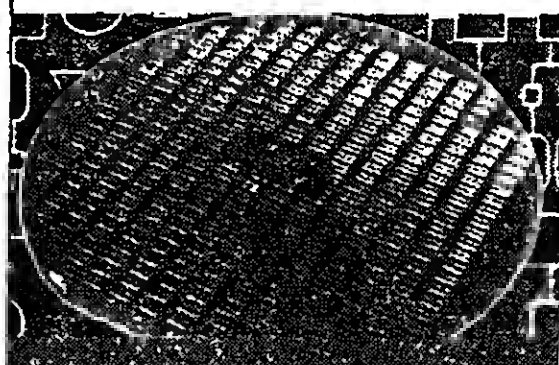
Ce poste convient à un Ingénieur Grande Ecole (X, Sup Aéro, ESE, ENSAM, ECP, ...), débutant à quelques années d'expérience, ayant le souci de mettre en application ses connaissances théoriques dans un milieu industriel de pointe.

Possibilité d'évolution dans le Groupe.

Adresser CV, rémunération souhaitée, photo en indiquant la référence NK 1367 à S.A. MATRA - Service Recrutement - B.P. 29 - 41300 SALBRIS.

MATRA

DEPUIS 28 ANS, L'ELECTRONIQUE A UN NOM : TEXAS INSTRUMENTS



Jeunes
Ingénieurs
donnez un nom
à votre réussite
professionnelle.

INGÉNIEURS DES VENTES

Réf. FSE/0686/1 M2

Diplômés de Grande Ecole d'Ingénieurs, vous êtes débutants ou possédez 1 à 3 ans d'expérience de la vente de produits de haute technologie. Vous souhaitez rejoindre une société dans laquelle la vente est un tremplin d'évolution reconnu (vers des responsabilités commerciales, de produits...).

Responsables du développement et du suivi d'un portefeuille clients sur un segment de marché précis - Télécom, Spatial, Informatique, Grande Public, Industriel - vous commercialisez l'ensemble de nos produits : micro-processeurs, circuits personnalisés, ... Vous disposez pour cela d'un support technologique exceptionnel.

Très impliqués dans la phase d'identification des besoins d'une clientèle en fort développement, vous savez faire remonter les informations produits-marchés vers le marketing et participez ainsi à l'élaboration des stratégies futures de Texas Instruments.

Sous la responsabilité d'un Chef des Ventes, vous êtes intégrés dans une équipe dynamique et stimulante. Notre structure Marketing en Europe vous ouvre toutes possibilités d'évolution.

Pour ces postes basés à Velizy, un très bon niveau d'anglais est indispensable.

Thierry VINCENT vous prie de lui adresser votre candidature, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE, 8/10 avenue Morane-Saulnier - 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

**TEXAS
INSTRUMENTS**

Pour un secteur en
croissance de notre unité
Grands Systèmes Temps
Réel, nous recherchons

informaticien formateur

Il sera chargé de :

- la conception, la préparation, la réalisation des cours,
- l'organisation des stages,

dans les domaines de pointe des techniques du temps réel et de la méthodologie de développement de grands systèmes et du contrôle qualité.

Évolution possible vers la réalisation d'outils d'ingénierie pédagogique.

Une expérience de 3 ans minimum en informatique, une bonne connaissance de la formation des adultes ainsi qu'un goût prononcé pour la pédagogie sont requis.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M236 à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

**GROUPE
SYSECA**

SYSECA
(300 MF de
CA, 850 collaborateurs dont
85% d'ingénieurs) est
une Société de services
et d'ingénierie informatique,
partenaire d'un groupe
industriel de taille internationale.

L'un des principaux groupes industriels français

recherche

25 INGÉNIEURS

débutants ou 2-3 ans d'expérience.

Généralistes - Chimistes - Mécaniciens - Automaticiens - Informaticiens.

INGÉNIEURS DE PRODUCTION

Après une formation de 2 ans environ, ils se verront confier des responsabilités importantes d'encadrement en production en France ou à l'étranger.

INGÉNIEURS DE BUREAU D'ETUDES

Ils auront à concevoir, réaliser et mettre au point des machines d'essais ou de fabrication dans des domaines de mécanique, d'automatique ou de conduite de process.

INGÉNIEURS DE RECHERCHE

Au sein d'équipes pluridisciplinaires, ils seront chargés de concevoir des produits complexes, de haut niveau technologique et passeront rapidement des idées aux réalisations.

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

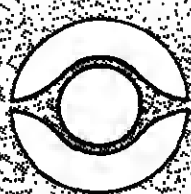
Ils se verront confier une responsabilité globale sur des projets en informatique de gestion, en recherche opérationnelle ou en informatique scientifique. Ils utiliseront les logiciels les plus récents sur une gamme étendue de matériel.

Envoyez curriculum vitae et photo à INTERMEDIA n° 013 - 9 bis, rue Labie - 75017 PARIS, qui transmettra.

Discretion assurée.

SECTEURS DE POINTE

UN TREMPLIN POUR DE JEUNES INGENIEURS INFORMATIENS



G.C.A.M.

UN GRAND NOM - DE GRANDS PROJETS

- un début de carrière rapide
- des domaines d'interventions très diversifiés
- des contacts clients au top niveau
- une stratégie tournée vers l'avenir.

Si ce programme vous intéresse, prenez contact avec le G. CAM - SSII - Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations.

MARIE-FRANÇOISE ALETTI - G. CAM, (référence 344)
TOUR MAINE-MONTFARVASSE BOITE POSTALE 4
75755 PARIS CEDEX 15



**Decision
Data
Computer
S.A.**

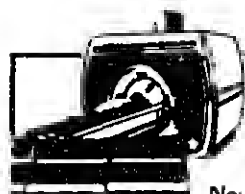
A DECISION INDUSTRIES Company

**Pour le lancement de
son DECISION 36,**
Decision Data Computer
recherche :

- Ingénieurs commerciaux
- Ingénieurs
technico-commerciaux
- Distributeurs/Revendeurs

justifiant de 3 à 5 ans
d'expérience de vente sur
le matériel S/36 ou
équivalent

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo
et prétentions à :
DECISION DATA COMPUTER,
Service du personnel - Tour Gallieni II
36, av. Gallieni - 93175 Bagnolet Cedex.



THOMSON-CGR ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Nous concevons, réglons et commercialisons des ensembles complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée. Dans la perspective d'optimiser la gestion de notre maintenance, nous recherchons un :

INGÉNIEUR LOGISTICIEN DE MAINTENANCE

Au sein de l'une de nos équipes, vous assurerez l'interface entre nos différents services dans le cadre d'une procédure de gestion technique prévisionnelle de pièces de rechange. Vous participerez à la définition des besoins et à la mise en œuvre d'une organisation efficace intégrant le diagnostic, la fiabilité et la rentabilité.

Vous avez une formation technique supérieure, une expérience en logistique de maintenance acquise dans un environnement industriel structuré. Vous alliez à la rigueur technique, la capacité de communiquer et de convaincre qu'implique la fonction. Une bonne connaissance de l'anglais est appréciée.

Poste basé à STAINS (93).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Monique DOMER - THOMSON-CGR -
3, rue d'Amiens - 93240 STAINS, en précisant la référence 376 DAV/LM



INGENIEURS GRANDES ECOLES VIVEZ

L'énergie créative Ei

Imagination, rigueur, expérience, trois composantes de la créativité CGI : Leader européen du logiciel, présent dans tous les domaines informatiques. Chaque année des diplômés de haut niveau rejoignent CGI, le plus court chemin vers des responsabilités à leur mesure.

Formés aux méthodes originales CGI, ces diplômés deviennent des généralistes complets évoluant à travers un large éventail de métiers : Consultant, Ingénieur-Système, Chercheur-Réalisateur, Formateur, Ingénieur technico-commercial, Concepteur de produits nouveaux...

IMPLANTATIONS : Barcelone, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New-York, Paris, Tours, Turin, Washington.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. DJV/6.86 à Mme Jamet,

Compagnie Générale d'Informatique, 84 rue de Grenelle, 75007 Paris.



RHÔNE-POULENC

CHEF DE FABRICATION

L'unité de production de notre secteur Audio Professionnel situé à AVRANCHES, assure la fabrication des disques pour l'enregistrement direct et celle des bandes magnétiques perforées pour l'enregistrement du son destinées au cinéma et à la télévision.

C'est pour ce dernier atelier que nous recherchons notre RESPONSABLE DE FABRICATION.

Réaliser les objectifs de production en qualité, délai et coûts, manager un effectif de 70 personnes, former, informer et motiver vos collaborateurs, telle sera votre mission. Les techniques que nous utilisons : fabrication des enroulés, enduction de films, découpe et perforation des bandes puis contrôle.

Pour cette activité en important développement, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Généraliste Type AM, parlant anglais, ayant déjà une expérience de production et de conduite des hommes.

A terme, le poste devrait évoluer vers la responsabilité de l'ensemble de la production du secteur Audio Professionnel. Bon manager, vous devrez alors pouvoir animer avec une grande autonomie, une équipe de 110 personnes, savoir dialoguer et travailler en groupe.

Pour un premier contact adressez votre candidature en indiquant votre niveau de rémunération actuelle sous la référence 139M.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA CDI



Jeunes ingénieurs méthodes à REIMS : une usine à votre image

A votre image car le Groupe ELECTROLUX met à votre disposition ses outils de production et ses outils de gestion. Notre unité de Reims s'est automatisée, sa gestion est décentralisée.

Le service Méthodes est partie intégrante du développement. Il s'articule autour de trois cellules : technologie, organisation industrielle et organisation du travail.

Pour compléter notre équipe, nous recherchons ceux ingénieurs méthodes. Leur activité s'exercera dans la gestion des gammes de produits linéaires, la mise en œuvre de programmes de qualité, le développement de produits et de moyens de production nouveaux.

1. MEURIE DE SYNTHE



L'un d'eux aura trois ans d'expérience, l'autre pourra être débutant. Une formation supérieure à dominante mécanique (A & M, ENSI, INSA, etc...) ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais s'imposent.

Une solide personnalité et des talents d'animateur seront déterminants pour une évolution rapide vers un rôle opérationnel.

Merci de vous mettre rapidement en contact avec notre conseil en adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. DJV/6.86 à Mme Jamet, Compagnie Générale d'Informatique, 84 rue de Grenelle, 75007 Paris.



LA COMPAGNIE INTERNATIONALE

DES WAGONS-LITS ET DU TOURISME

recherche pour son centre informatique
(IBM-43XX-VM-DOS-CICS-SQL-INFOCENTRE-VIDEOTEXT)

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

De formation grandes écoles X, MINES, CENTRAL, Sup Elec., vous aurez une expérience de 3 à 5 années et dépendrez du responsable du centre.

Chargé de missions d'organisation au sein du groupe, vous participerez à l'évolution générale du Centre.

Ce poste est à pourvoir à PARIS, QUARTIER ST LAZARE.

Adresser CV, photo et prétentions à : CWT
à l'attention de M. COCHERIL, 40, rue de l'Arcade Paris 8^e

aerospacial

**JEUNE INGENIEUR
ELECTRONICIEN, ELEC**

**Serez-vous le dirigeant
des agences d'un monde**

Programmez votre carrière

Ingénieurs SAV

april

**REPOUDRE
AU DEFI TECHNOLOGIQUE
COMMERCIAL DES**

CHEF DE SERVICE

INGENIEUR

Handwritten note in a box: *Handwritten text in Arabic script*

**SECTEURS
DE POINTE**

aérospatiale

Participez à nos projets avancés de CFAO.

Pour notre Groupe, maîtriser la CFAO et ses développements est une exigence. C'est pourquoi nous renforçons en permanence nos compétences et notre potentiel. En liaison avec de grands Groupes industriels français et des partenaires internationaux, l'AEROSPATIALE anime un projet ambitieux de communication entre systèmes CFAO : le projet SET - Standard d'Echange et de Transfert.

Vous êtes Ingénieur : vous avez 5 ans d'expérience en CFAO, une bonne connaissance des matériels et des applications acquise comme support technique ou chez un utilisateur. Nous vous proposons de rejoindre, à Suresnes, une équipe de haut niveau qui contribue à donner à notre Groupe les outils les plus performants.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet et rémunération actuelle, sous réf. M 25/723 W a

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**SYSTEMES DE TELECOMMUNICATIONS MILITAIRES
DES ETUDES ELECTRONIQUES,
AU MARKETING OPERATIONNEL...**

Nos grands systèmes de télécommunications ont plus que jamais le vent en poupe, en France comme à l'étranger où nous exportons déjà près d'un milliard de francs de C.A. C'est naturel puisque nous vendons de mieux en mieux une technologie que nous maîtrisons parfaitement.

Ingénieur Electronicien de formation, parlant bien l'anglais. Vous avez acquis une première expérience en études et vous souhaitez maintenant élargir votre horizon. Si vous avez un tempérament d'animateur, nous vous proposons d'être l'adjoint d'un Chef de Produit au sein d'une petite équipe marketing.

Au carrefour des grandes fonctions commerciales et techniques de l'entreprise, vous ferez la synthèse des différentes études de marché France et Export et coordonnerez les actions nécessaires à l'évolution ou à la création d'équipements de guerre électroniques. Parallèlement vous assurerez la préparation et la conduite de démonstrations complexes sur le terrain.

Basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris, ce poste est très évolutif. Il implique des déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M 32/1386 P a :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

**JEUNE INGENIEUR
ELECTRONICIEN, ELECTROMECHANICIEN**

**Serez-vous le dirigeant de l'une
des agences d'un numéro 1 ?**

Un n° 1 français dans un secteur convoité : l'automate programmable.

Doté d'une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements industriels, vous souhaitez élargir le champ de vos responsabilités. Afin d'être rapidement opérationnel, vous serez solidement formé et soutenu par des moyens logistiques puissants. Cette opportunité vous est proposée à PARIS, en SAVOIE ou dans le MIDI.

D'accord pour un rendez-vous ?

Alors adressez votre lettre manuscrite avec CV, photo et prétentions sous réf. 8693 au Cabinet ROUBEIX DECISION, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

DESSEIN

Ingénieurs ESE, ENST, ECP, IDN

**DES PROJETS D'ENVERGURE
POUR CHEFS DE PROJET CONFIRMES**

Membre d'un puissant groupe industriel français leader mondial en électronique professionnelle, nous avons acquis, dans le domaine des radio-communications, une réputation qui nous permet d'être très compétitifs sur les marchés internationaux. De la liaison par câble aux transmissions par satellite, du civil au militaire, une infinité d'applications temps réel passionnantes sont prises en charge par de petites équipes pluridisciplinaires et autonomes que nous vous proposons d'animer.

Vous êtes Ingénieur Electronicien, diplômé d'une grande école et vous bénéficiez d'une expérience d'au moins cinq ans en études puis conduite de projets temps réel. Appuyé par de puissants moyens informatiques et différents laboratoires d'études avancées, vous aurez la responsabilité complète (de la conception d'ensemble à la livraison chez le client) de systèmes ou de sous-systèmes dont le coût de développement se situe entre 30 et 150 MF.

Pour ce poste basé en proche banlieue Nord-Ouest de Paris, merci d'adresser lettre manuscrite, CV complet, photo et rémunération souhaitée sous réf. M 32/1386 S a :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

Programmez votre carrière

Avancer, gagner et consolider chaque jour sa position de leader, tel est le challenge d'APRIL.

Notre société qui domine le marché de l'automate programmable a besoin d'hommes nouveaux pour remporter ce pari.

Pour l'instant, nous recherchons à REIMS, AMIENS, GRENOBLE et ORLEANS des

Ingénieurs SAV

Vous qui êtes, ingénieur débutant électronicien ou automaticien, ce poste vous intéresse. Il vous permettra d'acquies une formation réelle vers des fonctions commerciales ou d'application.

Pour se rencontrer, adressez votre dossier (lettre, CV, s/ref. 100 M à M^{me} Le Guet APRIL - B.P. 73, 81103 Castres.

april

N° 1 français de l'automate programmable

CORRESPONDANCE

Les services, un point fort de Digital !

La satisfaction client est en effet l'objectif que nous poursuivons tous. Vous même.

Responsable Marketing Service

Vous avez acquis un bon professionnalisme de ce métier chez un constructeur informatique ou en SSII. Vous possédez une formation grande école de commerce ou d'ingénieur et vous parlez l'Anglais.

Vous participerez à la mise en place des stratégies "services" par l'étude et le développement de nouveaux programmes en matière de services logiciel et après-vente. Vous assurerez la promotion de ces programmes à l'intérieur comme à l'extérieur de notre société.

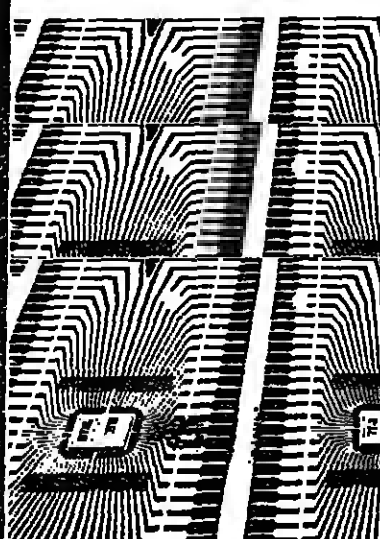
Ecrivez à Anne CHEVALLIER, sous référence MON253, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

N° 2 mondial de l'informatique

digital

**RÉPONDRE
AU DÉFI TECHNOLOGIQUE ET
COMMERCIAL DES ANNÉES 90**



SOCIÉTÉ MULTINATIONALE FABRICANT ET COMMERCIALISANT DES SEMI-CONDUCTEURS. NOUS RECHERCHONS POUR NOS ÉTABLISSEMENTS DE LA RÉGION PARISIENNE :

**CHEF DE SERVICE APPLICATIONS
avec responsabilités internationales**

À la tête d'une équipe d'ingénieurs qu'il animera, il apportera plus qu'un support à la vente : un véritable esprit Marketing reposant sur des connaissances techniques approfondies et une solide expérience dans le domaine des systèmes et microsystèmes.

**INGÉNIEURS D'APPLICATIONS
INGÉNIEURS COMMERCIAUX**

Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant eu une première expérience dans des fonctions similaires, et pouvant s'intégrer rapidement au sein d'une équipe dynamique.

Pour ces postes, la pratique de l'anglais est impérative.

Vous êtes intéressés, et vous souhaitez participer à notre développement : merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous la référence 230 à A.S. PUBLICITE 3, rue de Liège 75008 PARIS.

RECRUTEMENT

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

**BULL ENGAGE
DES INGENIEURS
A FORT POTENTIEL
TECHNIQUE**

Vous êtes diplômés des Grandes Ecoles ou de l'Université.

- Vous débutez après une option informatique, ou - vous possédez déjà une solide expérience d'au moins 3 ans autour de : CGOS/7/IDS/COBOL ou MS-DOS/PASCAL ou CTOS/PASCAL.

Rejoignez-nous et venez concevoir, développer et maintenir des applications modernes et évolutives dans le domaine de la bureautique, la télématique et l'informatique.

Vous acquies vos compétences sur nos matériels 0400, BM30/BM50 et DPS7, articulés autour de l'architecture DSA et vous contribuerez à relever nos défis sur les marchés mondiaux.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la référence 420-M à Anne BENYATA groupe BULL, PR CG007C, 94 avenue Gambetta - 75990 Paris Cedex 20.

Bull



RECRUTEMENT

**SECTEURS
DE POINTE**

L'AIR LIQUIDE

Spécialiste Mondial des Gaz Industriels
recrute

pour son Centre de Recherche de la Région Parisienne

INGÉNIEUR DE RECHERCHE APPLIQUÉE

Pour renforcer son équipe de Recherche, Développement et Assistance Technique dans le Monde entier concernant les applications des gaz industriels en métallurgie. Impérativement diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, Ecoles de chimie...), il aura une première expérience de recherche de 2 à 5 ans en Métallurgie, Thermique ou Chimie appliquée. (Référence IAM)

INGÉNIEUR PHYSICIEN DE RECHERCHE

Pour s'intégrer à une équipe de Recherche Développement et Assistance Technique concernant l'analyse des gaz. Débutant ou ayant quelques années d'expérience, il sera impérativement diplômé d'une grande Ecole d'Ingénieurs (Centrale, Mines, ESPCI...) avec de préférence une spécialisation en Physique. (Référence IPM)

Ils animeront chacun une équipe de Techniciens. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

L'AIR LIQUIDE offre aux candidats de valeur de larges possibilités de carrière au sein de son groupe, 25.000 personnes dans 55 pays.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo en rappelant la référence du poste à **L'AIR LIQUIDE D.R.H.P. 75, quai d'Orsay, 75321 PARIS Cedex 07**



**Laboratoires
de Marcoussis**

- Télécommunications
- Informatique avancée
- Optique
- Production
- Energie

**CENTRE DE RECHERCHES DE LA COMPAGNIE
GENERALE D'ELECTRICITE**

recrute

• Pour leur Division **OPTRONIQUE**

INGENIEUR MECANICIEN DEBUTANT

Réf. DOT 136

Formation grandes écoles (ENSAM, ENSM...) pour réalisation et construction de composants opto-mécaniques de précision.

• Pour leur Division **INFORMATIQUE**

dans le cadre du développement de leurs activités en Intelligence Artificielle

CHEFS DE PROJETS INGENIEURS

Réf. DIN 486

Réf. DIN 586

Formation grandes écoles Ingénieurs ou Universitaires (Thèse). Expérience en techniques d'Intelligence Artificielle, en programmation symbolique (LISP, PROLOG, LANGAGES OBJETS).

Les candidats s'intégreront à des équipes chargées de concevoir et de réaliser des systèmes experts et leurs outils logiciels associés, dans une ambiance de travail stimulante au sein d'un grand groupe industriel. Ces développements seront effectués sur des matériels de 1^{er} ordre : machines, LISP, VAX, postes de travail SUN.



Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence du poste choisi au Service du Personnel des LABORATOIRES DE MARCOUSSIS, route de Nozay, 91460 MARCOUSSIS.

UN BOND POUR VOTRE CARRIÈRE

Nos Ingénieurs sont les garants de la qualité de nos équipements et produits. Hommes de terrain et de dialogue, votre dynamisme nous intéresse.

Dunlopillo recherche UN CHEF DE PROJET

pour son Service **Équipements Travaux Neufs**

Jeune Ingénieur Electromécanicien (Arts et Métiers, ENSI ou équivalent) ou technicien confirmé (expérience d'environ 3 ans dans le milieu industriel).

Vos connaissances en automatisme et hydraulique vous aideront à remplir avec aisance votre mission.

En contact permanent avec l'ensemble des services et les fournisseurs vous étudierez et définirez les projets d'équipements et matériels de fabrication, suivrez la mise en route et la réalisation des travaux.

Poste à pourvoir à **MANTES-LEZ-TOURNAI (Réf. ICP 5).**

DUNLOP recherche UN INGÉNIEUR MAINTENANCE

Formation Arts et Métiers ou équivalent + 5 à 10 ans d'expérience réussie dans un service maintenance.

Responsable d'un important service d'entretien, vous animerez, dirigerez, contrôlerez l'activité de votre équipe. Vous assurerez dans le cadre d'un budget défini l'amélioration constante de l'utilisation des équipements de production, le développement de la maintenance préventive, les négociations avec les sous-traitants.

Poste à pourvoir à **MONTLUÇON (Réf. ICM 6).**

Maîtrise de l'anglais nécessaire. Larges possibilités d'évolution pour candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous référence correspondante à **DUNLOP FRANCE, Direction du Personnel - 62, rue Camille-Desmoulins, B.P. 41.92133 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX.**



DUNLOP FRANCE

TRANS CONTACT



**SOCIETE DE FABRICATION D'INSTRUMENTS
DE MESURE, (91) MASSY**

recherche

INGENIEURS CHEFS DE PROJETS

Réf.123

Activité à forte dominante logiciel temps réel pour animer une équipe de plusieurs ingénieurs chargés d'études concernant des systèmes de bord temps réel, du pilotage automatique, du matériel de visée.

De bonnes connaissances des microprocesseurs (68000) et/ou des mini-calculateurs (VAX/ VMS - HP 1000/RTEA) sont nécessaires.

Une expérience de plusieurs années est indispensable.

INGENIEURS LOGICIELS

Réf.948

débutants ou première expérience

Ecrire en précisant la référence du poste avec C.V. et prétentions
**Direction des Affaires Sociales - B.P. 74
91301 MASSY CEDEX**

Public de Recrutement

DIPLOMES GRANDES ECOLES REJOIGNEZ-NOUS POUR METTRE EN OEUVRE NOTRE NOUVEAU PLAN INFORMATIQUE

Nous sommes un des premiers grands groupes industriels français. Le Centre informatique de nos filiales commerciales équipées de matériel IBM est en pleine évolution et la mise en place prochaine d'un nouveau plan de développement informatique nous amène à renforcer notre encadrement et à rechercher

TROIS JEUNES ANALYSTES

Au sein des équipes de projets du Département Etudes (qui comprend une cinquantaine d'informaticiens), vous participerez à la conception et au développement de nouvelles applications dans le domaine de la gestion commerciale au sens large. Vous évoluerez ensuite vers des responsabilités d'encadrement et de chef de projet.

Pour réussir dans ces postes, vous êtes soit débutant et vous avez une solide formation informatique ou bien vous disposez d'une première expérience en informatique (1 à 2 ans).

Tous les postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne (ouest). Ils s'adressent à des diplômés de grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce. Les rémunérations prévues sont de nature à intéresser des personnalités de premier plan et les perspectives d'évolution sont très importantes.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature en mentionnant la rémunération souhaitée, sous la référence 173 D à HB, 66 avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

(Si votre CV n'est pas prêt, ou si vous partez prochainement en vacances, indiquez-nous simplement vos coordonnées provisoires et une courte lettre de motivation).



Leader européen dans la fabrication
d'**IMPRIMANTES ELECTRONIQUES
SPECIALISEES**
une des sociétés françaises les plus performantes
par son taux de croissance (moyenne 30%/an)
et sa rentabilité (résultat supérieur à 5% net),
recherche

dans le cadre de son expansion vers de nouvelles technologies

un ingénieur électronicien

Poste convenant à un Ingénieur d'études en électronique, ayant quelques années d'expérience dans la conception de circuits électroniques à micro-processeurs destinés au contrôle de périphériques ou de dispositifs électromécaniques.

Il sera responsable de la création de nouveaux produits faisant appel à la lecture et l'encodage magnétique, tant sur le plan matériel que logiciel. Anglais courant et technique appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez en joignant photo, Curriculum-Vitae et prétentions, sous référence LM246, au Service du Personnel.

I.E.R. - 12, rue Sébastopol - 92400 Courbevoie

Public de Recrutement

chiffre 125

**SECTEURS
DE POINTE**

**organisateur
chef de projet**

Important GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS, leader sur ses marchés, pour sa DIVISION DISTRIBUTION (C.A. de l'ordre de 2 milliards de francs), regroupant plusieurs filiales mettant en commun leurs forces LOGISTIQUE et INFORMATIQUE, recherche un **INGÉNIEUR en ORGANISATION**.

Rattaché au **DIRECTEUR ORGANISATION ET INFORMATIQUE**, il s'attachera dans une équipe jeune et dynamique chargée actuellement de mettre en œuvre le nouveau schéma directeur informatique de la Division. Celui-ci implique outre une refonte totale du système d'information, un changement de matériel. Après une phase d'analyse générale, il prendra en charge la réalisation de l'un des projets importants (élaboration des solutions et des cahiers des charges, conduite d'une équipe d'analyse programmation, mise en place et formation des utilisateurs).

Ce poste - associant conception et réalisation et faisant appel à des qualités de contact et de persuasion - requerra un **DIPLOMÉ GRANDE ÉCOLE SCIENTIFIQUE (MINES, CENTRALE, ENSI...)** ou **COMMERCIALE (HEC, ESSEC, ESC...)**. Son expérience de 3 à 5 ans, acquise en Cabinet d'Organisation ou SSII fera familière avec la gestion des entreprises qu'il sera en place de systèmes informatiques performants.

Les dossiers de candidatures sous réf. 3225 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris

THOMSON-CSF

recherche pour sa Division Travaux Extérieurs et Services un

**INGÉNIEUR ANTENNES
TÉLÉCOMMUNICATIONS**

Directement rattaché au Responsable du Service Compatibilité Durabilité, vous aurez en charge :

- le suivi de l'installation d'antennes filaires Hautes Fréquences (entre 2 et 30 Mégahertz),
- le contrôle des installations tant sur le plan mécanique que radioélectrique,
- l'encadrement d'une petite équipe de techniciens.

Diplômé Sup' Télécom ou équivalent, vous justifiez d'environ 5 ans d'expérience dans un domaine similaire.

Vous savez utiliser les moyens informatiques et avez une bonne connaissance de l'anglais.

Pour ce poste, de courts déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à **THOMSON-CSF - Division Travaux Extérieurs et Services** - Mme LAVAL - 34, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

THOMSON-CSF
Travaux Extérieurs et Services

**Electronicien
ou automaticien**

Nous sommes reconnus comme performants dans notre domaine difficile des biens d'équipement. Notre PME pour sa compétence et le service qu'elle a su développer compte parmi ses clients les plus grands noms de l'industrie. Notre évolution nous amène à compléter notre équipe par un jeune ingénieur de réalisation.

Définitions techniques, choix des matériels, établissement des plans électriques, suivi de fabrication, mise en route et assistance à notre clientèle... Votre rôle très complet est très proche du terrain ; il nécessite une grande polyvalence ainsi que des qualités de rigueur, et d'autonomie.

Ingénieur diplômé, electronicien ou automaticien, la mécanique ne vous est pas totalement étrangère ; vous avez 4 à 5 ans d'expérience sur le terrain en milieu industriel, dans la maintenance par exemple. Les commandes numériques, les automates programmables, et même les variateurs de vitesse sont des matériels que vous connaissez bien. Vous parlez anglais. Le poste est basé en région parisienne sud.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 1374 M. Réponse et discrétion. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet
Psycom**

Membre de Syntec

FLONIC

Nous appartenons au secteur Mesure Régulation du Groupe SCHLUMBERGER. Nous sommes spécialisés dans la conception et la fabrication de systèmes destinés à mesurer et réguler l'eau et l'énergie thermique.

Nous recherchons pour notre site de MACON (270 personnes) des :

Ingénieurs électroniciens

Au sein d'un centre d'études vous aurez la responsabilité de l'étude et du développement de produits nouveaux d'une gamme industrielle d'intégrateurs dans le domaine du comptage de l'énergie thermique.

Vous serez en contact permanent avec le Marketing et le Commercial et vous participerez à l'industrialisation de ces produits. Nous attendons les candidatures de diplômés des grandes écoles d'électronique, ayant d'excellentes connaissances en

analogique et microprocesseurs et éventuellement une première expérience. Nous vous demandons d'être créatif et rigoureux, et votre polyvalence vous permet d'allier aisément la technique et l'économie.

La maîtrise de l'Anglais sera un atout incontestable. Les perspectives d'évolution sont réelles dans un groupe de notre importance pour des candidats faisant preuve de potentiel, d'ouverture d'esprit et de motivation.

Vous souhaitez vous investir dans ce type de fonction et intégrer Schlumberger, alors écrivez-nous : R. MALDANT - FLONIC SCHLUMBERGER - 9, rue Ampère - 71031 MACON Cedex.

FLONIC
Schlumberger

**FEMMES,
DITES-NOUS POURQUOI...**

vous n'êtes que 2 pour 100 candidats à nous répondre lorsque nous proposons des postes d'Ingénieurs Commerciaux dans la presse ? Comment, dans ces conditions, parvenir à une meilleure répartition de nos effectifs ?

C'est pourtant notre volonté. Elle n'est certes pas désintéressée, car vos réussites chez Digital sont remarquables.

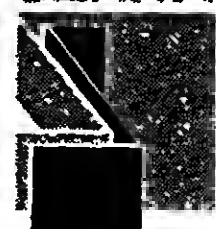
Sans doute l'environnement de nos ventes y est-il favorable ! Nous avons une bonne image, une gamme large de bons produits et des services de qualité. De telle sorte que l'aboutissement d'une vente dépend, plus que jamais, de votre capacité à bien qualifier les besoins du client puis à le conseiller. Vous faites cela bien. Vous êtes " professionnelles " de la vente de systèmes informatiques ! Prenez contact avec nous. Nous vous dirons pourquoi les postes d'Ingénieurs Commerciaux sont aussi faits pour vous chez Digital. Postes ouverts à Paris et en province. Réf. MON250.

Thierry BERRIER, Service Recrutement,
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE,
2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

SERITA



SSII
SPECIALISTE
DE L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE
DE HAUTE TECHNOLOGIE

ingénieurs chefs de projets

diplômés d'une école d'ingénieurs, vous avez des compétences confirmées et une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine du **temps réel** appliqué :

aux **LOGICIELS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET RESEAUX**
à l'**INFORMATIQUE INDUSTRIELLE**
sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

Venez nous rejoindre pour prendre la responsabilité complète de projets touchant aux techniques de pointe de l'informatique.

Bernard Barthélemy-Japiot vous remercie de lui écrire (lettre manuscrite, c.v., photo) en précisant la référence CP 8606 à SERITA, avenue du Québec, Boîte Postale 601, 91945 Les Ulis Cédex.

ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

**RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT DÉTECTION
UN INGÉNIEUR CONFIRMÉ**

Position III A
(ESE, SUP-TÉLÉCOM, CENTRALE...)

Il aura la responsabilité de l'étude et de la réalisation d'un système d'EXPLOITATION d'INFORMATIONS RADARS.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à :
ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT 55 quai Carnot 92214 Saint-Cloud sous référence 9303.

SECTEURS DE POINTE

DU PONT

Le Département Polymères de Du Pont de Nemours (France) S.A. souhaite renforcer sa présence dans le domaine des plastiques techniques.

Nous souhaitons recruter des:

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

qui auront pour mission le développement des ventes de plastiques de haute technicité.

Ingénieur mécanicien, généraliste ou équivalent, vous possédez une expérience de 3 à 5 ans :
- soit des matières : polymères techniques injectables ;
- soit des milieux utilisateurs : bureaux d'achat-étude de l'industrie automobile en particulier.

Basé à Paris, vous aurez à effectuer de nombreux déplacements en Province.

Maîtrisant parfaitement l'anglais, votre évolution de carrière pourra s'envisager au niveau international.

Rémunération motivante, avantages sociaux importants.

Nous prendrons contact avec vous vers le 10 juillet 1986. Les entretiens se dérouleront à partir du 15.

Veillez adresser CV. et prétentions à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Personnel
137, rue de l'Université, 75334 PARIS CEDEX 07

INNOVER AVEC THOMSON-L.C.C.

L.C.C., filiale de THOMSON COMPOSANTS, leader national dans le domaine des composants passifs emploie 3 000 personnes réparties dans 7 usines (en France et à l'étranger) et réalise un C.A. d'un milliard de francs. Pour conforter notre croissance, nous recherchons :

INGÉNIEUR MÉTHODES

Animateur d'une équipe d'agents de méthodes, vous assurez l'élaboration et la mise à jour des données techniques de fabrication, mettez en œuvre les programmes de gain de productivité et établissez les gammes opératoires. Enfin, vous fournissez à l'encadrement tous les éléments de formation aux postes de travail et proposez des axes d'études. Ingénieur mécanicien diplômé d'une Grande École (ENSAM, ECAM, ICAM...), vous possédez une expérience d'au moins 3 ans dans le domaine de la production très fortement automatisée ou des méthodes.

De bonnes connaissances en informatique et la pratique de l'anglais constituent des atouts supplémentaires. (Réf. 91090/LM)

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Sous la responsabilité directe du Chef de Laboratoire, vous menez à bien l'étude et le développement de nouveaux composants, contribuez au choix des matériaux et process de fabrication; vous animez une équipe de techniciens supérieurs chargés de vous assister dans ces différentes missions. Vous êtes ingénieur diplômé d'une Grande École possédant une double formation de mécanicien et d'électronicien (ENSAM + ESE par exemple), débutant ou justifiant d'une expérience en études et développement d'environ 2 ans. (Réf. 91091/LM)

Ces 2 postes sont basés à proximité de Dijon.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à Yves Latour, Responsable des Affaires Sociales à L.C.C. Seurre, 3, rue du Stade, 21250 SEURRE.

JEUNES INGÉNIEURS D'ÉTUDES ET DE DÉVELOPPEMENT

Diplômés Grandes Écoles (Centrale, Mines, ESE, Physique-Chimie Paris...), vous serez rapidement en charge d'importants développements qui mettent en œuvre des technologies diversifiées et impliquent l'utilisation de matériaux très élaborés. (Réf. 91092/LM)

Ces postes sont basés à Dijon.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Jean-Claude LELEU, Responsable des Affaires Sociales à L.C.C. Dijon, avenue du Colonel Prat, SAINT-APOLLINAIRE, 21100 DIJON.

THOMSON COMPOSANTS

INGÉNIEURS LOGICIELS

Informatique technique et industrielle

Pour participer activement aux mutations technologiques, optimiser la qualité de nos prestations, maintenir le taux de développement le plus important du marché, THOMSON-ANSWARE, SSI du groupe CGE (1050 personnes, + 36 % de CA en 85), s'appuie sur des équipes d'ingénieurs motivés et autonomes regroupés par domaine de compétences.

Participez au développement de logiciels pour des applications sur systèmes temps réel dans les domaines :
• Productique, Robotique, • Instrumentation,
• Contrôle de Processus, • Génie Logiciel,
• Systèmes embarqués, • Télécommunication,
• Traitement d'images, • Intelligence artificielle.

Informaticiens, Automaticiens, Electroniciens

Grandes Ecoles ou Universités, vous avez une expérience d'environ 2-3 ans en micro ou mini-ordinateurs sur matériels : DIGITAL, HP, SOLAR, MITRA, GOULD et/ou micro-processeurs : INTEL, MOTOROLA, SM 90.

Vous pratiquez les langages : Assembleur, Pascal, PLM, LTR. La connaissance d'UNIX et du langage C est un atout supplémentaire.

Les postes sont à pourvoir sur Paris-Ile-de-France.

Adresser votre dossier de candidature, sous réf. RLB 66.4 à THOMSON-ANSWARE, groupe CGE, 135 rue de la Pompe, 75116 Paris.



4kate THOMSON ANSWARE

CONCEVOIR DES CIRCUITS INTEGRES NUMERIQUES

Ingénieur de haut niveau (ESE, ENSERG, ENST...) vous êtes débutant(e) ou possédez une première expérience professionnelle.

Rigoureux, méthodique, vous savez travailler en équipe et avez le goût des relations humaines.

Nous vous proposons de rejoindre notre service Etudes de Calculateurs Embarqués et d'y prendre en charge la conception de circuits intégrés numériques spécifiques, complexes et rapides (prédiffusés, précaractérisés) depuis l'adaptation du schéma jusqu'à la participation à l'intégration du produit dans un sous-ensemble.

Vos performances vous permettront ensuite de progresser au sein de notre Groupe.



aérospatiale
DIVISION ENGINES TACTIQUES

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV et prétentions) sous réf. EG/M 06 au Service Relations Formation, 2 rue Béranger 92322 CHATILLON Cedex.

RADIOCOMMUNICATION pour un projet international

Nous sommes un important groupe spécialisé dans l'électronique et l'informatique industrielle de pointe et recherchons un **INGÉNIEUR SPÉCIALISÉ** dans le traitement du Signal-Transmissions radio. De formation supérieure (ESE, ENSETH, Sup Telecom... avec option radio) vous avez acquis une première expérience d'au moins 3 ans dans ce domaine. Nous vous confierons la responsabilité d'une petite équipe chargée du développement de sous-ensembles d'émissions, réceptions et synthèse de fréquences. Passionnés de radio, vous savez vous adapter aux technologies nouvelles qui environnent votre domaine. Vous y développerez vos capacités d'innovation et de rigueur exigées par les caractéristiques de ce projet. Lieu de Travail : proche banlieue Sud-Ouest de Paris.

JFD conseil

Pour un premier contact, écrire ou téléphoner sous référence RD, 109, bd. Malesherbes 75017 Paris. Tél. 47.66.01.27.

JEUNES INGÉNIEURS

ELECTRONIQUE, AUTOMATISMES, INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

April, n°1 français de l'automate programmable, mise sur votre potentiel évolutif et le prouve en vous confiant, à Paris des postes d'

INGÉNIEURS D'APPLICATIONS

Sur le terrain et en liaison avec le Service Etudes et Développement, vous aurez pour mission de faire évoluer nos produits en fonction des besoins clients. Ensuite, c'est vous qui évoluerez : notre groupe vous offre un large éventail de possibilités.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 8694 au Cabinet **Roubert Déclat**, 32 rue des Volontaires, 75015 PARIS.

SEITEL

Société d'électronique d'informatique et de télécommunication recherche pour les départements 06 - 31 - 33 - 75

4 INGÉNIEURS 5 TECHNICIENS

Vous êtes intéressé par :
• La planification
• La gestion de projet
• La configuration de projets spatiaux.

Pour rencontrer une société jeune et réorientée dynamiquement, adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV et photo) à :

SEITEL, ZI de Fournes 31130 BALMA.

Directeur industriel

Mettre en place la politique industrielle définie par la direction. Coordonner l'activité d'équipes opérationnelles et les animer. Etudier, proposer et mettre en place les nouveaux outils (robotisation, commandes numériques...).

Developper et améliorer les applications actuelles, prendre en charge en liaison avec les directions opérationnelles des usines l'aspect production et industrialisation.

C'est la mission que vous propose cette très performante société à vocation internationale, leader sur son secteur.

De formation Ingénieur (Centrale Lyon, CESTI, AM...), vous disposez d'une expérience réussie d'au moins 10 ans à un poste de commandement dans le domaine de la production ou des méthodes.

Le poste est basé dans une grande ville agréable du Centre Ouest. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Les conditions offertes et notamment la rémunération et les perspectives de carrière concrètes sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite, sous réf. M 688 A à Christian Hollevoet, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil

Ressources humaines

مرکز اطلاعات

**SECTEURS
DE POINTE**



2 ou 3 ans d'assistance technique ou de vente à une clientèle industrielle : il est temps de vous associer à Hercules. Un leader discret ayant les moyens de répondre aux questions que vous vous posez sur votre avenir.

INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE ET VENTE

Votre première mission : après formation à nos produits et technologies, vous développerez leurs applications dans une clientèle spécialisée. Vous êtes en contact permanent avec nos clients sur le terrain, tant pour réaliser des essais sur lignes de production que des négociations commerciales. Etude du marché, prévisions et objectifs, liaisons usine et laboratoire, applications nouvelles, information du marketing Europe, une fonction large et ouverte. Ingénieur, parlant anglais, vous recherchez après une première expérience similaire un groupe multinationnel passionné où la promotion interne est privilégiée. Adresser lettre, CV, rémunération, sous réf. M 126 à M. d'Abouville, 80, rue Taillout 75009 Paris

IMPORTANTE BANQUE INTERNATIONALE recherche son

DIRECTEUR

INFORMATIQUE H/F

Formé sur IBM 38, GAP III. Solide expérience bancaire et anglais indispensables. Poste basé à Paris 8^e. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 9442 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

situé à RUEIL-MALMAISON (92) recherche pour sa Direction PHYSICO-CHEMIE APPLIQUEE

INGENIEUR HAUT NIVEAU ou DOCTEUR ES SCIENCES

Débutant ou quelques années d'expérience, disposant d'une solide formation de base (Grande Ecole : Physique-Chimie de Paris, Mines, Centrale ou équivalent) pour effectuer travaux de recherche en physico-chimie et dans le domaine des opérations de séparation. Adresser C.V., photo et prêt. sous réf. 9543 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



1^{re} SOCIÉTÉ FRANÇAISE PRIVÉE. CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS DEPUIS 5 ANS DANS LES 4 PREMIERS AU CLASSEMENT DE L'INDICE DE SATISFACTION DES UTILISATEURS (D1 DATAPRO) EFFECTIF : 900 personnes CHIFFRE D'AFFAIRES : 700 MF

FORTS DE NOS SUCCÈS NOUS INVESTISSONS SUR L'AVENIR en recherchant des : INGÉNIEURS D'ÉTUDES LOGICIELS

POUR S'INTÉGRER A NOTRE DIRECTION TECHNIQUE ET REJOINDRE NOS ÉQUIPES DE CONCEPTION ET DE DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈMES INFORMATIQUES

LES POSTES SONT A POURVOIR DANS LES DOMAINES :

- des LANGAGES (environnement de programmation C...) et des SGBD (système relationnel, réparti...)
- des logiciels de SYSTÈMES D'INSTRUMENTATION (environnement UNIX et C)

De formation Grande École (option informatique) ou Universitaire (DEA/DESS informatique), vous avez une expérience de trois années au moins, acquise chez un constructeur ou dans une SSCI.

Envoyez lettre, C.V. et prétentions sous la référence M/DE-16 à IN2, Direction du personnel, B.P. 63, 78373 PLAISIR CEDEX.

BANQUE PRIVEE

REJOIGNEZ UN SECTEUR EN PLEINE ÉVOLUTION !

SICAV, FCP

Nous sommes l'organisme central d'un important groupe bancaire et le développement de nos activités financières nous conduit à recruter de nouveaux collaborateurs

RESPONSABLES D'ÉQUIPE H/F

De formation supérieure (DESS banque-finances, DESS gestion financière et comptabilité...) et disposant d'une courte expérience professionnelle, vous aurez pour mission d'animer et d'organiser de jeunes équipes chargées de la gestion administrative et comptable de sociétés financières.

Dynamisme et capacité à prendre rapidement des responsabilités constituent des atouts fondamentaux.

Age souhaité : 28 ans environ. (Réf. 4215/RE/LM)

RESPONSABLES COMPTABLES H/F

Vous venez d'obtenir un BTS comptabilité ou un DUT gestion des entreprises et des administrations et avez déjà effectué quelques stages professionnels.

Nous vous proposons de participer à la gestion administrative et comptable de nos SICAV et FCP. (Réf. 4215/RC/LM)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) en précisant la référence du poste choisi à



5, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN,

ÉLARGISSEZ VOS COMPÉTENCES TÉLÉCOMS

Le développement des futurs grands systèmes de télécommunications, civils et militaires s'accélère, l'informatique y prend une place prépondérante. Ingénieur diplômé, devenez chez nous (Paris, Nord-Ouest) :

chef de projet logiciel

(réf. 4853 LM)

Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans dans le développement de logiciels temps réel pour minis ou micros, la maîtrise d'un langage de haut niveau comme PASCAL, le goût et le potentiel voulu pour la conduite de projets. Venez diriger nos équipes de réalisation.

ingénieur génie logiciel

(réf. 4854 LM)

Vous possédez une expérience de 2 à 5 ans comme développeur ou déjà axée génie logiciel : venez rejoindre notre équipe pour créer notre atelier et mettre en œuvre des techniques de pointe : spécification formelle, prototypage, intelligence artificielle, LTR3, ADA... ceci dans un environnement performant : UNIX, VAX, work station, réseau local.

ingénieur qualité logiciel

(réf. 4855 LM)

Vous avez acquis la certitude, en plusieurs années d'expérience comme développeur, que la maîtrise de la qualité est un facteur essentiel pour produire industriellement des logiciels. Venez conseiller nos équipes de réalisation et mettre en place les standards, les méthodes et les outils de contrôle qui s'imposent.

Notre consultant, J. TALLIEU, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante, à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTec

ingénieur concepteur,

si vous savez raisonner système d'information, venez prendre en main un secteur études

Important groupe industriel et commercial international, nous nous préparons à devenir le numéro UN mondial sur notre marché : les produits grand public et professionnels à haute technologie et forte valeur ajoutée. Cette stratégie conquérante s'appuie sur une informatique (Paris-Sud) qui fait peau neuve autour d'un schéma directeur ambitieux.

Vous prenez en main un secteur : gestion commerciale ou production, en lui apportant votre professionnalisme, votre sens de l'organisation et de la concertation.

Diplômé d'une Grande École, vous avez acquis en cinq ans ou plus un solide savoir-faire en conduite de projet DB/DC dans un environnement 43XX, pratiquez MERISE ou AXIAL et savez tordre le cou à la technique pour satisfaire intelligemment vos utilisateurs.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN, vous remercie de lui écrire (Réf. 4856 LM), à "Carrières de l'informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON GRENOBLE LILLE NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Technologie de pointe

Groupe industriel spécialisé dans les batteries industrielles recherche pour la Région Parisienne

CHEF DE PRODUIT

A la fois technicien et homme de marketing, il déterminera les produits spécifiques répondant aux besoins d'une clientèle dont il aura auparavant étudié et défini les caractéristiques.

1^{er} interlocuteur des responsables de services, excellent commercial, il assurera le succès de nos réalisations et développera son chiffre d'affaires.

Cette fonction nécessite une expérience commerciale réussie d'au moins 5 ans.

A ce poste, autonomie, initiatives et pratique de l'anglais sont indispensables.

La connaissance de notre secteur d'activité est un atout supplémentaire.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. à notre Conseil : Louise Le Roux 38, rue Brunel - 75017 PARIS

vos demandes seront traitées confidentiellement



L'INGENIERIE INFORMATIQUE DANS UNE ENTREPRISE A TAILLE HUMAINE ET A VOCATION INTERNATIONALE

...Une formation sur le terrain pour des hommes de terrain...

Notre société, dotée d'une clientèle de premier plan, implantée en France et à l'étranger, intervient dans tous les domaines du conseil et de l'ingénierie informatique. Nous recherchons dans le cadre de notre STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT :

Ingénieurs Grandes Ecoles

Expérience professionnelle 2 à 3 ans

VOUS ÊTES : diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce. VOUS AVEZ : une première expérience réussie de l'informatique exercée dans une fonction commerciale, technique ou de conseil en organisation.

NOUS VOUS OFFRONS PLUSIEURS OPPORTUNITES DE CARRIERE :

COMMERCIAL : pour contribuer au développement de nouveaux secteurs au sein de nos départements (banque, finances, industrie...).

TECHNIQUE : pour participer en tant qu'ingénieur d'études à des projets techniques pour les clients du groupe (monétique, télécom, bureautique, etc...), la connaissance des environnements IBM, BULL ou DIGITAL serait appréciée.

CONSEIL : pour collaborer à des missions de conseil en organisation informatique de haut niveau. Nous souhaitons rencontrer, pour l'ensemble de ces postes, des candidats dont les qualités de créativité, d'organisation, de dialogue et de dynamisme permettront des opportunités d'évolution de carrière. Rémunération en fonction des diplômes et de l'expérience. Postes à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. (photo), sous référence 58 CM2 M.



à Sieglinde Boch, Centi Profile, 12B, rue de Rennes 75006 Paris.

Conseil en Recrutement Informatique

SECTEURS DE POINTE

Nos ingénieurs n'ont pas tous le même métier...

CEPE (520 personnes) filiale de THOMSON Composants compte parmi les 3 leaders mondiaux dans le domaine des résonateurs, oscillateurs et filtres à quartz hautes performances.

Notre objectif: conforter notre position sur le plan international. Notre option: intégrer des hommes de talent.

DÉPARTEMENT TECHNIQUE

INGÉNIEUR MÉCANIQUE ÉTUDES

Au sein du Service Technique Résonateurs (25 personnes), responsable du pôle "modélisation mécanique", vous encadrez une équipe de 5 personnes et coordonnez la réalisation de projets. De formation supérieure (ENSM ou équivalent), vous maîtrisez les domaines suivants:

- résistance des matériaux;
- conception et réalisation micro-mécanique;
- micro-système;
- micro-assemblage.

Expérimenté dans le domaine des éléments finis, vous avez de solides connaissances en matière d'élasticité cristalline, d'électronique analogique et/ou de traitement du signal.

Vous êtes disponible pour des déplacements de courte durée. (Réf. 91097/LM)

ASSISTANT CHEF DE PROJET

Au sein du Service Études Oscillateurs, vous assistez un chef de projet au niveau technique:

- électronique (analogique et numérique);
- mécanique (vibratoire, non linéaire, acoustique);
- thermique (petits ensembles, à pression atmosphérique et sous vide);
- métrologie (en inertie et sous contrainte) ainsi qu'au niveau de la gestion d'affaires;
- élaboration de propositions (techniques financières...);
- établissement de rapports d'avancement, de diagrammes PERT;
- organisation de réunions (internes ou externes);
- suivi de projets, du personnel.

De formation supérieure (Supélec, Sup'éléc ou équivalent), vous êtes organisé, dynamique et avez le goût des contacts humains. (Réf. 91099/LM)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIE D'ÉTUDES

Au sein du Service Technique Filtrages et Hyper-Fréquence, 6 personnes vous participerez à l'élaboration de nouvelles gammes de composants passifs à hautes fréquences (en particulier filtres à quartz).

De formation supérieure (ENSI ou équivalent), vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Vous êtes familiarisé avec l'utilisation de l'informatique (CAO). (Réf. 91096/LM)

DÉPARTEMENT PRODUCTION

RESPONSABLE PLANNING ET APPROVISIONNEMENT

Rattaché au Directeur de la Production, vous êtes responsable de la coordination de l'activité des services approvisionnement, planning et achats-magasin.

De formation grande école d'ingénieurs, ou maîtrise de gestion, vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans un domaine similaire. (Réf. 91100/LM)

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Rattaché au Directeur Industriel, vous êtes responsable des services fonctionnels réalisant les gains de productivité: méthodes, mise au point, équipement.

De formation grande école d'ingénieurs (physique, électronique, informatique), vous justifiez d'une dizaine d'années d'expérience dans un domaine similaire. (Réf. 91101/LM)

DÉPARTEMENT COMMERCIAL

RESPONSABLE MARKETING PRODUIT

Vous dirigez un groupe de marketing produits et établissez les stratégies et tactiques commerciales.

Votre objectif: optimiser les revenus par produit et assurer la promotion chez nos clients. (Réf. 91102/LM)

CHEF DE PRODUIT(S)

Vous êtes responsable de votre (vos) produit(s): établissement des stratégies commerciales, optimisation des revenus et marges, promotion. (Réf. 91103/LM)

VENDEURS CONFIRMÉS: FUTURS CHEFS DES VENTES

Vous avez l'entière responsabilité d'un secteur de vente France ou export et menez les actions suivantes:

- négociations;
 - promotion;
 - suivi d'affaires;
 - prévisions;
 - coordination usine/administration commerciale.
- Ingénieur de formation, vous justifiez d'une expérience commerciale probante de 2 à 5 ans dans un domaine similaire. (Réf. 91104/LM)

Pour tous ces postes, la pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste qui vous intéresse à C.E.P.E. - Mme DANGU - Service du Personnel - 44, avenue de la Glacière, 95100 ARGENTEUIL.

**THOMSON
COMPOSANTS**



PARIS - PROVINCE
15 ans de compétence et de sérieux au service de sa clientèle parmi les plus grandes Sociétés Nationales et Internationales, recherche:

30 INGENIEURS GRANDES ECOLES (Référence 2085)

ou équivalent de préférence selon informatique, automatique, électronique. Pratique souhaitée des matériels: MITRA - SOLAR - POP 11 - VAX - MINI 6 - Micros: INTEL, MOTOROLA 6809 et 6800C et des Systèmes: IMS, DSA, SNA, TRANSPAC. Pour les activités suivantes: LOGICIEL DE BASE, RESEAU, BASE DE DONNEES - PROCESSUS INDUSTRIEL, TEMPS REEL - TELECOMMUNICATIONS, GENIE LOGICIEL - CAO, ROBOTIQUE, MONITEUR - SYSTEME D'ARMES, GENIE LOGICIEL - SYSTEMES DE GESTION, BUREAUTIQUE - METHODOLOGIE, INTELLIGENCE ARTIFICIELLE.

INGENIEURS COMMERCIAUX (Référence 2086)

Bien introduits dans les milieux informatiques et des administrations, industries, banques et constructeurs, et ayant l'expérience des négociations et de la vente de services informatiques à un "top niveau". Nous offrons de réelles possibilités d'évolutions pour des éléments de valeurs, jusqu'aux postes de Directeurs.

INFORMATIS 26, rue Daubenton 75005 PARIS - Tél. 43-37-99-22.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

POUR NOUS: UNE TECHNOLOGIE INFORMATIQUE. «TOP NIVEAU» EST UNE OBLIGATION.

Avec de gros systèmes IBM 308 et 800 terminaux, nous sommes prêts à répondre aux exigences qui sont les nôtres: 4 200 personnes dans 25 départements du Sud-Est, 300 agences à alimenter; tout un ensemble qui fait de la Société Lyonnaise de Banque la première banque interrégionale française.

Notre département Production Informatique, rattaché à la Direction Organisation et Informatique recherche son:

RESPONSABLE Exploitation + système + méthodes

Nous souhaitons confier la responsabilité de nos moyens de production informatique (exploitation du site central, services méthodes et système) à un ingénieur expérimenté IBM (MVS/IMS) d'au moins 35 ans. Membre de l'équipe de direction du Département Production Informatique, il encadrera et animera une entité importante en s'appuyant sur une équipe de responsables de services et cellules.

A une excellente compréhension des problèmes techniques et à une disponibilité certaine, il associe une très solide expérience du management.

Merci d'adresser votre candidature à Renaud VIAL, Responsable Département Production Informatique, 9 chemin Antoine Pardon, 69160 Tassin-la-demi-Lune.



EQUIPEMENTS AUTOMOBILES

Ingénieurs grandes écoles: d'abord négocier les ventes export

Regroupant près de 30 000 personnes, nous assurons notre développement auprès de l'ensemble des constructeurs mondiaux (tourisme + poids lourds) et des industriels.

Un enjeu: gérer les projets en cours de développement de nos produits et obtenir de nouveaux marchés. Votre mission: prendre en charge les relations techniques et commerciales avec les bureaux d'études et les services achats de nos clients européens.

La réussite dans cette première fonction ouvrira de larges possibilités d'évolution de carrière, au-delà du domaine de compétences initial. Ingénieur Généraliste, à dominante mécanique ou électrotechnique (Centrale, AM, ESE, ENSIEG...), vous disposez dans l'idéal d'une expérience de 2 à 3 ans du Marketing ou de la Vente de produits industriels. Basé à Paris, ce poste implique des déplacements de courte durée en France et à l'étranger; la pratique courante de l'allemand ou de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 983 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE
DEVELOPPEMENT

Paris

Ingénieur Grande Ecole Chef de Projets Informatique de gestion pour débuter...

au sein d'un groupe à vocation internationale de près de 30 000 personnes.

Au départ de votre carrière, vous prenez en charge le développement de projets informatiques, de l'analyse des besoins à la mise en œuvre des systèmes, pour les différentes fonctions de l'entreprise.

Interlocuteur permanent des utilisateurs, vous animez une équipe d'analystes-programmeurs qui a pour mission l'automatisation de la fonction.

Par la suite, de larges possibilités d'évolution existent dans le Groupe, en informatique ou dans d'autres filières. Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Grande Ecole (CENTRALE, SUPÉLEC, MINES, AML...), débutant ou ayant déjà réussi une première expérience.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil ALGOE, en écrivant sous référence 984 M, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULLY CX.

ALGOE
DEVELOPPEMENT

La Caisse Nationale du Crédit Agricole recherche pour sa Division Informatique basée à St-Quentin-en-Yvelines

INGENIEUR SYSTEME

Pour prendre en charge le développement, la maintenance et l'optimisation des systèmes d'exploitation sur des ordinateurs haut de gamme, compatibles IBM. Vous êtes intéressé par une entreprise développant des projets importants et utilisant des techniques informatiques avancées. Vous êtes ingénieur (ou équivalent), possédez une expérience de 2 à 3 ans de systèmes en logiciels de base IBM, MVS JES 2 et TSO, et de très bonnes connaissances en Assembléur et VSAM (SNA et VTAM appréciées).

Adressez-nous vos lettres de candidature, en précisant votre situation actuelle, CV détaillé et photo sous réf. ALH 0635 à CNCA, Cession des Personnes, St-Quentin-en-Yvelines 78280 Guyancourt.

**CAISSE NATIONALE DE
CREDIT AGRICOLE**

DEFENSE TRANSPORT INFORMATIQUE/TELECOM

Devenez notre spécialiste FIABILITE LOGICIEL

Nous sommes une importante société française réalisant des systèmes informatiques complexes de contrôle commande du type 9 feute. Nos logiciels doivent satisfaire des spécifications très élevées car ils pilotent des ensembles où la sécurité des personnes est en jeu. Pour l'un de nos centres d'études situés en banlieue Sud, nous recherchons un ingénieur pour déterminer la fiabilité et valider nos logiciels grâce à des analyses de complexité, à l'analyse statistique des fautes, aux théories de probabilité.

C'est un ingénieur informaticien, connaissant le temps réel, attiré par les études de validation et de fiabilité logicielle.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à A.S. PUBLICITE, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. MFL 0625.

Vous êtes un jeune diplômé de l'enseignement supérieur HEC, ESSEC, SUP de CO.

Vous êtes attiré par un premier job orienté vers le contrôle de gestion et la mise en place d'un système d'information appuyé sur un réseau de micro-ordinateurs reliés à IBM 36.

Vous êtes désireux de

rejoindre un groupe solide (2 milliards de CA) opérant dans un secteur porteur (la restauration) et présent sur les cinq continents.

Vous souhaitez exercer votre première activité dans une société à taille humaine (150 millions de CA HT, 600 salariés) dynamique et formatrice filiale de ce groupe en qualité d'

ASSISTANT

du responsable du département informatique et contrôle de gestion. Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 860 à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS.

524 101 014

**SECTEURS
DE POINTE**



ROHM
HAAS
FRANCE S.A.

L'Usine de Lauterbourg de la Société ROHM and HAAS France SA recrute

**Ingénieur chimiste
pour son équipe de développement.**

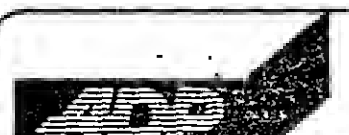
Les candidat(e)s, dégagés des obligations militaires :
• seront diplômé(e)s d'une Ecole Nationale Supérieure de Chimie,
• auront complété leur formation par une thèse ou une spécialité de chimie organique ou macromoléculaire.
Le poste requiert de bonnes connaissances en anglais.
L'environnement dynamique, une rémunération attractive et des avantages sociaux importants sont de nature à intéresser des éléments de valeur.
Les candidatures - lettre et C.V. - sont à adresser à ROHM AND HAAS France S.A. à l'attention de Monsieur REDELSPERGER - Service du Personnel
B.P. 27 - 67630 Lauterbourg.



recherche pour son centre de VELIZY

**RESPONSABLE DU
DEVELOPPEMENT DES
EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES**

Il prend en charge le service développement de l'ensemble des produits.
Il est rattaché directement à la direction technique.
A ce titre, il anime et organise l'activité entre le laboratoire d'études, le bureau d'études, les approvisionnements, les acheteurs et la fabrication.
Sa fonction l'amène à établir de nombreuses relations avec les responsables d'affaires et de fabrication.
Ce poste nécessite une formation « généraliste » orientée mécanique et électronique confirmée par environ 10 ans d'expérience en milieu télécommunications, automatismes, alarme et sécurité.
Des qualités de créativité, du respect des normes, d'organisation et des facilités de relations favoriseront la prise de fonction.
Adresser C.V. à AETA, B.P. 34,
12, rue des Frères Caudron, 78142 Vélizy.



Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

Recrute pour sa Direction
TECHNIQUE et INDUSTRIELLE

UN INGÉNIEUR (H/F)

chargé de diriger les ateliers du parc automobile d'Orly (64 personnes).
- Ce poste exige des connaissances techniques confirmées
- une solide expérience de l'encadrement et de la gestion.
Adresser lettre manuscrite et C.V. à :
Monsieur CARRIÈRE
291, Bd Raspail - 75675 PARIS CEDEX 14

**ingénieur chimiste
ou équivalent**

Anglais courant exigé (M.L.T. ou équivalent)
Société de Parfumerie-Cosmétique implantée en Normandie, Filiale d'un Grand Groupe Français, offre à un jeune ingénieur chimiste l'opportunité de renforcer son équipe Recherche et Développement.
Doté d'une expérience minimale de 2 à 3 ans dans une fonction similaire, rattaché directement au Responsable des laboratoires, il sera plus spécialement chargé de l'établissement et du maintien des dossiers techniques en conformité avec la législation en vigueur, du suivi de la gestion informatique de la documentation et participera à la mise au point des formules de produits cosmétiques.
Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 89.723, PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Reaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

C.G.S. INFORMATIQUE
Société de Services en pleine expansion,
recherche plusieurs titulaires de
MAITRISE DEBUTANTS HF
Informatique, Mieux, Gestion,
Econometrie, Sciences Economiques
Merci d'adresser votre C.V. sous référence ML 66
(à noter sur l'enveloppe) à C.G.S. INFORMATIQUE
58, boulevard Gouvion Saint-Cyr 75017 PARIS

**Les nouvelles technologies
envahissent la distribution.**



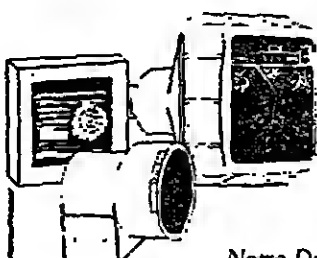
Satisfaire 10 millions de clients et livrer 150 000 colis par jour, c'est bien... mais être leader en Vente par Catalogue nous engage à proposer plus : livrer plus vite, de manière toujours plus fiable...
La Redoute est résolument décidée à investir dans des moyens de production nouveaux : informatique industrielle, robotique, transitique... Elle met en œuvre toutes les ressources des technologies les plus avancées : informatique, télépaiment, télématique, pour développer un concept nouveau : la VENTE A DISTANCE...
Les directions informatique et technique s'efforcent : elles ont besoin de jeunes ingénieurs, pour prendre totalement en charge des projets ambitieux.

**JEUNES INGENIEURS GRANDES ECOLES
DEMARRER PAR LA GPAO ET L'INFORMATIQUE**

Vous avez un diplôme d'ingénieur grandes écoles, peu ou pas d'expérience : vous souhaitez démarrer dans une équipe jeune, dans un poste créatif et opérationnel à la fois... Cette expérience vous donnera beaucoup d'outils pour prendre une autre fonction de responsabilités dans l'un des nombreux métiers qu'offre notre groupe (industriel, commercial, informatique).
Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Anne DUHEN,
57, rue de Blanchemaille, 59062 ROUBAIX Cedex 2.

La Redoute
catalogue

De nouveaux métiers pour un métier nouveau



THOMSON-CSF

TUBES ET DISPOSITIFS À IMAGE

- Notre Département fait partie des LEADERS MONDIAUX de la DÉTECTION et de la VISUALISATION D'IMAGES.
- Nos produits intéressent à la fois le domaine CIVIL (N°1 mondial en imagerie médicale), MILITAIRE et SPATIAL.
- Nous sommes présents sur les marchés professionnels en EUROPE, aux U.S.A. et au JAPON.
Notre nouveau Centre industriel de VOREPPE-MOIRANS, près de GRENOBLE prépare le développement de notre production DÉTECTION de Haute Technologie.
Ceci implique l'intégration d'un

INGÉNIEUR CHIMISTE

Il devra parachever la mise en service des ensembles neufs et assurer la responsabilité de l'exploitation des installations visant à :
- la production d'eau ultra-pure (pré-traitement, osmose, résines...)
- le traitement des effluents liquides d'un important atelier de traitement de surfaces,
- le traitement des effluents gazeux d'épilation.
Nous souhaitons rencontrer un CHIMISTE possédant une expérience d'exploitation de traitement de surfaces et connaissant si possible la régulation et l'automatisation de process.
Ce poste requiert une grande disponibilité d'horaires.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature (C.V., prétentions, photo) à Danielle MARTY - Service du Personnel - THOMSON CSF/TDI - B.P. 55 - 38120 SAINT-EGREVE

THOMSON-CSF



**INGENIEUR DE PROJET SENIOR
ALIMENTATION NAVETTE HERMES**

SAFT, leader mondial de l'énergie électrique autonome professionnelle pour les secteurs de haute technologie, engage le développement des systèmes d'énergie pour le véhicule spatial HERMES et recherche l'Ingénieur de Projet.
Ce poste s'adresse à un Ingénieur généraliste (électrochimie, mécanique, thermique...), ayant acquis une première expérience de développement de systèmes et de gestion de projet. La connaissance et l'expérience d'applications spatiales seront un atout.
Pour un candidat à potentiel, c'est l'opportunité de développer un projet d'avenir au sein d'une société internationale en expansion.
Poste basé à POITIERS.
Merci d'adresser votre CV sous référence G.3.8 b à SAFT - Direction des Ressources Humaines
57, rue de Villiers - 92200 NEUILLY SUR SEINE.



CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

La division des traitements informatiques de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche pour son secteur ETUDES RÉSEAUX un CHEF DE PROJET POUR LE DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES DE SURVEILLANCE D'AGENCES BANCAIRES.

Agé de plus de 30 ans, « les pieds sur terre », votre rigueur, vos qualités relationnelles seront des atouts dans votre rôle d'interface avec les services du siège et les Organismes professionnels ainsi que dans votre rôle « d'expert technique ».

De formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Universitaire, vous aurez acquis au moins 5 ans d'expérience dans le développement d'outils de surveillance d'installation et (ou) dans les applications de process-contrôle.

Votre rémunération sera liée à votre expérience. Poste basé à Paris. Merci d'adresser votre candidature, sous référence DV/SEC, à Mademoiselle Dorothee VIVIEN - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75008 PARIS.

Maîtrisant de plus la Gestion Technique Centralisée, vous serez chargé(e) de la mise en œuvre et du suivi de développement de systèmes de surveillance.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Vos compétences en Télécommunications vous permettront par ailleurs de prendre en charge des projets de sécurité.

SECTEURS DE POINTE

REGION PARISIENNE
(EST)

GROUPE 2000 PERSONNES
ELECTRONIQUE DE POINTE

Cette Société, ayant une forte image de marque sur le plan mondial, dans la conception et la réalisation d'équipements pour l'électronique, recherche son

Chef de service Informatique (300.000 F)

Rattaché au Directeur financier du groupe, responsable d'une petite équipe de 8 personnes (analystes + opérateurs), il a pour mission de fournir à la Société un système informatique efficace, économique et cohérent. Dans un contexte IBM + P.C., il assure la planification, le développement et la maintenance des applications : analyse des besoins, conception (études), réalisation, formation des utilisateurs.

Il a à mettre en œuvre d'importants projets dans le domaine de la gestion de production et de la bureautique.

Diplômé de l'enseignement supérieur, option informatique, ou équivalent, avec un très bon niveau d'anglais, vous avez déjà quelques années d'expérience dans la conduite de projets d'envergure et la maîtrise d'un environnement technique (compétences : IBM/38, Micras, logiciels, gestion de production).



Guy Postel

Adressez votre C.V. avec photo en indiquant un numéro de téléphone où l'on peut vous joindre rapidement même pendant les vacances, en rappelant la référence 280, à Guy Postel, Conseil, B.P. 19, 06480 La Colle sur Loup. Discretion garantie.

A la recherche d'un nouveau challenge? Venez numériser nos paliers magnétiques actifs!



Leader mondial du palier magnétique actif
VERNON (Eure) 80 kms de Paris

- PRODUIT D'INNOVATION, TECHNOLOGIE DE POINTE
- P.M.E. ET MULTINATIONALE (FILIALES AUX U.S.A. ET JAPON)
- ACTIONNAIRES : S.E.P., A.B. S.K.F., SEIKO.

recherche :

ingénieur «système»

Spécialisé dans la conception et la mise en œuvre d'asservissements numériques très performants, il dirigera une petite équipe d'ingénieurs R & D pour mettre en œuvre les systèmes numériques dans les asservissements de paliers magnétiques actifs. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type SUPELEC ou équivalent, ayant quelques années d'expérience en ce domaine, parlant anglais.

ingénieur électronicien «software»

Spécialisé dans la conception et la mise en œuvre d'asservissements numériques très performants.

ingénieur électronicien «hardware»

Spécialisé dans l'implantation matérielle et la création de cartes autour de microprocesseurs en vue de leur utilisation en asservissements numériques et en systèmes de diagnostic. Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs de formation supérieure type ISEP, ISEN, ESIEE, ESEO, ayant de préférence quelques années d'expérience en ce domaine, parlant anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre + C.V. + photo + prétentions) en précisant le poste choisi à : Micheline CHRISTOT Société de Mécanique Magnétique - Forêt de Vernon, B.P. 431 - 27204 VERNON Cedex



Le Département Polymères de Du Pont de Nemours (France) S.A. recherche pour sa division PACKAGING :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Responsable des ventes pour le Nord de la France et le BENELUX, basé à Lille ou Bruxelles.

Ayant une expérience de l'emballage souple dans le domaine alimentaire, vous avez idéalement passé 4 à 6 ans chez un utilisateur de ce type de produits.

Ingénieur mécanicien, chimiste ou équivalent (une formation d'ingénieur en industrie alimentaire serait appréciée), vous parlez parfaitement anglais. Le néerlandais serait un atout.

Au sein d'une société multinationale, nous vous offrons une rémunération motivante et d'intéressantes perspectives d'évolution.

Nous prendrons contact avec vous vers le 10 juillet 1986.

Veuillez adresser C.V. et prétentions sous référence 70.383 LM, à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Service du Personnel 137, rue de l'Université, 75334 PARIS CEDEX 07

Cette banque commerciale a forte synergie financière intègre le développement des marchés financiers pour lesquels elle possède déjà une longue tradition d'action. Sa Direction de l'Informatique et de l'Organisation, forte d'une centaine de collaborateurs et dotée de systèmes IBM sous MVS, participe à son évolution. Dans ce cadre, elle recherche un

Jeune chef de projet Marché Financier

Rattaché au Responsable des Etudes, l'essentiel de vos missions en recouvre :

- la conception d'applications dans un cadre méthodologique Merise;
- l'encadrement de la réalisation de ses applications tant sur gros systèmes que sur micro-ordinateurs.
- Une de vos toute premières missions concerne l'intervention sur les Marchés Financiers par conception et intégration de nouveaux systèmes d'informations, de la prise d'ordres au back-office en passant par l'arbitrage des risques.

Votre expérience des systèmes à base de micro-ordinateurs, appréciée sur ce premier projet, vous rend tout aussi pertinent sur la décentralisation d'applications dans les agences.

De formation supérieure, avec 3 à 5 années d'expérience en informatique au sein de SSI ou d'établissement du secteur tertiaire, vous avez exercé une première responsabilité de conduite de projets que vous souhaitez confirmer en milieu financier.

Michel DHEUR, notre Conseil, évalue avec soin et en toute confidentialité, les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adressez sous la référence 8010, 27 au Cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

Le Monde CADRES



Premier fabricant français d'équipement automobile, partenaire reconnu des constructeurs mondiaux, 28.000 personnes, CA 12 milliards de francs - 50% à l'exportation, propose un poste à responsabilité et une carrière évolutive à un ingénieur de valeur.

Jeune ingénieur chef de projets informatique

Ingénieur diplômé, ayant de bonnes connaissances en informatique et si possible une première expérience professionnelle (la candidature d'un débutant ayant effectué des stages intéressants peut être retenue). Rigoureux, motivé, disposant de qualités de contacts, il participera au développement de projets informatiques de gestion en milieu industriel. Poste évolutif pour candidat de valeur.

Poste à Amiens.

Ecrire sous réf. NU 400 CM
Discretion absolue

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE
recherche pour secondar le Responsable Régional Sud-Est de son

DEPARTEMENT IMMOBILIER EXPLOITANT

Chargé du suivi et du développement de la clientèle de Promoteurs, Position Cadre.

Convendrait à candidat de formation supérieure (Bac + 3) ou ayant fait état d'une expérience confirmée dans l'IMMOBILIER.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 221-M au Crédit Chimique, 28 rue de la République 69002 Lyon.

INDRE ET LOIRE

CONTROLEUR DE GESTION

200 000 F +

Nous excellons dans un secteur de pointe : l'étude et la construction électronique. CA 104 MF, effectifs 240 personnes, 1 filiale Outre Atlantique : notre affaire est en constante expansion. Comptabilité budgétaire, prévisionnelle, calcul de prix de revient, analyse des écarts et de l'exploitation industrielle, telle se définit globalement une fonction que vous connaissez sur le bout des doigts. Et vous l'avez en outre pratiquée en milieu informatisé, impérativement dans une entreprise industrielle, très orientée vers les technologies de pointe. Vous intégrez une équipe dynamique et vous évoluez avec notre entreprise si vous faites vos preuves. Anglais courant nécessaire. Nombreux avantages. Logement gratuit si vous le souhaitez la 1^{ère} année.

Adresser votre candidature complète sous référence 86/37/510 à notre Conseil, Pascale GALAMPOIX.



Dominique Lelinois Conseil
1 rue Grégoire - BP 1822 - 37015 TOURS Cedex Tél. 02 47 70 18 22

Membre du C.A.P.E.S. (Association des Cadres de l'Industrie et du Commerce)

Accéder au marketing industriel

CHEF DE PRODUITS

FULMEN La Compagnie Européenne d'Accumulateurs (2500 personnes - Groupe CGE) est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation d'accumulateurs au plomb. Pour faire face à son développement, la Division Batteries Industrielles renforce son Service Marketing.

Le titulaire du poste prend en charge la gestion complète des lignes de produits batteries de traction, de leur conception jusqu'à la mise à la disposition de la clientèle. Il assure l'interface entre les usines, les services techniques et le réseau commercial. Il définit la stratégie en fonction de l'analyse du marché, de la concurrence et de l'évolution des ventes.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur âgé d'environ 30 ans, il a acquis une première expérience similaire ou en tant que technico-commercial dans un contexte industriel. Il possède de bonnes connaissances en anglais.

Les conditions offertes sont de nature à intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 19431 AK à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berni - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO



Paris
Important groupe industriel en pleine
expansion, renforce ses structures et crée le
poste de :

RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES

Rattaché au Directeur des Relations du Travail, il mettra l'accent sur la formation, la communication interne, le recrutement et la motivation des collaborateurs pour l'ensemble du groupe. Pilote d'une équipe de 4 personnes, il aura un rôle opérationnel de premier plan.

Diplômé de l'enseignement supérieur, 35 ans environ, il aura acquis une expérience similaire en milieu industriel, réussie grâce à son sens des contacts, sa créativité et son dynamisme.

Veuillez adresser votre lettre manuscrite, accompagnée d'un CV avec photo en précisant vos souhaits de rémunération sous référence 5023 M à l'agence DESSBN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSBN

مركز أمن الزميل

Le Monde
CADRES

SECTEURS
DE POINTE

GLAENZER SPICER
(banque Ouest de Paris)

Filiale française réputée d'un groupe international de renom, en bonne santé économique et financière.
En France, 5 usines, 2 000 personnes, dans le monde 50 000. Nous sommes à l'avant garde de la transmission dans les domaines les plus variés (automobile, poids lourds, TGV, VAL), et recherchons notre

CHEF DE SERVICE
COMMERCIAL

Placé sous l'autorité du Directeur Commercial, il lui sera confié la responsabilité complète de la commercialisation et du développement en Chiffre d'Affaires et en marge d'une ligne de produit (transmission pour véhicule de tourisme, C.A. un milliard et en expansion). Il animera une équipe de 10 personnes.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Grande Ecole mécanique (Centrale, ENSAM...) possédant une expérience commerciale opérationnelle d'environ 5 ans dans le domaine mécanique, au travers de laquelle ses qualités de négociateur, de manager rigoureux, ainsi que son sens aigu des réalités techniques et mécaniques, lui permettront non seulement d'être efficace dans le poste défini, mais de pouvoir évoluer dans la Société. Anglais indispensable.

Rémunération élevée pour candidat de valeur.

Si vous êtes intéressé, vous pouvez contacter Solange MONTEIL par courrier (sous réf. 727 M) ou par téléphone (le 30/06 au 42.36.91.91).

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

SALOMON

Leader mondial dans les sports d'hiver (CA : 2,2 MDF en 1985 dont 85 % à l'export - 1400 p.), nous sommes en pleine diversification.

L'innovation pour nos produits est un élément essentiel de notre stratégie de développement et nous déposons plus de 100 brevets par an dans le monde entier.

Nous cherchons (réf. 1172 LM)

le responsable du service
propriété industrielle

A la tête d'une équipe de quatre ingénieurs brevets confirmés, en collaboration directe avec notre PDG, venez définir et mettre en place notre politique de propriété industrielle (dépôts de brevets, contrats, traitement des litiges...).

A 30 ans minimum, vous avez une expérience en propriété industrielle et l'envie de la développer au sein d'une entreprise qui bouge. Vous parlez couramment l'anglais et si possible l'allemand.

Notre consultante, Mme F. JOURNAL, vous remercie de lui écrire.



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Diriger la production
d'une PMI...

Nous sommes la filiale d'un petit groupe français très connu dans le domaine des machines automatiques de conditionnement.
Nos atouts : un savoir faire très spécifique, une grande capacité d'innovation technique et un fort dynamisme commercial, en particulier à l'export. Pour secondier notre Directeur d'Usine nous recherchons un

RESPONSABLE PRODUCTION

Très autonome, il anime et coordonne l'ensemble des activités montage-fabrication.
Sa fonction inclut les achats, les relations avec la sous-traitance, les études et l'après-vente.

C'est un jeune ingénieur (AM, INSA...) pouvant se prévaloir d'une expérience réussie dans un secteur proche (mécanique, automatisme). Il dispose d'excellentes aptitudes à diriger une équipe : son potentiel d'évolution est en rapport avec nos projets.

L'anglais courant est indispensable.

Poste basé à MARSEILLE.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 606 237 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

Paris Quartier Etoile
Une Holding Financière
en pleine expansion dans le secteur du
"Capital-Risques"
cherche

Responsable des Investissements

HF

Qui sera chargé de toutes les études préalables aux décisions de participation financière.

Ce poste suppose de façon concomitante la maîtrise des techniques d'analyse financière et des techniques modernes d'évaluation d'entreprises.
Le candidat que nous recherchons aura de façon impérative une formation supérieure de niveau élevé et une expérience confirmée. Des références acquises à la fois dans une Société d'audit ou dans une holding bancaire et en entreprise seraient un atout extrêmement apprécié.

Ce poste peut représenter une OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE pour un candidat intéressé par des responsabilités immédiates et appelées à augmenter rapidement.

Le salaire de départ prévu pour être très motivant sera négocié en fonction du niveau d'expérience et d'autonomie réelle.

Ecrire avec C.V., justification de réalisation et prétentions à :

Madame D'ORNANT - FIDAL PARIS

FIDAL PARIS

18 Bis rue de Villiers
92303 LEVALLOIS-PERRET

SLIGOS

CONJUGUEZ ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE ET ART DE VIVRE AU PAYS DES CHÂTEAUX DE LA LOIRE EN REJOIGNANT NOTRE ACTIVITÉ MONÉTIQUE À BLOIS

Nous recherchons des

- **INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE**
option informatique
possédant une première expérience sur GROS SYSTÈMES IBM.
Vous serez intégré à notre équipe "RECEPTE et INDUSTRIALISATION" et chargé d'assurer l'exploitabilité de nos applications.
Vous coordonnerez et participerez à la mise en place des moyens propres à assurer les niveaux de service convenus.
- **INGÉNIEURS LOGICIEL**
débutants
Intégrés à une équipe assurant la gestion d'un important SYSTÈME TEMPS RÉEL vous participerez au développement et à l'évolution du logiciel de base.
Une première expérience en réalisation dans un environnement IBM sera un atout.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. JLB/AS à Anna STAROSWIECKI
Service Recrutement - SLIGOS - Immeuble Ile de France - cedex 49 - 92067 Paris La Défense 9.

Ingénieurs méthodes en informatique

Paris

Banque

Cette grande banque industrielle et financière de dimension internationale recherche, dans le cadre de son vaste plan informatique et pour participer au développement de projets de grande envergure, deux Ingénieurs Méthodes Informatiques.

Ingénieur méthodes de conception (Merise, Axial...)

Réf. P158/M

Il est chargé de la définition et de l'implantation des méthodes et des outils associés; il veille au respect de normes et des procédures et il conseille, forme et assiste les équipes de conception. De formation supérieure, le candidat a déjà cinq ans d'expérience professionnelle au moins et une réelle expérience pratique de l'utilisation de méthodes pour la réalisation de projets dans un environnement TP - Bases de Données, sur matériel IBM (MVS, TSO, CICS). La connaissance de IDMS serait un atout.

Ingénieur méthodes de réalisation (IPT, Jackson...)

Réf. P159/M

Il est en liaison constante avec les équipes de réalisation des grands projets bancaires; il définit les normes, les méthodes de réalisation, ainsi que les outils associés. Il les met en place, les fait respecter et il assure la formation, le conseil et l'assistance auprès des différentes équipes. De formation supérieure, le candidat a déjà cinq ans d'expérience professionnelle au moins et une réelle expérience pratique de l'utilisation de méthodes pour la réalisation de projets dans un environnement TP - Bases de Données, sur matériel IBM (MVS, TSO, CICS). La connaissance de IDMS serait un atout.

Ecrire avec C.V. et prétentions, en précisant la référence, à Bernard Beaunoir.

SEMA-SELECTION

Paris - Lille - Lyon - Marseille - Toulouse

16, rue Barbès 92126 MONTRouGE Cedex.

VOCATION

Filière High Tech : de la méthode avant toute chose...

Dans ce service de 15 ingénieurs et techniciens, tous de haut niveau, vous avez d'emblée la responsabilité de la mise en fabrication de nouveaux produits pour l'aéronautique et le spatial.

Vous animerez une équipe de techniciens en liaison constante avec les services études d'une part et les différents services de production d'autre part. Vous tenez les délais, suivez les investissements et respectez l'exigence de la qualité. Autant que votre savoir-faire technique, votre goût du management et des contacts humains vous permettra d'intégrer, à l'Ouest de Paris, une multinationale de l'électronique professionnelle.

Une expérience études, industrialisation, ou méthodes dans une Société de pointe et la pratique de l'anglais seront d'évidence pris en compte. Merci d'adresser une lettre de motivation, CV et photo à VOCATION, sous réf. 248, 3, rue de Liège 75009 Paris.

LE SERVICE
METHODE
NOUVEAUX
PRODUITS : UN LIEU
PRIVILEGE
D'INNOVATION
ELECTRONIQUE, UN
ELEMENT MOTEUR
DU PROJET QUALITE
DE L'ENTREPRISE.

JEUNE INGENIEUR METHODES
«NOUVEAUX PRODUITS»

SECTEURS DE POINTE

Conseil - Méthodes

MERISE - AXIAL Génie Logiciel

Nous sommes l'un des premiers groupes européens de conseil et d'ingénierie en informatique. Nous répondons aux exigences des différents marchés par des interventions de conseil, de pilotage de schémas directeurs et de maîtrise d'œuvre de grands projets.

Notre politique de recherche et développement est ambitieuse, elle fait évoluer aujourd'hui nos pratiques qui seront les métiers de demain. Dans ce contexte, nous recherchons plusieurs

Consultants méthodes

Intégrés à la division FORMATION - METHODES - OUTILS, ils diffuseront en interne ou auprès de nos clients les méthodes et les outils de génie logiciel du Groupe afin d'accroître la productivité et la qualité du développement de systèmes d'information. Ils conduiront des actions :

- de conception et d'animation de séminaires,
- de mise en place de méthodes et d'outils de conception et de conduite de projets,
- d'assistance dans le cadre de schémas directeurs, d'études préliminaires et d'études détaillées.

Les candidats ont au moins 4 ans d'expérience de conception et de développement de systèmes et souhaitent évoluer vers le conseil. Si cette orientation de carrière correspond à votre expérience et à votre ambition, merci de prendre contact avec Marie-Christine GILLES, département recrutement sous la référence 10729/M

SEMA-METRA 16, rue Barbès 92128 MONTRouGE Cedex.

Productique automatisées industrielles

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne au deuxième rang européen, à l'aide des techniques les plus avancées (CAO, simulation...), elle conçoit, fabrique et commercialise du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatisées industrielles. Pour renforcer ses équipes, elle recherche :

2 ingénieurs conception cartes communication - Rhône Alpes - Rattachés directement au responsable du service télécommunication, ils prendront en charge la spécification, la conception et la mise au point de cartes à microprocesseurs permettant d'interconnecter et de synchroniser des automates programmables. La conception de ces interfaces comprend une partie logicielle qui leur incombera directement. Ils exerceront toutefois une responsabilité de suivi global sur l'ensemble des études, tant matérielles que logicielles (planification et animation de tous les services concernés). Les candidats recherchés peuvent être débutants de formation ingénieur Sup. Télécom ou option télécommunication, mais une première expérience dans un domaine voisin serait un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7134M.

Ingénieur automaticien étude fonction de diagnostic - Rhône Alpes - Directement rattaché au chef de service, il est chargé de piloter la conception et la mise au point de cartes électroniques intégrées à des automates programmables en vue d'assurer, pendant le fonctionnement, la surveillance et le diagnostic des pannes ou des dysfonctionnements du processus commandé. En tant que leader des projets, il est responsable de la conception matérielle (conformité) et logicielle. Ce poste s'adresse à un ingénieur électronique et/ou automaticien, ayant quelques années d'expérience de mise en œuvre d'automates industriels. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7135M.

Ingénieur de conception d'interface analogique - Rhône Alpes - Il assure la conception et la mise au point de cartes d'interfaces analogiques à microprocesseurs destinées à connecter un automate aux parties analogiques d'un processus industriel (élaboration des schémas électriques, des logiciels associés à chacune des cartes et qualification de celles-ci vis à vis des normes ou standards d'homologation). Ce poste s'adresse à un ingénieur électronique débutant, généraliste ou spécialisé en électronique digitale et linéaire. La connaissance des microprocesseurs sera un atout important. Ecrire à C. TIERZ en précisant la référence A/T 7136M.

2 ingénieurs-électroniciens - Midi Pyrénées - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude pour l'architecture de base d'automates programmables, ils seront chargés de concevoir des cartes à microprocesseurs depuis les schémas jusqu'au prototype et pré-séries. Ces postes conviennent à des ingénieurs type SUPELEC, ENSI, INSA motivés par une fonction à dominante matériel. Une orientation ou des compétences en télécommunication et/ou informatique et/ou analogique (alimentation), sera appréciée. Ecrire à L. PEYSALE en précisant la référence A/T 7113M.

Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63
Offres PA Minitel : 36.14.91.66 code PA

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Il ne reste plus qu'à foncer!

Le contact et la vente terrain vous passionnent. Vous aimez relever des défis successifs, risquer de gagner, agir en professionnel. Vous ne voulez vendre que des produits de bonne qualité. Vous êtes autonome et imaginatif... Alors nous pouvons nous entendre...

Ingénieurs Commerciaux

Filiale d'une société anglaise également implantée aux U.S.A., nous avons été créée fin 1984 pour commercialiser en France une gamme de micro-ordinateurs portatifs. Le marché s'avère large et nécessite le renforcement de notre équipe. Nous recherchons donc 2 INGÉNIEURS COMMERCIAUX qui participeront à l'extension en région parisienne et en province de notre clientèle. Les candidats que nous souhaitons rencontrer ont 4-5 ans d'expérience de la vente terrain en informatique, et possèdent de préférence une formation supérieure et de bonnes notions d'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous référence MC/H1 M. à notre Conseil Michèle Cornu, Certi Profile, 128, rue de Rennes 75006 Paris.



Conseil en Recrutement Informatique

Le Monde CADRES

Chef du personnel usine

Philips Eclairage

Homme de dialogue, de formation supérieure, votre expérience de plusieurs années en unité opérationnelle vous a familiarisé avec les différents aspects de la fonction :

- relations sociales,
 - administration du personnel,
 - formation, communication et animation des hommes.
- Au sein de notre Unité de 530 personnes située à Chalon-sur-Saône spécialisée dans la fabrication de lampes fluorescentes, vous êtes intégré à l'équipe de direction et bénéficiez de l'appui de la structure des affaires sociales du siège. Rejoindre Philips France, c'est rejoindre un carrefour de compétences, une réelle gestion des ressources humaines, un environnement favorable à la formation, l'autonomie et l'épanouissement. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à P. DUTOT, Philips Eclairage, 204 Rond Point du Pont de Sévres, 92516 Boulogne Cedex.

Philips, c'est déjà demain.

Société de Productique Agro-Industrielle

Pour faire face aux besoins croissants d'automatisation dans l'agro-industrie, nos deux sociétés d'ingénierie, l'une du secteur des IAA, l'autre du secteur logiciel temps réel, s'associent pour créer le SPAI

située dans le Finistère, au cœur de la première région agricole de France. Nous recherchons notre

Directeur général

capable de développer cette activité nouvelle, avec l'appui de nos compétences en informatique industrielle et de nos procédés techniques, et de ses propres moyens d'étude.

Vous êtes un ingénieur expérimenté et possédez un sens de l'action commerciale certain ; vous êtes capable de diriger une PME de prestations de services (ingénierie, production, études...) et vous vous intéressez aux nouvelles technologies et à l'automatisation.

Ecrivez sous référence 2.111 ALM aux consultants du département Ressources Humaines de SIASS qui nous assistent dans cette recherche.

SIASS

50, Boulevard de Courcelles 75017 PARIS

L'un des PREMIERS GROUPES TEXTILES EUROPÉENS composé de plus de 50 sociétés réparties dans le monde (principalement R.F.A., U.S.A., Amérique Latine, Afrique) - C.A. 6,5 milliards de Francs dont plus de la moitié à l'étranger - recherche au sein de sa DIRECTION JURIDIQUE et FISCALE un

Directeur ingénierie juridique

Le titulaire du poste sera chargé d'apporter initiatives et recommandations dans les missions d'ingénierie, soit au niveau d'opérations de restructurations juridiques du Groupe, soit au niveau de montages à caractère financier et commercial. Il sera en outre chargé d'assurer la gestion juridique courante du Groupe (contrats commerciaux ou de franchise, litiges et contentieux...). Ce double rôle implique la tenue à jour permanente de la documentation juridique du Groupe à l'échelon international.

Ce poste, qui s'adresse à une nouvelle "race de juristes" à la fois créatifs et sûrs, conviendrait à DOCTEUR DROIT PRIVÉ INTERNATIONAL (ou DESS) + IAE ou DAUPHINE, parfaitement bilingue ANGLAIS, et de bonnes connaissances en allemand. Il aura acquis au sein d'un CABINET INTERNATIONAL DE CONSEIL ou d'AVOCAT ou dans une BANQUE D'AFFAIRES, une expérience d'au moins 5 ans lui ayant permis de participer activement à des montages juridiques complexes. Il saura travailler en équipe et négocier : il possèdera une bonne pratique de la rédaction juridique.

DMC

Merci d'adresser C.V. à M.J. WEBER, Direction Gestion des Cadres, 88, rue de Rivoli 75180 Paris Cedex 04.

Dès demain Directeur d'usine

Nous sommes l'un des grands du Ciment et des Engrais (CA consolidé du Groupe : 2 milliards). Leader sur notre marché et en constant développement, nous consacrons chaque année de très importants investissements à la recherche et à l'équipement de nos usines.

Pour l'une d'entre elles, maintenant dotée d'installations considérables parmi les plus performantes dans la technique cimentière, nous recherchons un futur Directeur d'usine.

Ingénieur Grande Ecole, passionné par les techniques nouvelles et déjà manager d'hommes confirmés, environ 35 ans, il accèdera rapidement à de larges responsabilités. Bien sûr, une expérience cimentière serait un atout supplémentaire.

Mais nous donnons priorité aux qualités humaines de manager car nous prévoyons pour lui une évolution d'envergure au sein de notre Groupe. Notre usine est située dans l'Est de la France.

Monsieur Koehn, notre Conseil, vous apportera toutes informations sur cette mission. Merci de lui adresser votre dossier sous la réf. 46 M 184. Il vous répondra vite car vos congés approchent ! CPA 3, rue de Liège 75009 Paris.



MEMBRE DE SYNTec

ENTRÉE DANS L'ESPACE TECHNIQUE CHARGE DE RECHERCHE

MILBOUR Spécial Débats

Consultante exp

SECTEURS DE POINTE

Chefs de projets Ingénieurs d'Etudes, An LA BOURSE VOUS IN

مكتبة من الزمان

Le Monde
CADRES

ENTREZ DANS L'ESPACE TECHNAL... A TOULOUSE

En 25 ans, TECHNAL, filiale d'un groupe international est parvenue en alliant performance, participation, qualité et innovation, à se hisser au premier rang de la conception et distribution de systèmes aluminium pour la maison. Une avancée technologique confortable allée à un souci constant d'adapter nos produits aux besoins du marché, nous conduisent à rechercher pour notre siège à TOULOUSE un :

CHARGE DE RECHERCHE HF

Intégré au sein d'une jeune et petite équipe pluridisciplinaire favorisant la responsabilité et la créativité de chacun, et dans le cadre d'un plan de recherche à moyen et long terme élaboré avec les services marketing, votre mission sera de contribuer, par une prise en charge autonome de projets, à la conception et la mise au point des produits que nous commercialiserons demain. A l'aide des mutations et des technologies nouvelles, votre objectif sera d'optimiser prospective et recherche appliquée dans le but de proposer des produits originaux et compétitifs dans les délais impartis.

Issu d'une école d'architecture ou d'une grande école d'ingénieur avec une première expérience acquise au sein d'un service recherche/développement, vous êtes à 30 ans environ, familiarisé avec les notions de DESIGN INDUSTRIEL.

Vous souhaitez être reconnu comme une véritable force de proposition au sein d'une entreprise dynamique placée au premier rang dans son secteur, alors merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. M 6036 à Antoine ERREVA - TECHNAL FRANCE - Département du Personnel 270, rue Léon Joule - 31037 TOULOUSE Cedex.

TECHNAL

Troisième grand groupe textile français - 10 000 personnes - 5 milliards de CA - recrute pour son usine de

MULHOUSE

Spécial. Débutants

2 Ingénieurs Chimistes

Après une formation supérieure de type ingénieur vous avez de toutes façons des compétences plus spécialisées en CHIMIE TEXTILE ou ORGANIQUE. Dès votre entrée dans la Société nous vous confierons une première mission qui vous permettra d'appréhender l'ensemble de l'entreprise. Très rapidement vous vous verrez ensuite confier un poste opérationnel en production. Dans ce cadre vous aurez en charge l'encadrement et l'animation d'une équipe. Nous vous offrons une rémunération motivante. Votre réussite à ces postes vous permettra une belle évolution de carrière au sein d'un Groupe textile de première importance. Merci d'adresser lettre de candidature, sous réf. 7598, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion, MUTATIS, Conseils de direction en stratégie d'entreprises et mutations techniques, industrielles et sociales, cherche une

Consultante expérimentée

Agée de 30-35 ans, vous êtes une professionnelle avisée ayant fait ses preuves en entreprise ou en cabinet, en particulier en out placement, grâce à votre goût des relations humaines, de la gestion du potentiel psychologique et professionnel des candidats.

Vous maîtrisez parfaitement les outils d'évaluation des hommes et des techniques d'entretien ainsi que le marché de l'emploi et de la formation.

Vous établirez des diagnostics fiables, indispensables à la réussite des stratégies de réinsertion professionnelle des candidats et vous devez avoir la capacité d'animer des groupes sur le terrain.

Si vous réunissez les critères indispensables au succès de cette fonction, si l'expansion ne vous effraie pas, notre équipe de consultants sera heureuse de vous accueillir.

MUTATIS

Envoyer C.V. + photo à MUTATIS - 22, rue Royale - 75008 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Chefs de projets, Ingénieurs d'Etudes, Analystes

LA BOURSE VOUS INTERESSE ?

Nous vous offrons de pénétrer dans l'univers des Titres et des instruments financiers. La SITB est l'une des premières SSII françaises, leader dans le secteur Banque-Finance (30 ans d'expérience - 600 personnes). Située à Paris centre, son département Titres propose à une large clientèle d'Agents de Change, Banques et Etablissements financiers, toute une gamme de produits et services mettant en œuvre des techniques de pointe. Ce secteur d'activité connaît depuis quelques années une formidable expansion et c'est pour préparer l'avenir que nous cherchons à associer à notre développement des informaticiens ambitieux.

Les compétences en matière financière sont rares. Nous proposons à des candidats de valeur, réellement motivés à la fois par la technique informatique et par le secteur boursier, de venir les acquiescer chez nous.

Après quelques mois passés à se familiariser avec les Titres dans notre groupe de suivi produits, ils intégreront des équipes d'études chargées de la conception et de la réalisation d'applications intéressant l'ensemble de la place financière.

La Bourse vous intéresse ? Ecrivez, sous référence B 686 M, à SITB Service Recrutement, 137 Bd Voltaire 75011 Paris.

SITB
GENIE INFORMATIQUE

Haut degré d'innovation technologique
Des ingénieurs de projets performants

Nous sommes une grande société française (3500 personnes - activités et implantations internationales) réalisant l'ingénierie et la maîtrise d'œuvre de systèmes multitechniques destinés à des secteurs de pointe : transports, défense, énergie, informatique, communication, automatisme et robotique...

Nous recherchons plusieurs ingénieurs de valeur pour développer notre potentiel technique. Ils auront des responsabilités d'études et de réalisation et pourront avoir à voyager à l'étranger.

Ingénieur électricité automatisme instrumentation

ESE, AM, ENSI, INSA, 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine des systèmes électriques. référence GR 559 AM

Ingénieur généraliste dominante résistance des matériaux

AM, ENSI, INSA, 3 à 5 ans d'expérience, ayant de bonnes connaissances en électromécanique, résistance des matériaux, hydraulique (une expérience dans la grosse tuyauterie serait appréciée). référence HS 560 AM

Ingénieur systèmes électromécaniques à vocation thermique et climatique

AM, ENSI, INSA, 3 à 5 ans d'expérience, ayant de bonnes connaissances en échangeurs, boucles de refroidissement, aérofrigorifères, chaudières, circuits de réchauffage vapeur. référence IT 561 AM

Ingénieur électronicien

ISEN, ISEP, ESME, ESIEE, débutant ou ayant une première expérience dans les systèmes à microprocesseurs, optoélectronique, électronique digitale (et si possible analogique). référence JU 562 AM

Deux ingénieurs d'affaires export électriciens - électroniciens

3 à 5 ans d'expérience, ayant une bonne connaissance du domaine des télécommunications (faisceaux hertziens, centraux téléphoniques, émetteurs, récepteurs...). référence KV 563 AM

La réussite dans tous ces postes implique :
• un goût marqué pour la recherche et un dynamisme permettant d'être constamment "en pointe",
• des qualités de créativité, de rigueur, de contact,
• une bonne maîtrise de l'anglais,
• ces postes se situent en banlieue immédiate sud Paris.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

GRANDE BANQUE NATIONALE propose à des

Exploitants confirmés

de devenir rapidement

DIRECTEUR DE SUCCURSALE EN PROVINCE

Nous sommes largement implantés en France et développons nos ouvertures à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer des candidats désireux de valoriser leur savoir-faire dans une structure dynamique et en pleine expansion.

La taille de notre Groupe offre les plus larges perspectives à des collaborateurs mobiles.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en rappelant la référence 60918 à notre Agence Conseil PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris. Discretion totale assurée.

ETUDE ET DEVELOPPEMENT PRODUITS

INGENIEUR GENERALISTE

Cette Société (570 personnes, 300 MF de CA, 35 % d'expansion par an) occupe une position dominante en Europe sur son marché : l'étude, la fabrication et la commercialisation de composants plastiques (banques à plusieurs dizaines de millions d'exemplaires) destinés à une clientèle industrielle diversifiée (cosmétologie, parfums, pharmacie). Son développement et ses excellents résultats économiques la conduisent à proposer aujourd'hui un poste de Responsable Etudes et Développement Produits.

Dans le cadre d'une large délégation il assume une mission très complète : en liaison avec le Marketing et les ventes il étudie les nouveaux produits et en supervise l'étude, sur le plan technique et esthétique ; il dirige pour cela une structure études ; il participe

à l'industrialisation du produit et conseille la production et les méthodes ; il est responsable de l'ensemble d'une gamme, qu'il est chargé de faire vivre et d'optimiser.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur généraliste, qui propose une première expérience professionnelle, qui s'est déroulée soit en fabrication (méthodes, production, etc.), soit en bureau d'études Produits. La connaissance des fabrications de grande série est un plus.

Les conditions offertes sont motivantes et les possibilités d'évolution sont réelles.

Merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite et photo, sous référence 9554 M, à l'Agence AFRUENTS, 40, avenue Trudaine 75009 PARIS qui vous garantira la plus stricte confidentialité.

Le Monde CADRES

Nous sommes un Cabinet de Conseil d'entreprises spécialisé dans la gestion des Ressources Humaines. Le développement de nos départements Recrutement, Management Social et Out-Placement nous amène à rechercher plusieurs

Consultants Recrutement de Cadres 25/35 ans HF Rét. 611

Spécialisés dans la recherche de Cadres Supérieurs par voie d'annonces ou approche directe, vous saurez à travers une méthodologie rigoureuse, prendre en charge l'intégralité des opérations.

Consultant Out-Placement 35 ans + Rét. 612

Partenaire/Animateur des cadres en cours de réinsertion professionnelle, vous aurez acquis une solide expérience de la gestion des comités, de la formation et aurez une approche humaniste du développement des capacités personnelles.

Consultant Management Social 35 ans + Rét. 613

Rompu à l'utilisation d'outils d'analyses et d'Audit des problèmes de ressources humaines vous aurez mission «accompagner» par une approche systématique, la mise en place, chez nos clients, d'une politique des ressources humaines.

Ces postes requièrent :
☐ une pratique courante des relations à l'échelon directions d'entreprises.
☐ une formation supérieure permettant des prestations à haut niveau de compétences (ESSEC, SUP de CO, DESS psycho industrielle ou gestion de personnel ou formation scientifique...)
☐ une aptitude à «gérer» vos dossiers tout en fidélisant une clientèle par la qualité des prestations offertes.
☐ une expérience de quelques années soit dans la fonction Personnel en Entreprise, soit dans un Cabinet.

Envoyer confidentiellement CV, photo récente et rémunération actuelle à I. VANDENBUSSCHE, Consultante, sous référence choisie à CNPG Conseil, 105 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.

OBJECTIF QUALITE

Vous êtes : **HOMME DE RIGUEUR**
DE DECISION
DE DIALOGUE
DE FORMATION MECANIQUE

Vous connaissez :
 • l'acier,
 • la sous-traitance pour l'automobile,
 • la production de série,
 • le matériel de pointe d'un service qualité.

VENEZ VITE REJOINDRE NOTRE EQUIPE
 Devenez notre

RESPONSABLE QUALITE
 POSTE CADRE

Vous participerez à la création d'un service qualité aux normes Q 101 dans le cadre d'une unité dynamique et performante, ou sein d'un groupe leader européen possédant plusieurs usines dans le monde.
 Adresser lettre, C.V. détaillé et photo à référence 80929 à CONTESSA PUBLICITE, 5, place du Carreau, 67000 Strasbourg, qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE DE PRODUITS DE L'ÉTÉ RECHERCHE SON

Responsable du service juridique

Vous intervenez en tant que conseil et expert pour toute décision ayant des implications juridiques :
 • négociation, rédaction, exécution de contrats nationaux et internationaux ;
 • négociation de concession de licences en France et à l'étranger ;
 • gestion des marques.

Votre formation supérieure en droit des affaires et des contrats spéciaux (niveau DEA, ou

DESS) ainsi que votre première expérience de 3 à 5 ans acquise en entreprise ou en cabinet et votre anglais courant sont les gages de votre réussite à ce poste et de votre évolution au sein de notre société.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions sous réf. 7611 mentionnée sur l'enveloppe, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

Les assurances de demain... Diriger leurs services techniques

Entreprise Régionale Parisienne d'un des plus importants groupes d'Assurances, nous préparons l'assurance de demain. Notre Direction Générale souhaite confier l'encadrement de ses services exploitation (160 personnes) à un manager. Il aura pour mission d'assurer l'exploitation des dossiers, le traitement des sinistres et la gestion des comptes clients, en parfaite harmonie avec le réseau commercial, tout en recherchant la satisfaction de la clientèle. Pour améliorer de façon significative la qualité des services, il devra :
 - regrouper les moyens existants, organiser et optimiser le traitement des dossiers, réduire les délais pour obtenir des gains de productivité significatifs ;
 - rechercher les solutions techniques, informatiques, ou autres, en s'inspirant des réalisations du Groupe, ou d'expériences réussies dans des professions similaires ;
 - développer les compétences de ses collaborateurs et les préparer à s'adapter aux changements de la profession.
 35 ans environ, Ingénieur ou Diplômé d'une grande école de commerce HEC, ESSEC, ESCP, vous apportez une expérience réussie de direction d'équipes importantes dans le domaine des services.
 Homme d'entreprise, vous souhaitez utiliser à plein vos capacités d'organisation, d'innovation et d'animation, et prouver que vous pouvez évoluer vers une Direction générale dans ce Groupe.
 Patrick de BEJARRY vous remercie de lui adresser votre candidature, qu'il traite confidentiellement, sous référence 5171 LM

argos Hommes, Structures et Stratégies
 135, avenue de Wagram - 75017 PARIS - Tél. : (1) 42.27.96.49
 PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

1 Chargé d'Etudes

Pour développer son expansion sur le marché de l'assurance VIE, un important groupe d'assurances mutuelles recherche
 Intégré dans une équipe jeune et motivée, il se verra confier les missions suivantes :
 - concevoir et élaborer de nouveaux produits ;
 - étudier et réaliser des aménagements de produits existants.
 Ce poste convient à un candidat débutant, ou ayant une courte expérience, diplômé d'une école de gestion ou de commerce, ou possédant une formation universitaire équivalente.
 Cette fonction qui ouvre de réelles perspectives d'évolution dans l'un des premiers groupes privés d'assurances nécessite une parfaite maîtrise de l'expression écrite et orale, un bon esprit d'analyse et de synthèse, une imagination contrôlée et de la rigueur.
 Si cette proposition vous intéresse, merci de nous adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 60893 à PROUITS 12, rue des Pyramides - 75001 PARIS qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS recherche des COLLABORATEURS

appréciant :
 - le contact avec les entreprises
 - l'accueil
 - le travail en équipe
 - la rigueur de l'informatique.
 Formation juridique exigée (capacité ou DEUG) ainsi qu'une expérience des formalités d'entreprise (greffe, URSSAF, services fiscaux, etc.).
 Lieu de travail Paris ou Nanterre ou Bobigny ou Créteil.
 Adresser lettre manuscrite motivée avec CV, photo et prétentions à DPRS - C.G.I.P., 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

INSTITUT PASTEUR recherche un COLLABORATEUR

NIV. MAÎTRISE, DUT ou BTS.
 Une expérience de plusieurs années en HPLC et une bonne connaissance de l'analyse sont indispensables.
 Une maîtrise de la micro-informatique sera appréciée.
 Adresser C.V. et prétentions à la Direction du personnel, 28, rue du Docteur-Roux, 75724 PARIS CEDEX 15.

TRANSPORTS ROUTIERS

Notre groupe de renommée internationale, spécialisé dans le transport et l'entreposage de denrées périssables, recherche un

Directeur 250 KF +

capable d'assumer la responsabilité de plusieurs centres de profit. Il prendra progressivement en main une équipe structurée et participera activement au développement commercial : il sera le garant des résultats économiques de ces centres de profit.
 Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, âgé d'au moins 30 ans et apportant une expérience commerciale et de gestion réussie dans un centre de profit autonome.
 Nous considérons comme un atout la connaissance du monde du transport.
 Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 606 LM à : Pierre Theurieu - I.S. CONSEIL - 104, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE.

BANQUE FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT PARIS-S recherche

UN ATTACHÉ ADMINISTRATIF

CADRE CLASSE V
 pour assurer le suivi et le contrôle des engagements de son département bancaire.
 Le candidat (H. ou F.) âgé d'environ 35 ans, devra posséder une expérience de généraliste acquise dans les services bancaires, notamment dans un Service d'Inspection, Engagements ou Secrétariat banque.
 Une formation supérieure ou équivalente (ESCAE, ITB, etc.) est requise. Une première expérience de la micro-informatique est souhaitée.
 Adresser C.V. et prétentions sous référence n° 1 562 à :
 Centre de Psychologie et d'Efficience
 17 rue des Jacobins, 75017 Paris

Deux secrétaires de rédaction

Le Quotidien de la Réunion leader de la presse réunionnaise recherche pour étoffer son équipe
 Professionnels confirmés vous bénéficiez d'une première expérience d'au moins cinq ans dans le secrétariat de rédaction.
 Votre dynamisme et vos capacités d'adaptation vous permettent aujourd'hui de rejoindre notre équipe de journalistes.
 Ecrivez, sous référence 3.110 ALM, aux consultants du Département Ressources Humaines de SIASS, qui nous assiste dans cette recherche.

SIASS

50, Boulevard de Courcelles 75107 PARIS

INGENIEUR DE SECURITE

Il sera chargé d'assister la DIRECTION pour les questions de sécurité : notamment pour ce qui concerne la prévention des risques de chantier, des risques chimiques et des risques radiologiques.
 Ce poste à responsabilité convient à une personnalité dynamique, fortement motivée ayant le sens des Relations Humaines.
 Courts déplacements en France à prévoir.
 Expérience : 5 ans minimum, de préférence dans le SECTEUR NUCLEAIRE.
 Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9500 à Contessa Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICE

recherche

UN CONTROLEUR COMPTABLE

pour des missions d'audit et d'assistance comptable de ses filiales à l'étranger.
 DECS ou niveau équivalent.
 Anglais courant. Nombreux déplacements.
 Résidences France Sud-Est.
 Adresser dossier de candidature complet sous réf. 11 613 à PIERRE LICHOUX S.A., 10, rue de Louvois, 75002 PARIS qui transmettra.

5521 من 1000

Le Monde
CADRES

La Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel de la Brie

recherche pour son siège à MEAUX

JURISTE

- Spécialiste du Droit Commercial.
- Maîtrise de Droit minimum.
- 2 ou 3 ans d'expérience.

Les C.V. et prétentions sont à adresser à Monsieur le Directeur du CA BP 205 - 77101 MEAUX

NÉGOCIATEURS SUR LE MATIF

importante maison de courtage recherche

DES NÉGOCIATEURS

pour opérer sur le parquet du Matif

Profil :

- Cambistes
- Commissions d'Agent de Change
- Opérateurs de la Bourse de Commerce
- Rémunération stimulante

Ecrire sous réf. 9431 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lefebvre 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Société Banlieue Sud recherche

Ingénieur Technico-commercial

Diplômé Grandes Ecoles ou équivalent, pour animer la promotion et le lancement d'un nouveau service télématique d'entreprise. Connaissances en Télématique et protocoles de communication indispensables. Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9547 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

L'innovation en électronique et informatique

Recherche pour des applications de contrôle-commande et d'instrumentation à partir de micro-processeurs

INGÉNIEURS

débattants ou quelques années d'expérience. Lieu de travail : NANTES et TOULON. Merci d'envoyer C.V. et prétentions à DIGILOG - 21, rue Frédéric Joliot - 21 27663 LES MILLES Cedex.

Société Banlieue Sud recherche

Ingénieur

De formation supérieure, diplômé, ayant quelques années d'expérience pour la réalisation d'un important projet télématique. Ses connaissances en Vidéo, bases de données et messages électroniques seront très appréciées. Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 9557 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

OPAL LUBRIFIANTS BOURGOGNE

recherche pour visiter industries secteur Centre-Est 116 département

CHIMISTE HUT

Bon négociateur et ambassadeur 4 ans par semaine en clientèle, 1 p. au labo, pour formations. Rémunération motivante : fixe + intéressement. Frais de déplacement. Voiture fournie. Position cadre. Plan de carrière assuré.

Ecrire manuscrit + C.V. et photo à J. DAVID OPAL, 21800 CHIMOLIS.

URGENT L'INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ORSAY

recrute

ON CHEF DE TRAVAUX PRATIQUES D'ENSAM

L'impétrant doit posséder le titre d'ingénieur et avoir une certaine expérience en optique et optoélectronique.

Téléphoner au Secrétariat de Mmes physiques, tel. : 93-41-00-40.

Le départ du Val-de-Marne recrute

par voie de concours sur titres ou par voie de détachement

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

recherché au Directeur Général cet ingénieur aura la responsabilité de la mise en place progressive de services départementaux des installations téléphoniques (390 bts. départementaux)

Conditions :

- Être âgé de moins de 40 ans au 1^{er} février 1986 sans dérogation, exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur ;
- Être titulaire de l'un des diplômes ou titres figurant à l'annexe I du statut particulier des ingénieurs du cadre départemental ;
- Être de nationalité française.

Cadres des Inscriptions 15 août 1986. Rens. et inscriptions : M. Chedoui, 27, rue Lefebvre, 94011 Créteil Cedex, 48-93-84-00, p. 24-99.

Le Centre d'Informations Financières, dans le cadre de son expansion à Paris ou proche banlieue, organise un stage pour recruter des **CONSEILLERS CGLAUX H.F.**

- Formation assurée.
- Rémunération attractive.
- Rémunération très motivante.

Tel. : 45-00-24-03.

OPAL LUBRIFIANTS BOURGOGNE

recherche pour visiter industries secteur Centre-Est 116 département

CHIMISTE HUT

Bon négociateur et ambassadeur 4 ans par semaine en clientèle, 1 p. au labo, pour formations. Rémunération motivante : fixe + intéressement. Frais de déplacement. Voiture fournie. Position cadre. Plan de carrière assuré.

Ecrire manuscrit + C.V. et photo à J. DAVID OPAL, 21800 CHIMOLIS.

TELERATE

Peu de sociétés peuvent se prévaloir d'un succès aussi remarquable que celui de **TELERATE** dans le domaine des **SERVICES D'INFORMATION FINANCIÈRE EN LIGNE**

Bien soutenue par nos prestigieux partenaires, Associated Press et Dow Jones, notre croissance a été forte et régulière et nous permet de desservir 10 000 abonnés avec 30 000 terminaux dans le monde, parmi lesquels 1 000 institutions françaises et étrangères, les plus représentatives des marchés financiers nationaux et internationaux, contribuant elles-mêmes à la constitution et à la mise à jour permanente de nos données.

Pour atteindre nos objectifs très ambitieux en France, nous recherchons :

DES COMMERCIAUX EXPÉRIMENTÉS

qui ont déjà obtenu des résultats remarquables dans la vente, par exemple de produits informatiques ou de services de communication, au sein d'entreprises de taille internationale. A leurs indiscutables capacités commerciales, nos futurs vendeurs allient un sens aigu de l'organisation et une habileté consommée à faire travailler des sous-traitants extérieurs.

Nous les croyons âgés d'environ trente ans, ils parlent naturellement un anglais courant, et une certaine connaissance des marchés financiers et monétaires en France et à l'étranger, bien que non impérative, serait un atout supplémentaire.

Compte tenu de nos exigences, nous sommes prêts à leur assurer pour objectifs atteints un revenu annuel de :

400 000 francs français (R&E 86/AC2)

UN SUPERVISEUR TECHNIQUE ORIENTÉ TÉLÉCOMMUNICATIONS

dont les connaissances et l'expérience en transmission de données sont étendues, en particulier en matière d'interconnexion de stations de travail et d'ordinateurs, eu égard de réseaux complexes, locaux, nationaux ou internationaux.

En plus de son activité technique de conception et de mise en œuvre, nous souhaitons lui confier la responsabilité du contrôle qualité du réseau, la gestion des stocks de matériels, et le suivi des sous-traitants de service et d'installation.

Pour réussir dans cette fonction d'homme-orchestre, il est donc nécessaire, en plus de capacités techniques indiscutables, d'avoir de grandes qualités de rigueur, d'organisation et de souplesse de réaction. L'anglais courant est indispensable, et nous pensons que le candidat idéal ne devrait pas avoir moins de vingt-huit ans.

Nous lui offrons un salaire annuel de :

250 000 francs français (R&E 86/ST1)

Il y a là des opportunités rares à saisir pour des candidats de valeur, au moment où les déréglementations et les décloisonnements des marchés financiers en France offrent des perspectives exceptionnelles de développement, et cela dans une société qui est maintenant numéro un aux Etats-Unis et numéro deux en Europe.

Les candidatures (lettre manuscrite + CV + photo) sont à adresser confidentiellement à :

INTERFINET FRANCE
125, rue Montmartre, 75002 PARIS

ONERA

recherche pour son Centre de MODANE-ARVIEUX

INGÉNIEUR-MÉCANICIEN

Formation A et M ou C et D

Avant de bonnes connaissances en R & D, mécanique des fluides et électromécanique.

L'impétrant sera responsable :

- d'un bureau d'études chargé de la définition de pièces mécaniques et de l'adaptation de moyens d'essai de grande soufflerie - incluant le montage par processus ;
- d'un atelier d'entretien mécanique.

Rémunération motivante.

Adresser CV et photo à ONERA - 91120 BRUNY - 75600 MODANE

JEUNES CGLAUX H.F.

Sont recrutés des commerciaux. Envoyez C.V. réf. M 09 449 à 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

Société immobilière appartenant à un groupe financier et spécialisé recherche le

RESPONSABLE H.F. DE SON SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

La candidate âgée de 35 ans environ sera titulaire d'un diplôme équivalent à une formation universitaire. Une expérience d'au moins 8 ans en PME est souhaitée. A la tête d'une équipe de 5 personnes, il assurera la comptabilité informatique de la société ainsi que la responsabilité des tâches de nature plus financière (gestion de la trésorerie, suivi budgétaire, analyse et prospective financière, établissement des rapports périodiques de gestion...). Il est pour ces activités en liaison avec le directeur des services financiers du groupe. Ses fonctions l'associeront directement à l'équipe de direction de la société.

La poste est basée à Paris-9.

Envoyez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8414 à BEO, 34, rue de l'Ardenne, 75008 Paris.

BETINA

L'INTERMÉDIAIRE COMMERCIAL

5 postes à pourvoir début septembre.

NOUS OFFRONS :

- Un emploi publicitaire ;
- Une dynamique d'entraide ;
- Le soutien d'une équipe dirigée ;
- Une rétro, motivante ;
- Une clientèle solvable.

NOUS RECHERCHONS :

- Des jeunes commerciaux ;
- 2 à 5 ans d'exp. collée.

Envoyez C.V. + photo ou se présenter 26, rue Léopold-Sellin, 75002 PARIS. Mérite Semier.

DELEGUE DÉPARTEMENTAL DE LA MUSIQUE DANS LA NIEVRE

- Niveau Bac.
- Connaissances musicales.
- Connaissances administratives et de gestion.

Lettre de candidature et C.V. à adresser avant le 25 juin à : Monsieur le Docteur Noël BERNIER, président de l'ADDM, président du conseil général de la Nièvre, hôtel du département, S.P. 838, 58019 NEVERS Cedex. Sélection des candidats début juillet 1986. Poste à pourvoir dans les meilleurs délais.

Groupe de Sociétés employant 200 personnes recherche

RESPONSABLE COMPTABLE

35-40 ANS

Mission :

- Encadrement de 3 personnes qualifiées ;
- Elaboration de situations mensuelles ;
- Établissement des comptes annuels sous la conduite de notre expert comptable ;
- Dans un deuxième temps, préparation des données comptables annuelles.

Rémunération : entre 180 000 F et 220 000 F suivant compétences.

Lieu de travail : Saint-Germain (Val-d'Oise).

Adresser C.V. + photo à Cabinet Fierro M. Chedoui, 27, rue Lefebvre, 94011 Créteil Cedex, 48-93-84-00, p. 24-99.

Le 1^{er} Lettre du candidat à envoyer : comptable mécanisme pour coup de main mensuel. Ecrire 12, rue Jacob, 75006 PARIS.

INTERNATIONAL

Chef comptable

LIBREVILLE - GABON 300.000 F

Notre société de distribution de produits alimentaires, 350 personnes, 500 millions de C.A., continue son expansion en Afrique francophone et dans le monde. Le Chef Comptable que nous recherchons intégrera l'ensemble des services comptables du groupe : comptabilité générale, analytique, matière et budgétaire. Pour réussir dans ce poste, le candidat idéal (DEC5 + 1 ou 2 certificats supérieurs), a une personnalité affirmée, 5 ans d'expérience dans la fonction, et maîtrise l'informatique de gestion. Ses qualités relationnelles et pédagogiques l'aideront à prendre la mesure du poste. A la rémunération s'ajoutent les avantages liés à l'expatriation (logement, retour en France 2 mois par an, voiture...). Merci d'adresser votre candidature sous référence 203A à Alain Nervez, 15 rue du Louvre 75001 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

nervet pont conseil

Dans une banque, en Afrique Equatoriale...

Avec un total de bilan de 100 milliards de CFA et 120 personnes, nous contribuons au développement économique de notre pays. Dans le cadre d'une croissance très forte, nous recherchons un

CONTROLEUR GENERAL

Après un audit de l'ensemble des services de la banque, vous proposerez soit des réformes des procédures existantes, soit l'adoption de nouvelles procédures destinées à optimiser les services rendus par la banque dans le souci d'une gestion rigoureuse et efficace. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer d'excellents professionnels de la banque avec un minimum de dix ans d'expérience à des responsabilités similaires et familiarisés à l'informatique bancaire. Réf. 285 M

DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Adjoint du Directeur Général, vous prendrez en charge tous les problèmes de relations commerciales avec notre clientèle aussi bien d'entreprises que de particuliers. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de l'exploitation avec une expérience dans des responsabilités similaires en Afrique, un sens commercial et un talent pour les relations à tout niveau, alliés à une parfaite connaissance des mécanismes de crédit bancaire - Réf. 286 M

CHEF COMPTABLE

Nous souhaitons rencontrer des spécialistes de la comptabilité bancaire qui maîtrisent à la suite d'expériences significatives, la réglementation et le plan comptable bancaire et connaissent bien l'informatique afin d'exploiter au mieux les outils en place - Réf. 287 M

Pour ces trois postes, nous vous proposons un statut cadre classe V, VI ou VII, un contrat d'expatriation, une rémunération adaptée et un logement de fonction.

Merci d'adresser votre dossier (CV + photo + prétentions), à notre Conseil, 10 rue du Colisée, 75008 Paris, en précisant la référence.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & ASSOCIÉS

Suisse, 29 ans, cherche

MÉDECIN-DENTISTE

lib. pr. reprendre cab. dentaire dans un lieu idéal en Suisse Centrale, également orthodontie et implantologie. Etranger bien venu. Faire offre à : 17-115/440 à Publicitas SA, CH-1701 Fribourg (Suisse).

Importante société de travaux industriels recherche

MÉCANICIEN

HAUT NIVEAU pour NIGERIA. Extension matériel et engins agricoles. Ce candidat devra avoir une excellente maîtrise de la langue anglaise. Adresser dossier complet sous référence 2 908 à MEDIA SYSTEM, 15, rue Borda, 31000 TOULOUSE, qui transmettra.

Recherchons

TRADUCTEURS anglais, français en poste dans nos bureaux de Londres. Les candidats expérimentés dans les domaines techniques doivent écrire à : TSC Ltd, 116-128 North End Road, Londres W14 8PP, U.K.

Société d'ingénierie recherche pour l'étranger

TECHNICIEN

IMPRIMERIE REPROGRAPHIE. Celui-ci devra mettre en route une unité reprographique, la composition, offset, digital, labo photo, etc.).

Env. C.V. à AMP n° 1540/JN 40, rue Olivier-de-Serres, 94000 PARIS-12, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ recherche pour poste Afrique noire francophone :

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

diplômé ESIELEC ou équivalent. 2 années au minimum d'expérience professionnelle. Bonne connaissance des réseaux et du matériel de distribution électrique nécessaire pour poste de responsable de l'équipement électrique d'usines.

Adresser lettre man., C.V., photo et prét. sous réf. 2 450 LEVIE TOURNAY ASSOM, 31, rue Bonne-Nouvelle, 75003 PARIS cedex 02.

POUR MISSION D'ORGANISATION COMPTABLE DE DEUX ANS EN AFRIQUE ÉQUATORIALE nous recherchons

4 PERSONNES

répondent au profil suivant :

- Diplôme ES2 ou universitaire et/ou formation comptable DEC5, niveau expert ;
- Expérience révélation et organisation comptable, grande entreprise et cabinet d'audit.

NOUS OFFRONS DES CONDITIONS ATTRACTIVES (rémunération, logement, retour en France 2 mois, voiture...)

NOTRE CONSEIL : Martine NAVARRAS, 52, rue de Cheronne, 75011 Paris, traite votre candidature (C.V., détail, lettre manuscrite et photo) en toute confidentialité.

économie

REPÈRES

Consommation d'énergie : la croissance s'est ralentie en mai

Selon la Direction générale de l'énergie et des matières premières (DGEMP), la tendance à la hausse de la consommation française d'énergie primaire s'est atténuée en mai dernier, en raison de variations saisonnières. La hausse est passée de 3,6 % sur les quatre premiers mois de 1986 à 2,7 % sur les cinq premiers mois, grâce à un recul de 0,3 % en mai. La croissance de la consommation « est essentiellement le fait de l'électricité », mais « les baisses des prix du pétrole ont pu encourager la reconstruction des stocks de produits pétroliers, qui explique une partie de la croissance », indique la DGEMP.

SMIC : hausse de 1,2 % au 1^{er} juillet

Lors de la réunion de la commission nationale de la négociation collective, qui devait se tenir ce mardi 24 juin sous la présidence de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, l'augmentation du SMIC de 1,2 % au 1^{er} juillet devait être annoncée. Conformément à la loi, le SMIC est relevé chaque année au 1^{er} juillet, étant entendu que, « en aucun cas, l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du SMIC ne peut être inférieur à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens enregistrés par l'enquête semestrielle du ministère du travail » (ce gain serait d'environ 2 %, ce qui entraîne une hausse de 1 % environ du SMIC, à laquelle s'ajoute la progression de 0,2 % des prix en mai). Le SMIC, qui était de 26,59 F depuis le 1^{er} juin, devrait passer à 26,92 F de l'heure au 1^{er} juillet, soit un salaire mensuel brut sur la base de 169 heures de 4 549,48 F, contre 4 463,71 F.

Inflation : la décélération se poursuit dans la CEE

La décélération de l'inflation se poursuit dans la Communauté européenne. Selon Eurostat, la hausse des prix, sur douze mois, a représenté en moyenne européenne 3,5 % en mai, contre 3,7 % en avril et 8,7 % en mai 1985. Les taux restent malgré tout très contrastés entre pays membres et varient entre - 0,2 % sur un an en RFA et + 24,5 % en Grèce. Entre ces deux extrêmes se situent le Luxembourg (+ 0,4 %), les Pays-Bas (+ 0,5 %), la Belgique (+ 1,1 %), la France (+ 2,3 %), le Royaume-Uni (+ 2,8 %), le Danemark (+ 3,8 %), l'Irlande (+ 4,4 %), l'Italie (+ 6,4 %), l'Espagne (+ 7,8 %) et le Portugal (+ 11,5 %).

FINANCES

TARIFICATION BANCAIRE

Une saine concurrence

Un différend a surgi, il y a quelques jours, entre la Lyonnaise de banque et ses autres confrères concurrents à propos de la tarification bancaire. On sait que sur ce terrain miné par les organisations de défense de consommateurs, qui s'étonnent que le client soit prochainement invité à passer à la caisse sans que soit abordé le moins du monde le problème des dates de valeur et de l'éventuelle rémunération de ses dépôts (supprimée il y a une dizaine d'années), chaque banque se dit convaincue de la nécessité de tarifier ses services. Tous en retard, le plus possible l'annonce de sa propre grille de tarification. La Lyonnaise de banque, plutôt que de s'en tenir au schéma général retenu par la profession, et qui consiste en l'application d'une taxe forfaitaire annuelle d'un peu plus de 100 F majorée d'une pénalisation visant, au-delà d'un certain seuil, à décourager les petits chèques, a cherché à innover. Certes, cette banque du groupe CIC se pille à la règle commune en tant que service rendu, mais le produit des commissions ainsi engrangées serait redistribué ultérieurement à la clientèle sous forme de réduction des divers taux pratiqués par la banque. Qui plus est, ce nouveau système ne serait appliqué qu'à la fin de 1987, laissant ainsi à la clientèle un délai de

plusieurs mois pour apprendre à mieux gérer ses modes de paiement. Ce qui pourrait logiquement conduire certains d'entre eux à ne pas payer de commission de tenue de compte.

On comprend que cette attitude ait ému la profession, surtout les banques dont l'équilibre du compte d'exploitation reste précaire les « trois vieilles » (BNP, Crédit Lyonnais, Société Générale) en tête. Celles-ci ont obtenu, via l'Association française des banques - l'organisation patronale, - que la Lyonnaise de banque suspende l'annonce de cette « tarification pédagogique », initialement prévue pour le 16 juin dernier.

C'est le même temps, la BNP s'apprête à annoncer son propre système de tarification des comptes chèques, sur la base de 100 francs à 120 francs par an pour la taxe forfaitaire (la Monde du 14 juin). Une façon de donner le ton, avant que d'autres établissements ne se mettent aussi à jouer les pousse-sucre. Mais la Lyonnaise de banque refuse de baisser pavillon, et tant son président, M. Jean Carrière, que son directeur général, M. Henri Moulard, s'affirment prêts à braver la profession. Au nom d'une saine concurrence.

S. M.

CONJONCTURE

LES COMPTES DE LA NATION POUR 1986 ET 1987

La fin de l'austérité

Les prévisions gouvernementales : optimistes mais pas irréalistes

	1985	1986	1987
RESSOURCES DE LA NATION (en volume et en pourcentage)			
1) Produit intérieur brut marchand	+ 1,1	+ 2,5	+ 3
2) Importations	+ 2,9	+ 4,7	+ 5,3
EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION			
1) Consommation des ménages	+ 1,9	+ 2,7	+ 2,2
2) Investissement total	+ 1,6	+ 2,8	+ 4,6
dont : entreprises	+ 1,9	+ 4,3	+ 5,4
ménages	- 1,4	- 1,2	+ 2,5
3) exportations	+ 1,9	+ 1,7	+ 5,4
HAUSSE DES PRIX (en pourcentage)			
En glissement (décembre à décembre)	4,7	2,3	1,7
En moyenne annuelle	6	2,4	2
Prix du PIB (défateur)	5,9	4,5	2
POUVOIR D'ACHAT (évolution en pourcentage)			
Salaires moyens par tête	+ 0,4	+ 2,1	+ 1
Prestations sociales	+ 1,5	+ 3,8	+ 2,5
Revenus disponibles	+ 0,5	+ 2,9	+ 2,2
TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES (par rapport au revenu disponible)			
	12,3 %	12,4 %	12,4 %

Il est donc fort possible, si le dollar et le prix du baril de pétrole restent à peu près au niveau où ils se trouvent actuellement, que le schéma assez optimiste décrit par M. Balladur se réalise.

Les problèmes qui resteront à résoudre l'année prochaine seront alors ceux de la répartition des fruits de la croissance. L'amélioration de la situation des entreprises sera-t-elle jugée suffisante (2), les salariés pourront-ils bénéficier de gains plus importants de pouvoir d'achat ? Les trois mauvais résultats de notre commerce extérieur (3) inciteraient-ils plutôt actuellement à se demander si la rigueur n'a pas pris fin trop tôt...

ALAIN VERNHOLLES.

(1) + 0,9 % en 1983 et + 0,5 % en 1984.
(2) Le taux de marges des sociétés (hors grandes entreprises nationales) remonterait de 24,3 % en 1985 à 26,9 % en 1986 et à 27,6 % en 1987. Le taux d'autofinancement passerait lui de 74,8 % en 1985 à 92 % en 1986 à 93,1 % en 1987.
(3) L'excédent prévu de la balance commerciale n'est que de 19,3 milliards de francs en 1986 et de 24,7 milliards de francs en 1987.

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE EN SERVICE COMMANDÉ

Exquises confusions

L'INSEE a rendu public, lundi 23 juin, son rapport sur les comptes de la nation pour l'année 1985. Tout y est dit en quatre tomes, 849 pages et des centaines de tableaux : la faiblesse de la croissance, le déséquilibre persistant du commerce extérieur, la désinflation, la légère amélioration de l'emploi, la réduction des déficits publics.

Cela n'a pas empêché le cabinet du ministre de l'économie, des finances et de la privatisation de publier, dès la fin de la semaine dernière - mieux vaut prévenir que guérir, - un communiqué expliquant aux journalistes ce qu'il fallait penser de cette année 1985, la dernière relevant intégralement de la gestion socialiste.

On trouve dans cette analyse - pas du tout politique (la communiqué porte le sceau du service de l'information du ministère de l'économie) - des remarques très objectives du genre : « La baisse des prélèvements obligatoires s'élève de 0,1 point en 1985 et atteint 45,6 % du PIB. L'objectif de réduction de un point n'est donc pas atteint. » Heureusement que ce non-matrimonial n'est pas socialiste nous est signalé ! Pour notre part, nous aurons été plutôt tentés d'écrire que, après des années d'alourdissements interminables des prélèvements obligatoires, 1985 marquait une rupture, puisque, pour la première

fois, les charges sociales et les impôts étaient restés quasiment stables. Nous aurions probablement ajouté - mais du coup nous ne le ferons pas - que, si la promesse faite par M. Mitterrand d'abaisser de un point les prélèvements obligatoires n'a pas été tenue, du moins les déficits publics ont été réduits. Et que ceci vaut bien cela.

Peut-être même aurions-nous été un peu plus loin et aurions-nous avancé l'idée que la baisse attendue de ces mêmes prélèvements obligatoires en 1986 sera - si elle se réalise - à porter au crédit des socialistes. Abandonnons également cette idée erronée.

De l'analyse des comptes de l'année 1985, le service de l'information du ministère tire la conclusion qu'il y avait nécessité « pour le gouvernement à prendre très rapidement des mesures de grande portée ». Voilà donc, pour ceux qui avaient encore des doutes, la preuve irréfutable que l'action de MM. Chirac et Balladur est en parfaite harmonie avec les analyses de l'INSEE, c'est-à-dire, finalement, avec la science économique. Fidélité qui reçoit déjà sa récompense puisque, comme la souligne la communiqué, « quelque chose est déjà en train de changer dans notre pays : ainsi l'indice de production industrielle a sensiblement augmenté au mois

d'avril ». Tiens, nous avions l'impression que l'INSEE avait souligné le caractère exceptionnel d'avril, mois durant lequel les basses températures ont poussé EDF et GDF à produire davantage. Nous pensions aussi qu'attribuer le résultat d'avril à la gestion de M. Chirac - quelques semaines seulement après son arrivée à Matignon - était tout de même un peu prématuré. Nous croyions enfin nous souvenir que l'indice mensuel de la production industrielle n'était guère fiable et, de toute façon, variait beaucoup d'un mois sur l'autre. Sans doute nous étions-nous trompés.

Déjà, le cabinet de M. Bérégovoy multiplie les communiqués, soulignant pour les journalistes ce qui devait être écrit sur sa politique. Ces excellentes habitudes ont été reprises par les services de M. Balladur.

Serait-ce décourager de si bonnes intentions que de suggérer à la Rue de Rivoli de s'en tenir aux faits, laissant à la presse le soin de commenter ? Et si ce partage était tout à fait impossible, serait-il désobligeant de suggérer que le service de l'information du ministère - qui a la charge des faits, des chiffres et des statistiques - ne cautions plus de son label des communiqués trop éloignés de l'économie politique ? De l'économie, en tous les cas.

AL. V.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION TOTAL FRANCE
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 17 JUIN 1986

Au cours de la discussion qui a précédé le vote des résolutions, le président a répondu aux questions posées par les actionnaires.

Interrogé sur la rentabilité économique de la compagnie, sur ses perspectives de résultats pour l'année 1986, et, plus généralement, sur l'avenir du raffinage et de la distribution en France, le président a répondu en premier lieu que la situation du raffinage et de la distribution en France était bien meilleure en 1986 que dans le passé récent. La baisse du prix du pétrole améliore la compétitivité des produits pétroliers, sous réserve, évidemment, d'une fiscalité non discriminatoire. L'outil de raffinage français, et particulièrement celui de Total France, est bien adapté au marché, et le secteur de la distribution, tout en restant le champ d'une concurrence très dure, poursuit son assainissement et ses progrès de productivité. La concurrence des raffineries des pays producteurs n'est certes pas à négliger, mais son impact sur les marchés de l'Europe occidentale ne bouleversera pas ceux-ci.

L'insécurité des prix des pétroles bruts et l'incidence de leur variation sur les marges ne permettent pas de donner une prévision chiffrée pour le résultat comptable de 1986. Par contre, des indications peuvent être données sur le premier semestre et la tendance possible

pour l'ensemble de l'année. Le résultat économique du premier semestre dépassera 1 500 millions de francs. Certes, il sera loin d'équilibrer la perte sur stocks subie depuis le 1^{er} janvier, qui pourrait être de l'ordre de 4 000 millions de francs, mais cette perte sur stocks ne sera pas répétitive, tandis qu'il y a tout lieu de penser qu'une marge économique positive sera encore dégagée au second semestre. Ainsi, le résultat comptable de l'ensemble de l'année devrait être meilleur que celui du premier semestre.

En réponse à plusieurs questions sur le renforcement des fonds propres de Total France, M. Guillaud a confirmé que cela était rendu indispensable par la perte sur stocks enregistrée depuis le début de l'année. La décision de principe était prise, sans toutefois que les modalités de l'opération soient encore arrêtées. Elles le seront, selon toute probabilité, au début du mois de juillet 1986, mais, dès les prochains jours, l'exercice des bons de souscription attachés aux obligations émises en 1984 sera suspendu. La période de souscription devrait se situer dans la deuxième quinzaine de juillet. L'objectif étant de recueillir au moins 1 500 millions de francs de capitaux propres. Ce montant devrait assurer à la compagnie un équi-

bre financier satisfaisant en fin d'année, compte tenu des résultats à attendre au second semestre.

Interrogé sur les conditions d'approvisionnement de Total France, le président a déclaré que la compagnie avait la liberté de son choix d'approvisionnement. Total Compagnie Française des pétroles agissant pour le compte de sa filiale et lui répercutant les conditions obtenues sur le marché. Les contrats « set-back », dont la pratique est d'ailleurs récente, sont en général de courte durée, et leur importance dans l'approvisionnement de la compagnie peut varier largement en fonction de la situation du marché.

Interrogé sur l'importance des investissements que requerront la production et la vente d'essence sans plomb, M. Guillaud a répondu que la consommation d'essence sans plomb ne se développe que lentement et que l'évolution actuelle n'imposait pas de gros investissements.

Enfin, à un actionnaire qui souhaitait l'introduction en Bourse de Total Chimie, y voyant un moyen de recueillir des fonds, président a indiqué que le groupe s'était engagé indirectement dans cette voie en mettant sur le marché une partie du capital d'Hutchinson, elle-même filiale de Total Chimie.

ALGERIE - الجزائر

Ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts

Entreprise de production, de gestion et de distribution d'eau d'Alger
(EPEAL)

Acquisition de matériel de transmission pour le Centre de télécontrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger

Avis d'appel d'offres international - Présélection

Un avis de présélection est lancé pour l'acquisition de matériel de transmission destiné au Centre de contrôle du système d'alimentation en eau potable d'Alger.

Les fournisseurs intéressés par le présent avis sont invités à retirer le dossier de présélection auprès de la direction à l'adresse ci-après :

EPEAL, parc Ben-Omar, Kouba (Alger).

Les offres seront adressées à la même adresse, sous double enveloppe cachetée, portant la mention apparente :

« Avis d'appel d'offres international - Offre de présélection
Ne pas ouvrir »

La date limite est fixée à trente (30) jours à compter de la date de publication du présent avis.

anep/alger

AFFAIRES

DANS L'INDUSTRIE DES CENTRAUX TÉLÉPHONIQUES

La CGE négocie un vaste accord avec le groupe américain ITT

Les négociations engagées entre le groupe français CGE (Compagnie générale d'électricité) et l'américain ITT (International Telephone and Telegraph) s'accroissent. Le PDG du groupe français, M. Georges Peberne, fait pression sur le gouvernement pour obtenir son accord de principe sur un

schéma qui verrait Alcatel, filiale de la CGE, fusionner avec ITT-Télécommunication Europe, et qui ferait intervenir des partenaires belges, italiens et espagnols. Une opération qui créerait un vaste ensemble « européen » dans l'industrie du téléphone. L'enjeu est considérable. Les risques ne le sont pas moins.

ITT, complétement présent dans l'électronique (Sherraton), l'assurance et les composants automobiles, est le numéro 2 mondial du téléphone derrière l'autre américain ATT (American Telephone and Telegraph). Né dans les années 20 d'une scission des activités internationales d'ATT, ITT est présent dans une centaine de pays. En République fédérale, en Belgique, en Italie, en Espagne, etc., le groupe détient des filiales, des usines et des parts substantielles de marchés de chaque administration des PTT. Or, l'avenir du groupe est mis en péril. Ayant « raté » au début des années 70 le passage à l'électronique, ITT a voulu sancer une étape en essayant de mettre au point un central téléphonique d'avant-garde baptisé System 12. Mais de très nombreuses difficultés ont surgi, et le System 12 a pris énormément de retard. L'équivalent de deux millions de lignes téléphoniques ont été commandées, mais bien peu ont été livrées aux administrations clientes. Le groupe, qui a voulu vendre son central aux États-Unis, a dû y renoncer en février dernier en laissant une ardoise de 105 millions de dollars.

Placé par ailleurs devant d'autres difficultés, ITT a vu, en 1985, ses profits chuter de 34 %. M. Rind Araskog, le PDG, est devenu la cible d'attaques multiples, en particulier de la part de certains de ses actionnaires dirigés par un *ralder* de Wall Street, M. Irvin Jacobs. L'assemblée générale de l'an passé a été houleuse, celle du mois prochain s'annonce décisive. Pour beaucoup d'analystes, la cause est entendue : le System 12 est un échec. Il faut arrêter et « s'en tirer le moins mal possible » en essayant de céder cette activité. M. Araskog, après avoir refusé cette hypothèse, s'y serait rallié. Il a chargé en tout cas la Banque Lazard, qui s'est fait une spécialité de la vente des entreprises américaines en difficulté, de négocier avec les éventuels repreneurs après estimation de la valeur d'ITT Télécommunication à 3 milliards de dollars.

« Laisser mourir »

Plusieurs candidats potentiels ont été contactés, notamment ATT. Mais « l'affaire » fait hésiter. Seules les parts de marchés d'ITT peuvent en effet intéresser ses concurrents. Mais encore faut-il les conserver, c'est-à-dire obtenir une certitude que les administrations clientes maintiendront le nouveau propriétaire comme fournisseur. Bref, il faut négocier avec des diables. Les gouvernements. Rien n'est plus difficile. Beaucoup de candidats ont alors estimé qu'il valait mieux « laisser mourir » ITT et, pays par pays, récupérer ses marchés.

La CGE serait prête à tenter le pari. Selon le schéma actuellement négocié, le groupe français fusionnerait sa filiale Alcatel avec ITT-Europe, en échange d'une minorité prépondérante dans le capital de l'ensemble. La maison-mère ITT conserverait quelque 30 % selon le quotidien économique *les Echos*, tandis que la Société générale de Belgique et le groupe public italien STET obtiendraient 10 % chacun. L'ensemble industriel ainsi constitué détiendrait au total 12 % du marché mondial et aurait une solide implantation dans pratiquement tous les pays européens. Le retrait d'ITT, fait valoir la CGE, constitue une chance pour faire sancer les barrières protectionnistes sur le Vieux Continent et pour que naisse – enfin – un groupe à caractère européen dans l'industrie du téléphone. Une telle présentation a de quoi séduire le gouvernement.

Errance

Mais l'opération est aussi pour la CGE l'aboutissement de trois ans d'errance. Son absorption de Thomson Télécommunications, décidée à l'automne 1983, a été plus difficile que prévu. Le contribuable a été mis à contribution pour plus de 2 milliards de francs. Les PTT ont dû augmenter leurs prix d'achat, contrairement à la tendance à la baisse qui prévaut dans l'électronique, pour aider Alcatel. La politique de produits a subi des zigzags qui ont déconcerté les équipes d'exportation. Le groupe dispose d'une gamme pléthorique (des modèles E10S, E10B, MT) qu'il n'a pu moderniser de front. L'avance technique dont il disposait encore en 1983 a fondu : Ericsson, ATT, Northern-Telecom l'ont rattrapé. Bref le travail d'industriel a été négligé au profit de « grandes »

négociations internationales sans succès de M. Peberne. En 1984, il n'était question, pour le PDG de la CGE, que du marché américain (40 % du marché mondial). Le groupe y jouait son « quinte ou double ». Contacts ont été pris avec successivement Plessey et sa filiale américaine Stromberg-Carlson, puis GTE, puis ATT. Un accord a été signé avec ce dernier en juillet dernier, toujours soumis à l'aval gouvernemental. Il permettrait à la CGE de vendre des équipements de transmissions à ATT en échange du rachat par celui-ci de la CGCT, autre entreprise française nationalisée, autrement dit en échange d'une entrée d'ATT sur le marché français du téléphone. Mais, contrairement à l'objectif de départ, cet accord entre CGE et ATT n'apporte aucun débouché pour les centraux français. Sur ce secteur, M. Peberne est dans l'impasse.

L'accord CGE-ITT arrive donc à point nommé pour « sauver la face », mais il s'agit de la fusion de deux entreprises affaiblies. Dès lors, les questions sont nombreuses : le prix à payer ne sera-t-il pas trop élevé ? Le contribuable en sera-t-il une nouvelle fois sa poche ? Que fera le system 12 ? Est-il possible de « rapprocher » les produits sans

trop de frais ? Enfin, comment gérer ce consortium hétéroclite ? Bref la taille et la constitution du nouvel ensemble représentent beaucoup moins un gage de survie qu'une accumulation éventuelle de problèmes dans l'avenir.

L'accord de la CGE avec ITT est aussi un moyen pour forcer la décision gouvernementale sur son autre accord avec ATT. Les pouvoirs publics pourront difficilement s'opposer aux deux : de ce point de vue, M. Peberne ne manque pas d'habileté.

Bousculé le gouvernement hésite. Accepter l'accord ATT-CGE, c'est se priver de l'autre solution qui se dessine pour la CGCT autour d'Ericsson. Solution qui permettrait de créer entre ce groupe suédois et Bull, Honeywell, Matra et Jeumont-Schneider une alliance internationale mêlant téléphone et informatique. Accepter l'accord ITT-CGE, c'est profiter d'une indubitable occasion européenne. Mais c'est industriellement et financièrement une opération lourde de risques. Plus aucune solution n'est limpide pour l'industrie téléphonique française : trop d'erreurs ont été commises depuis cinq ans avec l'assentiment du gouvernement socialiste. Reste à faire des paris...

E.L.B.

EXERCICE 1985

Béghin Say

Allocution de Monsieur Jean-Marc VERNES, Président, prononcée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 juin 1986

Mesdames, Messieurs,

L'exercice écoulé marque un net redressement des résultats de notre Société du point de vue de nos activités papeterières. La branche ouate de cellulose a retrouvé sa rentabilité antérieure et le secteur papier de presse nous a donné des satisfactions tant au point de vue de la production que des résultats.

Le secteur sucre est resté médiocre, malgré une campagne qui s'est déroulée dans des conditions climatiques favorables avec une tare faible nous permettant de réduire nos frais de transport. Par contre les cours mondiaux, malgré une reprise non négligeable, sont restés anormalement bas. Notre objectif consiste à tendre vers une production quasiment nulle de sucre C hors quota qui crée des pertes trop importantes. Les plantations de betteraves commencent du reste à partager ce point de vue.

Nous travaillons toujours avec acharnement sur tous les dossiers qui pourraient apporter de nouveaux débouchés, le principal étant aujourd'hui celui de l'éthanol. Les cours mondiaux du pétrole rendent l'opération plus difficile mais ce dossier ne doit pas être abandonné car il est évident que les prix actuels du pétrole ne seront pas éternels et qu'il ne faudra pas être pris de court. La Communauté Européenne devrait utiliser le répit qui lui est donné pour se pencher davantage sur ce dossier.

Des perspectives d'avenir très favorables.

L'exercice 1986 devrait être marqué par une très nette augmentation des résultats et je suis aujourd'hui à même de confirmer les chiffres que j'ai avancés précédemment, c'est-à-dire que le bénéfice net de l'exercice 1986 sera au moins triple de celui de l'exercice précédent avec une annuité d'amortissements au moins égale. En effet les quatre premiers mois de l'exercice ont ressorti dans le secteur ouate de cellulose comme dans celui des papiers de presse des résultats en augmentation de 45 %. Quant à la sucrerie, bien que nous n'ayons eu qu'une augmentation insignifiante de nos prix qui se trouve largement annulée par la taxe de 1,63 % que nous devons payer pendant deux ans pour combler les déficits antérieurs dus aux exportations communautaires, celle-ci devrait se présenter dans de meilleures conditions du fait de la baisse du prix du fuel et d'une production de sucre hors quota quasiment nulle.

Vous avez sans doute appris par la Presse que le Groupe FERRUZZI / ERIDANIA s'intéressait à la Société britannique BERISFORD qui contrôle BRITISH SUGAR, premier producteur de sucre en Grande-Bretagne et dont la capacité de production est similaire à la nôtre. En cas de succès dans la prise de contrôle de ce groupe, il est certain que BEGHIN-SAY s'y trouverait associée, ce qui serait très important pour l'avenir de notre secteur sucre.

Des autorisations auprès des autorités compétentes tant en France qu'à Bruxelles seront nécessaires.

En prévision de notre développement et pour améliorer notre fonds de roulement en réduisant nos dettes, et surtout pour poursuivre le cas échéant notre expansion internationale, notamment par l'opération dont je viens de vous parler, nous allons demander l'autorisation lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui suivra, d'émettre des certificats d'investissement sans droit de vote.

Votre Conseil d'Administration vous tiendra informés de l'usage qu'il entend faire de cette faculté.

FERRUZZI : un actionnaire partenaire.

Je voudrais vous faire part de la situation de notre actionariat qui, comme vous l'avez lu dans la presse, a subi des modifications. Le Groupe britannique TATE & LYLE qui détenait 5 % de notre capital les a cédés au groupe FERRUZZI qui de ce fait s'est trouvé devenir le premier actionnaire de notre Société. L'autocontrôle détenu par la Société Anonyme Parisienne de Gestion S.A.P.A.G. devenant sans objet, nous l'avons cédé en partie sur le Marché en partie aux actionnaires français, en partie au Groupe FERRUZZI sans lui assurer la majorité absolue du capital. Notre

ALGERIE - الجزائر

Ministère de l'énergie et des industries chimiques et pétrochimiques

Entreprise nationale de forage « ENAFOR »

Avis d'appel d'offres international ouvert n° IN-86-03

L'entreprise nationale de forage « ENAFOR » lance un avis d'appel d'offres international ouvert pour la fourniture d'appareils radio de télécommunication, puissance 1 à 125 watts, de types fixe et mobile.

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs et distributeurs officiels agréés, à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés par cet appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges sur présentation d'une demande officielle à ENAFOR, département achats, 1, place Bir-Hakeim-El-Biar, Alger, à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en huit (8) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête, sigle ou cachet du soumissionnaire, porteront uniquement la mention : « Appel d'offres international ouvert n° IN-86-03 - Confidentiel - A ne pas ouvrir - ENAFOR - Secrétaire de la commission d'ouverture des plis, 1, place Bir-Hakeim-El-Biar, Alger (Algérie) ».

La date limite pour le dépôt des offres est fixée à quarante-cinq jours à compter de la date de parution du présent avis.

Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée. Le délai d'option sera de cent quatre-vingts jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

onsep/alger

Activité

Branches sucre : bonne campagne sucrière (faible tare, richesse très élevée) malgré la sécheresse, forte la Caisse des cours mondiaux.

Branches papier : papiers, emballages et papiers d'attente.

1984 malgré une vive concurrence, succès des nouvelles qualités de papier mises au point. Résultats satisfaisants, mais, et quant aux résultats, les premiers trimestres 1985, dans un contexte de forte concurrence, retour au niveau de rentabilité satisfaisant des années antérieures.

Résultats

Nettes améliorations

- Chiffre d'affaires H.T. : 11,8 milliards de F (+5 % sur 1984).
- Capacité d'autofinancement : 525 MF (contre 315 MF en 1984), comme tenu d'une dotations aux amortissements.
- Résultat courant avant impôts : 191,5 MF (contre un résultat négatif de 140 MF en 1984).
- Bénéfice net : 63,3 MF (contre 21,1 MF en 1984).
- Autres provisions pour impôts de 17,5 MF (contre 0,6 MF en 1984).
- Rapports de la distribution d'un dividende de 5,5 par action (soit un avoir fiscal de 2,50 MF en paiement de la 7^{ème} juillet 1986).

tresorene s'est trouvée améliorée et le S.A.P.A.G. a dégage une importante plus-value. Ces opérations ont reçu l'accord du Ministère de l'Economie et des Finances. Notre entreprise est aujourd'hui solidement épaulée par le Groupe FERRUZZI, sans pour autant négliger les intérêts français, aussi bien ceux des actionnaires que ceux des planteurs de betteraves.

Nous nous connaissons suffisamment puisque nos relations datent de 1967. A l'occasion de la prise de contrôle de SAY il y a près de 20 ans. Le Groupe FERRUZZI est en fait le seul qui se soit vraiment intéressé à notre Société.

Le développement international de notre Groupe ne peut y trouver que des avantages, les Actionnaires français tant familiaux qu'institutionnels n'ayant pas été les motifs à l'égard de notre Société, nous pensons que la solution présente est la meilleure pour l'avenir de l'entreprise.

La France est heureusement engagée, comme l'a dit récemment le Premier Ministre, dans un système de liberté qui, comme je le pense, est le seul qui puisse apporter la prospérité.

Le meilleur conseil qui puisse être donné aux Français, et plus particulièrement aux chefs d'entreprise, est de reprendre le célèbre mot de GUIZOT : « Enrichissez-vous » car seul le profit permettra de réaliser des investissements nouveaux qui créeront des emplois et amèneront une solution au grand problème, celui qui a la priorité sur tous les autres, ce fléau qui s'appelle le chômage et qui retire à l'homme sa dignité.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNA
CAISSE NATIONALE
DES AUTOROUTES
Gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations

EMPRUNT JUIN 1986
1,7 milliard de F
8,40 %

Emission de 340 000 obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 981 F
Jouissance, règlement : 7 juillet 1986
Durée de l'emprunt : 15 ans
Amortissement : en trois tranches égales à partir de la treizième année
Taux actuariel brut : **8,45 %**

Souscription auprès des Banques, Bureaux de Poste, Caisse d'Épargne, Agence de Change et Comptables du Trésor. Une fiche d'information (vues C.O.B. n° 98-220 du 17/08/86) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 55, rue de Lille 75007 Paris et des Etablissements chargés du placement. Clôture sous préavis.

SOUSCRIVEZ AUX EMPRUNTS DE LA CNA
pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

CHAMPAGNE TAITTINGER

L'Assemblée générale ordinaire annuelle, qui s'est tenue à Reims, le 16 juin 1986, sous la présidence de M. Claude Taittinger, a approuvé l'annulation des comptes et le bilan de l'exercice 1985, qui se traduit par un bénéfice net comptable de 19 011 414 F, ainsi que les comptes consolidés du groupe dont le résultat net s'élève à 174 418 000 F. Ce résultat net consolidé tient compte d'un profit net exceptionnel de 84 510 000 F qui résulte de la cession par la société Cofidev, filiale du groupe du Louvre, d'une partie de ses titres de la société Deville lors de l'introduction au 2^e marché de la Bourse de Paris des actions de cette dernière société.

L'Assemblée a renouvelé les mandats d'administrateurs de M. Jean Taittinger et de la société G. H. Mumm. L'Assemblée a nommé M. Pierre-Christian Taittinger comme administrateur. Le conseil d'administration a également réélu M. Jean Taittinger vice-président, directeur général, pour la durée de son mandat d'administrateur. Au cours de son allocution, le président a informé les actionnaires des activités commerciales de la société pendant les cinq premiers mois de l'exercice qui se traduisent par une augmentation du chiffre d'affaires de 10 %. Par ailleurs, la récolte 1986 se présente, pour le moment, dans des conditions favorables.

Le président a rappelé aux actionnaires qu'une assemblée générale extraordinaire sera tenue le 2 juillet prochain à Reims. Il sera demandé, à cette occasion, aux actionnaires d'autoriser le conseil d'administration à procéder, dans certaines conditions et dans le cadre de la loi de 1963, à l'augmentation du capital social par émission de certificats d'investissement. Le conseil d'administration de la société estime en effet qu'il est nécessaire d'inscrire les fonds propres de Champagne Taittinger pour faire face aux possibilités existantes d'expansion et de diversification.

EXERCICE 85 L'ANNEE DU TIGRE

Le marché pétrolier français a été marqué en 1985 par la libération des prix des carburants. Dans ce nouveau climat de liberté et de concurrence Esso a démontré :

- Sa confiance en l'avenir
- Modernisation du réseau de stations-service. Plus de 200 stations d'une nouvelle génération, parfaitement adaptées aux besoins de l'automobiliste sont déjà en service.
- Investissements : plus de 2100 millions de francs, dont 1213 dans l'exploration-production.
- L'efficacité de sa gestion
- Flexibilité des approvisionnements pour s'adapter rapidement au marché international.

Essou, premier importateur de pétrole brut en France grâce au développement du champ de Chassay. Production de pétrole brut : 1 303 000 tonnes (+ 14 %).

Résultats Esso S.A.F. 1985

Chiffre d'affaires hors taxes	28 746 millions de francs
Immobilisations	926 millions de francs
Résultat net (après prise en compte des dividendes reçus d'Esso Rep)	258 millions de francs

Maintien du dividende : 20 F par action + avoir fiscal 10 F.

Esso SOCIÉTÉ DU LOUVE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 18 JUIN 1986

ALCATEL : COMPTE RENDU DE L'ASSEMBLÉE

RÉSULTAT CONSOLIDÉ EN PROGRESSION DE 50 %



Les actionnaires d'Alcatel, réunis en Assemblée générale ordinaire sous la présidence de Georges Pébereau le 18 juin 1986, ont approuvé les comptes de l'exercice 1985 qui se soldent, pour la Compagnie, par un bénéfice net de 194 018 930 francs contre 130 761 793 francs en 1984.

Le résultat consolidé d'Alcatel pour l'exercice 1985 s'élève à 298,7 millions de francs, contre 190,9 millions de francs pour l'exercice précédent, la part du Groupe étant de 231 millions de francs contre 155,9 millions de francs en 1984.

Ces résultats s'entendent après prise en compte, pour le deuxième semestre 1985, des anciennes filiales du holding Thomson Télécommunications absorbées par la Compagnie avec effet au 1^{er} juillet 1985.

Suivant les propositions du Conseil d'administration, l'Assemblée a décidé de porter le dividende unitaire de 65 francs pour l'exercice précédent à 70 francs au titre de 1985, en sus d'un dividende de 35 francs (contre 32,50 francs pour l'exercice précédent). Ce dividende unitaire s'applique aux

2173 000 actions de la Compagnie portant jouissance sur l'ensemble de 1985. Compte tenu de l'accroissement du nombre d'actions rémunérées intervenu en 1985, la distribution totale aux actionnaires est ainsi portée de 127 028 200 francs pour l'exercice 1984 à 152 152 560 francs au titre de 1985.

La dividende de l'exercice 1985 sera mise en paiement le 30 juin 1986.

Sur la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée a également décidé, comme les trois années précédentes, d'accorder à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions de la totalité du dividende afférent aux titres dont il est propriétaire. Le prix d'émission des actions correspondantes sera, conformément à la loi, égal à 95 % de la moyenne des premiers cours cotés du marché à règlement mensuel lors des vingt séances de Bourse précédant le jour de l'Assemblée; cette valeur étant diminuée du montant net du dividende arriéré à la demi-décimale immédiatement supérieure; il est ainsi fixé à 1905 francs. L'option pourra être exercée pendant un délai de quatre semaines à dater du jour de la mise en paiement du dividende, soit jusqu'au 28 juillet 1986 inclus.

L'Assemblée a en outre ratifié la nomination comme administrateur de la Compagnie de MM. Alain GOMEZ et François PETIT précédemment cooptés par le Conseil d'administration.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT GEORGES PÉBEREAU

Mesdames, Messieurs,

Pour votre Compagnie et ses filiales, l'événement majeur de l'exercice écoulé a été l'absorption, avec effet au 1^{er} juillet 1985, de Thomson Télécommunications.

Il est naturel, de ce fait, de comparer 1985 avec l'exercice précédent. Le rapport que vient de vous présenter votre Conseil vous a toutefois permis de constater que le nouveau groupe Alcatel, dont le chiffre d'affaires consolidé a dépassé 28 milliards de francs, a connu une progression satisfaisante de ses ventes, notamment à l'étranger, et de ses enregistrements de commandes.

Le bénéfice net de la Compagnie s'est élevé à 194 millions de francs contre 130,8 pour 1984. En termes consolidés, le résultat net s'élève à 298,7 millions de francs, dont 231 millions de francs pour la part du Groupe, qui augmente de 51 %, et le bénéfice par action rémunérée progresse de 36 % pour atteindre 115,5 francs.

Le bilan consolidé se renforce à nouveau. Les capitaux propres atteignent 2 830 millions de francs; l'endettement financier total n'en représente plus que 10 % contre 14 % en 1984. Les capitaux permanents s'accroissent de plus de 1 milliard de francs et l'excédent de fonds de roulement net approche 1 300 millions de francs.

Votre Conseil vous a proposé de porter de 65 à 70 francs, hors avoir fiscal, le dividende par action; la rémunération totale d'une action s'élève ainsi à 105 francs. Compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions rémunérées, le montant global de la distribution atteint 152,2 millions de francs, en augmentation de près de 20 %. Pour le paiement de ce dividende, votre Conseil vous propose de renouveler l'option offerte les années précédentes aux actionnaires, leur permettant d'acquiescer des actions nouvelles à 95 % du cours de Bourse constaté lors des vingt dernières séances.

Les données de l'exercice écoulé confirment que les dispositions prises lorsque s'est arrêtée la décision de fusionner CIT Alcatel et Thomson Télécommunications, et que je vous en ai annoncé dans ma lettre du 12 avril 1985, ont effectivement permis de réaliser cette opération d'une ampleur exceptionnelle sans gêner les résultats de votre Compagnie.

L'amélioration sensible des résultats consolidés est due pour une large part à la rentabilité accrue de vos filiales. Elle est aussi la conséquence des efforts constants et de longue date de votre Compagnie pour équilibrer, par le développement des activités connexes, le poids des télécommunications publiques. Ces dernières, malgré l'important apport reçu de Thomson Télécommunications, tant en communication qu'en équipements de transmission, liaisons hertziennes et télécommunications par satellites, ne représentent qu'à peine plus de la moitié des facturations totales du Groupe. En même temps, les activités nouvelles, communication d'entreprise, ingénierie, services informatiques, en vigoureuse croissance, sont fortement centrées sur les domaines d'avenir. La compétence acquise, par exemple, par CIT Alcatel qui, d'ores et déjà, conçoit et gère en qualité d'opérateur d'importantes réseaux à valeur ajoutée dans les domaines du transport aérien, du tourisme ou de l'industrie automobile, donne dès maintenant au Groupe les meilleures chances d'entrer avec une efficacité immédiate sur les futurs marchés qu'ouvrira la déréglementation.

Depuis le début de 1986, la reprise de l'économie mondiale se poursuit à un rythme modéré et les incertitudes de l'environnement international sont loin d'être dissipées. La reflux du prix du pétrole et le poids d'un endettement excessif ont réduit de façon sensible les programmes d'équipement des pays en voie de développement. L'ampleur des fluctuations monétaires profite en profondeur les conditions de la concurrence internationale et ravive la guerre commerciale sur tous les grands marchés.

En dépit de ces conditions difficiles, votre Groupe s'enregistre depuis le début de l'année des succès que votre Conseil vous a rapportés. Je soulignerai seulement quelques faits. En Inde où à fin mai quinze centres Alcatel ETO sont en service, les installations se font désormais au rythme de deux centres par mois. Au Mexique, l'obtention d'un important contrat pour adapter à l'électronique les centraux électromécaniques du réseau national constitue l'un des premiers résultats significatifs de la politique à long terme d'Alcatel en Amérique Latine. La décision récemment prise de confier à un consortium, dont fait partie Alcatel Espace, la réalisation de la première tranche du pro-

gramme européen de construction de satellites de télécommunications Eutelsat devrait entraîner pour votre filiale, dans les douze mois à venir, plusieurs centaines de millions de francs de commandes. Enfin, le succès du Minitel de Telec Alcatel, aujourd'hui vendu à un million et demi d'exemplaires, est confirmé par la lancement réussi à l'exportation des produits Terminal à usage professionnel qui en constituent la haute gamme.

Au total, votre Groupe devrait connaître cette année une évolution modérée. Tout en poursuivant une action commerciale vigoureuse, il doit en effet concentrer ses efforts sur l'amélioration constante de sa compétitivité. Depuis dix-huit mois, tant dans votre Compagnie que dans certaines de ses filiales, des décisions douloureuses ont dû être prises en matière d'effectifs pour réadapter l'outil industriel. Elles ont été mises en œuvre avec le souci d'en minimiser les conséquences sociales et la volonté, par une gestion rigoureuse, d'assurer le développement qui garantira les emplois de demain.

En renforçant l'efficacité de sa gestion, Alcatel entend se donner les moyens d'atteindre son objectif fondamental : constituer un des pôles dominants de l'industrie mondiale dans le domaine des télécommunications dont l'évolution technique et structurelle est aujourd'hui marquée par l'incertitude et la mobilité des données.

Durée de vie de plus en plus réduite des matériels, guerre de tarifs entre exploitants engendrée par la déréglementation, modification progressive des frontières entre exploitants et constructeurs, ces tendances de fond se manifestent au moment où le marché français, qui demeure une base essentielle de l'activité d'Alcatel, voit sa part décroître lentement dans le marché mondial. Dans cet environnement mouvant, votre Compagnie maintient ses choix : concentration sur ses métiers fondamentaux, internationalisation, développement des nouvelles technologies, enfin, face aux perspectives de la déréglementation, engagement sélectif dans le domaine des services.

Votre Groupe poursuit activement la politique de recherche d'alliances fortes dans laquelle il est entré délibérément depuis plusieurs années.

En communication, l'accord européen passé en octobre 1984 avec Italtel, puis élargi à Plessey et Siemens, en vue de mener en commun un programme d'études pour la préparation des systèmes de commutation du futur, a été, à la fin de 1985, étendu à la définition et à la mise au point des outils de développement des logiciels. Une étape supplémentaire a été franchie par Alcatel, Italtel et Plessey qui ont soumis ensemble à la Commission Eureka un projet d'étude d'un commutateur à large bande qui s'inscrirait au début des années 1990 dans les réseaux numériques à intégration de services.

Dans le cadre de la collaboration entre la Compagnie Générale d'Électricité et la Société Générale de Belgique, Alcatel et ACEC engagent une politique commune dans le domaine des télécommunications publiques qui doit constituer un lien puissant entre la Belgique et la France au moment où la déréglementation va entraîner l'Europe. Ainsé se dessine, pour le développement des systèmes de commutation destinés aux futurs réseaux de télécommunications, la constitution d'un pôle européen dans lequel Alcatel est à même de jouer un rôle essentiel.

Par ailleurs, dans un contexte international en pleine mouvance, les négociations se poursuivent avec ATT et Philips pour la mise en œuvre du memorandum d'intention signé fin dernier, dont l'incidence intéressante essentiellement le développement de l'activité du Groupe en liaisons hertziennes.

En transmission encore, dans le domaine des télécommunications par satellites, les participations croisées d'Alcatel Thomson Faisceaux Hertzien et de Fairchild dans leurs filiales respectives en Europe et aux États-Unis sont en place et les échanges techniques se développent rapidement. Alcatel Espace vient de son côté de passer un accord de licences croisées avec la société allemande ANI : les partenaires, en rationalisant leurs efforts de recherche et de développement et leur action commerciale, visent à tirer parti de leur complémentarité pour offrir une gamme complète d'équipements pour les charges utiles de satellites à usage civil.

Une étape décisive dans la vie d'Alcatel vient d'être franchie, mais ce n'est qu'une étape. Votre Compagnie a affirmé sa place dans la compétition mondiale. Pour l'affirmer et l'élargir en maintenant son indépendance, elle se fixe de nouvelles ambitions. La confiance que ses actionnaires n'ont cessé de lui manifester, l'efficacité et le dévouement des hommes et des femmes qui lui apportent leur concours justifient pleinement les espoirs que l'on peut mettre dans son avenir.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BANQUE TRANSATLANTIQUE

CREATION DE LA SICAV

ARBITRAGES COURT TERME

Cette SICAV est destinée à une clientèle, essentiellement d'entreprises et d'institutionnels, recherchant une rémunération proche de celle offerte par le marché monétaire.

La gestion, qui sera assurée par MM. J.-F. Thieux et J.-P. Lahaye, associés directeurs généraux adjoints de COFICOB, Compagnie financière de courtages bancaires, utilisera, dans les limites autorisées, les possibilités d'arbitrage offertes par les marchés des nouveaux titres négociables (bons du Trésor, certificats de dépôt, billets de trésorerie, bons ISF). D'autre part, il sera fait appel aux diverses techniques financières pour assurer la régularité de l'évolution de la valeur liquidative.

Le capital initial de 130 millions de francs a été constitué par les différentes catégories d'intervenants sur les marchés financiers et monétaires : établissements de crédit, investisseurs institutionnels, agents de change, entreprises industrielles et commerciales.

Le conseil d'administration, présidé par M. B. Camblain, directeur de la Banque transatlantique, réunit :

- Banque transatlantique, représentée par M. C. de Lime, directeur adjoint ;
- Crédit industriel et commercial de Paris, représenté par M. J.-P. Ravine, directeur adjoint ;
- Banque populaire de Bretagne atlantique, représentée par M. J.-F. Moulin, directeur général ;
- Charge Dupont-Denat, représentée par M. F. Denat, agent de change ;
- La Concorde, représentée par M. A. Hennequin, fondé de pouvoir ;
- Commissariat à l'énergie atomique (CEA), représenté par M. M. Gilbert, directeur adjoint ;
- Sagar (société financière du groupe EDF), représentée par M. L. Serve, directeur général ;
- La Semence de Paris, représentée par M. G. Renard, président-directeur général, M. J.-F. Thieux, M. M. Wisnisk.

Le collège des censeurs est constitué de :

- Générale de banque belge (France SA), représentée par M. J.-P. Gilbert, directeur général ;
- Laboratoires Corbière, représentés par M. J. Corbière, président-directeur général.

Le Conseil est assisté d'un comité de gestion composé des principaux actionnaires désireux d'être associés à la gestion de la SICAV et de suivre, à l'occasion de réunions fréquentes, le fonctionnement des marchés des nouveaux titres négociables et les possibilités qu'ils offrent en remplacement de l'accès au marché monétaire.

Les souscriptions et les demandes de rachat seront reçues auprès des établissements administrateurs et censeurs habilités, ainsi qu'après la Chemical Bank (France) S.A. et de la Banque pour l'industrie française.



Dans sa lettre aux actionnaires, M. Patrick Pollet, président-directeur général, présente les résultats de l'exercice clos le 28 février 1986.

En consolidé, le chiffre d'affaires du groupe atteint 11 milliards de francs (+ 14,9 %) et un bénéfice net de 26,3 millions de francs (après provision pour impôt en hausse de 42 %) contre 118 millions de francs pour 1984-1985.

Les résultats des principales sociétés du groupe sont les suivants :

LA REDOUTE SA. Bénéfice net : 30 millions de francs (compte tenu d'un abandon de créance en faveur de Romaldi de 55 millions de francs) contre 64 millions de francs l'exercice précédent.

Redoute catalogue (Redoute catalogue-SNER-Mavix). Chiffre d'affaires consolidé : 8 milliards de francs (+ 16,1 %). Bénéfice net : 108 millions de francs (+ 21 %).

GROUPE PRÉMANMAN (400 boutiques à enseigne Prémaman, Prématal, Tili, Julie Ambre et Balloon). Chiffre d'affaires : 798 millions de francs (+ 4 %). Bénéfice net : 19,6 millions de francs contre un profit de 19,6 millions pour l'exercice précédent.

Une décision de désengagement de l'activité vente de produits cosmétiques sous enseigne **DANS UN JARDIN** a été prise (perte de 18 millions de francs pour 1985-1986).

LES ÉDITIONS ROMBALDI. Activité VPC de livres (+ 19,4 %), activité de courtage CFED (- 30 %). Nous avons décidé de mettre fin à cette dernière activité.

VESTRO (filiale italienne de VPC). Chiffre d'affaires : 194 millions de francs (+ 37,7 %). Bénéfice net : 1,1 milliard de francs contre une perte de 231 millions de francs pour 1984-1985.

LA SIAD, qui exploite en Italie, Espagne et Allemagne des boutiques à enseigne **PRÉNATAL** et **RAGAZZE**. RIA, a enregistré les chiffres suivants :

Chiffre d'affaires TTC : Italie (littoral), 119,9 milliards ; résultat net : + 818 millions. Espagne (pédestal), 422,9 millions ; résultat net : + 199 millions. Allemagne (marks), 36,6 millions ; résultat net : - 5,3 millions.

FINAREF (société financière du groupe). Encours clients : 1,5 milliard de francs contre 1,3 milliard (+ 19 %). Résultats financiers : 30 millions de francs contre 25,8 millions de francs (+ 16,1 %).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale du 23 juillet prochain un dividende net identique à celui de l'an dernier, soit 44 francs (un acompte de 20 francs net a déjà été versé).

OHF d'études et de participations, société holding cotée au second marché, prend le contrôle du Laboratoire pharmaceutique Lefrançois, dont le siège social est à Roubaixville. Ce laboratoire, qui était convoqué par plusieurs firmes étrangères, restera donc français et renforcera les lignes de produits et les moyens de OHF, qui concède notamment les laboratoires biomédicaux de France, les sociétés de biotechnologies Clancette et Biosoft, les Laboratoires de thérapeutiques physiologiques (santé animale) et les Laboratoires Michels (phytothérapie). Ces derniers devraient être prochainement absorbés par Lefrançois.

Cette acquisition permet au groupe OHF de se renforcer dans le domaine des produits grand public, dont les prix viennent d'être libérés, et de présenter une ligne complète de spécialités auprès des gynécologues des hôpitaux et des cliniques.

Enfin, ce regroupement permettra au Laboratoire Lefrançois de trouver les moyens nécessaires pour terminer le développement de deux molécules de classe internationale dans le domaine digestif et psychiatrique.

L'ANVAR a accordé une aide de 5 millions de francs pour recherches. Le Laboratoire Lefrançois a réalisé un chiffre d'affaires de 67 millions de francs en 1985 et emploie cent trente personnes.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 19 juin 1986, sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance.

UNION IMMOBILIÈRE DE FRANCE

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire réunie le 20 juin 1986 sous la présidence de M. Michel Coudagou a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1985 établis sur la base de la fusion avec UGIMO au 1^{er} janvier de la même année.

Les recettes locatives incluant les indemnités compensatrices ont atteint en 1985 227 900 000 F, soit une progression globale de 6,6 % sur le chiffre d'affaires cumulé d'UIF et d'UGIMO au 1984.

Après dotations de 20 166 000 F aux comptes d'amortissements et de provisions, le bénéfice de l'exercice en progression de 11,1 % sur 1984 ressort à 170 670 000 F après incorporation d'une plus-value de 111 000 F et d'un montant de 5 111 000 F provenant de la cession des immeubles d'Aulnay-sous-Bois et de recettes supplémentaires de nature exceptionnelle.

L'assemblée a fixé le montant du dividende à 22,80 F par action, soit 22,20 F au titre de l'exercice précédent, en progression de 7,2 %.

Après affectation de 4 587 000 F à différentes réserves, le report à nouveau s'établit à 16 424 000 F contre 8 876 000 F.

Le dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou sous forme d'actions nouvelles de la société émises au prix de 548,20 F portant jouissance du 1^{er} janvier 1986. Les actionnaires disposeront d'un délai s'étendant du 30 juin 1986 au 28 juillet 1986 inclus pour exercer leur option sur la totalité du dividende leur revenant.

En conséquence, tout actionnaire qui n'aura pas exercé son option le 28 juillet 1986 au plus tard ne pourra recevoir les dividendes qu'en espèces.

D'ores et déjà de nouveaux investissements sont à l'étude afin de tirer parti du supplément de fonds propres qui pourra résulter de l'exercice de l'option.

Le paiement du coupon s'effectuera le 29 juillet 1986.

Au cours de son allocation, après avoir évoqué la prochaine admission du titre UIF au marché à règlement mensuel à compter du 24 juillet, le président a fait état du caractère très satisfaisant des différents paramètres d'activité de la société depuis le début de l'année. Se fondant notamment sur la progression des recettes locatives du premier semestre, soit 5 %, à structure de patrimoine comparable, il a eu en conséquence annoncé une nouvelle progression du dividende au titre de l'exercice en cours.

Assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire a autorisé, à toutes fins éventuelles, le conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois dans le délai de cinq ans, jusqu'à un montant nominal maximum de 200 millions de francs.

OHF d'études et de participations, société holding cotée au second marché, prend le contrôle du Laboratoire pharmaceutique Lefrançois, dont le siège social est à Roubaixville. Ce laboratoire, qui était convoqué par plusieurs firmes étrangères, restera donc français et renforcera les lignes de produits et les moyens de OHF, qui concède notamment les laboratoires biomédicaux de France, les sociétés de biotechnologies Clancette et Biosoft, les Laboratoires de thérapeutiques physiologiques (santé animale) et les Laboratoires Michels (phytothérapie). Ces derniers devraient être prochainement absorbés par Lefrançois.

Cette acquisition permet au groupe OHF de se renforcer dans le domaine des produits grand public, dont les prix viennent d'être libérés, et de présenter une ligne complète de spécialités auprès des gynécologues des hôpitaux et des cliniques.

Enfin, ce regroupement permettra au Laboratoire Lefrançois de trouver les moyens nécessaires pour terminer le développement de deux molécules de classe internationale dans le domaine digestif et psychiatrique.

L'ANVAR a accordé une aide de 5 millions de francs pour recherches. Le Laboratoire Lefrançois a réalisé un chiffre d'affaires de 67 millions de francs en 1985 et emploie cent trente personnes.

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ENTREPRISES

L'assemblée générale ordinaire s'est réunie le 19 juin 1986, sous la présidence de M. Maurice Mathieu, président du conseil de surveillance.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'est élevé à 16,3 milliards de francs en progression de 7 % par rapport à l'exercice précédent.

Le résultat consolidé, part du groupe, augmente sensiblement (+ 3,5 %) pour s'établir à 273,5 millions de francs malgré la constitution d'une provision de 248,4 millions de francs.

Résultats et dividendes

Le bénéfice net de la société mère SAE est de 220,8 millions. L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 30 F par action assorti d'un avoir fiscal de 15 F, soit un revenu global de 45 F. Un acompte de 20 F a été payé début juin. Le solde de 20 F sera mis en paiement à compter du 1^{er} juillet 1986.

Compte tenu de l'attribution de 1 action gratuite pour 2 anciennes, la distribution globale progresse de 48,5 %.

MARCHÉS FINANCIERS

Lyon veut coter des options négociables

Correspondance

Lyon. — La communauté financière de Lyon vient de prendre une initiative pour faire de cette place — la première Bourse de province — un véritable marché international. A la demande du comité régional des banques, présidé par M. Claude Courand (société générale) et du syndicat délégué de la Compagnie des agents de change, M. Roger Michaux, M. Patrick Bertrand, directeur régional du Crédit lyonnais et récemment élu à la présidence du Comité des banques, a étudié la possibilité de traiter à Lyon des « options négociables sur valeurs mobilières ». On envisage aussi de faire coter à Lyon, sans doute en double avec la place financière de Luxembourg, des emprunts libellés en ECU (unité de compte européenne).

Internationaliser

Si ces idées aboutissent, Lyon sera la seule place française à abriter ces deux marchés. La Bourse de Lyon reçoit déjà 15 % à 20 % d'ordres de clients étrangers, et la volonté d'internationaliser la place est clairement apparue ces derniers mois avec les visites d'investisseurs nord-américains, comme d'opérateurs de Montréal et de Turin, deux places susceptibles d'accepter des jumelages. Mercredi 18 juin, Genève accueillait à son tour une présentation publique des mérites des sociétés nouvellement cotées sur le second marché lyonnais (*Le Monde* du 24 juin).

Le nouveau marché des options négociables serait, dans un premier temps, limité aux valeurs françaises, mais la capitalisation boursière de Lyon peut s'en trouver multipliée dans des proportions dont on mesure encore mal l'importance. Dans ce système des options sur valeurs mobilières, l'acquéreur d'une action se prémunirait contre une hausse ou une baisse des cours en souscrivant une sorte d'assurance, l'option. C'est le titre représentatif de ce contrat qui serait ensuite l'objet de transactions. Le titre serait d'une technique voisine de celle des « futures », représentatifs d'un taux d'intérêt et de des options sur risques de change, garantissant les opérateurs contre les fluctuations monétaires.

« Il s'agit de tirer parti d'une Bourse forte, dynamique et disponible », explique un banquier. De fait, Lyon représente le quart du second marché français et a su se forger une réputation de place spécialisée dans l'accueil des entreprises moyennes, en « chassant » sur les circonscriptions de Nancy et de Marseille.

La cotation à Lyon d'emprunts libellés en ECU — pour lesquels la Communauté urbaine de Lyon pourrait, dit-on, ouvrir la voie — suppose une libéralisation des changes. Quant à émettre un titre nouveau, il faudra achever de convaincre tout à la fois le directeur du Trésor, la commission des opérations de Bourse et les instances européennes après lesquelles le lobby lyonnais a l'intention de se montrer encore fort actif. Il faudra aussi vaincre des résistances jouant en faveur de la place de Paris, et ce ne sera peut-être pas le plus simple. Des précédents existent cependant de titres nouveaux créés par les bourses secondaires : ce fut le cas du MATIF né à Chicago et Philadelphia avant d'être repris quelques années plus tard à New-York.

GÉRARD BUÉTAS.

● Second marché non-stop. — En dépit du vent du Nord qui souffle depuis quelques semaines sur la Bourse, les introductions au second marché se poursuivent, tant à Paris que sur les places de province. A ce jour, vingt-cinq sociétés nouvelles ont fait leur apparition depuis le début de l'année dans cette enclosée encadrée plus particulièrement aux PME, et une dizaine d'autres entreprises devraient être introduites d'ici la mi-juillet.

Après la pause de l'été, la rentrée de septembre voit déjà son programme boursier bien chargé avec, pour l'instant, une bonne quinzaine d'introductions nouvelles parmi lesquelles celles de GO-Sport, ou de Talens, une société spécialisée dans la peinture pour le bâtiment.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

PARIS, 23 juin ↑

Reprise : + 1,55 %

Pour la première journée du mois boursier et du marché continu, la Bourse de Paris est repartie de l'avant, à la séance officielle du 23 juin. Elle a ainsi confirmé ses bonnes dispositions de la matinée, au cours de laquelle l'indice avait progressé de plus de 1 %. Au son de cloche final, la tendance gagnait 1,55 %.

Le matin, on avait assisté à un démarrage « sur les chapeaux de roue » des valeurs nouvellement cotées « en continu », comme UCB (+ 6 %) et Louis Vuitton (+ 2 %). Des hausses qui tenaient davantage à la curiosité des opérateurs pour cette année inédite de cotation qu'à l'attrait intrinsèque des valeurs en question. Parmi les plus fortes hausses constatées en séance officielle figuraient grande Avions Dassault (+ 6,85 %), Eurofrance, Alcatel, Roussel Uclaf, CNI 15 % 1982, et encore Pernod-Ricard, Printemps et Cotea. Des titres comme Philip Morris, Thomson-CSF et Elf se montraient aussi soutenus. Au chapitre des baisses, on notait Locindus, Bie, Moulinex et La Redoute. La Compagnie des agents de change décidait en outre de suspendre la cotation de la Société nationale de navigation, celle-ci faisant l'objet d'un projet d'opération financière.

Autour de la corbeille, les observateurs notent avec un certain plaisir l'absence de pression « vendeur » sur le marché. Si le nombre des transactions a fortement diminué, le volume d'activité reste cependant appréciable, et l'attentisme des investisseurs ne se traduit pas, comme d'habitude, le craignaient, par des dérapages massifs. L'incertitude quant à l'évolution des taux d'intérêt, compte tenu d'une possible reprise de l'inflation, tendait toutefois à une dose de Darnocles au-dessus du marché.

Cette crainte de voir les prix redémarrer a aussi gagné le deuxième étage, où sont cotées les obligations. Le marché demeure calme, de même que le MATIF, où 1 641 contrats seulement ont été traités à mi-séance. L'échéance de mars 1987 s'inscrivait en hausse de 0,09 %, à 111.

Lingot : 79 600 F (+ 1 800 F). Napoléon : 533 F (+ 5 F).

NEW-YORK, 24 juin ↓

Rechute

La vive reprise enregistrée à la veille du dernier week-end a fait long feu. Sur des ventes bénéficiaires, la plus large partie des gains accumulés a été reperdue. En tête du palmarès auparavant, les « blue chips » ont été choisis comme ligne de mire par les vendeurs. A la clôture, l'indice des industrielles, un moment tombé à 1 853,39, s'établissait à 1 864,26 (- 13,28 points). Les valeurs de second rang ont cependant bien résisté comme en témoigne le bilan de la journée. Sur 1 953 valeurs traitées, 876 ont baissé, 738 ont monté et 339 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, les ajustements de portefeuille effectués habituellement à la fin de chaque trimestre ont influé sur la tendance et continueront d'exercer leurs effets au cours de la semaine. De nombreux analystes révisent en baisse leurs prévisions sur la croissance du PNB pour les deuxième et troisième trimestres, entraînant ainsi le courant des arbitrages et des ventes. Mais à mesure que la déception grandit au sujet de la situation économique, l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt s'accroît. Si la Réserve fédérale se décidait à faire un geste, la réaction en chef de la lettre de Merrill Lynch se dit persuadée qu'une hausse du « Dow » à 1 950 ou 2 000 points est possible.

VALEURS	Cours du 20 juin	Cours du 23 juin
Alcoa	40	39 3/8
A.T.T.	25 1/2	25 3/8
Boeing	63 3/4	64
Chase Manhattan Bank	42 1/8	42
Du Pont de Nemours	38 1/2	38
Eastman Kodak	59 1/2	59 7/8
Exxon	61	60 1/2
Ford	33 7/8	33 1/4
General Electric	81	80 1/2
General Motors	78 3/4	78
Goodyear	32 5/8	32 1/4
IBM	147 1/2	147
I.T.T.	46	44 7/8
Mobil Oil	31 3/8	31 1/4
Pfizer	69	68 1/4
Schlanberg	32 3/8	32 1/2
Tranco	33 5/8	32 3/4
U.S. Steel	51 3/4	51 1/2
Union Carbide	21 3/4	21 7/8
U.S. Steel	20 1/2	20 1/2
Westinghouse	64	63 1/2
Xerox Corp.	98 1/8	96 1/2

CHANGES

PARIS

Dollar : 7,11 F ↓

Très ferme lundi, le dollar s'est vivement réplé mardi 24 juin, revenant de 7,24 F à 7,11 F à Paris, de 2,27 DM à 2,23 DM et de 169 yens à 166,85 yens. Ce repli est de nature technique, comme l'avait été la hausse précédente.

FRANCFORT 23 juin 24 juin
Dollar (en DM) ... 2,2689 2,2330

TOKYO 23 juin 24 juin
Dollar (en yens) ... 169,20 166,85

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)
Paris (24 juin) ... 7 1/8 %
New-York (24 juin) ... 6 13/16 %

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

20 juin 23 juin

Valeurs françaises ... 128,6 130,2

Valeurs étrangères ... 106,6 108,5

C* des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général ... 340,8 346

NEW-YORK

(Indice Dow Jones)

Industrielles ... 1 875,54 1 864,26

LONDRES

(Indice Financial Times)

Industrielles ... 1 353,4 1 338,2

Mines d'or ... 213,8 208,5

Fonds d'Etat ... - -

TOKYO

20 juin 23 juin

Nikkei Dow Jones 17 454,86 17 457,89

Indice général ... 1 348,86 1 351

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 juin

Nombre de contrats : 2 590

COURS

ÉCHÉANCES

— Juin 86 — Sept. 86 — Déc. 86 — Mars 87

Dernier ... — 109,25 109,95 110,90 110,95

Précédent ... — 109,35 110 111,70 110,70

AUTOUR DE LA CORBEILLE

HAUSSE DE LA GÉNÉRALE DE FONDERIE. — Cette action de 100 F, forte de 10 F, a été cotée à la Bourse de Paris (elle avait baissé de plus de 40 % la semaine précédente) à vivement réagi le 23 juin. En clôture, le titre Générale de Fonderie gagnait plus de 16 %, à 29,60 F.

J. LEFEBVRE AUGMENTE SON CAPITAL. — La société va procéder à une augmentation de capital de 18 millions de francs nominal pour la porter à plus de 72 millions de francs par un

émission en numéraire de 120 000 actions nouvelles de 150 F nominal. Les deux principaux actionnaires, GFM Entreprises (55 % du capital) et Mubli Oil France (10 %) devraient participer à l'opération, qui permettra à Jean Lefebvre de recueillir environ 60 millions de francs d'argent frais. En 1985, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de près de 5 milliards de francs et un bénéfice net (part du groupe) de 27 millions de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

— Dev. — Dev. — Dev. — Dev. —

SE-U ... 7,1075 7,1100

SE-U ... 5,1262 5,1299

SE-U ... 4,2585 4,2626

DM ... 3,1865 3,1891

DM ... 2,2204 2,2315

DM ... 15,5969 15,6022

SE ... 3,7795 3,7831

L (1 000) ... 4,4449 4,4516

F. franc ... 10,7323 10,7433

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U ... 6 7/8 7 1/8 6 15/16 7 1/16 6 15/16 7 1/16

DM ... 4 3/8 4 5/8 4 1/2 4 5/8 4 1/2 4 5/8

DM ... 6 3/8 6 5/8 6 1/16 6 3/16 6 1/8 6 1/8

SE ... 1 1/8 1 3/8 1 3/4 1 3/4 1 3/4 1 3/4

L (1 000) ... 11 1/2 12 1/2 11 3/4 12 1/2 11 3/4 12 1/4

23 JUIN

Cours relevé
à 17 h 25

Comptant (selection)

Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp. 7 1/2 % 1973	7800		Comp. L'Air-Alcat.	412 80		Comp. L'Air-Alcat.	412 80	
Emp. 8 1/2 % 1973	123	0 772	Comp. L'Air-Alcat.	1124	1122	Comp. L'Air-Alcat.	1124	1122
9 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
10 1/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
10 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
11 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
12 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
13 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
14 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
15 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
16 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
17 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
18 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
19 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
20 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
21 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
22 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
23 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
24 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
25 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
26 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
27 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
28 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
29 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
30 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
31 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
32 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
33 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
34 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
35 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
36 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
37 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
38 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
39 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
40 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
41 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
42 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
43 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
44 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
45 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
46 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
47 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
48 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
49 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
50 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
51 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
52 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
53 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
54 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
55 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
56 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
57 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
58 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
59 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
60 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
61 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
62 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
63 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
64 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
65 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
66 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
67 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
68 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
69 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
70 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
71 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
72 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
73 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
74 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
75 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
76 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
77 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
78 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
79 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
80 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
81 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
82 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
83 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
84 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
85 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
86 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
87 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
88 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
89 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
90 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
91 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
92 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
93 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
94 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
95 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
96 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
97 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
98 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
99 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
100 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
101 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
102 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
103 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
104 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
105 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
106 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
107 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
108 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
109 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
110 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
111 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
112 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
113 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
114 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
115 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80
116 3/8 % 10/10/83	106 10	0 817	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80	Comp. L'Air-Alcat.	28 85	28 80

Le Monde

UNE CONFÉRENCE DE PRESSE DE L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

M. Pierre Joxe : M. Chirac ? Un angoissé M. Toubon ? Un médiocre. M. Pandraud ? Un nul

M. Pierre Joxe n'est pas tendre pour les responsables de la nouvelle majorité. M. Chirac ? « J'ai toujours été convaincu de son incapacité à diriger les affaires de l'Etat. C'est un angoissé, qui commence à céder de crainte qu'il sera un jour président de la République, aujourd'hui à la tête d'un gouvernement de transition. » M. Jacques Toubon ? « Un type médiocre », qui, à la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale, ferait preuve de « bassesse morale ». M. Robert Pandraud ? « C'est un nul. Quand il était directeur général de la police nationale, la délinquance augmentait de 10 % par an. Dans quelque temps, on s'apercevra

que Pandraud a fait du mal, y compris au point de vue du moral de la police. Ce sera un mauvais souvenir. Sa réputation est usurpée. »

Recevant la presse, mardi 24 juin, avant que l'Assemblée nationale n'entame la discussion des quatre projets de loi sur la sécurité, le président du groupe socialiste a résumé ainsi l'attitude de ses amis dans ce débat : « Ce sont des textes inspirés d'une philosophie réactionnaire, contraire aux libertés, une collection de mesures d'une efficacité discutable. Mais on ne peut les affronter comme la loi sécurité et liberté de M. Peyrefitte qui prétendait tout résoudre. Aujourd'hui, ils ont

fait dans le petit. » M. Joxe, qui regrette que tous les amendements socialistes aient été rejetés en commission, ne refuse cependant pas, a priori, une discussion sur des modifications de législation - par exemple sur les faits constitués d'une infraction terroriste - mais il estime que les quatre projets soumis aux parlementaires ne constituent pas « une politique ». « C'est un effet purement apolitique, la fin d'un processus de gesticulation. » La droite parle beaucoup de la population pour lui faire peur, comme si la peur était un moyen de gouvernement, a-t-il conclu. Nous, nous faisons appel à la raison, nous ne sommes pas sur le même terrain. »

M. Arsène Lux serait nommé directeur de l'administration pénitentiaire

L'administration pénitentiaire aura bientôt un nouveau directeur, M. Arsène Lux, préfet hors cadre, dont la désignation doit intervenir lors d'un prochain conseil des ministres. L'actuel directeur, M. Myriam Elzaty, rejoint la Cour de cassation, elle a rang d'avocat général depuis mai 1983. Nommée à la tête des prisons un mois auparavant par M. Robert Badinter, elle ne faisait pas mystère, depuis le 16 mars, de son désir de quitter son poste en raison des nouvelles orientations de la politique pénale et pénitentiaire.

Le nouveau directeur est un oiseau rare. Avant de le dénicher, M. Alain Chandon a essayé plusieurs refus de préfets. Aucun n'a voulu accepter ce poste considéré par un conseiller du garde des sceaux comme un « siège éjectable ». Il y a aujourd'hui quarante-sept mille détenus pour trente-deux

mille cinq cents places dans cent quatre-vingt prisons surveillées par treize mille gardiens. La situation est considérée comme « explosive » à la chancellerie, où l'on se félicite du calme actuel, que l'on doit, selon un directeur de prison de la région parisienne, à la possibilité donnée par M. Badinter aux détenus de suivre dans leurs cellules la Coupe du monde de football.

Trois directeurs de l'administration pénitentiaire ont éprouvé, depuis la Libération, l'instabilité de ce poste : M. Robert Schmelck, qui avait dû céder la place, sur ordre du général de Gaulle, en 1964, après l'évasion de l'hôpital de La Rochelle d'un activiste de l'OAS, l'ex-adjoint Marc Robin ; M. Georges Beljean, pour divergences avec M. Jean Lecanuet, alors garde des sceaux, après les révoltes pénitentiaires de 1974, et M. Pierre Aymard, à la suite de l'évasion de Jacques Mesrine de la prison de la Santé en 1978.

Officier de carrière jusqu'en 1975 - il fut lieutenant parachutiste, le nouveau directeur, M. Lux, fut incorporé en 1957 dans un groupe d'hélicoptères basé en Algérie. Une expérience qui lui sera utile pour contrebalancer de nouvelles évasions comme celle de Michel Vaujour, il y a un mois, de la maison d'arrêt de la Santé. Son expérience actuelle, à l'Hôtel de Ville de Paris, des questions foncières, lui sera précieuse

■ Val d'Oise : un gardien de la paix écroué pour avoir blessé un jeune Marocain. - Un gardien de la paix, M. Jean-Michel Guillot, vingt-cinq ans, a été inculpé, samedi 21 juin, de tentative d'homicide volontaire par le tribunal de Pontoise (Val d'Oise) et placé sous mandat de dépôt pour avoir blessé, de trois balles de pistolet, pendant la nuit de mercredi 18 au jeudi 19 juin, à Francoville, M. Hassan Bourahla, un Marocain âgé de vingt-trois ans.

Celui-ci, vigile dans un supermarché, bavardait à la sortie de son travail avec des amis, lorsqu'il a été pris à parti par le gardien de la paix en état d'ébriété.

■ Arrestation du meurtrier présumé d'une vieille dame à Paris. - Serge Caillard, trente-cinq ans, coursier intermédiaire, a avoué avoir assassiné, pour la voler, M^{me} Germaine Charbonnier, dont le corps avait été découvert le 16 juin à son domicile, 129, rue de Lourmel dans le quinzième arrondissement à Paris (le Monde du 18 juin). Serge Caillard avait été appréhendé lundi 23 juin par la police judiciaire.

Le numéro du « Monde » daté 24 juin 1986 a été tiré à 510 069 exemplaires. Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

M. REAGAN A REÇU UNE LETTRE PERSONNELLE DE M. GORBATCHEV

Le nouvel ambassadeur d'URSS à Washington, M. Iouri Doubinine, remis lundi 23 juin au président Reagan une lettre personnelle du numéro un soviétique, M. Gorbatchev, a annoncé la Maison Blanche dans un communiqué. Cette lettre, dont le contenu est confidentiel, a été présentée lors de la remise des lettres de créance de M. Doubinine, qui s'est entretenue pendant une quarantaine de minutes avec M. Reagan. La Maison Blanche a qualifié la rencontre de « cordiale » et « sérieuse », mais indiqué que la lettre de M. Gorbatchev ne contient pas de dates, ni de précisions relatives à un sommet ou à la préparation d'un sommet.

A la fin de mai, M. Reagan avait proposé, dans une lettre au chef du PC soviétique, que le secrétaire d'Etat américain George Shultz et son homologue soviétique Eliazer Chevardnadze se rencontrent dès que possible - éventuellement en Europe - pour commencer à préparer l'ordre du jour du deuxième sommet. En revanche, M. Chevardnadze se rendra à Londres à la mi-juillet en visite officielle.

Toujours à Washington, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a réaffirmé que les accords « du type du traité SALT-2 » de 1979, sur la limitation des armements stratégiques, sont « à la fois dépassés et indéfinissables » mais que les Etats « travaillent à construire un accord américano-soviétique réduisant les armements et qui soit respecté ».

Les négociations sur le désarmement « doivent rester un élément de notre stratégie globale pour faire face à une union soviétique agressive », a poursuivi M. Weinberger devant les membres de la Fondation pour l'espace. Mais ces discussions « doivent être intégrées dans un processus plus large qui englobe notre programme de modernisation stratégique, la dissuasion conventionnelle et une recherche vigoureuse dans le domaine de la défense stratégique ». - (AFP, Reuter.)

■ GRANDE-BRETAGNE : Prison à vie pour l'un des auteurs de la bombe de Brighton. - L'auteur de l'attentat à la bombe commis au nom de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) à Brighton, qui avait failli tuer la reine, en octobre 1984, a été condamné lundi 23 juin à la prison à vie par le tribunal londonien de l'Old Bailey. (AFP.)

M. MARC BONNEFOUS EST NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DU QUAI D'ORSAY

Le Journal officiel du 21 juin a annoncé la nomination de M. Marc Bonnefous, directeur d'Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay, comme secrétaire général adjoint du ministère des affaires étrangères, en remplacement de M. Serge Boidevaux, nommé ambassadeur à Bonn.

[Né le 5 janvier 1924, docteur en droit, diplômé de l'Institut des hautes études marocaines (arabes), ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Bonnefous s'est engagé dans les forces françaises libres en 1943. A sa sortie de l'ENA, en 1947, il a été mis à la disposition de la résidence générale au Maroc, puis affecté, en 1956, à l'administration des affaires culturelles et techniques, jusqu'en 1959, puis Amérique. Il a été nommé à Lima en 1964, à l'Institut des hautes études de défense nationale à Paris en 1966, puis a été directeur du cabinet de M. Yves Guéhen, alors ministre des postes et télécommunications, en 1967-1969 (avec un passage de ce dernier à l'information en juin 1968). M. Bonnefous a ensuite été ambassadeur à Brazzaville (1970-1972), inspecteur des postes diplomatiques et consulaires (1973-1977), ambassadeur à Tel-Aviv (1977-1982) et enfin directeur d'Afrique du Nord et Moyen-Orient à partir de novembre 1982. Il a, à ce titre, participé à différentes missions, dont celle qui a été envoyée à Téhéran, sous la conduite du secrétaire général du Quai d'Orsay, M. André Ross, en avril dernier, pour préparer la « normalisation » des rapports diplomatiques franco-iraniens, et, donc, faciliter la libération des otages français. La nomination de M. Bonnefous au secrétariat général adjoint était attendue depuis plusieurs mois.]

Préservez votre dos fragile avec **Pirelax** de **PIRELLA** sommier articulé à lattes de bois soutient bien le COLONNE VERTEBRALE. DEMANDEZ CONSEIL A VOTRE MEDECIN. 37, Avenue de la République 75001 PARIS Tél. 43-57-46-35 Métro: PARNES

CANAPÉ CLUB CUIR 10 COULEURS
PRIX EXCEPTIONNEL DU 19 AU 30 JUIN
11 950 F
RÉÉDITION ANNÉES 30
READY-MADE 38-40, RUE JACOB 75006 (1) 42-60-28-01
A B C D F G H

Sur le vif Femmes... fortes

Vous avez vu ce gardien de la paix, une nana de vingt-trois ans, prise dans une rixe au métro Tolbiac ? Elle venait de quitter son service. Elle sert son flegme et elle en fauche deux d'un coup, dit-on. Un méchant, un Antillais qui le menaçait de son couteau, et un gentil, un Cambodgien, qui passait sur le quai, abattu par ricochet. C'était pas un revolver biqui, je vais vous dire, c'était un 357 magnum, une arme lourde, très lourde et très performante apparemment.

Il se parlait ce matin à la conférence des chefs. Des femmes flics, il y en a de plus en plus. Il paraît qu'elles sont épatantes, calmes, pleines d'autorité, pas trouillardes pour deux sous, enfin super, quoi. Parait sur les champs de courses, les filles jockeys, il y en a encore une qui vient de gagner le tiercé, je vous fiche mon ticket que d'ici vingt ans elles auront complètement désarçonné les garçons. Elles sont avantagées, forcément, elles sont taillées pour, petites, compactes, légères et très musclées, si, parfaitement, question d'entraînement.

Après la conférence, c'est rituel, le dégringole prendre un pe-

tit noir vite fait au comptoir. Alors, les copines : sur quoi tu vas encore déconner, là, aujourd'hui ?

— Je déconne pas, justement. Nous, les nanas, on vous crève la peau, on vous coiffe au poteau, on est championnes de formule 3. Bref, on vous emmerde à pied, à cheval, en bagnole. Et même en double mixte !

— Là oui, d'accord, mais, en simple, ta Navratilova, mon Lend, il se la ramasse en roue de bicyclette ce qu'on appelle, 6-0, 6-0, 6-0.

— C'est tellement bête, ce que tu dis ! Physiquement, ils sont pas faits pareil, ils ne sont pas de la même force, c'est évident.

— Intellectuellement non plus, désolé ! Permettez-moi de te signaler qu'une championne d'échecs catégorie dame, au classement général elle arrive péniblement en deux cent trentième position. Même au bridge, elles sont pas de taille. Au Scabbe, idem. Remarque, là, ce n'est pas, il y a qu'à voir le français que t'écris.

CLAUDE SARRAUTE.

LA GRÈVE DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC Incertitudes sur la retransmission du Mondial

Les deux demi-finales du Mondial seront-elles diffusées sur TF1 (19 h 55) et sur A2 (minuit) ? Le doute persistait encore mardi 24 juin fin de matinée. Les syndicats CFTD, CGT et SNJ du service public de l'audiovisuel maintiennent leur appel à une grève de vingt-quatre heures pour le mercredi 25 juin et ils ont déposé un préavis pour les deux jours suivants. Mais une réunion intersyndicale devait se tenir afin de définir les modalités précises de ces actions.

Il ne serait pas impossible, en effet, que les trois syndicats, qui se disent « parfaitement responsables et conscients », de l'impact qu'aurait sur le public la non-retransmission des matches de la Coupe du monde, décident de reprendre le travail le 25 juin à 20 heures.

Un autre motif pourrait empêcher la diffusion : le refus catégorique de voir le débat sur la diffusion du Mondial supplanter le débat de fond sur la réforme de l'audiovisuel. « Nous voulons une véritable discussion », déclarent les syndicats, qui

ne soit pas escamotée par un gouvernement prêt à user du forcing. La CFTD, la CGT et la SNJ estiment que le ministre de la culture et de la communication, « peut débloquer la situation ». Ils considèrent que « reporter à septembre le débat sur le projet de loi constituerait une ouverture ».

Mais on ne l'entend pas ainsi du côté du ministère où l'on déclare « qu'un calendrier a été établi et que rien ne viendra entraver la discussion sur la loi, le Parlement étant souverain en la matière ». Les seuls pourparlers à envisager, dit-on au cabinet de M. Léotard, concernent les problèmes ayant trait à la convention collective et au statut des personnels. On souligne aussi que s'il est normal que les syndicats s'expriment, « il y a, néanmoins, des limites qui ne doivent pas être dépassées ».

Rappelons que les syndicats s'étaient prononcés, vendredi 20 juin, à l'issue d'une réunion intersyndicale, en faveur d'une « grève active » permettant la diffusion des matches en lieu et place du programme minimum. Ils souhaitent, d'autre part, avoir la possibilité de donner sur l'antenne, les raisons de leur mouvement. La direction de TF1 a déclaré, mardi matin, que « des négociations étaient en cours à propos des demandes formulées par les syndicats ». ANITA RIND.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 24 JUIN
Indicateur de séance (%) : - 0,38

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	365	360	360
Agence Havas	1890	1880	1880
Alcatel	711	711	715
Alstom	413	418	418
Banque Paribas	1021	1020	1020
Bouygues	1760	1760	1750
Bouygues	1145	1138	1135
B.S.N.	3570	3580	3550
Carrefour	2839	2833	2833
Chemin de fer	1020	1025	1025
Club Méditerranée	510	505	505
Dunelm	1270	1253	1245
Esa (G&S)	1245	1250	1250
Elf-Aquitaine	294	291	282,90
Esso	2530	2530	2530
Leffargue-Dupré	1255	1260	1250
Michelin	2625	2620	2620
Mid (G&S)	1320	1320	1320
Moët-Hennessy	1950	1945	1945
Navy-Medias	933	933	930
Oréal	2025	2020	2020
Parnac-Ricard	1123	1125	1110
Paguet S.A.	872	872	869
Sanofi	582	578	577
Scania Pomer	680	680	680
Télécom France	2840	2835	2840
Thomson C.S.F.	1198	1225	1225
Toulon C.F.P.	378	375	375
V.I.T.	2835	2835	2835
Vieljeux	525	525	520

NOUVEAUX TARIFS "ENSEIGNEMENT"

* Réservés aux établissements d'enseignement ou de formation agréés ainsi qu'aux professeurs.

30% de remise sur la gamme Apple.
MACINTOSH PLUS
18130 F.H.T. 21502 F.T.T.C.!!
APPLE II C
3535 F.H.T. 4192,51 F.T.T.C.!!
etc...
Profitez-en dès aujourd'hui !! chez :
INTERNATIONAL COMPUTER
Le centre Géant de la Micro-informatique
26, rue du Renard 75004 Haxe Beaubourg - tél. 272.26.26
et 64, avenue du Prado 13006 MARSEILLE - tél. 37.25.03

75 MICRO-SERVEURS
LEQUEL CHOISIR ?
VIDEOTEX
magazine
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET L'ÉDITEUR
A 200, 10 rue Danielle-Cogneau 75002 PARIS

MARCEL LASSANCE
SOLDES
du 25 Juin au 5 Juillet 1986
17, rue du Vieux-Colombier Paris (6e)
Galerie Point Show
66, Champs-Élysées

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
PANTALONS
MESURE
A partir de **650 F**
COSTUMES
MESURE
A partir de **1950 F**
Costumes légers **1790 F**
3000 tissus
Luxe draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
SUR MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

L'AVION PAS CHER
Tarif dates creuses
New-York : 2 800 F. Boston, Montréal : 3 100 F.
Washington, Toronto : 3 350 F. Miami : 3 900 F.
Los Angeles, San Francisco, Seattle et Vancouver : 6 850 F.
Prix aller-retour au départ de Paris, 7 jours/6 mois
A dates imposées - Sur compagnies régulières
Panchages autorisés - Prix garantis à l'inscription
Renseignements : répondre, 42-65-66-68
Minitel 36-15-91-77 code PL rubrique CHARTER
INTER CHART'AIR
9, boulevard des Capucines, Paris (2^e), tél. 42-66-42-44
Bordeaux 92-23-23 - Lille 55-54-55 - Lyon 08-95-16-40 - Toulouse 21-16-75
ou votre agence de voyage

changement de la 5e